

uni

UNIVERSITÉ DE
NEUCHÂTEL

Institut de géographie

Espace Louis-Agassiz 1
CH - 2001 Neuchâtel

MEMOIRE DE MASTER
sous la direction du Prof.
Etienne Piguet

Expert : Douglas Bardsley

Septembre 2011

Jérémie Guélat



Migration et environnement

*Etude de cas sur les flux
migratoires à destination de
La Paz et El Alto, Bolivie*

NIETH
21059



Université de Neuchâtel



1041534712

compactus

12 006 36 47 100

REMERCIEMENTS

L'élaboration de cette étude eut été irréalisable sans l'aide et le soutien de nombreuses personnes.

Mes remerciements s'adressent d'abord à mon directeur de mémoire, Etienne Piguet, ainsi qu'à Raoul Kaenzig, assistant-doctorant. Cette recherche doit beaucoup à leur parfaite connaissance du sujet et à la pertinence de leurs remarques. Les relectures avisées et les commentaires de Raoul ont été plus que bienvenus.

Merci également à Douglas Bardsley pour avoir consenti à expertiser cette étude.

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à la CIPCA pour leur soutien sans faille et leur disponibilité : M. Acevedo, M. Pérez et M. Coarite Llojilla.

Mes remerciements chaleureux sont dirigés envers tous les migrants de La Paz, El Alto et Ancoraimas qui ont accepté de m'accorder de leur temps.

Je remercie tout particulièrement Mathias, pour sa clairvoyance orthographique et sa patience à toute épreuve. Merci aussi à Milton pour son aide utile à la retranscription des entretiens.

Mes remerciements s'adressent également à mes amis et collègues d'université : Frédéric, Julien, Jérôme, Matthieu, Christophe, Camille, Ivan ainsi qu'à Mélanie, qui a su gérer avec charme l'effervescence qui peut parfois accompagner un mémorant.

Finalement, j'exprime toute ma gratitude à mes parents, qui m'ont offert la possibilité de faire des études et qui m'ont soutenu durant l'ensemble de celles-ci. Un grand merci à vous, ainsi qu'à mon frère Jonas pour ses conseils souvent judicieux.

Sources des photos de la page de titre :

A droite, vue de La Paz et du Mont Illimani

www.steeringtravel.com

A gauche, la désertification des sols boliviens

www.derechoshumanosbolivia.org

RÉSUMÉ

Cette recherche vise à présenter les caractéristiques de certains flux migratoires à destination de La Paz et El Alto, en Bolivie. Elle s'attache à définir, dans un premier temps, les formes de ces mouvements de populations, leurs temporalités et spatialités différentes et l'influence potentielle de réseaux migratoires.

Dans un deuxième temps, il est question de discuter l'importance relative à chaque facteur explicatif des migrations, se déclinant en facteurs économiques, socioculturels, politiques ou environnementaux.

Finalement, une attention particulière est accordée aux perceptions des individus quant aux dégradations environnementales auxquelles la Bolivie est exposée, afin d'évaluer le rôle joué par cette dimension environnementale dans les processus migratoires.

Pour mener à bien cette recherche, 35 entretiens semi-directifs ont été réalisés avec des migrants vivant à La Paz et El Alto, mais également avec des habitants des campagnes boliviennes. Ensuite, 20 questionnaires ont été distribués dans les communautés de Guaqui et d'Ancoraïmes.

TABLES DES MATIÈRES

<i>Remerciements</i>	3
<i>Résumé</i>	4
<i>Tables des matières</i>	5
<i>Tables des illustrations</i>	7
<i>Abréviations</i>	8
PREMIERE PARTIE	9
INTRODUCTION, CADRE DE L'ETUDE ET PROBLEMATIQUE	9
1.1. <i>Introduction</i>	10
1.2. <i>Cadre de l'étude</i>	12
1.2.1. LES MIGRATIONS INTERNES EN BOLIVIE	13
1.2.2. LES DEGRADATIONS ENVIRONNEMENTALES DANS L'ESPACE BOLIVIEN	16
1.3. <i>Problématique</i>	20
1.4. <i>Question de départ</i>	20
1.4.1. QUESTIONS DE RECHERCHE	20
1.4.2. SYSTEME D'HYPOTHESES	21
1.4.3. OBJECTIFS	22
1.4.4. SCHEMA RECAPITULATIF DE LA PROBLEMATIQUE	23
DEUXIEME PARTIE	24
CADRE THEORIQUE	24
2.1. <i>Introduction</i>	25
2.1.1. LA MIGRATION	25
2.1.2. LA MOBILITE	26
2.1.3. LES PRECURSEURS THEORICIENS	26
2.1.4. LE MODELE « PUSH-PULL » DE LEE	27
2.2. <i>Les théories explicatives des flux migratoires</i>	27
2.2.1. LA THEORIE NEO-CLASSIQUE	28
2.2.2. LA NOUVELLE ECONOMIE DES MIGRATIONS	28
2.2.3. LA PERPETUATION DES MOUVEMENTS DE POPULATION	30
2.3. <i>L'imaginaire géographique</i>	33
2.4. <i>Considérations théoriques sur l'émigration rurale</i>	33
2.5. <i>La prise de décision migratoire dans la psychologie sociale</i>	36
2.5.1. LA THEORIE DE LA MOTIVATION	36
2.5.2. LA THEORIE DES ATTENTES ET DES VALEURS	37
2.6. <i>Les mouvements de population induits par l'environnement</i>	37
2.6.1. INTRODUCTION	37
2.6.2. DES REFUGIES CLIMATIQUES ?	39
2.6.3. UN THEME RELATIVEMENT PEU ETUDIE	41
2.6.4. DES POSITIONS DIVERGENTES	43
2.6.5. DE LA DIFFICULTE D'ISOLER LE FACTEUR ENVIRONNEMENTAL	49
2.7. <i>Conclusion et synthèse du cadre théorique</i>	50
TROISIEME PARTIE	52
METHODOLOGIE	52
3.1. <i>Introduction</i>	53
3.2. <i>Choix du terrain d'étude</i>	53
3.3. <i>Objet de recherche</i>	54
3.4. <i>Entretiens semi-directifs</i>	54
3.5. <i>Les Focus Groups</i>	56

3.6.	<i>Les questionnaires</i>	56
3.7.	<i>Autres sources d'informations utilisées</i>	57
3.8.	<i>L'analyse du matériel</i>	57
3.9.	<i>Bilan réflexif et biais méthodologiques</i>	58
QUATRIEME PARTIE		60
ANALYSE ET RESULTATS		60
4.1.	<i>Introduction</i>	61
4.2.	<i>Les formes des flux migratoires</i>	62
4.2.1.	OBJECTIF 1.....	62
4.2.2.	HYPOTHESE 1.....	62
4.2.3.	LA PRISE DE DECISION ET SES REPERCUSSIONS.....	62
4.2.4.	L'INTEGRATION.....	64
4.2.5.	LES SPATIALITES ET LES TEMPORALITES DES FLUX.....	65
4.2.6.	LE CHOIX PARTICULIER DE CES VILLES.....	67
4.2.7.	L'EXISTENCE DE RESEAUX ET LES LIENS MAINTENUS AVEC LA COMMUNAUTE D'ORIGINE.....	68
4.2.8.	LE RETOUR A LA VIE RURALE.....	71
4.2.9.	BILAN.....	72
4.3.	<i>Les différents facteurs explicatifs</i>	74
4.3.1.	OBJECTIFS 2.....	74
4.3.2.	HYPOTHESE 2.....	74
4.3.3.	LES FACTEURS ECONOMIQUES DANS LES PROCESSUS MIGRATOIRES BOLIVIENS.....	74
4.3.4.	L'INFLUENCE DES FACTEURS SOCIOCULTURELS EN BOLIVIE.....	80
4.3.5.	QUEL ROLE POUR LES FACTEURS POLITIQUES ?.....	82
4.3.6.	BILAN.....	83
4.4.	<i>Migration et environnement</i>	85
4.4.1.	OBJECTIF 3.....	85
4.4.2.	HYPOTHESE 3.....	85
4.4.3.	LES CYCLONES, PLUIES TORRENTIELLES ET INONDATIONS.....	85
4.4.4.	LES SECHERESSES ET LA DESERTIFICATION.....	88
4.4.5.	LES EPISODES DE GEL ET DE GRELE.....	92
4.4.6.	LE RETRAIT GLACIAIRE.....	94
4.4.7.	LES PERCEPTIONS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	95
4.4.8.	BILAN ET SYNTHESE.....	97
4.5.	<i>Analyse complémentaire</i>	100
4.5.1.	LES FORMES DES MIGRATIONS.....	100
4.5.2.	LES FACTEURS EXPLICATIFS DES MIGRATIONS.....	101
4.5.3.	MIGRATION ET ENVIRONNEMENT.....	105
4.5.4.	BILAN.....	108
CINQUIEME PARTIE		110
CONCLUSIONS		110
5.1.	<i>Conclusions</i>	111
5.2.	<i>Remarques réflexives et pistes de recherche</i>	115
SIXIEME PARTIE		117
BIBLIOGRAPHIE ET ANNEXES.....		117
6.1.	<i>Bibliographie</i>	118
6.2.	<i>Grille d'entretien</i>	126
6.3.	<i>Questionnaire</i>	130
6.4.	<i>Liste des personnes interrogées</i>	137
6.5.	<i>Citations d'entretiens en espagnol</i>	139

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Carte de la Bolivie	12
Figure 2 : Carte du Département de La Paz	13
Figure 3 : Où vont les migrants de l'altiplano ?	14
Figure 4 : Destinations des migrants des communautés pauvres	15
Figure 5 : Risques d'inondations en Bolivie	17
Figure 6 : Les menaces de sécheresses en Bolivie.....	18
Figure 7 : Les désastres naturels dans le monde, de 1900 à 2010	44
Figure 8 : Nombre de personnes affectées par des désastres naturels en 2009	45
Figure 9 : Un simple continuum dans les migrations internationales	48
Figure 10 : Environnement comme cause à la migration.....	50
Figure 11 : Les lieux d'origine des migrants de cette recherche.....	66
Figure 12 : Cultures d'oignons inondées. Au fond, la communauté de Corpa Grande	87
Figure 13 : Schéma des facteurs explicatifs des migrations.....	99
Figure 14 : Les facteurs économiques dans les migrations	102
Figure 15 : Les facteurs socioculturels dans les migrations	103
Figure 16 : Les facteurs politiques dans les migrations	104
Figure 17 : Les raisons de la diminution des récoltes, selon les questionnaires	106
Figure 18 : Les facteurs environnementaux dans les migrations	108

ABRÉVIATIONS

CCNUCC :	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CIPCA :	Centro de Investigación y Promoción del Campesinado
GIEC :	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IPCC :	Intergovernmental panel on climate change
LIDEMA :	Liga de Defensa del Medio Ambiente
NTIC :	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
OIM :	Organisation internationale pour les migrations
OMM :	Organisation météorologique mondiale
OxFam :	Oxford Committee for Famine Relief
PNUE :	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNU-EHS :	United Nations University – Institute for Environment and Human Security

Première Partie

Introduction, cadre de l'étude et problématique

1.1. INTRODUCTION

« Human migration, forced or otherwise, will undoubtedly be one of the most significant consequences of environmental degradation and climate change in decades to come. Many experts argue that large numbers of people are already on the move, with millions more expected to follow as evidence of climate change mounts. [...] Current knowledge about the social consequences we should expect from these processes is still quite sparse. Targeted research and assessment are of course essential to achieve a better understanding of the issue but we cannot afford to wait. It is critical that we start immediately to translate existing knowledge into humanitarian policies and practices ».

Achim Steiner, UN Under-Secretary General and Executive Director,
United Nations Environment Programme (UNEP).
In *Forced Migration Review* 31, 2008, p. 4.

Le rapport liminaire du GIEC précisait en 1990 déjà que l'impact le plus considérable du changement climatique se produirait sur la migration humaine, en déplaçant des millions d'individus des suites de l'érosion et des inondations côtières et du fait de perturbations dans l'agriculture (LONERGAN 1998 ; BROWN 2008b). Depuis lors, des rapports successifs soutiennent que la dégradation environnementale, plus particulièrement le changement climatique, est sur le point de devenir une cause majeure des déplacements de populations et de créer une véritable crise (BROWN 2008b). La fréquence des tempêtes, des sécheresses et des inondations est depuis 30 ans en augmentation et les effets sont dévastateurs sur les communautés vulnérables, en particulier dans les pays en voie de développement (LACZKO and AGHAZARM 2009 : 5). Toutefois, il ne faut pas considérer la migration comme un simple échec d'adaptation de la part des communautés, mais davantage comme une stratégie visant à atténuer les difficultés rencontrées au lieu d'origine : *« climate change coupled with environmental degradation will clearly impact the habitability of our planet. Human migration may be one of the adaptation strategies. The inability to isolate environment as a primary or exclusive driver of migration should not prevent public policy makers from identifying humanitarian responses that ensures the resilience and adaptation of communities impacted by a changing environment. Moreover, this will allow the mitigation of further environmental impact that can result from resettlement policies »* (BRONEN et al. 2009).

Les difficultés d'isoler la variable environnementale parmi une myriade de causes généralement présentes dans les migrations et les oppositions entre scientifiques ont quelque peu freiné l'étude des liens entre migration et environnement :

« Bien qu'il y ait une prise de conscience plus aiguë des périls que présentent les changements climatiques, leur impact probable sur le déplacement et la mobilité humaine n'a reçu que trop peu d'attention »¹.

¹ António Guterres, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, *Foreign Affairs*, Septembre/Octobre 2008. (www.aidh.org/climat/Images/Note_HCR_10_08.pdf).

L'impact du changement climatique sur les déplacements de populations attire dorénavant une attention croissante des chercheurs et des médias, mais les connaissances sur le phénomène restent limitées (PIGUET et al. 2010 ; KAENZIG e PIGUET 2011 ; PIGUET et al. 2011) et les études empiriques trop éparses (BLACK et al. 2008 : 16 ; GEMENNE 2009 : 30 ; PIGUET et al. 2010b : 5 ; KAENZIG e PIGUET 2011 : 50).

Selon l'OIM, bien qu'il n'existe aucune donnée fiable sur le nombre et l'ampleur des migrations liées à l'environnement, il semble clair que ce type de mouvement humain augmentera considérablement dans un avenir proche, étant donné l'ancrage de plus en plus profond des effets du changement climatique, selon le rapport 2010 de l'OIM sur les migrations dans le monde. Les pays du Sud sont déjà les plus touchés par la migration climatique et environnementale et le seront de plus en plus dans les prochaines décennies, surtout à l'intérieur de leurs propres frontières (KNIVETON et al. 2008).

Dans ce contexte, cette recherche ambitionne de cerner les caractéristiques de certains flux migratoires à destination de La Paz et El Alto, puis de discuter la pertinence relative à chaque facteur explicatif, pour enfin évaluer plus précisément l'influence des conséquences du changement climatique et, plus largement, des dégradations environnementales sur les déplacements de populations.

L'objectif de questionner, par l'intermédiaire d'une étude de cas en Bolivie, le rôle de l'environnement parmi d'autres causes des migrations. De nombreuses interrogations surviennent dans ce type de recherches : qui migre à cause d'une dégradation environnementale ? D'où viennent ces migrants et où vont-ils ? Pourquoi ont-ils migré et quel rôle joue le changement climatique ? De quelle manière interagit la dégradation environnementale avec d'autres facteurs sociaux, économiques et politiques dans le processus décisionnel ? Qu'est-ce qui aurait pu empêcher ces individus de migrer ? Pourquoi d'autres demeurent dans les zones dégradées ou sujettes aux changements climatiques ? Quelles sont leurs stratégies d'adaptation ? Comment la migration induite par l'environnement se déroule-t-elle ? Quel est le rôle des perceptions des individus quant aux dégradations environnementales et comment déclenchent-elles le déplacement ? (WARNER et al. 2008). La présente étude vise à proposer le maximum de réponses à ces questionnements, en prenant également en compte la multitude de facteurs susceptibles de provoquer de migrations.

Dans un premier temps, il convient de préciser les contours du cas d'étude et le contexte des migrations en Bolivie. Ensuite, les questions de recherche sont présentées et complétées par les hypothèses et les objectifs, qui vont servir de colonne vertébrale à cette étude. Le cadre théorique mobilise de nombreux éléments utiles et pertinents afin d'expliquer des migrations, notamment les théories explicatives des flux migratoires, les phénomènes de prise de décision migratoire, le cas particulier de l'émigration rurale et dresse un état des connaissances sur les mécanismes entre migration et environnement. Les méthodes utilisées pour la réalisation de ce travail de mémoire sont également décrites de manière transparente. Enfin, l'analyse reprend les questions de recherche et précède une analyse complémentaire et les conclusions de l'étude, dans le but de mieux comprendre comment se caractérisent les flux migratoires à destination de La Paz et El Alto.

1.2. CADRE DE L'ÉTUDE

La Bolivie, située dans l'Ouest de l'hémisphère sud s'étend sur une superficie approximative de 1.1 million de km² et compte environ 10 millions d'habitants, répartis inégalement sur un territoire d'une faible densité, ce qui contribue à l'insularité des grandes villes : La Paz / El Alto, Santa Cruz et Cochabamba (ROLLAND et CHASSIN 2007). La présence de la Cordillère des Andes à l'est du pays et de basses-terres amazoniennes à l'ouest implique des différences d'altitudes considérables : de plus de 6000 mètres sur les sommets à moins de 100 mètres au-dessus du niveau de la mer, dans la partie basse orientale. Ceci a bien entendu des conséquences sur les variations de températures dans le pays et sur la constitution de niveaux écologiques distincts. Dans le cadre de cette étude de terrain dans les villes de La Paz, El Alto et certaines communautés rurales alentours, le niveau écologique rencontré

correspond au niveau microthermal, ou Puna (BALDERRAMA MARISCAL et al. 2011). Ce niveau regroupe les zones d'une altitude de 2800 à 4200 mètres d'altitude avec une température moyenne de 7 à 10°C, pour des précipitations moyennes de 200 à 700mm par an. A ces altitudes (3400 à 3800 mètres), le climat permet aux paysans boliviens de cultiver des tubercules andéens (pomme de terre, ulluque et *oca*), des céréales (blé, orge et avoine), des légumes (fève, lupin et oignon) et d'élever du bétail. Au-dessus de 3800 mètres, l'agriculture est limitée à la pomme de terre amère, à l'orge et au fourrage (McDOWELL 2010 ; BALDERRAMA MARISCAL et al. 2011).



Figure 1 : Carte de la Bolivie
 Source : BLANCHARD 2006

Le pays a connu l'une des rares réformes agraires abouties du continent sud-américain, lorsque l'Etat a exproprié les grands propriétaires terriens d'antan afin de redistribuer les terres aux communautés indigènes, en 1952 (ROLLAND et CHASSIN 2007). Cependant, ce changement pose problème actuellement car le fait de supprimer les *latifundios* (hectares gérés par les grands propriétaires) au profit des *minifundios* a considérablement émietté l'espace agricole dorénavant sujet aux partages successoraux successifs, ce qui tend à réduire la surface cultivable à chaque génération.

Les villes de La Paz et de El Alto se situent toutes deux dans le Département de La Paz, plus précisément dans la province Pedro Domingo Murillo. La Paz connaît une structuration urbaine correspondant à diverses classes sociales assez nette, avec une petite élite urbaine, une classe moyenne émergente depuis peu et une classe défavorisée et pauvre qui ne cesse d'augmenter par l'arrivée soutenue de migrants ruraux (CHAOUCH 2007). La ville s'étale sur différentes altitudes, les hauteurs abritent les classes les plus démunies alors que le niveau de richesse s'accroît à la mesure que l'altitude diminue. El Alto, ville pauvre de la périphérie de La Paz, culmine à plus de 4000 mètres d'altitude. Sa population est constituée de familles en situation très précaire, arrivant par vagues en provenance des zones rurales dépourvues de ressources (HERRERA MOLINA 2007 : 173). Elle est la ville qui grandit le plus rapidement de Bolivie et son niveau de pauvreté est alarmant. En effet, environ 70% de sa population vivait en 2001 en dessous du seuil de pauvreté et n'avait aucun accès à l'eau potable, à l'électricité, aux soins de santé ou à l'éducation (AGUILAR CUEVAS 2007).



Figure 2 : Carte du Département de La Paz
Source : www.embajadabolivia.ec

Toujours dans le Département de La Paz, cette recherche a également pris en considération la communauté rurale d'Ancoraimas, une des capitales de la province Omasuyos, sur les rives du lac Titicaca. De nombreuses migrations sont en effet initiées aux abords de ce lac à destination de El Alto (MAZUREK 2007).

1.2.1. LES MIGRATIONS INTERNES EN BOLIVIE

La tradition migratoire séculaire bolivienne, la transhumance, a toujours fait partie des pratiques importantes dans la vie des communautés rurales des Andes (BALDERRAMA MARISCAL et al. 2011). Sans s'attarder ici sur les migrations et la mobilité antérieures ou propres à la période coloniale, qui appartenaient réellement aux cycles de vie des familles et étaient dues à la nécessité de la diversification de la production paysanne et aux échanges (CORTES et al. 1995 ; MAZUREK 2007), l'accent sera mis sur les migrations récentes et actuelles qui ont cours en Bolivie. Quant à la spatialité, les migrations internationales font l'objet de nombreuses études et correspondent de plus en plus à un aspect important de la mobilité de ce pays : en 1976, le 4% de la population vivait hors des frontières boliviennes, en 1992 ce taux est passé à 6% de la population totale (CORTES et al. 1995) et en 2006, une

estimation évaluait à environ 25% de la population totale le nombre de boliviens vivant à l'étranger (HINOJOSA GORDONAVA date inconnue). Cela dit, il sera question lors de cette recherche de traiter des différentes formes de mobilité interne, en particulier les migrations rurales-urbaines, qui constituent aussi un phénomène de grande ampleur (CORTES et al. 1995 ; MAZUREK 2007). En effet, selon Guilbert, « depuis les années 1940, les communautés connaissent de grands bouleversements dont la migration spontanée. Ce mouvement de population s'effectue des Andes vers la capitale La Paz, les yungas et les villes telles que Santa Cruz ou Cochabamba, et l'Amazonie » (2005 : 2). Les flux internes se sont intensifiés dès la réforme agraire de 1952 puis des suites des politiques d'ouverture des frontières vers les plaines pré-amazoniennes, dans la région de Santa Cruz, dans les années 1960 (CORTES et al. 1995). Comme expliqué dans le chapitre précédent, El Alto voit sa population s'accroître très rapidement et cette ville est passée d'une bourgade de quelques milliers d'habitants à une des trois plus grandes villes de Bolivie (NATHAN 2008). Les migrations rurales urbaines participent grandement à cette augmentation de population dans les villes. Ainsi, les noyaux urbains constituent des pôles d'attraction fondamentaux pour les individus en provenance de l'*altiplano*² où la pauvreté règne. Les migrants des communautés rurales des *highlands* se dirigent donc vers les centres urbains les plus proches, plus précisément vers El Alto. En effet, environ 80% des migrants vivant à El Alto sont des migrants en provenance de l'*altiplano* : « the majority of those who migrate from the highlands go to... in the highlands and mainly in the cities. The first destination is south of the region of La Paz and the city of El Alto [...] » (MAZUREK 2007 : 4). Les rives du Lac Titicaca, où se trouve la communauté d'Ancoraimas par exemple, constituent ainsi une zone importante d'émigration à destination de El Alto (MAZUREK 2007). Toujours selon Mazurek, la migration de proximité et culturelle prime et les villes attirent pléthore de migrants car elles les autorisent à conserver un lien économique et culturel avec leurs régions d'origine (2007 : 5). Finalement, la figure n°3 présente les aires de destination des migrants de l'*altiplano*. Il est aisé de remarquer qu'ils se dirigent soit dans une autre communauté rurale à proximité, soit vers un centre urbain, mais en restant dans l'*altiplano* pour la grande majorité d'entre eux.

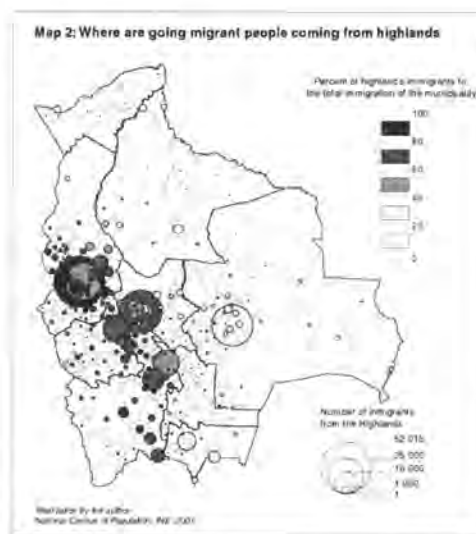


Figure 3 : Où vont les migrants de l'*altiplano* ?
 Source : Mazurek 2007

² L'*altiplano* est un large plateau situé entre la Cordillère des Andes occidentale et orientale (GUILBERT 2005).

Ces migrations à destination des villes andines de La Paz et El Alto sont « faciles » et il n'est pas rare de rencontrer, surtout à El Alto, des individus possédant une double résidence, en ville et dans la communauté rurale (BALDERRAMA MARISCAL et al. 2011 : 40 ; MAZUREK 2007). Cortes et al. (1995) remarquent aussi que ces formes de mobilités sont souvent circulatoires, faites de retours et de résidences multiples. A El Alto, « *we know that mobility is often more important than definitive migration. A great proportion of the population still has double residency, in their community of origin as well as in the city* » (MAZUREK 2007 : 7). Même si La Paz attire moins de migrants que sa voisine la surplombant (surtout à cause de l'impossibilité d'étalement urbain due aux montagnes l'encerclant), le principe de gravité s'applique et les noyaux urbains boliviens drainent de très nombreux migrants (MAZUREK 2007). Ceux qui vivent à El Alto sont susceptibles de venir travailler à La Paz et ces agglomérations ont ainsi été choisies dans le cadre de cette recherche car il est désormais admis qu'elles accueillent une population migrante non négligeable. En plus de cela, si « *the main motivation of migration is to improve living conditions and to find an activity that will let this happen* » (MAZUREK 2007 : 9), il convient de connaître les zones de destination des individus et des ménages migrants les plus pauvres. La figure n°4 montre précisément que El Alto attire cette population particulière, tout comme La Paz dans une moindre mesure.

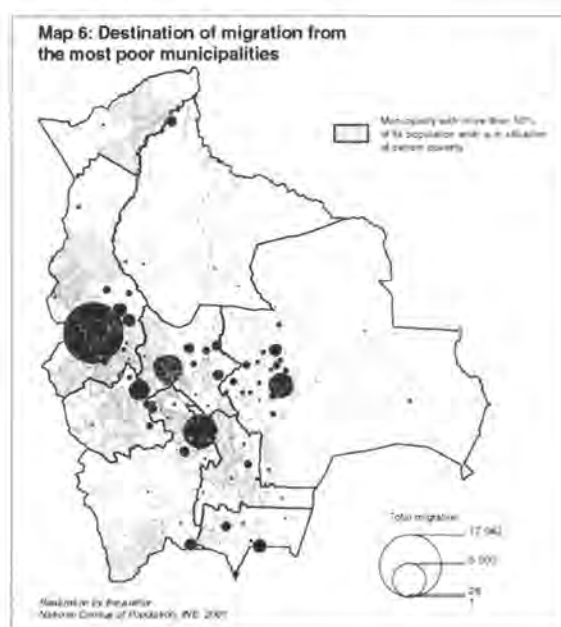


Figure 4 : Destinations des migrants des communautés pauvres

Source : MAZUREK 2007

Se basant sur un sondage de 1999, Andersen (2002 : 8) présente les différentes raisons qui sont susceptibles d'influencer les phénomènes migratoires boliviens. Il considère ainsi le regroupement familial comme le facteur le plus important dans les mouvements de population en Bolivie, précisant que la moitié des personnes interrogées le mentionne. Dans un deuxième temps, le désir de recevoir une éducation joue également un rôle dans les migrations, pour le quart de l'échantillon interrogé. Finalement, moins d'un individu sur cinq décide de migrer vers la ville en quête d'un travail rémunéré. Les migrants ruraux à la recherche d'emplois dans les villes doivent souvent se contenter du secteur informel (ANDERSEN 2002).

Même si ce sondage ne prenait pas en compte l'environnement comme facteur entraînant des migrations, ce dernier est fréquemment avancé dans les études sur les phénomènes migratoires en Bolivie (GUILBERT 2005 ; BALDERRAMA MARISCAL et al. 2011 ; TACOLI 2011) et il fait précisément l'objet de cette présente recherche. A ce propos et afin d'en venir au prochain chapitre, il convient de citer Guilbert : « *les communautés de l'altiplano sont parmi les plus démunies. S'il y a exode rural, c'est que la terre ne nourrit plus* » (2005 : 2). Le cadre théorique présenté mobilise donc certaines théories explicatives des flux migratoires qui jouent vraisemblablement un rôle dans les mouvements de population en Bolivie. Cependant, il était également indispensable de traiter des liens entre les migrations et les dégradations environnementales. En effet, le fait de vouloir diversifier les revenus engendre de la mobilité initiée en milieu rural et le changement climatique accroît les pressions sur les ménages et les incite à émigrer afin de satisfaire ce besoin de diversification des revenus (TACOLI 2011).

1.2.2. LES DEGRADATIONS ENVIRONNEMENTALES DANS L'ESPACE BOLIVIEN

De par sa localisation dans l'hémisphère sud à des latitudes entre tropicales et subtropicales et avec un dénivelé très conséquent, la Bolivie est davantage vulnérable aux dégradations environnementales et aux changements climatiques, qui sont exacerbés par les phénomènes cycliques de *El Niño* et son opposé *La Niña*³ (BALDERRAMA MARISCAL et al. 2011 : 13). Les principaux effets du changement climatique que va subir la Bolivie dans les années à venir résident dans une augmentation des températures et une variabilité accrue des précipitations (PAZ RADA 2008 ; KAENZIG e PIGUET 2011). En effet, la durée des épisodes de sécheresse va s'accroître, les jours de pluie vont diminuer et les averses torrentielles vont s'accroître (PAZ RADA 2008 ; BALDERRAMA MARISCAL et al. 2011). La fonte des glaciers s'accélère et constitue une des conséquences les plus tangibles de l'augmentation des températures dans les pays andins tels que la Bolivie, le Pérou, la Colombie et l'Equateur (KAENZIG e PIGUET 2011). Les glaciers tropicaux de ces pays ont perdu en moyenne plus du tiers de leur surface (COUDRAIN et al. 2005) et certains ont déjà totalement disparu – c'est le cas notamment du *Chacaltaya*, dans la Cordillère Royale en Bolivie (TICEHURST et al. 2009). Etant donné sa superficie importante, la Bolivie va être affectée par le changement climatique distinctement selon l'altitude et l'écosystème en question (McDOWELL 2010). D'un côté, les pluies torrentielles s'abatront sur la Cordillère Orientale, les basses-terres au Sud, les plaines et au Beni (PAZ RADA 2008). De l'autre côté, les épisodes de gel, de grêle et le déficit de précipitations affecteront les départements situés dans l'altiplano (PAZ RADA 2008).

1.2.2.1. Les cyclones, pluies torrentielles et inondations

L'augmentation des averses torrentielles engendre une recrudescence des inondations en Bolivie, avec pratiquement 2 millions de personnes affectées lors de la dernière décennie⁴. Ces pluies torrentielles, qui provoquent des inondations, qui elles entraînent parfois des glissements de terrain, sont le résultat d'évènements extrêmes, renforcés par les phénomènes climatiques *El Niño* et *La Niña* (PAZ RADA 2008 : 537). La déforestation et l'agriculture intensive, néfastes aux sols, aggravent ces situations climatiques défavorables aux Boliviens.

³ L'ensemble de l'oscillation de El Niño Southern Oscillation (ENSO) se déroule sur une durée irrégulière, comprise entre 2 et 7 ans. Durant une phase de *El Niño*, la température de la surface de l'Océan Pacifique augmente considérablement, ce qui a pour conséquence une modification du régime des pressions d'une part, et des changements importants dans le régime des précipitations d'autre part. Dans la phase inverse, *La Niña*, la température de la surface de ces eaux se refroidit (REBETEZ 2006).

⁴ Source : <http://www.emdat.be/>

Principalement dans la partie basse du pays, des indicateurs montrent une augmentation dans la fréquence de ces inondations et cela met en lumière la nécessité de trouver des solutions pour s'y adapter, comme il est urgent d'également s'adapter au manque d'eau chronique (PAZ RADA 2008). Ces événements climatiques extrêmes, qui frappent particulièrement les basses-terres boliviennes, génèrent des pertes économiques très importantes (voir figure n° 5). L'influence du changement climatique se ressent et « *pese a tener episodios de El Niño moderados, los impactos son de importancia, lo cual está siendo considerado como la influencia del cambio climático en este tipo de eventos* » (PAZ RADA 2008 : 547). Si la Bolivie rencontre certes des problèmes environnementaux durant des phases de *El Niño* modérées, elle se heurte beaucoup plus violemment à ses conséquences lorsqu'il se décline sous sa forme extrême. Effectivement, la phase *El Niño* de 1982-1983 a par exemple eu des conséquences dramatiques sur l'environnement et la population de Bolivie. Ses principaux effets se sont traduits par de nombreuses inondations ainsi que par de graves sécheresses, qui ont provoqué des désastres socio-économiques dans le pays. Ainsi, 700'000 personnes ont été touchées par des inondations, tandis que 1'600'000 individus ont été affectés par des sécheresses et les pertes économiques pour l'ensemble du pays se chiffrent à 837 millions de dollars américains (PAZ RADA 2008 : 545). Cet épisode climatique douloureux a dans un deuxième temps influencé les stratégies de survie des habitants sinistrés, en les amenant à émigrer pour assurer leur survie. Même si le phénomène migratoire ne constitue pas une nouveauté, il s'est particulièrement manifesté et intensifié à partir de 1982 en raison de la grande sécheresse causée par *El Niño* (GUILBERT 2005 : 2).

Cependant, les changements climatiques ne vont pas uniquement se traduire par l'intensité et la fréquence accrue des événements climatiques extrêmes, mais ils risquent également d'exacerber la raréfaction chronique de l'eau et ainsi réduire les sources d'eau dans de nombreuses régions du pays (PAZ RADA 2008 : 548).



Figure 5 : Risques d'inondations en Bolivie
Source : TICEHURST et al. 2009



1.2.2.2. Les sécheresses et la désertification

Même en admettant que la désertification est un processus environnemental ancien, les effets du changement climatique accroissent ce phénomène ainsi que l'érosion des sols et les conséquences sur le paysage et l'agriculture sont néfastes. En Bolivie, 41% du territoire est affecté par la désertification (BALDERRAMA MARISCAL et al. 2011 : 13) (voir figure 6). Les différentes zones arides boliviennes sont sujettes à une augmentation des températures qui va conduire à une évapotranspiration plus importante (PAZ RADA 2008). Selon García (in PAZ RADA 2008 : 536), « *si las tendencias de cambio se mantienen hasta el año 2050, bajo los registros considerados y analizados se puede concluir que en las zonas circunlacustres y más fuertemente en el Altiplano y Valles altos de Potosí y Chuquisaca, podría esperarse mayor amplitud térmica provocada por una aridización y desertificación intensa* ». Ces observations suggèrent un futur pessimiste pour les populations car celles-ci obtiennent en majorité l'eau des rivières et des puits qui sont de fait vulnérables à l'évolution climatique en cours. Les ressources financières nationales sont limitées afin de faire face à ces difficultés et donc les économies locales se retrouvent dans une situation d'adaptation quasi impossible (PAZ RADA 2008). Les impacts négatifs du changement climatique sur l'approvisionnement en eau augurent des disparitions des sources d'eau, qui constituent « *una de las causas de migración forzada de jóvenes a las ciudades y obliga a niños y mujeres a caminar grandes extensiones de tierra para conseguir agua* » (CASTELLON 2010 : 52).



Figure 6 : Les menaces de sécheresses en Bolivie

Source : TICEHURST et al. 2009

En résumé, « *la Región de Los Andes, reconocida por su diversidad biológica, cultural y climática, afronta hoy las amenazas del cambio climático. El retroceso de los glaciares y la disminución en la disponibilidad del recurso agua es el peligro más inmediato ; así como el aumento de las emergencias por inundaciones, sequías, deslizamientos y heladas se han duplicado en los últimos años* » (CASTELLON 2010 : 42). Les difficultés que rencontrent, de manière distincte, de nombreuses régions de Bolivie illustrent aisément la situation actuelle dans l'environnement bolivien. Les inondations, le manque d'eau et les sécheresses, les glissements de terrain, la grêle et le gel se multiplient et le retrait glaciaire intense ne laisse pas envisager sous les meilleurs auspices la disponibilité future en eau.

1.2.2.3. Le retrait glaciaire

Ce phénomène représente une image marquante du changement climatique, comme peuvent l'être les petits Etats insulaires victimes de l'élévation du niveau des océans. Il se traduit par la disparition avérée de glaciers et la fonte rapide de nombreux glaciers tropicaux. Les conséquences à long terme semblent néfastes et les réserves en eau vont s'amenuiser dangereusement. Cette problématique n'affecte pas uniquement les communautés rurales de l'*altiplano*, mais également les grands centres urbains tels que La Paz et El Alto, menacés notamment par l'extinction des glaciers *Tuni Condoriri* (PAZ RADA 2008 : 548). Ce bassin glaciaire est effectivement extrêmement important car il alimente en eau environ un million d'habitants à La Paz et El Alto (RAMIREZ, in TICEHURST et al. 2009). L'augmentation rapide de la population *alteña* va logiquement accroître la demande en eau et les retraits glaciaires couplés aux périodes de faibles précipitations n'augurent pas un scénario optimiste. Le ruissellement des bassins glaciaires andins approvisionne en eau ces villes et, dans le même temps, il assure un flux continu pour l'agriculture et l'eau potable vitale aux communautés rurales (TICEHURST et al. 2009). L'agriculture irriguée ne constitue pas la règle en Bolivie (seulement 10% des terres cultivables disposent de mécanismes d'irrigation) et les paysans sont ainsi tributaires des précipitations, des nappes phréatiques et de l'eau de fonte des glaciers (TICEHURST et al. 2009).

1.3. PROBLEMATIQUE

Cette recherche s'intéresse à une série de déplacements de populations à destination de La Paz et El Alto, en Bolivie, afin de décrire les formes qu'ils prennent, de déterminer les facteurs explicatifs en présence et de pondérer le rôle de l'environnement. En procédant de la sorte, l'analyse part du général et se dirige vers le cas particulier de la migration environnementale. En privilégiant en premier lieu un angle d'approche large avant de s'atteler à expliciter la nature des liens entre migration et environnement, cette étude ambitionne d'être la plus complète possible et évite les désagréments potentiels causés par une éventuelle absence de corrélation entre les migrations et les facteurs environnementaux.

1.4. QUESTION DE DEPART

Partant des théories des migrations présentées dans le cadre théorique, s'appuyant sur les considérations théoriques ayant trait à l'émigration rurale, pour finalement déchiffrer la complexité du lien entre migration et environnement, ce travail de mémoire vise à une meilleure compréhension des phénomènes migratoires d'un pays andin en proie à des dégradations environnementales. Cette étude s'inscrit ainsi dans la problématique des migrations rurales-urbaines au sens large, avec pour toile de fond l'éventualité d'une incidence de l'environnement et de ses dégradations sur ces mouvements de population.

Il s'agit, dans un premier temps, d'appréhender ces migrations afin de discerner leur genèse, de saisir les différents facteurs susceptibles de les engendrer, pour finalement apporter un éclairage sur le rôle des dégradations environnementales dans les processus migratoires de la région étudiée. La question de départ de cette recherche est ainsi formulée :

Comment se caractérisent les flux migratoires à destination de La Paz et El Alto ?

1.4.1. QUESTIONS DE RECHERCHE

Cette recherche se propose ainsi d'apporter un éclairage sur les différentes causes des mouvements de population en Bolivie et sur les déclinaisons qu'ils prennent, avec une attention particulière quant au rôle tenu par l'environnement. Il sera question ici de dégager s'il y a lieu le facteur environnemental dans les flux de personnes initiés dans un espace rural souvent confronté à des dégradations climatiques.

Dans un premier temps, les différentes formes susceptibles d'être prises par ces migrations invitent à une meilleure compréhension, notamment en termes de prise de décision, de durée, de provenance, de circulation, de réseaux et cette préoccupation initiale est questionnée de la sorte :

Comment ces migrations sont-elles initiées, quels espaces investissent-elles dans le territoire bolivien et sous quelles temporalités se déclinent-elles ?

Le phénomène de prise de décision migratoire est ici analysé, alors qu'une inscription éventuelle dans un réseau est évaluée. Aussi, la spatialité et la temporalité des migrations sont analysées et les lieux d'origine des migrants cartographiés.

Dans un deuxième temps, dans un panel de causes à la migration, les différents facteurs engendrant ces migrations devront être distingués, afin de saisir au mieux les différentes raisons mobilisées par les migrants lors de leur processus décisionnel. Cette problématique donne lieu à la deuxième sous-question :

Quels sont les différents facteurs explicatifs des déplacements de population à destination de La Paz et El Alto?

L'analyse vise ainsi à décrire, expliquer et pondérer les facteurs provoquant l'émigration rurale, qu'ils soient économiques, sociaux, culturels et éducatifs, relatifs aux dégradations environnementales ou encore politiques. Cette tâche s'annonce ardue car il n'est jamais aisé de délimiter chaque facteur et de cerner son importance parmi l'ensemble de raisons en présence.

Finalement, cette étude ambitionne d'isoler l'influence environnementale dans le vaste continuum des facteurs explicatifs des migrations. La dernière question de recherche de ce travail est ainsi formulée :

Quel rôle joue la dimension environnementale dans les mouvements de population vers La Paz et El Alto?

Après avoir réalisé une analyse multifactorielle des migrations boliviennes, l'accent sera porté sur l'influence de l'environnement et ses dégradations lors de processus migratoires. Il s'agit dès lors de saisir le rôle tenu par l'environnement et le changement climatique dans les flux migratoires analysés. Le but consiste à comprendre les impacts des événements climatiques soudains et graduels sur les mouvements de population, puis d'identifier les liens entre ces événements et les prises de décisions migratoires. En d'autres termes, les perceptions des dégradations environnementales de la part des informateurs et l'importance qu'ils accordent à ces facteurs dans leurs décisions de migrer constituent une base de réflexion intéressante.

1.4.2. SYSTEME D'HYPOTHESES

Trois hypothèses sont formulées préalablement à l'analyse et la production des résultats de cette recherche. Basées sur les instruments théoriques mobilisés dans les lignes suivantes, elles seront évaluées dans la suite de l'étude.

1. Les régions d'origine des migrants appréhendés se localisent à proximité des centres urbains de La Paz et El Alto. La temporalité des flux migratoires se caractérise par une circulation prépondérante et les allers et retours entre aire d'origine et de destination sont fréquents. La formation et le caractère auto-entretenu des parcours migratoires doivent beaucoup à l'existence de réseaux, qui amènent de nombreux individus à émigrer.
2. La présence de migrants en provenance de régions rurales à La Paz et El Alto s'explique avant tout par la propension de ces villes à offrir des emplois débouchant sur un salaire. Dans la perspective d'emploi et le matérialisme financier résident deux facteurs attractifs non négligeables dans les flux migratoires ruraux-urbains.
3. Admettant que l'offre de travail et le gain financier soient des déterminants attractifs importants, un contexte climatique défavorable aux activités agricoles et des dégradations environnementales accentuées par le changement climatique conduisent également à la migration et sont ainsi évoqués par les migrants boliviens.

1.4.3. OBJECTIFS

Le premier objectif de cette recherche consiste à présenter différentes formes migratoires des individus interrogés, afin de mieux saisir dans quelles circonstances se prend la décision de migrer, quels sont ses impacts sur la vie des individus et quelles sont les spatialités et les temporalités de ces trajectoires. Dans un deuxième temps, l'attention sera portée sur l'influence relative des réseaux et les liens constitués par ces migrations. Finalement, la volonté de retour sera évaluée dans le but de comprendre si la migration équivaut à une étape ou si elle est définitive.

Les objectifs relatifs à la deuxième question de recherche consistent à cerner le poids propre à chaque facteur dans les flux migratoires des migrants boliviens vivant à La Paz et à El Alto. Partant des considérations théoriques, l'analyse vise ici à mesurer l'importance des différentes causes possibles engendrant des déplacements de population. Admettant qu'évaluer l'influence relative de chaque facteur dans un continuum de nombreuses causes n'est pas aisé, l'analyse visera à présenter les différentes raisons invoquées par les interlocuteurs et à en dégager une hiérarchie raisonnée. L'accent sera également mis sur les interrelations possibles entre les facteurs explicatifs.

Finalement, cette recherche vise à comprendre dans quelle mesure l'environnement joue un rôle dans les mouvements de population bolivienne vers La Paz et El Alto. La perception de dégradation environnementale et de changement climatique chez les individus sera analysée et le rôle de l'environnement dans leurs décisions liées à la migration, sera discuté.

1.4.4. SCHEMA RECAPITULATIF DE LA PROBLEMATIQUE

Comment se caractérisent les flux migratoires à destination de La Paz et El Alto?

Comment ces migrations sont-elles initiées, quels espaces investissent-elles dans le territoire bolivien et sous quelles temporalités se déclinent-elles ?

Objectif: Décrire les formes et les réseaux des migrations

Quels sont les différents facteurs explicatifs des déplacements de population à destination de La Paz et El Alto?

Objectif: Evaluer le rôle et les relations des causes migratoires

Quel rôle joue la dimension environnementale dans les mouvements de population vers La Paz et El Alto?

Objectif: Cerner l'influence potentielle des facteurs environnementaux dans ces migrations

Méthodes utilisées : entretiens semi-directifs, focus groups et questionnaires

Deuxième partie

Cadre théorique

2.1. INTRODUCTION

Pourquoi certaines personnes migrent-elles ou désirent-elles migrer ? Quelles peuvent être les raisons entraînant les individus à changer de lieu de résidence ou à s'exiler dans un autre pays ? Ces interrogations demeurent à ce jour sans réponses claires et acceptées de tous, malgré le fait qu'elles impliquent de nombreuses disciplines des sciences sociales : la géographie, la psychologie, l'économie, la sociologie, l'anthropologie ou encore la démographie (PIGUET et de COULON 2010c).

Afin de comprendre pourquoi, comment et dans quelles circonstances se prend la décision de migrer, le cadre théorique de cette étude fait appel à certaines théories explicatives des flux migratoires, au cas particulier de l'émigration rurale et aux approches sur la prise de décision migratoire. Finalement, il est complété par la large problématique liant migrations et dégradations environnementales, aiguës par le changement climatique, avec pour objectif une appréhension optimale de ces liens dans le but de pondérer au mieux le facteur environnemental dans les flux migratoires.

2.1.1. LA MIGRATION

La migration se situant au cœur de la présente recherche, il convient dès lors de proposer quelques définitions ayant cours dans les sciences sociales. A la définition succincte de Boyle et al. (1998 : 34), chez qui « *la migration implique le mouvement d'une personne entre deux espaces pour une certaine période de temps* », Castles et Miller (in LONERGAN 1998 : 6) développent et conçoivent la migration comme « *an extremely varied and complex manifestation and component of equally complex economic, social, cultural, demographic and political processes operating at the local, regional, national and international levels* ». Le glossaire fourni par l'OIM définit la migration comme « *a process of moving, either across an international border, or within a State. It is a population movement, encompassing any kind of movement of people, whatever its length, composition and causes ; it includes migration of refugees, displaced persons, uprooted people and economic migrants* » (IOM 2004 : 41).

Dans le dictionnaire de la géographie et des sociétés (LEVY et LUSSAULT 2003), les deux auteurs déterminent quelques paramètres propres à la migration, notamment le franchissement d'une échelle d'espace et de temps, ainsi que la présence des acteurs du champ migratoire, qui correspondent naturellement aux personnes migrantes, mais également aux intermédiaires qui interviennent et rendent la migration possible.

Les auteurs enchaînent avec une mise en garde, avertissant le lecteur afin qu'il ne se contente pas de définition simpliste, car selon eux « *la migration n'est pas qu'un flux statistique, pas plus qu'elle ne dessine une ligne qui court d'un point A (le lieu de départ) à un point B (le lieu d'arrivée). Il s'agit d'un système spatial et temporel complexe et évolutif (l'évolution pouvant être rapide), agencé par les opérateurs du champ migratoire* » (LEVY et LUSSAULT 2003 : 616). Les analyses des migrations devraient parvenir à dépasser le clivage des termes contraires dans lequel elles se sont cantonnées car cette approche n'est pas satisfaisante. En effet, la pertinence relative des antonymes utilisés (les migrations temporaires ou permanentes, à longues ou courte distance, économiques ou sociales, volontaires ou forcées, etc.) ou la fragilité des notions utilisées (sur la motivation réelle du migrant par exemple, état de fait difficile à analyser) ne permettent pas de rendre compte de la complexité et la diversité

des phénomènes migratoires. Finalement, tout déplacement de personnes n'équivaut pas forcément à une migration et le tourisme, les migrations pendulaires ou autres mouvements de population ne constituent pas à leur sens une migration proprement dite, mais à de la mobilité.

2.1.2. LA MOBILITE

Toujours selon ces auteurs, la mobilité « est à la fois un processus avéré, qui se traduit en mouvements effectifs, et un potentiel, une virtualité non actualisée, qui est justement, ce qui autorise le mouvement réalisé, c'est-à-dire le déplacement » (LEVY et LUSSAULT 2003 : 623). Kaufmann (2004) affine le concept et propose le terme de « motilité » lorsqu'il s'agit de faire référence au potentiel de mobilité, à la virtualité non actualisée. Cela dit, la mobilité effective et réalisée a davantage de pertinence dans cette recherche et appelle ainsi à une définition : « la notion de mobilité renvoie à des significations multiples qui se réfèrent tantôt au déplacement dans l'espace, tantôt au déplacement dans l'espace social, tantôt au mouvement en termes virtuels ou en termes métaphoriques, tantôt aux personnes et aux marchandises, tantôt aux capitaux ou aux idées, etc. Ce faisant, la motilité est une notion très générale et imprécise, [...] En résumé, la mobilité spatiale n'est pas un concept en sciences sociales, mais une notion émietée par les champs de recherche et les disciplines, flou car recouvrant des phénomènes de nature différentes qui ne sont pas considérées comme partie d'un tout » (KAUFMANN 2004 : 31).

Selon cet auteur, la mobilité spatiale revêt quatre formes différentes interconnectées et liées à différentes temporalités. Ainsi, les déplacements internes à un bassin de vie dans une temporalité courte correspondent à de la mobilité quotidienne et à de la mobilité résidentielle si la temporalité est plus longue. Si l'individu sort du bassin de vie dans une temporalité courte, ceci équivaut à un voyage et si cela se prolonge, à une migration. Dans la présente recherche, il ne sera pas question de la forme du voyage, qui peut être assimilé au tourisme et ne fait pas partie des préoccupations de l'auteur. Cependant, même si les mobilités quotidiennes, résidentielles et les migrations se situent au centre de la problématique de cette recherche, il convient de signifier que cette acceptation de la mobilité implique un cloisonnement zélé et perd de sa pertinence à l'époque actuelle. Effectivement, l'amélioration des moyens de transport et l'amenuisement des distances introduisent des possibilités nouvelles (KAUFMANN 2004).

2.1.3. LES PRECURSEURS THEORICIENS

A l'aune des recherches géographiques sur les migrations, force est de constater l'omniprésence de déterminants économiques dans les modèles théoriques. De Ravenstein au 19^{ème} siècle à Massey au 21^{ème}, les tentatives d'explication des processus migratoires ont privilégié l'influence de l'économie, ce tant au niveau micro que macro (PIGUET 2008 ; PIGUET et al. 2010b). La dixième « Loi » de Ravenstein (1889) stipule précisément que la cause majeure de la migration est d'ordre économique.

Les théories – terme préféré à celui de lois – trouvent leurs prémisses dans les modèles théoriques de décision migratoire produit par Smith (1776) et Ratzel (1882). Cela dit, la communauté scientifique s'accorde à considérer les « Lois » de Ravenstein (1889) comme « la première tentative explicite de théoriser les causes des migrations sur la base de l'observation des migrations internes au Royaume-Uni et des migrations internationales entre 19 pays du

monde » (PIGUET et de COULON 2010c : 4). Outre cette loi sur les motivations économiques des individus, Ravenstein explique la présence de lois oppressives qui contraignent les acteurs à migrer, notamment un environnement social défavorable ou un climat rigoureux.

2.1.4. LE MODELE « *PUSH-PULL* » DE LEE

Le modèle d'Everett Lee, datant de 1966 et permettant d'expliquer un nombre considérable de mouvements, mobilise une aire d'origine, de destination et un ensemble d'obstacles intervenant entre ces deux aires. Un conglomérat de facteurs *push* (répulsifs), *pull* (attractifs) et neutres (auxquels les individus sont indifférents) se trouve également dans la zone d'origine et celle de destination. Le solde de ces facteurs, en nombre incalculable, déterminera l'attraction potentielle d'une aire aux yeux du migrant qui choisira, ou non, de migrer. Ces facteurs sont bien évidemment propres à chacun, cela dit des facteurs communs à des groupes de population peuvent être distingués : par exemple, un excellent système éducatif équivaudra à un facteur *pull* chez des parents de jeunes enfants, sera ressenti comme étant répulsif dans le cas des propriétaires de maison sans enfants (à cause des taxes) et rendra indifférent un célibataire sans enfants (LEE 1966 : 50).

La décision migratoire doit être prise après avoir évalué une série d'obstacles (distance (obstacle également présent dans la première « Loi » de Ravenstein (1889)), barrières physiques, coût parfois prohibitif, etc.) qui l'influenceront positivement ou non. Finalement, Lee ajoute une quatrième famille de facteurs explicatifs de la migration, à savoir les caractéristiques personnelles, individuelles du migrant, variant ou non suivant les étapes de la vie, notamment la sensibilité, l'intelligence, la connaissance de la situation dans le lieu de destination, la personnalité, etc.

En guise de résumé et de conclusion sur ce modèle, voici une citation de l'auteur : « *no matter how short or how long, how easy or how difficult, every act of migration involves an origin, a destination, and an intervening set of obstacles [...], we include the distance of the move as one that is always present* » (LEE 1966 : 49).

2.2. LES THEORIES EXPLICATIVES DES FLUX MIGRATOIRES

Les théories servant à expliquer les migrations internationales – développées dans les chapitres suivants – sont transposées dans cette étude à une échelle interétatique et de la sorte à une échelle davantage locale. Il s'agira effectivement de tirer parti de ces modélisations théoriques et de les appliquer à cette recherche en particulier.

Finalement, il convient de confesser l'absence de théorie explicative universelle des flux migratoires de nos jours. Comme l'expliquent les auteurs d'un article de synthèse (MASSEY et al. 1993), les théories fragmentées, à reconstruire au cas par cas, sont la règle : « *at present, there is no single, coherent theory of international migration, only a fragmented set of theories that have developed largely in isolation from one another, sometimes but not always segmented by disciplinary boundaries* » (1993 : 432).

Ainsi, la nature complexe et multi-facettes de la migration requiert lors de son analyse une combinaison de perspectives, de niveaux et de points de vue et c'est pour cette raison que sont présentées ci-après plusieurs tentatives de théorisation des flux migratoires.

2.2.1. LA THEORIE NEO-CLASSIQUE

Harris et Todaro (1970), deux économistes contributeurs de cette théorie, se basant sur l'approche néo-classique relative au système économique, déterminent que la migration (à l'échelle micro) répond chez le migrant à l'expectative d'un gain net significatif entre deux aires. En d'autres termes, le migrant choisit de migrer s'il estime obtenir un meilleur salaire dans la zone de destination, tout en tenant compte du risque potentiel de chômage (MASSEY et al. 1993). Hicks (in BOYLE et al. 1998) explique alors que les migrations résultent d'un choix individuel réalisé par une personne rationnelle qui, après un calcul coût-bénéfice qu'engendrerait une migration, se résout ou non à migrer. Un élément important ressort à l'analyse de cette théorie : le différentiel de salaire comme facteur explicatif de migration apparaît davantage significatif dans le cas des migrations internes plutôt que lors de migrations internationales, notamment au niveau des migrations rurales-urbaines (MASSEY et al. 1998). Le recours à la théorie néo-classique des migrations permet de mieux comprendre pourquoi les flux de personnes sont initiés dans les zones rurales faiblement dotées en ressources financières et ce à destination des centres urbains plus riches. Dans l'étude de l'exode rural, Harris et Todaro (1970) expliquent ainsi que ce n'est pas uniquement le différentiel de salaire entre deux zones géographiques qui conduit à l'exode, mais le salaire espéré par le migrant potentiel, compte tenu de son profil et des coûts liés aux déplacements (BILSBORROW 2009 ; PIGUET et de COULON 2010c).

Cette théorie est certes très utile pour cerner les déterminants économiques généraux des flux migratoires et leurs directions, mais elle ne suffit pas à rendre compte de la complexité des phénomènes migratoires. Comme expliqué précédemment, une théorie ne peut pas à elle seule offrir une réponse satisfaisante à la multicausalité des flux migratoires.

2.2.1.1. Du choix rationnel à la rationalité limitée (*bounded rationality*)

Le concept de l'homo œconomicus, qui cherche à maximiser son profit, va se complexifier et laisser la place à un individu qui ambitionne uniquement à satisfaire un besoin (WOLPERT, in PIGUET et de COULON 2010c : 5). L'idée d'un individu rationnel qui examine toutes les possibilités s'offrant à lui lors du choix d'une destination évolue. Ainsi, les recherches d'une destination migratoire s'interrompent dès que l'individu trouve une destination acceptable et cet élargissement conceptuel renvoie à la notion de « rationalité limitée » (*bounded rationality*), exposée quelques années auparavant par Simon (1955).

2.2.1.2. Le capital humain

Les compétences, les expériences et les savoirs propres à chaque individu correspondent à son capital humain, qui va lui permettre d'obtenir un revenu par son labeur. Dans les années soixante, Sjaastad (1962) va lier ces idées aux migrations et avancer que la migration peut être utilisée comme stratégie d'accroissement du capital humain, à travers l'acquisition d'un diplôme ou autre (PIGUET et de COULON 2010c). Ainsi, les individus choisissent de quitter leur domicile d'origine dans le but de poursuivre leurs études ou une formation particulière, en espérant décrocher un diplôme ou un titre leur apportant de la plus-value sur le marché du travail.

2.2.2. LA NOUVELLE ECONOMIE DES MIGRATIONS

L'échelle d'analyse pertinente évolue et l'individu en soi est délaissé au profit de la famille élargie, du ménage : c'est la Nouvelle Economie des Migrations (NEM), énoncée par Stark et

Bloom (1985). La décision prise individuellement dans le but de maximiser son profit se voit supplantée par une volonté familiale de diversifier les risques en augmentant à terme le revenu (MASSEY et al. 1993 : 436).

Le différentiel de salaire évoqué dans la théorie néo-classique n'équivaut pas ici à une condition *sine qua non* pour initier un flux migratoire. La migration est perçue comme une aide bienvenue en cas de crise économique ou même lors d'épisodes climatiques défavorables. Cette décision communautaire débouche sur la réunion de fonds nécessaires à la migration, conduisant les deux parties à la signature tacite ou non d'un contrat et entraînant de fait un rapport d'interdépendance entre le migrant et sa famille.

La migration peut également consister en une ressource pour pallier aux déséquilibres pouvant survenir sur d'autres marchés, tels que celui des assurances (vieillesse, chômage mais aussi concernant les cultures et les récoltes), des capitaux ou des marchés futurs. Si la récolte est mauvaise, si le chômage explose, s'il devient nécessaire de réaliser un investissement ou si le prix de la denrée cultivée vient à chuter, le manque à gagner qui en résulte est atténué par l'argent octroyé par la personne qui a préalablement migré.

Dans cette théorie, la migration favorise dans une certaine mesure le maintien du statut social ou même l'ascension sociale par rapport aux autres ménages. Le sentiment de *relative deprivation* (STARK 1991 ; MASSEY et al. 1993) conduit effectivement à la migration dans l'optique de ne pas voir son statut dans la société et son revenu régresser. Par exemple, si les membres d'une classe sociale voient leurs revenus stagner, alors que ceux des autres classes sociales croissent, ils prétendront à la migration dans le but de résorber les écarts et de maintenir la hiérarchie.

En outre, la NEM permet d'expliquer le fondement de la migration d'une part, mais parvient également à montrer d'autre part que la migration va se poursuivre même si le déséquilibre salarial entre deux aires est comblé, en stipulant que la migration est due en partie à une volonté de diversifier les risques et que le cheminement vers l'équilibre n'est pas linéaire (COGNEAU et TAPINOS 1995). Les chaînes migratoires vont ainsi se perpétuer car elles feront face à un intervalle de plusieurs décennies entre le développement économique du pays d'origine et celui de destination.

L'exemple le plus souvent cité concerne la région de Kayes au Mali, en Afrique occidentale (GONIN et LASSAILLY-JACOB 2002). Les habitants de cette région africaine (en particulier les populations Soninké), qui avaient l'habitude préalable d'affronter des sécheresses en envoyant notamment ses jeunes hommes migrer temporairement en quête de numéraire, a souffert dans les années 1970 à 1980 d'épisodes de sécheresses plus longs. Entre-temps, les traditions migratoires s'étaient considérablement développées et les exils saisonniers des jeunes Soninké avaient été institutionnalisés par la puissance coloniale française qui instaura la carte de *navettane* permettant ainsi aux Maliens de quitter leur région d'origine, puis de rejoindre la France. Il s'est produit une évolution : d'une migration saisonnière, de proximité et de courte durée à des migrations plus longues et lointaines, auxquelles les habitants ont pu faire appel lors des sécheresses insurmontables (GONIN et LASSAILLY-JACOB 2002). Il y a donc eu moins d'émigration dans cette zone grâce aux contributions monétaires des migrants déjà installés à l'étranger, répondant ainsi pleinement à la volonté de diversification des risques invoquée par cette théorie.

2.2.3. LA PERPETUATION DES MOUVEMENTS DE POPULATION

2.2.3.1. La théorie des réseaux et le capital social

Dans la perspective de recherche de cette étude, il apparaît primordial de considérer les facteurs socio-relationnels dans l'analyse des migrations. En effet, l'analyse des réseaux sociaux entre individus est de nos jours plébiscitée par la communauté scientifique (PIGUET et de COULON 2010c : 11) et selon Granovetter (1990 : 14), l'étude des migrations implique également d'examiner « *how people make use of their location in social networks to mobilize resources in order to achieve their economic goals* ». On observe dès lors un passage entre une vision de la migration équivalente à une rupture, à une conception de la migration comme constitutive de liens entre individus à travers l'espace (PIGUET et de COULON 2010c : 11). De plus, cette approche propose de nouveaux éléments propres à expliquer les flux migratoires, moins reliés aux différences économiques entre pays et aux différentiels de salaires invoqués par la théorie néo-classique. Ainsi, « *the size of the migratory flow between two countries is not strongly correlated to wage differentials or employment rates, because whatever effects these variables have in promoting or inhibiting migration are progressively overshadowed by the falling costs and risks of movement stemming from the growth of migrant networks over time* » (MASSEY et al. 1993 : 450).

Les réseaux « *désignent des formes spécifiques d'interdépendance entre des acteurs mis en place dans le but de favoriser le déplacement spatial des personnes* » (POLI 2008 : 47). Ces liens interpersonnels mettant en relation des migrants, d'anciens migrants ou encore des non migrants dans les zones de départ et de destination peuvent être d'amitié, de communauté d'origine ou de parenté (MASSEY et al. 1993 : 448). L'individu migrant est ainsi enraciné dans un réseau, dans une structure sociale qui va influencer sur sa décision de migrer ou non (HAUG 2008), structure constituée selon Piguët et de Coulon (2010c : 11) « *par la famille proche et élargie, par les personnes originaires de la même région, du même groupe culturel ou plus largement par des amis et des connaissances* ». Comme ces auteurs, Herman (2006) insiste sur l'importance des réseaux personnels, en opposition à la vision de Salt et Stein (1997), chez qui la migration équivaut à un business et pour qui l'aspect économique des intermédiaires du réseau l'emporte. Elle reprend Massey lorsqu'il explique le fait que la migration est facilitée quand le migrant potentiel a de la famille ou des amis possédant une expérience migratoire préalable. Finalement, elle critique les visions essentiellement économiques dans les études sur les migrations et les intermédiaires, tout en admettant que deux positions pourtant éloignées peuvent être complémentaires et que les migrations combinent souvent des connaissances personnelles et des intermédiaires professionnels (HERMAN 2006 : 197).

Les réseaux servent à diminuer les coûts et les risques engendrés par une migration et conduisent donc à une augmentation du bénéfice net du migrant, grâce notamment à une information plus précise et une aide organisationnelle au voyage et lors de l'établissement dans la zone de destination (MASSEY et al. 1993 ; PIGUET et de COULON 2010c : 11). S'il est ainsi généralement admis que les réseaux facilitent la migration (De JONG 2000 ; PIGUET et de COULON 2010c : 11), il en est certains qui l'endiguent par le biais de contraintes supplémentaires ou en démystifiant son caractère rédempteur (FAIST 1997). Haug (2008) indique que les affinités familiales et le désir d'être ensemble débouchent sur un réseau social dans le lieu d'origine défavorable à la migration, tandis que sa constitution dans l'aire de destination équivaut à un facteur attractif. Si des conflits familiaux surgissent dans un réseau

de la région d'origine, les individus habitant dans cette région et présents dans ce réseau sont davantage enclins à s'en extirper.

Finalement, ces réseaux procurent de l'information sur la zone de destination et sont donc une aide précieuse pour le migrant soucieux de trouver un emploi, un logement, etc., qui voit sa tâche facilitée par les informations reçues des réseaux en place et des conseils en découlant. Haug (2008 : 589) abonde en ce sens en précisant que la propension à migrer augmente si le migrant potentiel détient un réseau d'amis ou familial vivant déjà dans une destination probable. Plus précisément, le capital social n'est pas une propriété inhérente à un individu mais consiste davantage en la capacité de mobiliser ces ressources et ces connaissances dans une situation précise (VERTOVEC 2003). Certains auteurs précisent en outre que l'impact du réseau s'avère particulièrement décisif au stade embryonnaire du processus migratoire, alors qu'il n'est que souhait ou intention (Van DALEN et al. 2005).

2.2.3.2. L'effet cumulatif

La théorie de la *cumulative causation* (MYRDAL 1957) dans les migrations offre une explication quant à la perpétuation des flux dans le temps, à son caractère *self-sustaining* (MASSEY et al. 1993). L'auto-entretien et la perpétuation des mouvements de population prévalent car chaque acte de migration a un impact direct sur le contexte social des habitants de la région d'origine. Les chercheurs indiquent six facteurs socio-économiques susceptibles d'être modifiés par la migration et de conduire à une privation relative (MASSEY et al. 1993 : 451). A titre d'exemples sont de suite présentés quatre d'entre eux qui semblent pertinents dans le cadre de cette recherche.

La distribution des revenus

Concernant la distribution des revenus, la migration préalable d'individus conduit à terme à une augmentation significative des bénéfices dans le foyer d'origine grâce aux transferts de fonds en provenance des migrants. Cette modification de la distribution des revenus amène une privation relative dans les classes sociales inférieures qui voient leur statut se dégrader et conduit de la sorte les personnes issues de ces classes à des départs, afin de stabiliser leur statut social et financier. Comme expliqué précédemment, la migration n'est pas uniquement destinée à produire un bénéfice net supérieur, elle sert également à la diversification des risques et à cette volonté de maintenir ou d'améliorer le statut socio-économique par rapport à l'ensemble de la société (MASSEY et al. 1993). Les inégalités de revenus et la privation relative influencent ainsi les non migrants à émigrer afin de combler l'écart.

La distribution des terres

Dans ce cas, il est précisé que les migrants internationaux sont généralement enclins à acheter des terres agricoles. Cela dit, attirés par de meilleures opportunités de salaires en ville ou à l'étranger, les paysans qui étaient censés les cultiver les laissent en jachère. De ce fait, la demande pour le travail agricole diminue et l'émigration rurale augmente. Plus l'émigration rurale augmente, plus il existe des individus avec des fonds nécessaires pour acheter des terres et plus celles-ci sont laissées à l'abandon, ce qui conduit à une nouvelle émigration rurale et constitue un cercle vicieux (MASSEY et al. 1993).

La culture de la migration

L'émigration croissante au sein d'une communauté de référence est susceptible d'y modifier les valeurs et les perceptions culturelles, ce qui engendre potentiellement une nouvelle migration. Piore (1979) stipule que le séjour ou la vie dans une société économique avancée

va changer les goûts et les motivations des migrants. Le développement d'une mobilité sociale active, le goût des biens de consommation et les styles de vie sont autant de facteurs que le migrant aura du mal de retrouver dans sa communauté d'origine et ceci a pour conséquence une volonté de migrer à nouveau. La migration initiale suscite chez le migrant un désir d'organiser une nouvelle migration, afin de profiter à nouveau d'avantages auxquels il ne peut prétendre avec une activité rurale (MASSEY et al. 1993).

La distribution régionale du capital humain

Ici, la migration est considérée comme un processus sélectif, c'est-à-dire que les acteurs, les migrants en provenance des communautés, ont reçu une bonne éducation, sont qualifiés, productifs et motivés. L'émigration tend ainsi à diminuer le capital humain de la région d'origine et à l'accroître dans la zone de destination, ce qui a pour conséquences de renforcer la croissance économique dans la région d'accueil et d'engendrer une stagnation voire une régression dans la communauté d'origine. Cette stagnation économique rend les conditions de vie des non migrants très ardues et les conduit ainsi à émigrer à leur tour.

Finalement, la création d'écoles et l'amélioration de l'éducation dans les zones de départ vont renforcer cette migration cumulative. En effet, le fait d'élever les niveaux de l'éducation dans les zones rurales périphériques augmente les retours potentiels des personnes ayant préalablement migré d'une part, et offre aux habitants la qualification suffisante et les incite à émigrer d'autre part (MASSEY et al. 1993).

A côté des théories précédemment présentées et conjugué à la théorie des réseaux, ce concept de *cumulative causation* paraît ici pertinent et permet de mieux discerner pourquoi certains flux migratoires se perpétuent dans le temps et l'espace.

2.2.3.3. Les canaux migratoires

L'approche des canaux migratoires de Findlay (1990) souligne le fait que les trajectoires migratoires deviennent de plus en plus institutionnalisées avec le temps et cherche à éclairer le rôle joué par les intermédiaires dans les migrations des élites. La structuration et la régulation des flux voulues par des agences de recrutement ou des passeurs dans le cadre des migrations internationales – légales ou non – ne sont pas abordées ici. Cela dit, la prise en compte d'intermédiaires tels que la famille ou les amis est nécessaire afin de saisir le rôle éventuel qu'ils jouent dans les migrations internes, en termes de systèmes d'informations et d'assistance. Le canal migratoire correspond ainsi au biais qui motive l'individu à migrer puis le guide en lui procurant un système d'information. L'individu puise sa motivation à migrer dans la perspective d'une promotion économique et se voit ensuite assisté par des intermédiaires qui lui fournissent les informations nécessaires à faciliter sa migration.

Ces concepts sont par ailleurs importants pour expliquer la pérennité des flux migratoires même lorsque les facteurs les ayant initié s'effacent (par exemple si le différentiel de salaires se comble), mais ils justifient également le retour ou le non retour des migrants (PIGUET et de COULON 2010c).

Même si certains auteurs relèvent l'apport manifeste de la théorie des réseaux, d'autres au contraire la critiquent vivement. Ceci est dû notamment au fait que certaines études empiriques tirant parti de ces approches se focalisent trop sur la famille en tant qu'unité décisionnelle de référence et déterminent les réseaux comme le facteur explicatif des migrations par excellence, en oubliant parfois que des facteurs structurels tels que la

demande sur le marché du travail ont un rôle non négligeable à jouer (PIGUET et de COULON 2010c).

2.3. L'IMAGINAIRE GEOGRAPHIQUE

Outre le plébiscite pour la théorie des réseaux dans les études actuelles sur les migrations, il y a également lieu de présenter le concept d'imaginaire géographique qui trouve un accueil favorable au sein de la communauté scientifique à l'heure du tournant culturel en sciences sociales. A la lecture d'Appadurai (1996 : 31), qui écrit que « *imagination is now central to all forms of agency, is itself a social fact, and is the key component of the new global order* », il faut entendre que de nouveaux facteurs influençant la prise de décision migratoire apparaissent, en plus des différents facteurs présentés jusqu'à présent. En effet, il convient dès lors de prendre en compte les « *grands schémas stéréotypiques d'interprétation du monde propres, soit à certaines périodes historiques et à certaines « cultures » [...], soit à certains individus en raison de leur expérience singulière du monde dans un contexte de circulation grandissante d'images, de médias et d'idéologies* » (PIGUET et de COULON 2010c : 12). De ce fait, certains arguments de la *World System Theory* – mais à une échelle micro – peuvent se révéler pertinents dans le cadre de cette recherche, notamment l'influence potentielle de la culture sur les phénomènes migratoires, dont il a été question précédemment (chapitre sur la *cumulative causation*). La culture, le mode de vie, les modes, etc. se diffusent facilement depuis le centre (les pays occidentaux, la ville) vers la périphérie (les pays en voie de développement, le monde rural) grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) : « *Television programming from the USA, France, Britain, and Germany transmits information about lifestyles and living standards in the developed world and commercials prepared, by foreign advertising agencies, inculcate modern consumer tastes within peripheral people* » (MASSEY et al. 1998 : 40). Ainsi, de nouveaux goûts et de nouvelles envies surgissent sans qu'il n'y ait de possibilités de les assouvir dans la région d'origine, ce qui amène les individus à se déplacer.

2.4. CONSIDERATIONS THEORIQUES SUR L'EMIGRATION RURALE

Alors que certains gouvernements des pays en voie de développement perçoivent la migration rurale-urbaine rapide comme un problème (TODARO, in ANDERSEN 2002 ; TACOLI 2011), il est également possible de la considérer comme positive (ANDERSEN 2002). Pour la ville, les migrants sont une nouvelle masse de consommateurs et une source d'emplois bon marché. Pour l'individu, la migration semble également bénéfique car « *people would not move if they didn't expect that it would improve the situation for themselves or their children, so migration is certainly privately beneficial* » (ANDERSEN 2002 : 7). Cet exode devient aussi salubre pour l'environnement car il diminue la pression exercée sur ce dernier et freine la dégradation des sols et des forêts (ANDERSEN 2002).

Cependant, l'émigration rurale peut avoir un impact négatif sur la communauté rurale d'origine car elle la dépeuple de ses meilleurs éléments : « *it is the most educated and the most able persons that migrate from rural to urban areas, leaving behind very weak rural communities composed of elderly and uneducated people who are unable to fight poverty*

effectively » (ANDERSEN 2002 : 7-8). Comme dans la distribution régionale du capital humain, la migration est ici considérée comme étant sélective et son impact sur la région d'origine est néfaste. D'autres critiques sont dirigées à l'encontre de l'émigration rurale, notamment par Villarreal (in ANDERSEN 2002 : 7) : « *the process of urbanization and the increasing influences of western cultural precepts on many population groups, but especially the young, are seen to be responsible for the breakdown of traditional customs. In this sense, the increase in premarital sexuality and the increase in unmarried teenage pregnancy is seen by many authors as a consequence of the introduction of « western » values and ways of conduct, which expand more easily in the urban context and through the media available in this context* ». Ces éléments, dont il a également été question dans le chapitre relatif à l'imaginaire géographique, n'ont donc pas la même signification pour tout le monde. En outre, d'autres perceptions de cette émigration comme néfaste résident dans le fait qu'elle augmente la pression sur les centres urbains, tend à renforcer le crime et les épidémies ainsi qu'à accroître la pauvreté rurale et urbaine (BLACK et al. 2006, in TACOLI 2011). De ce fait, le pourcentage de gouvernements ayant adopté des mesures visant à réduire la migration rurale-urbaine est passé de 51% à 73% entre 1996 et 2005 (TACOLI 2011 : 3).

Dans un article de presse⁵, le professeur Mendoza autorise l'amalgame entre certaines causes des migrations internationales et les raisons des exodes ruraux. Ainsi, la recherche d'une vie meilleure pour l'individu et sa famille, les disparités de revenus, les politiques sur le marché du travail, les conflits politiques et la dégradation de l'environnement sont autant de facteurs susceptibles de jouer un rôle dans les dynamiques migratoires de la campagne vers la ville. Il précise que « *la falta de oportunidades en la zona rural intensifica el éxodo hacia los centros urbanos* » et que le manque d'opportunités et de commodités présentes en zones rurales correspondent à deux facteurs *push* non négligeables. La ville avec ses opportunités économiques et sociales consiste ainsi en un aimant pour les migrants ruraux potentiels, qui délaissent la campagne avec ses difficultés financières et ses conditions de vie délicates. Même s'il faut garder à l'esprit que la ville n'est pas providentielle pour tout le monde, de nos jours plus de la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines (BILSBORROW 2009 ; TACOLI 2011). Mendoza ajoute que la majorité des migrants sont les jeunes à la recherche d'opportunités d'études ou d'emplois, considérant l'agriculture et son mode de vie difficile comme obsolètes. D'un autre côté, les hommes plus âgés, qui désirent également sortir de la pauvreté et progresser, quittent leurs familles afin de s'installer en ville, en attendant que leur situation se stabilise pour finalement faire venir le reste de la famille. Il termine en indiquant que l'appauvrissement et l'amenuisement des sols ainsi que la disponibilité en eau provoquent des effets significatifs sur les flux migratoires, puis il tempère en expliquant que l'émigration n'est pas l'unique option disponible pour les individus ruraux.

En identifiant plusieurs causes à l'émigration rurale (les problèmes de santé, le nombre excessif d'enfants, la baisse des prix, la perte d'un emploi ou les dégradations environnementales), Bilsborrow (2009) détermine également cinq possibilités échappatoires pour les individus concernés. Voyant ses standards de vie menacés, l'individu dispose généralement de plusieurs possibilités pour contourner les menaces, notamment le fait d'étendre ses terres agricoles si besoin s'en ressent. Malheureusement, des conséquences environnementales peuvent survenir, à savoir une augmentation de l'érosion des sols et une incidence des inondations en hausse, due au fait que la végétation ait été rasée. Une autre

⁵ Paru dans « La República », le 20.10.2010, sous le titre « Del campo a la ciudad : la emigración para escapar a la pobreza », cet article se base sur des rapports de l'ONU.
(<http://www.diariolarepublica.com.ar/notix/noticia.php?i=171793&>).

réponse invoquée par Bilsborrow (2009) consiste à intensifier la production agricole en utilisant davantage de fertilisants et d'irrigation et en abrégant les périodes de jachères, ce qui peut conduire à la diminution de la qualité des sols. La troisième option amène l'individu souffrant de pressions sur son mode de vie à solliciter, que ce soit en ville ou à la campagne, un travail rémunéré dans un autre domaine que l'agriculture. La migration rurale-rurale consiste également en une option viable et reprend la notion d'extension de l'agriculture à de nouvelles terres. Finalement, la dernière option présentée ici implique la migration rurale-urbaine, transcendantale et modifiant la vie familiale. Son impact sur l'environnement ainsi délaissé par la famille entière est moindre : « *lesser and only indirect environmental consequences, depending on urban and rural consumption levels and patterns, and where resources are used to satisfy them* » (BILSBORROW 2009 : 134).

La dégradation environnementale est un facteur contextuel parmi d'autres, susceptible d'entraîner des réactions dans les ménages. Les trois premières options précédemment citées sont préférables, dans la mesure où elles n'impliquent pas le départ d'un membre hors de la communauté, mais si la dégradation environnementale se renforce, la migration est inévitable et équivaut à la meilleure solution (BILSBORROW 2009). Ainsi, la migration peut être considérée comme une composante de la stratégie de survie des ménages. Toutefois, elle dépend des caractéristiques individuelles de chacun et de la perception des individus quant aux probabilités d'emplois et de salaires espérés dans la région de destination. De plus, les caractéristiques des ménages sont à prendre en considération, notamment leur taille, leur composition et la privation relative ressentie.

Le fait d'observer, avec une visée analytique, des personnes ou des ménages s'engager dans une stratégie de survie, où la migration joue un rôle important, est pertinent en regard des approches de capital humain et de diversification des risques (notamment la théorie de la Nouvelle Economie des Migrations) (BILSBORROW 2009). Il faut ensuite considérer le contexte socio-environnemental de la communauté analysée : « *environmental aspects of the local community or region may also be important, since the loss of forests, degradation of soils, depletion of watersheds, or reduction of vegetation due to drought [...]. Soil degradation, for example, reduces the agricultural productivity of land, reducing the demand for labour in the community as a whole, which may lead to out-migration* » (BILSBORROW 2009 : 136). Ainsi, c'est le contexte dans lequel vit la communauté et l'effet conjoint de tous ces facteurs qui déclenchent les stratégies de survie chez les habitants, qui peuvent choisir l'option migratoire.

Dans ce large éventail de causes à l'émigration rurale, il convient de souligner que l'environnement y joue un rôle non négligeable et est fréquemment cité, que ce soit chez Bilsborrow (2009) ou chez Gonin et Lassailly-Jacob (2002). Ces derniers indiquent qu'il est « *bien évident que de multiples facteurs président à l'émigration des zones rurales des pays du Sud en direction des villes africaines et des pays développés, mais les questions environnementales sont probablement un facteur essentiel* » (GONIN et LASSAILLY-JACOB 2002 :12). Afin d'être le mieux à même d'évaluer le rôle de chaque facteur dans les migrations rurales-urbaines, ce cadre théorique a présenté différentes théories explicatives des flux migratoires, démontré l'importance des réseaux et examiné plus précisément la dynamique de l'émigration rurale. Il convient à présent de changer d'échelle d'analyse et de discipline, en mobilisant les théories sur la prise de décision migratoire, souvent empruntées au domaine de la psychologie sociale.

2.5. LA PRISE DE DECISION MIGRATOIRE DANS LA PSYCHOLOGIE SOCIALE

Selon Piguët et de Coulon (2010c), la psychologie s'attelle minutieusement à analyser le phénomène de prise de décision. C'est donc logiquement que certaines branches de cette discipline se sont intéressées à la question de la décision de migrer.

2.5.1. LA THEORIE DE LA MOTIVATION

La première théorie pertinente à la construction de ce cadre conceptuel reprend la « prise de décision conflictuelle » de Janis et Mann (1968). Ces auteurs cherchent à expliquer les différences de comportement entre les individus, par rapport au fait de migrer ou non. A ce sujet, le *deficiency model* (EISENSTADT, in PIGUËT et de COULON 2010c : 9 ; TARTAKOVSKY et al. 2001) a longtemps été utilisé et postulait « *que les personnes qui prennent la décision de migrer ont moins de ressources personnelles et sociales que le reste de la population, sont mal adaptées et souffrent de leur position sociale* » (PIGUËT et de COULON 2010c : 9). Par la suite, certains chercheurs ont argué que les migrants disposaient en réalité de plus de ressources que les non migrants et répondaient à des motivations bien particulières. A titre d'exemple, il convient de présenter quatre types de motivations pour émigrer, postulés par Tartakovsky et Schwartz (2001) :

2.5.1.1. La préservation

La préservation fait référence à la sécurité pour soi-même ou la famille, qu'elle soit physique, sociale ou psychologique. La volonté de migrer peut naître d'un sentiment d'insécurité et le désir de vouloir se protéger ou protéger les membres de sa famille conduit à l'émigration à destination d'un endroit davantage sécurisé.

2.5.1.2. Le développement personnel

La motivation à migrer puise sa source dans la volonté d'accroissement des connaissances et compétences personnelles et la migration est perçue comme une opportunité de développer de nouvelles aptitudes, d'acquérir de nouvelles idées et connaissances, de maîtriser de nouvelles techniques.

2.5.1.3. Le matérialisme

La motivation matérialiste se réfère au bien-être financier, à la fortune et au contrôle sur les ressources matérielles. La migration doit ainsi améliorer la situation économique et l'emploi du migrant.

2.5.1.4. L'idéalisme

L'idéalisme, dernière motivation exprimée par les auteurs (TARTAKOVSKY et al. 2001 : 90-91), mais qui n'entre pas en ligne de compte dans cette étude, explique la migration comme étant un moyen visant à créer une société meilleure, voire utopique. Les auteurs précisent ensuite que ces différentes motivations s'articulent entre elles et varient selon les individus et le contexte socio-historique.

2.5.2. LA THEORIE DES ATTENTES ET DES VALEURS

Cette théorie, développée par Fishbein (1967), indique que les comportements des individus sont déterminés par les attentes et les valeurs vis-à-vis des buts qu'ils se fixent (PIGUET et de COULON 2010c). Le comportement adopté équivaut ainsi à celui qui est le plus enclin à produire un résultat jugé positif par l'individu et De Jong et Gardner (1981) définissent sept catégories d'attentes et de valeurs influençant le processus décisionnel migratoire : la richesse, le statut, le confort, la stimulation, l'autonomie, l'affiliation et la moralité. Dans un deuxième temps, les auteurs précisent également l'existence d'autres facteurs pertinents tels que les traits individuels, les normes sociales et culturelles, la propension à prendre des risques et la structure d'opportunité. De fait, le migrant potentiel n'est pas forcément libre de ses décisions et des facteurs structuraux interfèrent dans ses choix (HAUG 2008). A titre d'exemple, il convient de mentionner le genre, qui peut fréquemment faire office de différenciation entre les individus (YIXI, in PIGUET et de COULON 2010c). Selon Yixi, il existe des différences dans la propension à migrer entre les étudiants masculins et féminins chinois au Canada. Ainsi, les filles ressentiraient « *un lien émotionnel plus fort à la famille et un plus grand besoin de sentiment de stabilité dans leur perception des expériences* » (PIGUET et de COULON 2010c : 10). Il faut donc tenir compte des valeurs de la société lors de l'analyse des prises de décision migratoire (De JONG and GARDNER 1981).

En concevant clairement que, dans certains cas, les migrations peuvent être liées à des facteurs environnementaux, ce cadre théorique se conclut par la présentation détaillée de la problématique propre aux migrations environnementales.

2.6. LES MOUVEMENTS DE POPULATION INDUITS PAR L'ENVIRONNEMENT

2.6.1. INTRODUCTION

Les mouvements de population ayant un lien avec l'environnement ne correspondent pas forcément à un processus inédit (BRONEN et al. 2009). Les différentes catastrophes naturelles survenues au fil du temps provoquent des exodes de population (FAVIER et GRANET-ABISSET, in GEMENNE 2007 ; PIGUET 2008 ; GEMENNE 2009) et le déterminisme environnemental fait partie intégrante du mode de vie nomadique et pastoral (LACZKO and AGHAZARM 2009 : 13). Un des premiers théoriciens des migrations, Friedrich Ratzel, considérait également la propension de l'environnement à engendrer ou non la migration, employant le déterminisme naturel des phénomènes géographiques dans ses écrits. Dans un passé plus récent, les migrations survenues au cours des années 1930 dans le *Dust Bowl* américain vers la Californie, suite à des sécheresses, nous offrent un exemple supplémentaire du lien entre climat et migrations humaines. Il existe des documents indiquant des flux de réfugiés suite à une dégradation environnementale, notamment dans l'ouvrage de Poirier qui traite du tremblement de terre destructeur de Lisbonne, en 1755 (2005).

Cela dit, il faut patienter jusqu'aux années 1970 pour véritablement voir apparaître dans les textes la relation causale entre flux migratoires et dégradations de l'environnement (GEMENNE 2007 ; PIGUET 2008). C'est également durant cette période qu'apparaissent les premiers sommets internationaux dédiés à l'environnement : en 1972, celui de Stockholm « *consacre le concept de développement durable* » (GEMENNE 2007 : 2) et donne naissance au Programme

des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). La prise de conscience augmente et paraît en 1985 le rapport liminaire du PNUE sous le titre « *Environmental refugees* » (EL-HINNAWI 1985). Malgré l'échec du sommet de Nairobi de 1982 (NAJAM and CLEVELAND 2004 ; VAILLANCOURT et BAMOGO 2006), les circonstances augurent davantage de succès pour le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, en 1992, qui débouche sur l'élaboration de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, premier accord international de ce type (GEMENNE 2008). Auparavant, en 1988, sous l'égide de l'OMM et du PNUE, un Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, en anglais *IPCC*) est constitué et va mener à la création du Protocole de Kyoto⁶.

Le chemin effectué depuis la découverte de l'effet de serre et depuis les premiers textes y relatifs, datant du XIXe siècle (GEMENNE 2008), est conséquent, la prise de conscience et l'intérêt pour le réchauffement climatique atteignent au XXIe siècle leur paroxysme. Il faut cependant souligner que, malgré une préoccupation croissante pour ce phénomène, l'interaction entre analyse environnementale et migrations subsiste éclipsée dans les études jusqu'à récemment. En effet, même si la géographie a accordé une place à l'environnement dans ses exposés sur les phases de peuplement de la terre (des exemples sont présentés dans les paragraphes qui suivent), l'industrialisation et la tertiarisation de l'économie des pays développés amenèrent l'étude des migrations à une approche essentiellement économique, au détriment de l'environnement (DUN et GEMENNE 2008 ; PIGUET 2008 ; GEMENNE 2009 ; PIGUET et al. 2010b). Effectivement, à la lecture des textes de Ravenstein (1889), Lee (1966) et Massey (1993), qui s'échelonnent sur un siècle, le lecteur ressent la prédominance de l'économie dans les études sur les migrations, constatant que l'environnement comme facteur répulsif en est absent (seul l'environnement en tant que facteur attractif est abordé dans certains écrits, qui sont présentés ci-après). Dans le même ordre d'idée, la composante environnementale se trouve supplantée par l'approche politique prévalant dans les *refugee studies* (PIGUET 2008), qui expliquent les migrations forcées avant tout par les facteurs politiques conflictuels. L'accent porté sur les migrations internationales et de longue durée dans le domaine des études sur les mouvements de population conduit également à la relégation à un plan de moindre importance du facteur environnemental, car les migrations induites par l'environnement impliquent en général des déplacements internes et donc de courtes distances (HUGO 1996 ; BROWN 2008a : 9 ; PIGUET 2008 ; GEMENNE 2009 : 30 ; KNIVETON 2009 ; PIGUET et al. 2010b). Finalement, le champ de recherche s'intéressant aux mouvements de population dus à l'environnement et aux dégradations environnementales se heurte à un problème de nomenclature. Le concept de « réfugié de l'environnement », qui constitue le titre du rapport d'Essam El-Hinnawi (1985), ou de « réfugié climatique », cher à certains auteurs (MYERS 1993 ; GONIN et LASSAILLY-JACOB 2002) est actuellement au cœur d'un vif débat au sein de la communauté scientifique, dont la majorité penche pour une dénomination différente (BLACK 2001 ; CASTLES 2002 ; PIGUET 2008 ; GEMENNE 2007, PIGUET et al. 2010b ; KAENZIG e PIGUET 2011). Ainsi, on préférera les notions de « migrants de l'environnement » et de « mouvements de population induits par l'environnement », qui évitent toute ambiguïté avec le statut de réfugié inscrit dans la Convention de Genève, sur lequel la suite de ce travail apportera plus de précisions. Outre l'épineux problème de nomenclature, cette problématique mettant en lien migrations et changement climatique

⁶ Traité ouvert à ratification en 1997 et entré en vigueur en 2005 visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Au 14 janvier 2009, 184 pays avaient déposé leurs instruments de ratification, d'accession, d'approbation ou d'acceptation.
(http://unfccc.int/portal_francophone/essential_background/kyoto_protocol/status_of_ratification/items/3346.php), consulté le 15.11.2010.

crystallise des positions antagonistes et met en lumière la difficulté d'isoler le facteur environnemental comme facteur *push* de la migration.

Au vu de cette introduction, il apparaît évident que les mouvements de population induits par l'environnement éveillent un vif intérêt dans les cénacles internationaux. Dans un premier temps cantonnés à la compréhension du changement climatique et la responsabilité anthropogène éventuelle (GEMENNE 2008), les travaux se situant dans les sciences sociales émergent et les études empiriques commencent à éclore, tout en restant contrastées dans leurs résultats et méthodologies (CASTLES 2002 ; PIGUET 2008 ; PIGUET et al. 2010b).

2.6.2. DES REFUGIES CLIMATIQUES ?

Bien que le propos de ce travail de mémoire ne consiste pas en une discussion autour du concept de « réfugié environnemental » ou « climatique », il convient tout de même de préciser brièvement les grandes lignes de ce tumultueux débat. Le titre du rapport du PNUE « *Environmental refugees* » (EL-HINNAWI 1985) va déboucher sur une hésitation linguistique qui va faire tache d'huile dans la communauté scientifique, et les rapports successifs au sujet des migrations dues à l'environnement vont amplifier les craintes d'une partie de la communauté internationale (PIGUET 2008 : 2). C'est le cas pour le premier rapport du GIEC, qui précise que « *les effets les plus graves du changement climatique pourraient se faire sentir sur les migrations de populations et pourraient toucher des dizaines de millions de personnes* », notamment en provenance d'Etats insulaires submergés (Tegart et al. 1990 : 3-4).

Pour en revenir à la terminologie, Stephen Castles (2002 : 8) indique clairement que la dénomination « réfugié environnemental » est « *simplistic, one-sided and misleading* ». En allant dans le même sens, les membres du projet EACH-FOR⁷ rejettent ce terme pour les raisons suivantes :

- Le terme de réfugié correspond déjà à une signification légale spécifique en droit international.
- Le terme de « réfugié environnemental » peut engendrer des implications politiques telles que le droit à l'aide humanitaire, à la protection ou à l'asile. Les recherches s'inscrivant dans ce projet veulent ainsi s'exclure d'un discours populiste et se cantonner à l'analyse descriptive des causes à la migration et aux déplacements de populations.
- Les connotations politiques de ce terme sont fréquemment revendiquées par des lobbys pour la défense des réfugiés comme par ceux anti réfugiés afin de faire pression sur les gouvernements.
- Les recherches affiliées à ce projet ne se focalisent pas uniquement sur des migrations internationales, critère important dans le cas des réfugiés (DUN et al. 2007 : 3).

En regard du deuxième élément, il convient de rappeler la définition du statut de réfugié énoncée par la Convention de Genève de 1951, qui stipule que toute personne « *qui, par suite*

⁷ « Environmental Change and Forced Migration Scenarios » (EACH-FOR) consiste en un projet de recherche fondé sous l'égide de la Commission Européenne et son programme FP6, actif jusqu'en 2009. Consulté le 2.12.2010. (<http://www.each-for.eu/index.php?module=main>).

d'évènements survenus avant le 1^{er} janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels évènements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner » (UNHCR 1951 : 1). Le concept de « réfugié environnemental » se trouve donc en inadéquation avec cet article en de nombreux points. En effet, cette convention reconnaît juridiquement un réfugié sous les conditions précitées, mais en aucun cas la fuite environnementale n'est, pour l'heure, prise en compte par cette définition (BROWN 2008b ; PIGUET 2008 : 3). Une autre condition sine qua non dans l'acquisition du statut de réfugié passe par le franchissement d'une frontière (BROWN 2008b). Cela dit, selon de nombreux auteurs (HUGO 1996 ; BROWN 2008a : 9 ; PIGUET 2008 ; GEMENNE 2009 : 30 ; KNIVETON 2009 ; PIGUET et al. 2010b.), la majorité des mouvements de populations dus à un stress environnemental correspond à des déplacements internes et ne peut ainsi octroyer un statut de réfugié aux personnes migrantes. De par ses manquements aux conditions de la Convention de Genève de 1951, son unilatéralité quant aux causes des migrations, le terme « réfugié environnemental » est jugé inapproprié et source de confusion par de nombreux chercheurs (McGREGOR 1993 ; KIBREAB 1994 ; BLACK 2001 ; CASTLES 2002 ; GEMENNE 2007 : 6 ; PIGUET 2008 ; PIGUET et al. 2010b). Exceptés certains cas de dégradations environnementales soudaines, il existe généralement une multiplicité de causes à la migration. Réduire les migrations à une seule cause et qualifier les personnes déplacées de migrants environnementaux ou de réfugiés environnementaux semble discutable (DUN and GEMENNE 2008). Allant dans le même sens, Piguët et al. déterminent qu'il n'y aura « jamais de migrants environnementaux » (ou « réfugiés climatiques »), car il ne sera jamais possible d'identifier un groupe de personnes qui migrent uniquement à cause de variables environnementales » (2010b : 13).

L'épineux débat relatif à cette nomenclature imprécise se voit également intensifié par le statut qu'elle octroierait à ce type de migrants (le statut de requérant d'asile), susceptible – si l'on émet un scénario dramatique – de provoquer la peur de voir arriver des vagues de réfugiés climatiques au sein des pays industrialisés qui fermeraient dès lors leurs frontières (McGREGOR 1993). L'estimation de Norman Myers (1993 : 758) de 150 millions de réfugiés potentiels ne peut que renforcer ce sentiment de réserve et conforter les gouvernements pusillanimes.

Pour ces différentes raisons, la communauté scientifique préfère actuellement la dénomination de « mouvements de population induits par l'environnement » et abandonne une terminologie qui a prévalu jusqu'à la fin des années 1990 – *Umweltflüchtling* (BÄCHLER 1998, in PIGUET 2008) en allemand, *environmental refugees* (EL-HINNAWI 1985 ; MYERS 1993) en anglais et réfugiés de l'environnement (GONIN et LASSAILLY-JACOB 2002) en français – « remplacée par des formulations plus neutres telles que *environmental* ou *ecological migrants*, *ecomigrants* ou encore *ecomigrations* » (PIGUET 2008 : 6).

Trois auteurs ayant participé au projet EACH-FOR se sont attelés à définir et distinguer trois sous-catégories pour le terme collectif *environmentally displaced persons*, à savoir *environmental migrants*, *environmental displaced* et *development displaced* (DUN et al. 2007). Selon ces auteurs, *environmental migrants* concernent les personnes qui choisissent de volontairement se déplacer de leur endroit de résidence usuel à cause de raisons ou de

problèmes environnementaux. Les *environmental displacees* regroupent les individus qui sont forcés de quitter leur lieu de résidence usuel, car leurs vies, habitats et leur bien-être sont menacés par des processus et des événements environnementaux défavorables. Si des habitants sont relogés ou réinstallés intentionnellement des suites d'un changement de l'usage du sol, ils font partie des *development displacees* (2007). Cependant, les limites entre ces trois groupes restent vagues (PIGUET et al. 2010b).

L'OIM propose la définition suivante : « *environmental migrants are persons or groups of persons, who, for compelling reasons of sudden or progressive changes in the environment that adversely affect their lives or living conditions, are obliged to leave their habitual homes, or chose to do so, either temporarily or permanently, and who move either within their country or abroad* » (in BROWN 2008b : 15). Pour Etienne Piguet, l'acronyme EIPM (*Environmentally Induced Populations Movements*) semble être une formulation adéquate pour désigner une catégorie générale de mouvements migratoires pour lesquels la dimension environnementale est jugée déterminante mais pas nécessairement unique (2008 : 6). Cela dit, bien que cette expression soit neutre, elle reste vague et peu convaincante pour le grand public (PIGUET et al. 2010b).

Pour d'autres auteurs, le terme *environmental refugee* est certes légalement inapproprié mais il est davantage convaincant et fascinant que celui d'*environmental migrant* (STAVROPOULOU 2008). La nécessité de trouver une définition péremptoire correspond à une étape cruciale de la conceptualisation de la migration environnementale, car actuellement aucun des concepts précités n'est défini en droit et les individus affrontant des difficultés environnementales peuvent difficilement prétendre à une assistance ou une protection.

2.6.3. UN THEME RELATIVEMENT PEU ETUDIE

Admettant que la géographie des populations s'est intéressée aux facteurs environnementaux afin de mettre en lumière les différentes phases de peuplement du globe et l'aube des villes, les auteurs s'accordent à montrer que l'environnement en tant que facteur répulsif engendrant des migrations forcées a été éclipsé de l'étude des migrations jusqu'à une période récente (PIGUET 2008 : 4, PIGUET et al. 2010b), tout comme les études de cas analysant le lien entre changement climatique et migration apparaissent trop éparses et peu convaincantes (BLACK 2001 ; BLACK et al. 2008 : 16 ; PIGUET et al. 2010b : 5). Les facteurs attractifs de l'environnement ont cela dit été abordés, notamment par Robinson et al. (1961), Greenwood (1969) et Graves (1980), qui ont étudié respectivement l'impact favorable de la pluviométrie sur les densités de population, l'incidence positive des températures moyennes élevées sur les migrations internes à destination de 48 régions des Etats-Unis et plus généralement l'effet de la clémence du climat sur la migration. Cette géographie a également décrit et expliqué, en utilisant le facteur environnemental, le passage initial du détroit de Béring par les humains il y a 13'000 ans – grâce au niveau des mers adéquat de l'âge glaciaire – et le peuplement de la Polynésie – encouragé par les vents réguliers, les ciels clairs et les tempêtes peu nombreuses présents lors du petit optimum climatique (PERCH-NIELSEN 2004 : 39). Elle explique la densification de la population des rives du Nil et ainsi la naissance de la civilisation égyptienne antique des suites de la désertification du Sahara et de la péninsule arabe (HAMMER 2004).

Mais les Révolutions industrielles suivies de la tertiarisation de l'économie vont conduire à une étude des migrations essentiellement économique, et le lien entre environnement et migration

va progressivement être abandonné. Ravenstein a postulé en 1889 les prémices de cette primauté de l'économie dans l'étude des migrations (LEE 1966 ; MASSEY et al. 1993) et la prééminence des déterminants économiques se voit ainsi presque exclusive dans la théorisation des flux de personnes (PIGUET 2008 : 4 ; TACOLI 2011 : 2). Ce « paradigme économique » se retrouve par exemple dans la théorie néo-classique des migrations de Massey (1993) dont il est question dans le chapitre relatif aux théories des flux migratoires. De manière analogue, le « paradigme politique » de l'étude des migrations qui se consacre à des recherches spécifiques sur les réfugiés (*Refugee Studies*) délimite son sujet en regard de la Convention de Genève de 1951 qui, comme il a été expliqué précédemment, n'inscrit pas l'environnement dans sa définition (PIGUET 2008 : 4 ; PIGUET et al. 2010b) et invoque le lien démontré entre migrations forcées et conflits (SCHMEIDL 2001), laissant une place négligeable aux facteurs environnementaux (NEUMAYER 2005). En outre, les chercheurs ont longtemps privilégié l'étude des migrations internationales alors que les migrations induites par l'environnement provoquent généralement des migrations internes (BROWN 2008a : 9 ; PIGUET 2008 ; GEMENNE 2009 : 30 ; KNIVETON 2009 ; PIGUET et al. 2010b).

D'autres arguments sont invoqués pour expliquer cette lacune dans la recherche sur les migrations. En effet, les avancées technologiques auraient tendance à diminuer l'influence de l'environnement sur la vie humaine (PETERSEN 1958). De fait, selon cet auteur, la migration due à l'environnement est perçue comme une forme primitive de migration qui va disparaître à mesure que les humains dominent la nature (PIGUET et al. 2010b). Dans le même ordre d'idée, le caractère déterministe de l'environnement sur l'être humain, jugé scientifiquement dépassé, va également préjudicier à l'étude de l'influence du climat sur les migrations (PIGUET et al. 2010b).

Finalement et comme expliqué précédemment, le concept de « réfugié climatique » s'est vu frappé d'anathème par de nombreux chercheurs (BLACK 2001 ; CASTLES 2002 ; PIGUET 2008 ; GEMENNE 2009, PIGUET et al. 2010b ; KAENZIG e PIGUET 2011) et cette réprobation a vraisemblablement freiné l'étude des liens entre environnement et migrations (PIGUET 2008 : 4).

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime le nombre de migrants dans le monde à 214 millions⁸, combien parmi eux pourraient être considérés comme des « migrants environnementaux » ? Les prédictions modélisées sont incertaines et les études empiriques en sont encore à leurs balbutiements (GEMENNE 2009 : 30 ; KAENZIG e PIGUET 2011 : 50). Malgré cela, il convient de considérer le programme de recherche empirique EACH-FOR comme une étude exploratoire et qui doit servir de point de départ pour les recherches à venir. Pigué (2009) abonde en ce sens en indiquant la nécessité d'études de cas plutôt que de travaux d'ensemble visant à estimer les flux. La communauté scientifique a ainsi produit une base théorique considérable mais le dénuement d'études de cas visant à préciser les liens entre mobilité humaine et environnement est problématique (PIGUET et al. 2010b). En outre, la recherche sur les impacts de la migration sur l'environnement est plus conséquente que celle considérant l'environnement comme une cause de migration. Tacoli mentionne un autre élément et précise que : « *in the context of internal migration, rural-urban flows and their role in urbanization, economic growth and poverty reduction have taken centre-stage* » (2011 : 2). Elle montre ainsi que les conséquences des flux migratoires ruraux-urbains sont au centre des études scientifiques, au détriment des raisons initiant ces flux. Outre les lacunes ci-dessus

⁸ IOM Home Page, consultée le 04.01.2011. (<http://www.iom.int/jahia/jsp/index.jsp>)

expliquées, il existe des divergences entre les auteurs qui s'attellent à analyser les liens entre migrations et dégradations environnementales (KAENZIG e PIGUET 2011).

2.6.4. DES POSITIONS DIVERGENTES

Face à la thèse catastrophiste de Norman Myers qui prévoyait 150 millions de réfugiés climatiques aux environs de 2050 (1993 : 758) et « *one of the foremost human crises of our times* » (1997 : 181 ; 2005 : 3), un discours quelque peu plus mesuré est tenu par Richard Black. Celui-ci remet en question la causalité directe entre changement environnemental et réfugié en énumérant nombre d'études de cas qui, selon lui, n'offrent pas suffisamment de preuves scientifiques de cette interrelation (2001 : 2-3). Cette position est partagée par d'autres membres de la communauté scientifique (CASTLES 2002 ; PIGUET 2008 ; PIGUET et al. 2010b) qui se veulent moins alarmants. Ils vont dès lors dégager différents types de menaces planant sur le milieu naturel, préciser l'évolution que prendront les événements climatiques dans le contexte d'un réchauffement global de la planète, afin de cerner l'impact éventuel qu'elles auront sur les mouvements de population, alors que la démarche de Myers et l'estimation de Christian Aid (un milliard de « réfugiés environnementaux » à l'horizon 2050⁹) ont un fondement scientifique limité et reflètent uniquement le nombre de personnes vivant dans les zones exposées à la montée des eaux (GEMENNE 2009 : 30).

Dès le moment où le chercheur sonde les relations entre le milieu naturel et la migration, il se retrouve confronté à différents types de migrants – internes, internationaux et migrants de retour, permanents ou temporaires et même des migrants saisonniers, circulants ou journaliers (BILSBORROW 2009 : 139), qui peuvent être reliés aux différentes menaces environnementales en présence, synthétisées dans différents articles scientifiques (CASTLES 2002 ; PIGUET 2008 ; PIGUET et al. 2010b). Le but de ce travail de mémoire ne consiste en aucun cas en une discussion sur la responsabilité anthropogène du réchauffement climatique global, et les différents scénarii présentés ci-dessous et mis en relation avec des mouvements de population sont inspirés des positions prises par différents chercheurs (CASTLES 2002 ; PERCH-NIELSEN 2004 ; PIGUET 2008 ; PIGUET et al. 2010b) qui se basent sur les rapports du GIEC.

Les rapports généraux¹⁰ prédisent une augmentation des températures, une réduction de la couche neigeuse, la disparition des banquises, une augmentation dans la fréquence des vagues de chaleurs extrêmes, des précipitations et des cyclones tropicaux et une avancée de la désertification parmi les effets les plus graves du réchauffement climatique (KNIVETON et al. 2009). Malgré ces prévisions conséquentes à un réchauffement global, des estimations quant aux flux migratoires qui seraient engendrés sont difficilement réalisables car la modélisation conjointe des processus climatiques et migratoires n'est pas un exercice aisé (PERCH-NIELSEN 2004 ; PIGUET 2008).

L'opposition d'opinions a également conduit à un débat houleux entre environnementalistes et chercheurs en sciences sociales. En effet, les premiers considéraient la relation monocausale entre dégradation environnementale et migration et avançaient des chiffres basés sur cette relation de cause à effet considérée comme acquise, alors que les seconds se montraient plus

⁹ « Human tide : the real migration crisis. A Christian Aid report. May 2007. Consulté le 04.01.2011. (www.christianaid.org.uk).

¹⁰ Voir IPCC Working Group I Fourth Assessment Report « The Physical Science Basis ». Consulté le 24.06.2011. (<https://www.ipcc-wg1.unibe.ch/publications/wg1-ar4/wg1-ar4.html>).

prudents, considérant l'environnement comme un facteur parmi une multitudes d'autres causes et se méfiaient des estimations (BLACK 2001 ; CASTLES 2002 ; PIGUET et al. 2010b).

Avant d'examiner les difficultés rencontrées lors des études liant migrations et dégradations environnementales, trois impacts du réchauffement climatique en cours susceptibles de provoquer des déplacements de population sont ci-après détaillés.

2.6.4.1. Les cyclones, pluies torrentielles et inondations

La première des trois catégories des effets du réchauffement climatique déployée ici regroupe des catastrophes naturelles brutales (ouragans, pluies violentes et inondations), avec un impact sur les mouvements de population aisé à déterminer (PIGUET 2008 ; 8). Le nombre annuel de personnes affectées dans le monde par des cyclones tropicaux et des tempêtes s'élève à 39 millions, et 99 millions des suites d'inondations. Selon la figure n°7, l'augmentation significative de la fréquence des désastres naturels depuis le début du siècle passé et, plus particulièrement depuis les années 1980, est claire. Il faut cela dit garder à l'esprit que les données du début du siècle passé n'étaient certainement pas rapportées avec la même rigueur qu'aujourd'hui. Malgré cela, l'augmentation débutée dans les années 1980 est bien réelle et scientifiquement référencée.

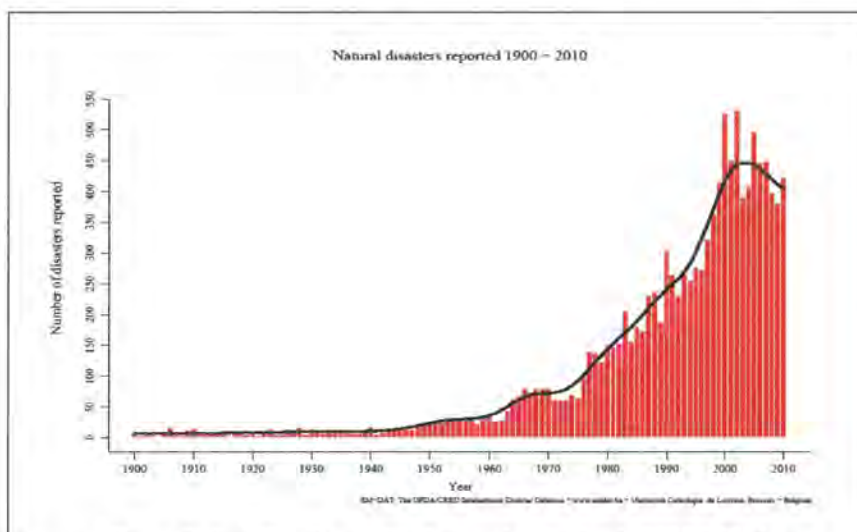


Figure 7 : Les désastres naturels dans le monde, de 1900 à 2010

Source : www.emdat.be

Même s'il est possible de cartographier les menaces antérieures et d'identifier le nombre de personnes touchées (voir figure n°8), il est extrêmement difficile d'estimer le nombre de personnes qui seraient affectées si ces catastrophes venaient à augmenter. Il n'est effectivement pour l'heure pas possible de prévoir avec précision où et quand se produiront ces désastres et ni les scientifiques ni les modèles ne sont en mesure d'avancer si ces catastrophes se produiront dans des zones densément peuplées ou pas (PIGUET et al. 2010b). Ces perturbations environnementales sont soudaines, stochastiques et dans la majorité des cas, elles ne sont pas prévues par les modèles climatiques, même si la ceinture tropicale est plus souvent touchée (REBETEZ 2006). Les populations frappées par ces types de catastrophes se retrouvent dans une situation d'urgence dans laquelle une décision de fuir doit être prise sans délai (PIGUET 2008).



Figure 8 : Nombre de personnes affectées par des désastres naturels en 2009

Source : www.emdat.be

Selon certains auteurs (LONERGAN 1998 ; CASTLES 2002 ; PERCH-NIELSEN 2004 ; PIGUET 2008 ; MORTREUX and BARNETT 2009 : 107 ; PIGUET et al. 2010b), de tels évènements sont à même de provoquer des déplacements de population particuliers, notamment des déplacements temporaires et internes. Bilsborrow indique par exemple que « *while there are instances of major sudden natural disasters (earthquakes, floods, etc.) forcing thousands of persons to leave their homes and livelihoods suddenly, these are usually temporary population displacements* » (2009 : 128).

Cette forte propension au retour est synthétisée lors de l'analyse de 18 sites touchés et des choix migratoires effectués par les victimes, envisageant rarement un départ définitif (BURTON et al. 1993). Eric Neumayer (2005) démontre également que le lien entre catastrophes naturelles et demandes d'asiles en Europe est inexistant. Il ne faut pas non plus négliger le fait que certaines personnes sont trop démunies, n'ont pas forcément accès aux moyens de transport et sont donc peu mobiles (LONERGAN 1998 ; CRESSWELL 2006 ; PIGUET 2008).

D'autres recherches mettent au contraire en exergue les flux importants de personnes subséquents à un désastre environnemental. Richter (in PIGUET 2008) propose de quantifier le nombre de personnes déplacées suite aux inondations en Afrique, tandis que le rapport Stern (2007) dévoile qu'environ un quart du million de personnes déplacées par l'ouragan Katrina (qui frappa la Nouvelle-Orléans en 2005) ne serait pas retourné à son domicile originel. Ainsi, les zones frappées par des catastrophes à répétition connaissent des taux d'émigration plus élevés (PIGUET et al. 2010).

Finalement, ces diverses catastrophes naturelles sont parfois susceptibles d'attirer des migrants. Ce paradoxe s'explique par l'arrivée sur les lieux d'associations d'aide humanitaire, de parents venus secourir leurs familles et de main d'œuvre pour la reconstruction matérielle (PIGUET et al. 2010b). S'il est globalement admis que les pluies torrentielles, les inondations et les cyclones tropicaux fréquents peuvent engendrer des migrations de longue durée et de longue distance, ces phénomènes restent limités (PIGUET et al. 2010b).

Les deux dernières catégories regroupent des évènements dits graduels ou *slow-onset*, soient respectivement les sécheresses et pénuries d'eau potable, et l'élévation du niveau des mers.

2.6.4.2. Les sécheresses et la désertification

D'ici à 2020, entre 74 et 250 millions de personnes seront touchées par des pénuries d'eau et des sécheresses en Asie et en Afrique, selon le GIEC (IPCC 2007). Alors que les déplacements de populations dues à des cyclones ou des inondations sont soudains, ceux potentiellement engendrés par la pénurie d'eau sont beaucoup moins brusques et plus progressifs (PIGUET 2008 ; PIGUET 2010b ; KAENZIG e PIGUET 2011 : 59). Bien qu'il existe des études empiriques présentant des exodes massifs dus à de fréquentes sécheresses en Afrique (Sahel, Ethiopie), en Amérique du Sud (Argentine, Brésil), au Moyen-Orient (Syrie, Iran) et en Asie centrale et du Sud, de nombreux chercheurs contestent la corrélation entre sécheresse et émigration. Ces derniers avancent notamment le fait que la migration n'implique que très rarement une cause unique et que les ménages disposent d'autres options dans leur stratégie de survie. Kniveton et al. (2008 : 34) précisent que « *drought seems to cause an increase in the number of people who engage in short-term rural to rural types of migration. On the other hand, it does not affect, or even decreases international, long-distance moves* ».

Faute de consensus, Piguët et al. (2010b) discernent trois grands groupes d'études présentant des résultats contrastés : certaines recherches confirment le lien entre sécheresse et émigration, d'autres indiquent des tendances contrastées selon le type de migration (long/court terme et longue/courte distance), et finalement des recherches considèrent le lien entre les deux variables comme étant réduit.

Premièrement, Afifi et Warner (2008) constatent que l'émigration des 172 pays analysés est en corrélation avec les indices de désertification, de pénurie d'eau, de salinisation des sols et de déforestation. L'article sur l'Amérique latine du quatrième rapport du GIEC (contribution au « Working Group II ») indique que les sécheresses prolongées qui ont eu lieu dans le Nord-Est du Brésil ont conduit à une migration rurale-urbaine de nombreux paysans (MAGRIN et al. 2007 : 587). Dans le même sens, Van der Geest (2008) indique que la migration est plus élevée dans les zones de précipitations plus éparses et dans les environnements plus pauvres, tout en admettant que les facteurs environnementaux ne sont pas les seuls à jouer un rôle : « *this indicates that factors other than environmental ones seem to have played an even more decisive role in determining migration* » (2008 : 11). Dans un deuxième temps, certaines études de cas locales du projet EACH-FOR démontrent que la raréfaction de l'eau et la désertification influencent les flux migratoires en provoquant des déplacements de courtes distances (notamment au Mexique). Henry et al. (2003) indiquent que les individus en provenance des régions arides sont davantage enclins à migrer tant temporairement que de manière permanente vers d'autres zones rurales et que des déficits de précipitations de courte durée accroissent la migration à long terme vers une autre région rurale, mais restreignent les déplacements à court terme vers des destinations plus lointaines (PIGUET et al. 2010b). Ceci dit, ces mêmes auteurs affinent leurs conclusions en précisant que les migrations ayant lieu au Burkina Faso s'expliquent avant tout par des variables socio-démographiques et que les variables environnementales et les sécheresses n'ont que peu contribué à expliquer les migrations (PIGUET et al. 2010b). Cette troisième catégorie d'articles considérant le lien entre pénuries d'eau, sécheresses et migrations comme réduit est étayée par les résultats de Findley (1994). Elle a réalisé deux enquêtes en milieu rural au Mali (1982 et 1989, avant et après une série de sécheresses) et elle a observé une réduction de l'émigration internationale due au manque de ressources financières subi par les Maliens. Cette thèse est reprise par Kniveton et al. : « *the conceptualization of drought affected people as helpless victims who are left with no choice but to flee seems to be false. Depending on their socio-economic*

position, they might have the choice between a variety of coping strategies, including migration. On the other hand, they might be too poor to migrate at all » (2008 : 34). Cependant, Findley indique qu'une migration bien précise a eu lieu, à savoir celle interne et de courte durée, des femmes et des enfants. Cette classification d'études de cas reste donc très théorique car il est très délicat d'isoler la variable environnementale dans les recherches sur les migrations, et les études s'y attelant montrent par leur production de résultats hétérogènes cet état de fait : « *the empirical results discussed above reveal that the nexus between drought and migration is not straightforward* » (KNIVETON et al. 2008 : 34). Le contexte joue un rôle non négligeable et il faut tenir compte de la multicausalité de la migration, en acceptant que les sécheresses, les pénuries d'eau et la désertification soient susceptibles d'influencer en partie les flux migratoires.

2.6.4.3. L'élévation du niveau des mers

Ce facteur environnemental n'a pas véritablement d'influence dans ce travail de recherche, il est malgré cela succinctement présenté afin de produire une synthèse complète des dégradations environnementales à venir et de leurs liens avec les migrations.

Alors que le lien entre migration et les deux catégories de facteurs environnementaux précités n'est pas clairement démontré et semble équivoque, celui entre la migration et l'élévation des mers semble beaucoup plus évident et légitime. Ce phénomène enclenché ces dernières décennies se poursuit lentement, inexorablement et paraît pratiquement irréversible. Couplée à l'érosion côtière, l'élévation du niveau des mers rend l'émigration définitive inéluctable, uniquement retardée par la construction de digues éventuelles (PIGUET et al. 2010b). Contrairement aux événements soudains, elle permettrait des départs progressifs et planifiés, mais sans possibilités de retour. Elle se situe également « *au cœur des manifestations les plus spectaculaires et médiatisées du changement climatique, comme la disparition éventuelle d'Etats insulaires* » (PIGUET et al. 2010b : 9).

Afin de nuancer le propos, il convient de signaler les résultats de l'étude de cas de Mortreux et Barnett (2009) à Funafuti, Tuvalu. Les auteurs concluent effectivement que l'élévation du niveau des océans et le changement climatique semblent jouer un rôle moindre dans les prises de décisions migratoires des habitants de cet atoll : « *for most respondents climate change is not a reason for concern, let alone a reason to migrate. The vast majority of those who are considering migration do not cite climate change as a reason to leave* » (2009 : 111). Cette recherche reprend Grothmann et Patt (2005) et stipule que ce sont davantage les perceptions des risques à venir plutôt que les changements effectifs physiques qui influencent les migrations : « *the perception of risks of change may be a far more important factor in decision-making than the realisation of biophysical change per se* » (MORTREUX and BARNETT 2009 : 107). La prise en compte des perceptions des risques des individus est essentielle dans les recherches sur les migrations induites par l'environnement, car elles varient et peuvent différer des prévisions des modèles scientifiques et économiques.

2.6.4.4. Bilan

Etienne Piguet (2008) met en lumière les divergences flagrantes entre les estimations de Norman Myers et les opinions de Richard Black, tant au niveau de la migration environnementale elle-même qu'au niveau méthodologique. Alors que Myers se base sur approximativement un millier de sources et sur des rapports globaux (du GIEC), Black fait quant à lui appel à des études nationales et locales mettant aux prises migration et environnement dans des situations spécifiques.

Il est ainsi fait état de plusieurs types de dégradations environnementales qui conduisent à différents déplacements de population, selon différentes approches. Alors que les recherches en sciences sociales s'intéressent généralement à des études de cas spécifiques et sont à même de cerner la vulnérabilité des populations étudiées, d'autres se limitent à cartographier les *hotspots* (zones dans lesquelles l'impact du changement climatique sur l'environnement devrait être le plus marqué). Cette approche par le haut découle sur l'identification de zones où pourraient se produire des migrations, sans prendre en considération les perceptions des risques des individus et le contexte. La dimension de genre en est par exemple totalement absente, alors qu'il est admis que cette dernière influence la perception des risques (PIGUET et al. 2010b).

Comme expliqué ci-dessus, la temporalité de la migration est liée aux différents types de dégradations environnementales. Les phénomènes graduels sont censés engendrer des flux de longue durée alors que les événements soudains provoqueraient des déplacements à court terme. Cela dit, il est important de ne pas se cloisonner dans une catégorisation systématique car la réalité est souvent davantage complexe. En effet, les sécheresses sont susceptibles d'initier des migrations saisonnières et il faut ainsi différencier les départs définitifs de la mobilité de type pendulaire (PIGUET et al. 2010b). Quant à la spatialité de la migration, il convient également d'apporter quelques précisions : alors que bon nombre d'études sur les migrations environnementales se focalisent sur les migrations internationales, il a souvent été démontré que les mouvements de population déclenchés par des facteurs climatiques engendraient des mouvements internes (HUGO 1996 ; BROWN 2008a : 9 ; PIGUET 2008 ; GEMENNE 2009 : 30 ; KNIVETON et al. 2009 ; PIGUET et al. 2010b) aux pays du « Sud ».



Figure 9 : Un simple continuum dans les migrations internationales
Source : HUGO 1996

Il est ensuite utile de préciser la distinction entre migrations forcées et volontaires. Le concept de « réfugié environnemental » suppose que les individus ont été forcés de quitter leur lieu d'origine uniquement à cause de facteurs environnementaux. Cela dit, la nature contrainte de la migration n'est pas acceptée de tous et il s'agit davantage de prendre en compte une série de causes interagissant entre elles. La prise de décision migratoire doit se comprendre comme un continuum entre migration voulue et migration forcée, comme l'explique Hugo : « *population mobility is probably best viewed as being arranged along a continuum ranging from totally voluntary migration, [...] to totally forced migration* » (1996 : 107 ; 2008 : 11), où peu de décisions sont entièrement contraintes ou volontaires.

Lors de déplacements de populations induits par l'environnement, certains considèrent que la migration constitue une incapacité d'adaptation et équivaut à une solution de dernier recours. Cependant, d'autres observateurs indiquent qu'elle correspondrait davantage à un mécanisme d'adaptation préventif au changement climatique, grâce par exemple à la migration temporaire ou à la diversification des risques procurée par le départ d'un membre hors de la communauté (PIGUET et al. 2010b).

Dans tous ces déplacements¹¹, il faut garder à l'esprit le fait que rares sont ceux dans lesquels l'environnement joue seul un rôle et qu'en réalité, les facteurs environnementaux sont entrelacés avec d'autres et qu'il est extrêmement ardu pour le chercheur de discerner une catégorie univoque de migrants de l'environnement. Avant de s'attarder justement sur cette difficulté, il convient de présenter cette citation qui résume bien la situation : « *in the case of sudden-onset environmental disruption, such as floods, the causality of migration is relatively clear. In the case of slow-onset environmental deterioration, such as land degradation, there is usually a set of overlapping causes at play (multi-causality). Political and socioeconomic factors combine with environmental degradation to undermine the resource base of affected people. On the other hand, sudden-onset disruptions tend to be temporary while more gradual deteriorations tend to be more permanent or at least hard to reverse* » (VAN der GEEST 2008 : 9). Comme il a été expliqué précédemment, qu'il s'agisse de dégradations soudaines ou graduelles, les études de cas produisent des résultats contrastés. Cette hétérogénéité de résultats illustre précisément le caractère multicausal qui prévaut dans les migrations.

2.6.5. DE LA DIFFICULTE D'ISOLER LE FACTEUR ENVIRONNEMENTAL...

Après avoir remis en question certaines recherches puis démystifié la migration induite par la désertification, Black (2001 : 4) préconise la prudence lors de recherches mettant en lien environnement et migration, expliquant la difficulté d'isoler le facteur environnemental dans les facteurs de la migration, régie par un enchevêtrement de multiples causes (BLACK 2001 : 3). Comme il a été indiqué dans un chapitre antérieur, le concept de « réfugié de l'environnement » suppose une cause unique qui prévaut très rarement dans la réalité (BLACK 2001 ; CASTLES 2002 ; PIGUET 2008 : 4 ; PIGUET et al. 2010b ; KAENZIG e PIGUET 2011 : 52) et les textes s'accordent aujourd'hui à considérer que la décision de migrer ou non se prend en regard d'un vaste éventail à l'intérieur duquel interagissent des facteurs sociaux, culturels, psychologiques, politiques, économiques et environnementaux (HUGO 1996 ; LONERGAN 1998 ; WOOD 2001 : 44 ; CASTLES 2002 ; ADAMO 2008 ; PIGUET 2008 : 6 ; GEMENNE 2009 : 30 ; KNIVETON et al. 2009 : 72 ; MORTREUX and BARNETT 2009 : 107 ; PIGUET et al. 2010b : 10 ; TACOLI 2011 : 3). Ainsi, « *environmental reasons are generally intertwined with economic ones and in this sense environmental migrants are also economic migrants* » (ADAMO 2003 : 36). Une relation simpliste entre ces deux éléments relève dès lors de la fiction (KNIVETON et al. 2009 : 72) et le chercheur doit s'efforcer d'isoler au mieux le facteur environnemental – des autres facteurs – s'il entend mener une étude traitant du lien entre migration et environnement qui offre des résultats satisfaisants. Une tentative de clarification à ce sujet sera proposée dans la partie méthodologique de cette recherche, notamment au travers des travaux du projet EACH-FOR qui a dès sa création saisi le fait que « *migration outcomes have multiple causal factors* » (WARNER et al. 2009 : 205) et par conséquent a « *attempted to isolate the environment as the primary variable or driver in migration* » (LACZKO and AGHAZARM 2009 : 22) dans ses 23 cas d'étude. L'environnement comme une cause à la migration peut être schématisé de la façon suivante :

¹¹ Se référer à cet article afin d'obtenir des références bibliographiques concernant les trois catégories de facteurs environnementaux et leurs liens avec les migrations : PIGUET et al. 2010b. Sur les mécanismes inhérents aux différents types de menaces environnementales, lire : PERCH-NIELSEN 2004.



Figure 10 : Environnement comme cause à la migration
Source : BARDSLEY and HUGO 2010

Il s'agit ainsi de déterminer pour chaque flux migratoire analysé l'importance du facteur environnemental parmi la multitude de causes susceptibles d'influencer le migrant.

Réalisant la difficulté de réduire la complexité des processus migratoires à une relation monocausale qui n'accepterait aucune autre variable, certains auteurs (BROWN 2008a : 9 ; GEMENNE 2009) soulignent cependant que l'environnement joue un rôle non négligeable dans certains processus migratoires. Afin de résumer cet état de fait, Brown (2008a : 9) explique que « *clearly it would be absurd to attribute the entire urban drift to climate change but disaggregating the additional role of climate change on existing rural-urban migration is very hard* ». Van der Geest (2008 : 2) précise ainsi que « *environmental push and pull can be important additional contributing factors in many migration flows, but except under very specific circumstances, it is never the only cause* ». Brown abonde en ce sens en expliquant que les prises de décision migratoires des individus sont influencées par un assemblage de facteurs explicatifs complexes et que, de fait, « *disaggregating the role of climate change from other environmental, economic and social factors requires an ambitious analytical step into the dark. In short, deducing cause and effect between climate change and forced migration is very difficult* » (BROWN 2008a : 9 ; BROWN 2008b : 12). Gonin et Lassailly-Jacob expliquent finalement qu'il est « *difficile d'apprécier ce qui relève d'une décision individuelle, du poids des traditions migratoires, de l'impact d'une sécheresse, d'une tradition de voyage avant le mariage ou des particularités qu'entretiennent les sahéliens à la nature qu'ils exploitent* » (2002 : 12).

Selon Piguet et al. (2010b), les facteurs climatiques sont susceptibles d'avoir un rôle accru dans un contexte marqué par des tensions politiques, démographiques, économiques ou sociales. A l'inverse, le changement climatique et ses effets seront atténués dans un contexte socioéconomique davantage favorable. Ainsi, il ne devrait pas générer de flux migratoires dans des sociétés prospères et démocratiques alors qu'il pourrait être à même de le faire dans des pays en situation plus précaire. Ceci ne va pas sans rappeler les thèses de Sen (1981) sur les famines, stipulant que celles-ci résultent souvent de mauvais choix politiques plutôt que de problèmes environnementaux.

La constitution d'une méthodologie adéquate et complète, tirant parti d'une grille d'entretien raisonnée, équivaut ainsi à une étape indispensable et primordiale lors de la réalisation d'études empiriques ambitionnant d'exposer un lien entre migration et environnement, afin de cerner le plus distinctement possible les différentes catégories de facteurs répulsifs et attractifs intervenant dans les flux migratoires.

2.7. CONCLUSION ET SYNTHÈSE DU CADRE THÉORIQUE

Les considérations propres à l'imaginaire géographique, aux réseaux et issues de la psychologie sociale doivent servir de grille de lecture complémentaire – et non pas alternative

– aux théories explicatives des flux migratoires afin de rendre compte de manière optimale des raisons conduisant les individus à migrer ou non (PIGUET et de COULON 2010c).

Le pluralisme théorique a ainsi été recherché lors de la constitution de ce cadre théorique développé en prélude à la présentation de la méthodologie et des résultats de l'analyse. La combinaison de ces approches thématiquement variées et issues de disciplines différentes (*migration studies*, psychologie sociale, géographie culturelle et géographie des mobilités en lien avec l'environnement) dévoile l'abondance théorique dans l'étude des migrations et la parcimonie empirique (PIGUET et de COULON 2010c). Cette présente recherche vise modestement à apporter une pierre à l'édifice dans le domaine des recherches sur les migrations, avec une vision pluridisciplinaire et la volonté de mieux appréhender le lien entre migration et environnement. Les échelles d'analyse présentées sont diverses et couvrent les éléments structurels extérieurs jusqu'aux caractéristiques individuelles influençant la décision de migrer, voire même en la forçant.

Même si certains considèrent la migration comme une incapacité à s'adapter et une solution de dernier recours, d'autres précisent qu'elle n'est pas seulement réactive, mais peut avoir une dimension préventive. En effet, elle peut parfois être utilisée comme un mécanisme d'adaptation au changement climatique important, notamment sous la forme de migration saisonnière ou dans les cas où un membre de la famille seulement quitte la communauté rurale dans le but de diversifier les risques et les revenus (PIGUET et al. 2010b). Finalement, il convient de préciser que ces schémas migratoires peuvent évoluer et les migrations temporaires peuvent se transformer en migrations permanentes, comme les migrations internes peuvent correspondre à une étape avant la migration internationale (PIGUET et al. 2010b).

Même si l'exhaustivité n'est pas le but recherché, cette première partie permet d'explorer la thématique propre à ce travail de mémoire de manière détaillée et les éléments théoriques précédemment approfondis semblent être pertinents pour expliquer les migrations de populations. L'accent sera ainsi porté sur les différentes temporalités et spatialités des flux, la multicausalité et les liens entre facteurs seront évalués, avant de dégager le facteur environnemental et de mesurer son poids.

Troisième partie

Méthodologie

3.1. INTRODUCTION

Comme cela a été mentionné précédemment, les preuves empiriques et les études liant migration et environnement, même si elles sont de plus en plus nombreuses, apparaissent éparses et font encore défaut (KNIVETON et al. 2008 ; PIGUET 2008 ; BILSBORROW 2009 ; GEMENNE 2009 : 30 ; PIGUET 2010b : 5 ; KAENZIG e PIGUET 2011 : 50 ; TACOLI 2011). Ces études se caractérisent par une hétérogénéité dans le choix des démarches et mobilisent des méthodologies disparates¹² (KNIVETON et al. 2009 ; PIGUET et al. 2010b). Ainsi que l'écrit Brown, « *we need to undertake more detailed and nuanced case studies of how, why and where people migrate* » (2008a : 9). C'est avec ces objectifs que la présente recherche a été menée, en mobilisant à la fois des méthodes qualitatives et quantitatives, afin d'être la plus à même de répondre aux questions préalablement posées.

3.2. CHOIX DU TERRAIN D'ETUDE

Afin que cette recherche soit pertinente et encline à mettre en lumière le rôle éventuel de l'environnement dans les processus migratoires, sa localisation devait être préalablement réfléchie et rationnellement sélectionnée. Il n'existe pas de mode d'emploi sans faille pour cibler des endroits propices à ce genre d'étude (*targeting hotspots*). Leighton (2009 : 336) précise néanmoins que la présence de certaines variables se conjuguant serait susceptible de pointer des *hotspots* aux scientifiques. L'auteure indique par exemple que certains pays sont davantage perturbés par des problèmes climatiques (soudains et graduels) et que certains détiennent des taux de migration (interne et internationale) plus élevés que d'autres. La convergence de ces deux variables lui semble ainsi équivaloir à un bon point de départ pour les recherches à venir.

Les villes de La Paz et de El Alto, dans le département de La Paz en Bolivie, ont ainsi été choisies comme terrain d'étude pour les raisons suivantes. Ces deux villes reçoivent de nombreux migrants (BLANCHARD 2006 ; MAZUREK 2007), qui s'installent définitivement ou qui possèdent une double résidence, en ville et dans la communauté rurale, ceci étant plus fortement marqué à El Alto (MAZUREK 2007 ; BALDERRAMA MARISCAL et al. 2011). La forte présence de migrants dans ces deux villes est due en grande partie aux arrivées de personnes des *highlands* (MAZUREK 2007), comme expliqué lors de la présentation du terrain d'étude. De plus, elles se situent à proximité de régions touchées par des dégradations environnementales, à savoir des sécheresses, des épisodes de gel et de grêle, des inondations, un recul des glaciers, etc.

Alors que certaines études semblent montrer que la migration rurale-rurale est d'importance majeure par rapport à la migration rurale-urbaine notamment (BILSBORROW 2009 : 128), le choix du terrain de recherche aurait pu se diriger vers des zones rurales. Cependant, les garanties de se rendre dans une région rurale ayant reçu des migrants ruraux paraissaient trop minces au moment de débiter ce travail alors que, grâce aux études empiriques antérieures, il était acquis d'être en présence de migrants dans les villes de La Paz et de El

¹² Pour une synthèse des différents outils méthodologiques existants, lire KNIVETON et al. 2008 ; PIGUET 2010a.

Alto. Toutefois, afin d'affiner l'analyse, le terrain d'étude s'est élargi par le biais d'un séjour dans la communauté rurale d'Ancoraimés (province Omasuyos), à la rencontre de migrants ruraux et de non migrants.

3.3. OBJET DE RECHERCHE

Au centre de cette étude se trouvent les migrants de l'*altiplano* et des autres départements boliviens vivant à La Paz et El Alto. Les données nécessaires à la compréhension des phénomènes appréhendés lors de ce travail de mémoire sont détenues par les migrants eux-mêmes. Il était donc question de rencontrer ces derniers, que ce soit en ville de La Paz, à El Alto ou dans certaines communautés rurales, afin de réaliser des entretiens semi-directifs ainsi que de distribuer et récolter des questionnaires.

Les migrants installés dans ces deux villes ont donc été approchés, afin de trouver des éléments de réponse aux questions de recherche. L'attention ne s'est pas arrêtée aux personnes en provenance de régions éloignées et ayant émigré il y a longtemps. Au contraire, afin d'englober un maximum de personnes et de saisir de nombreuses dynamiques, toutes les temporalités et spatialités ont été prises en compte. Ces dynamiques sont, selon Bilsborrow, dignes d'intérêt même si ce dernier ne les intègre pas toutes (2009 : 139). Ce travail va ainsi par la suite traiter de migrations mais également de circulation et de mobilité, d'origines lointaines comme de déplacements de proximité.

3.4. ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS

La source de données principale de ce travail de mémoire provient de l'entretien semi-directif, défini comme étant ni entièrement ouvert, ni canalisé par un grand nombre de questions précises et invoquant une faible directivité du chercheur (QUIVY et VAN CAMPENHOUDT 1995 : 194-195). En d'autres termes, une grille de questions est utilisée mais l'ordre de celles-ci est aléatoire et la flexibilité y règne.

La volonté de réaliser des entretiens semi-directifs s'explique par le fait qu'ils débouchent généralement sur une information riche, mais aussi car la volonté de cette recherche consiste bel et bien à cerner et comprendre les trajectoires migratoires et les variables explicatives des migrations, ce qui semblait plus aisé au travers d'entretiens plutôt que par de simples questions-réponses. Les entretiens permettent aux interlocuteurs de donner du sens à leurs pratiques, de mieux s'expliquer et à l'auteur de s'assurer d'avoir bien saisi leurs positions. La flexibilité qui est de mise permet au chercheur de revenir sur une thématique afin de l'approfondir et sa faible directivité permet à l'informateur de s'exprimer dans son propre cadre de référence : « *semi-structured interview [...] has some degree of predetermined order but still ensures flexibility in the way issues are adressed by the informant* » (DUNN, in LONGHURST 2003 : 119).

La démarche étant de prime abord qualitative, il convenait ainsi de procéder à des entretiens afin de saisir les logiques en jeu car l'obtention de l'avis de tous les migrants de la ville au travers de questionnaires était d'envergure inabordable pour cette étude.

Une grille d'entretien cherchant à comprendre les différentes formes que prennent ces migrations, visant à mettre en exergue les facteurs déterminants l'émigration rurale, pour

finalement appréhender la relation entre la migration et l'environnement, a été constituée et peut être consultée dans la section « Annexes ». Cela dit et comme précisé précédemment, la flexibilité est ici de rigueur et les questions ont été adaptées et modifiées au fil de la recherche. Ce canevas a été utilisé dans un premier temps de manière libre, c'est-à-dire que les premières minutes de l'entretien, outre l'obtention des données personnelles, ont servi avant tout à obtenir de la personne migrante un parcours de vie. En d'autres termes, il a été décidé de laisser libre cours à la mémoire de l'interlocuteur, dans le but précis de ne pas le submerger de théorie et de l'enfermer dans un carcan trop rigide. Au contraire, la préférence est allée à l'obtention d'un récit migratoire spontané dans un premier temps, pour préciser les questionnements (formes migratoires, multicausalité de la migration) propres à cette étude et les pondérer dans un deuxième temps. Finalement, dans les cas où l'environnement est mentionné en tant que facteur jouant un rôle dans le processus de prise de décision migratoire, une attention particulière lui est ainsi accordée. Le fait de ne pas aborder d'entrée le facteur environnemental et le changement climatique paraissait primordial dans cette étude, afin de ne pas conditionner l'informateur et l'amener implicitement à proposer certaines réponses auxquelles il n'aurait peut-être pas pensé librement. Cette méthode a également été utilisée dans la recherche de Mortreux et Barnett, dans laquelle 13 informateurs ont tout de même avancé le changement climatique comme un problème, sans que les auteurs ne les mettent sur la voie (2009 : 107).

La grille d'entretien réalisée a été inspirée par les recherches antérieures mettant aux prises les migrations environnementales, notamment l'article de Van der Geest (2008) et est également adaptée du questionnaire produit par le collectif de recherche EACH-FOR. Ainsi, 35 entretiens semi-directifs de durées inégales (de 15 à 50 minutes) ont été réalisés et enregistrés. L'enregistrement n'a gêné qu'une seule personne, et une prise de notes dans un cahier a été effectuée. Quant aux données personnelles, elles ont été obtenues sans que cela ne pose problème dans la majorité des cas. A la convenance de certaines personnes, des noms fictifs et des âges estimés sont proposés afin de garantir l'anonymat. La sélection des informateurs¹³ s'est faite aléatoirement, car le but recherché était d'obtenir le maximum de données et qu'il n'était pas possible de fixer de rendez-vous avec des migrants avant le début de l'étude de terrain.

Dans un premier temps, une partie des entretiens s'est déroulée dans les rues et les marchés de la ville de La Paz. Ainsi, de nombreux migrants ont été rencontrés en arpentant les rues *paceñas* « Sagárnaga », « Linares », « Illampu », le quartier de « Sopocachi » et les marchés de la ville, notamment le marché « Lanza », sis « Plaza de los Héroes ». En parcourant ces endroits spécifiques, de nombreux entretiens ont pu être menés à bien dans différentes boutiques d'artisanat, dans des restaurants et avec les vendeuses de fruits et légumes des marchés fréquentés. En plus de véritablement vouloir chercher et trouver l'information, cette démarche s'explique aussi par le fait que l'interviewé est davantage en confiance dans un environnement connu et que « *le fait que la demande émane de l'interviewer est nécessairement congruent avec la démarche qui consiste pour ce dernier à se rendre vers l'environnement familier de l'interviewé* » (BLANCHET et GOTMAN 1992 : 72).

Dans un deuxième temps, avec l'aide de la CIPCA¹⁴ (basée à « Avenida 6 de Marzo », à El Alto), bon nombre d'entretiens ont eu lieu dans les bureaux de cette ONG, que ce soit avec

¹³ La liste exhaustive des entretiens réalisés se trouve dans les « Annexes ». Les noms et âges fictifs sont suivis d'un astérisque.

¹⁴ (<http://www.cipca.org.bo/>)

certains membres de l'organisation, eux-mêmes migrants, mais aussi avec certains agriculteurs collaborant avec ses techniciens agronomes. Après une prise de contact par e-mail, un rendez-vous a été fixé dans les bureaux situés à El Alto afin de définir les bases d'une collaboration éventuelle. Concrètement, la CIPCA a été très coopérative pour organiser les entretiens nécessaires à ce travail de recherche, par la disponibilité de certains de ses techniciens migrants dans un premier temps, puis également en invitant des agriculteurs utilisant la mobilité et finalement pour organiser le séjour de terrain à Ancoraimas, contribuant ainsi à la récolte de données.

Par la suite, un mini terrain d'étude de trois jours s'est donc tenu dans la communauté rurale d'Ancoraimas, durant lequel des entretiens avec des migrants en visite et avec des personnes non migrantes ont été réalisés. Des entretiens ont de ce fait été menés dans quelques fermes de cette communauté, ainsi que durant la *feria*¹⁵ hebdomadaire. Ceci a permis à l'auteur, en plus d'obtenir de précieuses informations quant aux migrations à destination de La Paz et El Alto, de mieux se rendre compte de la vie d'une communauté rurale des Andes boliviennes, si bref le séjour fut-il. L'observation participante ainsi que l'immersion ont ici été privilégiées, et l'organisation de groupe de discussion a été très enrichissante.

Dans ce type de recherche, il convient d'arrêter les entretiens lorsque les informations reçues deviennent redondantes (BLANCHET et GOTMAN 1992 : 53-54; QUIVY et VAN CAMPENHOUDT 2006 : 151), ce qui fut le cas lors de ce travail de terrain de pratiquement deux mois.

3.5. LES FOCUS GROUPS

Durant le travail de terrain en Bolivie, un autre outil des méthodes qualitatives a été mobilisé, par le biais de deux *focus groups*, l'un à Ancoraimas et l'autre à Uypaca (dans le Département de La Paz). Un *focus group* est un groupe de personnes, généralement entre 6 et 12, qui se rencontrent dans un cadre informel afin de converser sur un sujet particulier établi par le chercheur (LONGHURST 2003 : 119). A nouveau, la faible directivité de cette méthode autorise les différents interlocuteurs à considérer le sujet sous plusieurs angles.

Alors que les entretiens ont permis de récolter des données exclusives et intégrales par rapport à la grille d'entretien, ces *focus groups* consistaient davantage à une discussion libre autour de la thématique des migrations, puis des migrations en lien avec l'environnement. Ces groupes de discussions réunissaient des résidents ruraux et débouchèrent ainsi sur des perceptions, des représentations que ces personnes avaient des migrations, de leurs causes éventuelles et du changement climatique.

3.6. LES QUESTIONNAIRES

Le questionnaire, outil souvent utilisé en géographie, a pour but d'acquérir de l'information sur les caractéristiques, les comportements et les attitudes d'une population en distribuant et récoltant un questionnaire standardisé à un échantillon d'individus (McLAFFERTY 2003 : 87). Leur utilisation initiale en géographie des comportements avait justement pour but d'examiner

¹⁵ Rassemblement sur la place centrale du village de nombreux habitants des villages alentours, qui s'y rendent afin de vendre leurs produits.

les perceptions des individus par rapport à l'environnement, les questionnaires ont notamment été utilisés pour cerner les perceptions des risques de catastrophes naturelles (McLafferty 2003). L'échelle de Likert recommande d'utiliser une classification de trois, cinq ou sept catégories quant aux perceptions des individus (McLafferty 2003). La construction du questionnaire de la présente étude a cela dit privilégié deux catégories : « pas important » ou « important à très important », afin de mesurer plus simplement les perceptions du rôle de chaque facteur dans les migrations.

Dans un souci de représentativité aigu, la récolte de données a ainsi été complétée par une série de questionnaires, au nombre de 20, distribués par certains techniciens de la CIPCA au sein de migrants vivant à El Alto et dans les communautés rurales d'Ancoraimas (province Omasuyos) et de Guaqui (province Ingavi).

Les enquêtes réalisées dans les deux communautés rurales ont regroupé des migrants temporaires ou saisonniers, des migrants de retour ainsi que des non migrants. Ceci s'explique par le fait qu'il était difficile de trouver un grand nombre de migrants dans les communautés et aussi car il apparaissait intéressant d'obtenir l'avis et la perception de résidents ruraux, quant à une migration éventuelle. Traduit de l'anglais à l'espagnol, puis adapté à cette recherche, le questionnaire EACH-FOR a servi de base de réflexion pour déboucher sur l'outil d'analyse utilisé dans la suite de ce travail. Une variation a également été produite car des questionnaires ont été distribués à des habitants de la campagne afin de cerner leurs perceptions des facteurs explicatifs des migrations.

Le souhait revendiqué dans cette étude de cerner au mieux les dynamiques migratoires boliviennes à destination de La Paz et El Alto dans un premier temps, puis d'évaluer le rôle de l'environnement dans ces dernières débouche sur une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives afin d'être le plus à même d'exaucer ce souhait initial.

3.7. AUTRES SOURCES D'INFORMATIONS UTILISEES

Préalablement à l'étude de terrain, la lecture de certains rapports du GIEC, d'études de cas mettant en lien migration et changement climatique ainsi que d'articles de presse apparut nécessaire. Ajoutés à cela, les nombreux échanges de courriels avec des institutions ou des scientifiques¹⁶ ont permis de choisir un terrain d'étude correspondant à ce type de recherche visant à mettre en exergue les liens éventuels entre climat et migration. En effet, comme il a été expliqué précédemment, la multicausalité qui prévaut dans les variables explicatives des migrations couplée à la perplexité du corollaire entre changements climatiques et migrations requéraient une prudence et une recherche approfondie par rapport aux terrains d'études éventuels.

3.8. L'ANALYSE DU MATERIEL

Afin d'analyser le matériel recueilli, une retranscription minutieuse de tous les entretiens a été effectuée, certaines fois avec l'aide de Milton Rojas, ami bolivien parlant couramment la

¹⁶ Notamment avec la CIPCA (M. Acevedo), LIDEMA (M. Alvarado), Vía Campesina Suramérica (Mme Zanotto), Fundación Solón, OIM Bolivia (Mme Villareal), OxFam Bolivia (M. Urgel), Agua Sustentable (M. Vilela), UNU-EHS (Mme Rosenfeld), etc.

langue indigène *aymara*, car certains interlocuteurs laissaient s'immiscer quelques phrases en *aymara* dans leur discours en espagnol. Les entretiens ont été retranscrits dans leur intégralité, exceptés certains passages s'éloignant nettement du sujet.

Ensuite, un codage de ces textes a été nécessaire afin de pouvoir les analyser. Ce dernier reprend les différents thèmes propres à cette étude et établit des sous-catégories, qui seront détaillées dans la partie analytique. La cohérence théorique propre à la grille d'entretien et à la présente recherche a été privilégiée au détriment de la cohérence intra-entretien (BLANCHET et GOTMAN 1992 : 98). L'exemplification des propos recueillis passe par la citation d'extraits d'entretiens porteurs de sens et pertinents. Ces citations sont par la suite fidèlement reproduites et, afin de garantir une authenticité maximale, dans la langue originale : l'espagnol¹⁷. Cependant, dans un souci de faciliter la lecture de la recherche et d'en élargir le public potentiel, une traduction des citations est proposée. Celle-ci vise à être la plus fidèle possible, en reprenant le type de langage utilisé, les expressions et en tentant de rendre semblables les intonations.

Les données issues des focus groups d'Ancoraimas et de Uypaca sont analysées de la même manière, et les éléments intéressants sont également utilisés dans l'analyse.

L'analyse des questionnaires se traduit par une comptabilisation minutieuse des réponses apportées par les répondants, pour chaque facteur. Dans un deuxième temps, les éléments pertinents sont exemplifiés par des extraits, par des phrases écrites par les individus.

3.9. BILAN REFLEXIF ET BIAIS METHODOLOGIQUES

Les données récoltées grâce aux entretiens semi-directifs, aux *focus groups* et aux questionnaires constituent une base de réflexion intéressante dans le cadre de cette étude et les choix quant aux méthodes utilisées paraissent ainsi justifiés. Cependant, il est nécessaire de préciser quelques difficultés rencontrées lors de ce terrain d'étude, difficultés anodines en comparaison avec les apports engendrés. En règle générale, les informateurs ont tous été enclins à partager leurs connaissances et à transmettre leurs opinions, à une exception près : une personne s'est montrée très méfiante et ne saisissait pas la raison des questionnements sur sa vie privée. Ensuite, certains entretiens se sont déroulés de manière quelque peu chaotique étant donné, dans certains cas, leur caractère informel. En d'autres termes, certains entretiens réalisés dans des boutiques ou sur des marchés furent interrompus au rythme des arrivées et des départs des clients. Cela dit, grâce à la patience des informateurs, à l'enregistreur et à la grille d'analyse ordonnée, des oublis de questions ou des lacunes d'information ont vraisemblablement pu être évités. Effectués sans accrocs dans les rues et marchés de La Paz, les entretiens aléatoires de personnes dans les rues de El Alto ont dû être abandonnés pour des raisons de sécurité¹⁸. Dans ce climat relativement hostile et méfiant, la préférence alla vers les entretiens organisés et prévus à l'avance, à l'intérieur des bureaux de la CIPCA, à El Alto. Finalement, une hétérogénéité de récits obtenus est à signaler, dans le sens où certains interlocuteurs ressentaient des difficultés à développer leurs idées, alors que d'autres non. La norme fut, fort heureusement, l'obtention de parcours de vie détaillés ainsi que de réponses précises et claires. Cela dit, dans certains cas, la déconcertante concision des

¹⁷ L'intégralité des extraits d'entretiens utilisés dans le cadre de cette étude peut être consultée dans les « Annexes ».

¹⁸ Les rues de cette ville n'ont pas été jugées suffisamment sûres et des craintes ont été ressenties en fréquentant les rues et les magasins de El Alto.

réponses couplée aux ambages des répliques plus longues n'apporte guère de matière à l'étude.

Le premier biais susceptible d'influencer les résultats réside dans la dimension interprétative du chercheur, qui fait aujourd'hui partie intégrante des méthodes de recherche qualitatives. Les données analysées le sont au travers d'un filtre personnel et sont sujettes à une interprétation : « *qualitative research is fundamentally interpretive. This means that the researcher makes an interpretation of a data. [...] It also means that the researcher filters the data through a personal lens that is situated in a specific sociopolitical and historical moment. One cannot escape the personal interpretation brought to qualitative data analysis* » (CRESWELL 2003 : 182). Les observations sont ainsi indirectes, car le chercheur obtient les données grâce à un informateur au travers d'un instrument (la grille d'entretien par exemple) (QUIVY et VAN CAMPENHOUDT 2006 : 152). Il s'agit ainsi de procéder à l'analyse de ces données avec le recul nécessaire et en étant conscient qu'elles ont pu être quelque peu déformées.

S'ajoutent à cela la subjectivité du chercheur, sa propension à induire certaines réponses chez l'informateur et quelques facteurs externes qui peuvent également biaiser les résultats. Mortreux et Barnett (2009) donnent l'exemple de l'influence des médias, des journalistes très présents sur l'île de Tuvalu. Comprenant cet impact éventuel sur les habitants – qui peuvent être conditionnés par les nombreuses questions sur le changement climatique auxquelles ils doivent répondre – il convient ici de préciser que ce phénomène n'a pas pu être observé lors de ce terrain d'étude. Cela dit, certaines communautés boliviennes, notamment celle de Khapi, se retrouvent au cœur de cette agitation médiatique¹⁹. De ce fait, certaines réponses dans la bouche d'agriculteurs boliviens mettant en cause le réchauffement climatique anthropogène et l'effet de serre surprennent parfois le lecteur. Dans le cas de cette présente recherche, une telle présence et influence médiatique ne semblent pas régner et être susceptibles d'influencer les réponses des personnes interrogées.

Il convient dès à présent de préciser la nature complémentaire des questionnaires dans cette recherche. La récolte et le traitement de ces données quantitatives donne effectivement lieu à une analyse complémentaire²⁰. La décision de ne pas procéder à une analyse combinée des entretiens et des questionnaires est due au nombre relativement faible de questionnaires récoltés et à la difficulté d'interprétation des résultats. En effet, les entretiens face-à-face autorisent le chercheur à revenir sur certains points et les éclaircir le cas échéant, alors que l'analyse des questionnaires ne le permet pas. En outre, malgré les simplifications excessives lors de sa construction, il subsiste inévitablement des questions « dirigées » et la prudence doit être grande lors de l'analyse. Ainsi, une importance moindre lui est conférée malgré le fait que les résultats soient très intéressants.

¹⁹ Voir par exemple (<http://www.yesmagazine.org/planet/as-glaciers-melt-bolivia-fights-for-the-good-life>), (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/8172981.stm>), (<http://www.wdm.org.uk/bolivia/bolivia-blog-10-illimani-and-khapi-community-1>), (<http://www.cedib.org/index.php?/noviembre2009/habitantes-de-khapi-preocupados-por-deshielo-del-illimani-jornada-06/11/09.html>). Pages web consultées en décembre 2010.

²⁰ Voir Chapitre 4.5.

Quatrième partie

Analyse et résultats

4.1. INTRODUCTION

En restant proche et liée à la problématique et au cadre théorique, l'analyse de cette recherche vise à une meilleure compréhension des phénomènes migratoires dans l'espace bolivien, plus précisément ceux à destination de La Paz et El Alto. Postulant préalablement que le principe de pluricausalité régit les migrations, il s'agit dès lors de définir l'éventail complet des causes possibles aux migrations et de cerner leur influence et importance relatives. L'objectif avoué de cette étude consiste à évaluer les liens potentiels entre migration et environnement, cela dit, une position non déterministe sera ici adoptée, considérant le déterminisme environnemental et l'univocité de cette cause comme étant obsolètes et inappropriés.

Cette analyse se compose dans un premier temps de trois parties, reprenant les questions de recherche, objectifs et hypothèses auparavant émis. Les résultats, obtenus de l'analyse des entretiens, sont illustrés par des extraits²¹ de ces derniers visant à légitimer et expliciter le propos. Les entretiens constituent les fondements de ce travail de mémoire et leur analyse donne lieu à la base des résultats.

Ensuite, l'analyse est affinée par les résultats issus des questionnaires, qui doivent être utilisés de manière complémentaire. Comme expliqué dans la méthodologie, le nombre restreint de questionnaires récoltés ne permet pas de tirer d'enseignements de même qualité que ceux des entretiens semi-directifs, et la relative difficulté d'interprétation requiert davantage de prudence et confère une importance moindre à ces résultats.

²¹ Des précisions sont parfois nécessaires, et elles apparaissent entre crochets. La fidélité maximale par rapport au discours des interlocuteurs a néanmoins été souhaitée, tout en accordant quelques ajustements visant à garantir le sens des répliques.

4.2. LES FORMES DES FLUX MIGRATOIRES

La première partie de l'analyse s'attelle à décrire les différentes formes des migrations à destination de La Paz et El Alto évaluées dans le cadre de cette étude et vise à répondre à la sous-question suivante :

Comment ces migrations sont-elles initiées, quels espaces investissent-elles dans le territoire bolivien et sous quelles temporalités se déclinent-elles ?

4.2.1. OBJECTIF 1

Pour rappel, le premier objectif de cette recherche consiste à présenter différentes formes migratoires des individus interrogés, afin de mieux saisir dans quelles circonstances se prend la décision de migrer, quels sont ses impacts sur la vie des individus et quelles sont les spatialités et les temporalités de ces trajectoires. Dans un deuxième temps, l'attention sera portée sur l'influence relative des réseaux et les liens constitués par ces migrations. Finalement, la volonté de retour sera évaluée dans le but de comprendre si la migration équivalait à une étape ou si elle est définitive.

4.2.2. HYPOTHESE 1

Les régions d'origine des migrants appréhendés se localisent à proximité des centres urbains de La Paz et El Alto. La temporalité des flux migratoires se caractérise par une circulation prépondérante et les allers retours entre aire d'origine et de destination sont fréquents. La formation et le caractère auto-entretenu (*self sustaining*) des parcours migratoires doivent beaucoup à l'existence de réseaux, qui amènent de nombreux individus à émigrer.

4.2.3. LA PRISE DE DECISION ET SES REPERCUSSIONS

Dans certains cas de migrations analysées dans le cadre de cette recherche, la décision de quitter le milieu rural dans lequel les individus vivaient est prise par le chef de famille. Le père de famille emmène généralement avec lui les autres membres de son clan dans le lieu de destination qu'il a préalablement choisi pour vivre. Les propos d'Amalia corroborent cette situation récurrente :

« Mon père m'a amenée ici à La Paz pour chercher plus d'opportunités tu vois, travailler et pour vivre mieux. Au village il n'y a pas, disons, quelque chose pour subvenir parce que nous sommes de nombreux frères et sœurs et on ne pouvait pas subvenir à tous, on est neuf enfants » (entretien avec Amalia, 25 ans, vendeuse en artisanat).

Réalisant la complexité de la vie en milieu rural, qui plus est dans une famille nombreuse, le père de famille choisit la migration afin de subvenir aux besoins de ses proches. Dans la majorité des cas, la décision n'a pas été prise dans l'urgence et la migration a donc été planifiée. En effet, les parents ne désirent pas partir dans l'inconnu, ils préfèrent avoir un point de chute initial et parfois sommaire, pour améliorer les conditions de vie dans un deuxième temps :

« Mes parents ont juste cherché un appartement de leur côté, où l'on puisse vivre, et après ils m'ont fait venir en plus, au début c'est toujours difficile, on n'a qu'une

chambre et après on a réussi à avoir un appartement plus grand, pour vivre ensemble » (entretien avec Amalia, 25 ans, vendeuse en artisanat)ⁱⁱ.

Le regroupement familial a ainsi fréquemment pu être observé dans les flux de personnes à destination de La Paz et El Alto, et l'organisation des migrants passe généralement par plusieurs étapes successives, censées améliorer la vie des migrants. En arrivant, de nombreux individus se retrouvent dans de petits appartements, parfois même sans logement, puis ils achètent ou construisent une maison, afin de stabiliser leur situation :

« Quand je suis arrivé, je n'avais pas de maison, je n'avais rien. Donc quand j'étais à l'université, je restais à l'université et j'allais aider des amis à faire des activités. J'ai vécu comme ça trois ans. Après, mon père a acheté un terrain, on a construit une maison avec deux pièces et je vivais là. Avant cela, j'allais de temps en temps dans la maison de mon oncle à La Paz, mais c'est pas la même chose que d'arriver dans ta propre maison » (entretien avec Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome)ⁱⁱⁱ.

Dans cet extrait, l'interviewé précise qu'il n'est jamais facile de changer de lieu de vie, et bon nombre de migrants en font l'expérience. Le fait d'arriver en ville sans avoir son propre logement par exemple, de ne pas avoir d'emploi ou de ne pas connaître beaucoup de monde sont autant de facteurs avec lesquels les migrants doivent composer. Outre le regroupement familial, la migration peut survenir des suites d'une union maritale et la décision est ainsi prise par un tiers :

« Hey, en réalité, il [l'époux] m'a juste dit : "viens on va dans mon pays". Moi sincèrement je ne connaissais pas le climat de La Paz, ils disaient juste que c'était froid mais que ça allait, mais c'est vraiment froid. Bref, disons que c'est lui tout seul qui a pris la décision, moi j'ai suivi, rien de plus » (entretien avec Nayda Ruiz, 47 ans, vendeuse en artisanat)^{iv}.

Comme les enfants suivant les parents dans un nouveau lieu de vie, l'époux ou l'épouse est susceptible de migrer à la suite d'un mariage. Toutefois, la décision de migrer est, dans la majorité des cas, prise par le migrant lui-même. En effet, sur les 35 individus interrogés, 28 sont les instigateurs directs du processus migratoire et n'ont donc suivi personne :

« J'ai décidé tout seul de venir ici, je ne voulais plus rester dans la campagne, ça ne me plaisait plus » (entretien avec Javier, 36 ans, mécanicien)^v.

« Non, personne ne m'a dit de partir, c'était ma décision, je devais quitter la campagne et venir en ville, ça ne me convenait plus la vie à la campagne » (entretien avec Alexandra, 27 ans, vendeuse en fruits et légumes au marché)^{vi}.

Ils ont ainsi choisi de changer de lieu de résidence et ce choix peut s'effectuer à des âges variables. Même si la majorité des migrants sont arrivés en ville de La Paz ou El Alto la vingtaine passée, il y en a qui font exception :

J. G. : *« Mais qui a pris la décision de venir ici, tes parents ? »*

« Non, moi seul, à 9 ans » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de sons et d'image)^{vii}.

Les migrations d'Américo ou d'Angel se distinguent de la majorité des autres car le processus décisionnel est apparu particulièrement tôt. En effet, le premier nommé a décidé dès ses 9 ans de quitter sa région d'origine (le Beni). Ce départ lui a été suggéré par une connaissance et motivé par le fait que la situation dans son lieu d'origine était à son avis difficile. Dans le deuxième cas, la décision de sortir de la communauté afin de vivre en ville a été prise à 13 ans :

« D'abord à La Paz, j'ai migré à mes 13 ans » (entretien avec Angel Mendoza, 50 ans, ingénieur agronome)^{viii}.

Finalement, il peut arriver que le processus décisionnel ne revienne pas intégralement aux individus et la migration est parfois contrainte :

« Euh, on a été contraints de quitter la communauté, pas parce qu'on voulait partir. Mais ça fait de nombreuses années que l'on vit dans des gouvernements dictatoriaux qui ne se sont jamais occupés des communautés ni des territoires indigènes et donc, celui qui vit à la ville a les opportunités, le collège, l'université et le travail. Mais nous avons toujours été oubliés, nous semons quelque chose et ça meurt, et c'était notre responsabilité, donc ces circonstances nous ont contraints à migrer » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{ix}.

Même si le vocabulaire utilisé indique une migration forcée, il convient de confesser qu'il subsiste une place pour la prise de décision. En effet, il est rare pour l'individu de ne pas avoir le choix et de se voir contraint de quitter son domicile originel. Cela dit, dans les cas de désastres naturels soudains par exemple, le délai pour la prise de décision est court et le choix réduit. Le continuum de Hugo (1996 ; 2008) sur la migration volontaire ou forcée est pertinent et il dénote qu'il est parfois délicat de définir dans quelle mesure la migration a été désirée. Toutes les trajectoires migratoires rencontrées durant cette étude ont été réfléchies et choisies, dans une moindre mesure dans certains cas, notamment celui des parents de Lourdes Quispe.

4.2.4. L'INTEGRATION

Qu'elles soient prises par l'époux, le père ou par le migrant lui-même, les décisions de quitter la région d'origine afin de s'installer dans un nouveau lieu de résidence engendrent souvent des conséquences sur la vie des migrants, positives ou négatives. Les impacts positifs sur la vie des migrants sont discutés par la suite, dans le chapitre relatif aux facteurs explicatifs des migrations, alors que certains éléments ressentis négativement par quelques interlocuteurs sont de suite présentés. La migration constitue certaines fois une rupture, elle affaiblit ou rompt les liens familiaux ou amicaux en créant de la distance entre les individus.

J. G. : *« Le fait de ne plus voir ta famille qui est restée au Beni, ça ne t'a pas influencé ? »*

« C'est difficile, c'est douloureux, mais il y a des décisions, il y a des mesures que tu dois prendre non ? Comme je t'ai déjà dit, quand tu as une famille, ton épouse, tes enfants, tu dois répondre d'eux. Et surtout maintenant, je suis en train de superviser les études de mon fils, je veux qu'il ait une bonne éducation, et il faut qu'il étudie ici. Parce que dans le Beni, c'est une éducation médiocre » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de sons et d'image)^x.

La décision de migrer est ainsi susceptible de provoquer un affaiblissement des liens familiaux ou amicaux antérieurs à la migration mais elle doit être assumée par les migrants, car généralement elle élève le niveau de vie et permet d'accéder à des prestations supérieures, qui ne seraient pas forcément disponibles dans le lieu de départ, comme l'explique Américo. Certains migrants doivent par la suite pallier aux besoins économiques et sociaux lorsque leur famille s'élargit et cette tâche leur est facilitée en vivant dans un centre urbain.

Les migrants ruraux qui gagnent les villes se retrouvent certaines fois dans des situations délicates par rapport aux citadins et un sentiment d'infériorité peut naître. Lourdes Quispe a perçu cela lors de ses deux phases migratoires, sous la forme d'une double discrimination (en

tant que personne issue du monde rural en ville et en tant que personne de l'*altiplano* installé dans la zone géographique de l'*Oriente*) :

« Le plus difficile pour le migrant qui vient de la campagne durant ces années, ça n'a pas été tant le facteur économique, ni la faim, comme maintenant. Ça a plutôt été la discrimination et le racisme générés quand tu sors, avant tu sortais de la campagne et ici dans la ville-même tu souffrais de cette discrimination, de ce racisme, et tout ça a été beaucoup plus marqué quand on est allés dans l'Orient. Donc je crois que ce qui a été le plus fort, a été la discrimination et le racisme. Toujours cette manière de nous traiter de Collas²² de manière méprisante, et si j'avais su le sens de ce que voulait dire Collas, je me serais peut-être défendue avec fierté mais quand on te dit toujours "Colla", ton estime personnelle diminue parce que tu crois que le Colla est inférieur. Ils [ceux de l'Orient] se sont toujours considérés comme supérieurs parce que, je ne sais pas, je suppose parce que Santa Cruz a été un des départements les plus développés, et aussi ils ont la peau blanche, et nous ici on est métissés, on est petits, ainsi la physionomie du visage, du corps, la couleur de ta peau et la langue dans laquelle tu parles, influencent aussi le racisme et la discrimination. [...] De là-bas je suis venue à la UMSA [Universidad Mayor de San Andrés, La Paz] et là aussi on discriminait aussi ceux qui venaient des communautés et ceux qui vivaient à El Alto, donc il y a différents degrés de discrimination ».

J. G. : *« Et avec le temps ça n'a pas changé ces choses de racisme ? »*

*« Non, ce qui se passe c'est que l'*altiplano* et l'*Oriente* ont toujours été comme l'eau et l'huile, celui d'ici défend beaucoup ses racines et s'il va là-bas, il continue de faire ses coutumes qu'ils faisait dans sa communauté, c'est pour ça que dans ces territoires orientaux, à des dates déterminées, comme par exemple à carnaval, ils dansent la Chicuta, ils dansent la Morenada donc en quelques sortes ça a évolué, mais tout le temps où j'étais là-bas, on était les Collas de l'*altiplano*. Ça a toujours été très marqué » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)²¹.*

Le fait de migrer peut parfois amener le migrant dans un environnement hostile, même à l'intérieur d'un pays. C'est le cas de la Bolivie, avec deux cultures s'opposant et s'abhorrant.

Comme l'explique Mazurek (2007), de nombreux migrants des campagnes se retrouvent dans des situations difficiles et n'ont pas d'autres choix que d'accepter des métiers dans le secteur informel, très présent en Bolivie. L'extrait préalablement cité de l'entretien avec Guido Laura Huanca témoigne en quelques sortes de cet état de fait, dans le sens où de nombreux étudiants doivent travailler afin de payer leurs études et de subvenir à leurs besoins. Les discussions informelles avec quelques cireurs de chaussures dans les rues de La Paz, confirment cette tendance et dévoilent les effets collatéraux négatifs de la migration.

4.2.5. LES SPATIALITES ET LES TEMPORALITES DES FLUX

Lors des entretiens, l'origine géographique des migrants rencontrés à La Paz et El Alto a été recensée. Même si certains départements ne sont pas représentés, la diversité de provenance peut être revendiquée car des migrants originaires de 7 départements sur 9 ont été rencontrés.

²² Le terme *Colla* désigne, la plupart du temps de façon péjorative, les migrants andins vivant dans l'*Oriente*. Ce terme est dérivé de *Collasuyu*, ancien nom de la partie andine des quatre quartiers de l'Empire inca. Il s'oppose à *Camba*, nom revendiqué par les originaires de Santa Cruz (BLANCHARD 2006).

L'hypothèse de la migration (ou mobilité) de proximité se vérifie aisément. En effet, 21 migrants sur les 35 interviewés définissent leur lieu d'origine dans le Département de La Paz, se trouvant ainsi à relativement faible distance des deux centres urbains de La Paz et El Alto. La thèse avancée par Mazurek (2007), décrivant les rives du Lac Titicaca comme étant une zone d'émigration massive, semble également se confirmer, comme l'illustre la figure n° 11.



Figure 11 : Les lieux d'origine des migrants de cette recherche

Les migrants internes au Département de La Paz proviennent de 7 provinces différentes, et leurs lieux d'origine se localisent tous dans un rayon d'environ 150 kilomètres autour de la capitale La Paz. Concernant les différentes temporalités en présence, les flux de personnes initiés à l'extérieur du Département de La Paz constituent des migrations, dans le sens où les individus vivent dorénavant en ville et ne retournent que sporadiquement dans leurs régions d'origine. Cependant, cela ne signifie pas pour autant que tous les migrants internes au Département de La Paz s'adonnent à des migrations de forme circulatoire. En effet, 9 sur 21 interlocuteurs sont établis de manière durable en ville, malgré la proximité spatiale de leur lieu d'origine. En revanche, 12 interviewés font davantage appel à de la mobilité circulatoire et ne résident pas de manière permanente dans les centres urbains :

« Moi, je vis à la campagne et dans la ville. Je travaille du lundi à vendredi ici à El Alto, et samedi et dimanche je travaille dans ma communauté » (entretien avec Angel Mendoza, 50 ans, ingénieur agronome)^{xii}.

La proximité spatiale implique une temporalité différente et amène certains individus à posséder une double résidence et à exécuter d'incessants allers et retours entre la ville et la communauté rurale, comme l'avaient décrit Cortes et al. (1995), Mazurek (2007) et Balderrama Mariscal et al. (2011). Les liens économiques et culturels entre régions d'origine et noyaux urbains sont en ce sens maintenus, autorisés par la proximité spatiale. Les

interlocuteurs expliquent tirer parti de cette circulation car elle leur octroie un revenu bienvenu afin d'améliorer leurs conditions de vie en milieu rural :

« Ah mais dans une semaine, de là-bas [Ancoraimos] je viens vendredi, samedi et dimanche, trois jours je viens ici [El Alto]. Le reste de la semaine, je reste dans la communauté, à la campagne et trois jours ici, pour gagner de l'argent » (entretien avec Don Pedro, 58 ans, agriculteur et maçon)^{xviii}.

La majorité des migrants effectuent ces parcours dans le but de s'occuper des champs et garantir les récoltes :

« Mon mari reste toujours ici, mais moi je vais de temps en temps à la campagne, je vais et je viens. Je vais toujours à la campagne. J'ai une ferme, on a des cultures de pommes de terre, donc on les cuisine, on a des pommes de terre pour manger mais aussi pour les vendre » (entretien avec Celina Morales, 52 ans, vendeuse en artisanat)^{xv}.

Finalement, certaines personnes se distancent du vacarme citadin afin de se ressourcer, de se reposer dans leur communauté d'origine :

« Oui, chaque vendredi dans l'après-midi ou le samedi matin je reviens avec ma sœur, ça nous plaît d'être à la campagne, tranquilles » (entretien avec Patricia, 25 ans, étudiante)^{xvi}.

Il existe ainsi différentes temporalités dans les migrations/mobilités observées et il convient de reconnaître l'importance de la mobilité circulatoire entre zones de départ et El Alto. Les individus circulants possèdent une double résidence et ils viennent travailler la semaine à la ville avant de retourner dans leurs communautés respectives afin de s'occuper de leurs exploitations agricoles.

4.2.6. LE CHOIX PARTICULIER DE CES VILLES

Les prédispositions des villes à constituer un pôle d'attraction pour les migrants en provenance des campagnes se déclinent sous plusieurs formes et plusieurs raisons sont avancées par les informateurs :

« Moi je travaille ici, et mon frère étudie ici à El Alto, on est concentré ici à El Alto parce qu'il y a plus de possibilités de se déplacer, aller étudier et retourner à la maison les week-ends, on va dans la communauté » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xvii}.

Le rassemblement familial, la possibilité de se déplacer aisément, le travail, les études et la proximité spatiale par rapport aux lieux d'origine sont autant d'éléments importants lors du choix de la ville comme destination dans la migration. Les propos d'Américo corroborent cet état de fait quant aux attraits de La Paz :

« C'est une ville où il y a beaucoup de mouvement économique, il y a des études et des opportunités de travail » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de son et d'image)^{xviii}.

L'image de la ville comme d'un lieu où la vie est meilleure et où le bien-être prime, tout en procurant des opportunités sur le plan économique et social se retrouve dans le discours de Lourdes Quispe :

« La majorité des parents qui migrent de la campagne vers la ville, ils le font toujours avec cette illusion de "en ville on vit mieux, en ville j'aurai un travail, en ville mes enfants pourront aller à l'école, en ville j'aurai ma petite maison", donc

toujours en pensant au bien-être. Mais dans la communauté, s'il n'y avait pas tous ces facteurs climatiques, je crois que les gens ne partiraient pas, parce que là-bas tu as de l'eau pas chère, par exemple à El Alto on paie l'eau environ 40 Bolivianos²³, la lumière on paie 70 Bolivianos, mais à la campagne où vivent mes parents, on paie 5 Bolivianos par an » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xviii}.

Cette illusion, selon elle, de meilleures conditions présentes dans les villes est liée aux dégradations climatiques. Si ces dernières n'existaient pas, cette interviewée explique que la population rurale n'émigrerait pas vers les villes mais se contenterait de la simplicité et des tarifs dérisoires prévalant en milieu rural. Finalement, La Paz et El Alto, si proches géographiquement, ont l'avantage d'offrir une manne de travail considérable ainsi que des tarifs de logements extrêmement variables. La volonté de se procurer une maison personnelle est ainsi invoquée dans certains entretiens. Des logements insalubres de El Alto à des prix minimes jusqu'aux appartements de luxe dispendieux de la *Zona Sur*, chacun y trouve son compte, même si les migrants ruraux sont davantage enclins à résider sur les hauteurs de El Alto :

« Ben il y a beaucoup de sources de travail, et en plus on peut avoir une maison pour vivre tous ensemble, c'est très bon marché à El Alto » (entretien avec Alejandro, 40 ans, mécanicien)^{xix}.

En effet, 24 migrants interrogés ont défini leur lieu de résidence à El Alto et la totalité des personnes circulant entre les communautés et la ville y logent également. La présomption que des réseaux sont mobilisés, afin de faciliter l'intégration, par les habitants désireux de trouver un emploi et un logement dans les villes est évaluée dans le prochain chapitre.

4.2.7. L'EXISTENCE DE RESEAUX ET LES LIENS MAINTENUS AVEC LA COMMUNAUTE D'ORIGINE

« He venido hasta aquí sola, sin ayuda de nadie » (Carmen).

Alors que les recherches sur les migrations accordent une importance non négligeable aux réseaux et aux acteurs impliqués, les résultats obtenus des entretiens tendent à montrer que cette ressource n'est que peu revendiquée dans les migrations internes analysées dans le cadre de cette étude. En effet, la majorité des interviewés, étant donné leur lieu d'origine relativement proche des villes du terrain d'étude, ont migré sans recourir à une aide externe. Cela dit, il semble évident que l'existence de réseaux favorisent les flux de personnes et que la présence de membres de la famille ou d'amis facilite la migration, mais c'est davantage le cas dans les migrations internationales. La faible distance séparant les lieux d'origine des migrations vers La Paz et El Alto et la circulation incessante sont autant d'éléments pouvant expliquer le fait que peu d'individus interrogés aient mentionné le rôle d'un réseau dans leur mobilité. Il apparaît également que beaucoup de personnes connaissent préalablement ces villes car elles sont déjà venues dans le but de vendre leur production excédentaire, par exemple :

J. G. : *« Et quelqu'un vous a aidée à venir ici ? »*
« Non, on vient souvent ici, pour vendre, travailler... Comme c'est proche, c'est pas difficile de venir vivre ici » (entretien avec Flavia Virginia Gamboa, 35 ans, vendeuse en artisanat)^{xx}.

J. G. : *« Avez-vous utilisé l'aide de quelqu'un pour venir ici, comme un réseau ? »*

²³ Le Boliviano (BOB) est la monnaie officielle de Bolivie, il équivaut à 0.11047 CHF au 17.08.2011.

*« Non, je n'ai eu besoin de l'aide de personne, je suis venue ici toute seule »
(entretien avec Margárita Ávila, 53 ans, vendeuse en fruits et légumes au marché)^{xxi}.*

J. G. : *« Avez-vous obtenu l'aide d'un ami ou de la famille pour vous amener à El Alto pour travailler ou vous êtes allé tout seul ? »*

« Non, non je n'ai pas eu besoin de ça, je suis venu seul. C'est pas compliqué d'aller là-bas, vu que c'est proche, le plus difficile c'est de gagner de l'argent » (entretien avec Mario, 44 ans, agriculteur et vendeur)^{xxii}.

L'autonomie a souvent été revendiquée par les migrants, désireux de montrer qu'ils avaient accompli leurs parcours seuls, sans aide externe et sans recevoir de privilèges. Il n'a ainsi pas été donné d'observer la présence de canaux migratoires, de réseaux organisés ni d'intermédiaires institutionnalisés. Quelques entretiens ont néanmoins affiné le propos, dans le sens où certains individus ont indiqué avoir eu recours à une aide afin de s'installer en ville, alors que d'autres précisent que le fait de connaître un ami ou un membre de la famille peut faciliter l'acclimatation :

J. G. : *« Je pense qu'à neuf ans, un réseau t'a été utile pour arriver ici non ? Quelqu'un t'a aidé à t'installer ici ? »*

« Oui, un monsieur, qui m'a dit "pourquoi tu n'irais pas là-bas... ? Là-bas tu vas étudier, travailler". Un monsieur d'ici, de La Paz, une connaissance. Et je suis arrivé ici je ne connaissais personne, seulement ce monsieur » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de son et d'image)^{xxiii}.

J. G. : *« Quelqu'un t'a aidé dans ta migration ? »*

« Ah oui mon beau-père, il avait sa maison ici, alors quand j'allais à Oruro et je revenais, je pouvais rester là me reposer un jour, rester dans sa maison parce que c'est toujours une dépense additionnelle quand tu vas à l'hôtel ou un autre logement, donc pour ça, ça facilitait les choses, comme il avait une maison, je restais là » (entretien avec Valentín, 42 ans, ingénieur agronome)^{xxiv}.

« Progressivement les gens sont arrivés, je crois que nous on était les premiers qui arrivèrent là-bas, et il y en avait de différents départements qui migrèrent et entre nous, il y avait une relation plus intime. Moi par exemple, je voyais que quelqu'un arrivait d'Oruro, de Cochabamba, je lui disais "tante", parce que je la ressentais plus comme une amie, elle comprenait mieux ma situation, elle venait aussi d'une communauté, elle disait qu'elle cherchait de meilleures opportunités, bref la relation était plus saine, parce que dans les communautés on revendique beaucoup le respect, même si elle n'est pas ta vraie tante, ben par respect tu lui dis quand même "tante" ou "oncle", une relation affective se créait, de confiance. Ces relations pouvaient ainsi servir à des gens qui venaient d'arriver, comme une aide, de la confiance. C'est beaucoup plus facile d'arriver dans un endroit lointain si tu connais déjà quelqu'un et si quelqu'un peut t'aider pour quoi que ce soit » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xxv}.

La conception du réseau favorisant les liens sociaux dans l'aire de destination (intégration) est ainsi pertinente. Même si la majorité des migrants n'ont pas eu recours à ce type d'aide, il convient de reconnaître que la migration est facilitée lorsque le migrant potentiel a de la famille ou des amis dans la zone de destination. En diminuant les coûts et les risques, des individus issus de la même communauté d'origine (dans le cas d'Américo), des parents (comme pour Valentín) ou des amis (dans le cas de Lourdes) tendent à favoriser les flux de personnes. En outre, le réseau est susceptible d'impliquer des migrations en chaîne, par son caractère *self-sustaining* :

J. G. : *« Depuis que tu es là, aides-tu des personnes du Beni à venir ici, comme l'a fait ce monsieur ? »*

« Oui, j'ai trois amis, aussi de San Borja, que j'ai amenés ici et ils ont étudié comme moi la communication et maintenant ils travaillent comme moi, je les ai aidés économiquement aussi, je leur ai expliqué par où il fallait commencer » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de son et d'image)^{xxxvi}.

J. G. : *« Maintenant que tu vis ici, aides-tu des gens de la communauté à migrer ici ? »*

« Hum, pas beaucoup. Mais actuellement je vis avec une cousine qui a aussi migré, mes frères aussi ont migré parce que plus personne ne veut rester là-bas, mes frères plus jeunes sont venus. Ils sont aussi dans ma maison et ils peuvent rester une nuit ou deux nuits. Il y a des gens qui viennent de la campagne et qui vont chez leur parenté. Avant, quand je n'avais pas mon beau-père, je rendais visite à ma tante, qui vivait à Kupini où il y a eu le glissement de terrain près de Chijini » (entretien avec Valentín, 42 ans, ingénieur agronome)^{xxxvii}.

La migration préalable d'individus est utile pour attirer de nouveaux migrants potentiels car elle procure un sentiment de sécurité, elle garantit un toit et éventuellement un soutien financier. Admettant que la migration puisse constituer une rupture ou un affaiblissement des liens entre régions d'origine et de destination, elle est également constitutive de liens entre individus à travers l'espace. En d'autres termes, elle crée des liens entre un individu vivant en ville et un nouveau venu en provenance de la campagne, qui reçoit de l'aide du premier. Ensuite, dans la majorité des cas étudiés dans cette recherche, les migrants ruraux entretiennent et maintiennent les liens avec leur communauté d'origine et avec les membres de leurs familles, restés dans le lieu d'origine. Certains migrants, jouissant dorénavant d'une meilleure situation financière, envoient régulièrement des fonds à leur famille dans le besoin :

« J'envoie de l'argent à mes parents chaque mois. Surtout parce que mon papa souffre de diabète, donc je l'aide pour ses médicaments... » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de son et d'image)^{xxxviii}.

« Oui, je soutiens mon petit frère qui étudie à l'Université de San Simón, à Cochabamba. Quelques fois, je lui envoie de l'argent » (entretien avec Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome)^{xxxix}.

« Oui, toujours, toujours, toujours... Chacun, dès qu'il a un peu quelque chose, aide l'autre. On s'aide toujours entre nous, s'il y a quelqu'un qui a des problèmes, on lui donne tout notre soutien, moral et économique et à mes parents la même chose » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xxx}.

Au-delà de ces contributions financières, de nombreux migrants installés à La Paz ou El Alto exécutent de temps à autre le chemin inverse et retournent quelques jours dans leur région d'origine. Alors que certains s'y rendent plusieurs fois annuellement afin de rendre visite à la famille restée dans la communauté, d'autres ont moins d'occasions et s'y rendent une fois l'an :

J. G. : *« Retournez-vous parfois à votre domicile d'origine ? »*

« Ah oui, j'y retourne parce que j'ai mes grands-parents, alors je vais les voir, je rends visite à mes tantes, il y a quelques personnes qui vivent encore là-bas, je vais souvent, car en plus c'est proche, je suis toujours en train de vadrouiller. Par mois une ou moins, par année ça doit faire cinq ou six fois » (entretien avec Amalia, 25 ans, vendeuse en artisanat)^{xxxi}.

Les liens ne sont pas abandonnés et les migrants ressentent ainsi le besoin de visiter leurs proches en premier lieu. Ensuite, la majorité des interviewés exerçant le métier d'agriculteur, l'ayant exercé antérieurement ou exerçant une profession en lien avec l'agriculture, nombre

d'entre eux se rendent à la campagne dans le but de prendre soin des cultures, de s'assurer de leur pérennité et de s'occuper des animaux :

« Oui, fréquemment, tous les deux mois. En premier lieu pour voir mon père, lui aussi il vient ici pour faire du commerce. Et moi je suis aussi en train de faire des tests, avec de nouvelles récoltes. Et je vais pour voir comment les choses se déroulent, le suivi, comment cela se passe » (entretien avec Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome)^{xxxii}.

« Malgré le fait que l'on soit en ville, on a toujours ce lien avec la communauté, parce que moi là-bas j'ai mes animaux dont s'occupe ma maman. Je retourne deux fois par an plus ou moins » (entretien avec Valentín, 42 ans, ingénieur agronome)^{xxxiii}.

De nombreuses raisons prévalent et sont évoquées par les migrants et, même lorsque leur objectif ne consiste pas à retourner vivre en milieu rural dans le futur, des liens sont maintenus :

J. G. : *« Tu retournes parfois à Achocalla ? »*

« De temps en temps, mais rarement, je vais une fois par an. Ma maman est enterrée là, au cimetière, je vais la voir là-bas » (entretien avec Flavia Virginia Gamboa, 35 ans, vendeuse en artisanat)^{xxxiv}.

« C'est très difficile, même si tu vas loin, tu ne peux oublier. Par exemple, moi j'ai vécu 15 ans éloignée de ma communauté, mais on a toujours été liés à la communauté, avec la pensée, avec l'esprit de revenir un jour dans la communauté et continuer de renforcer. Il y a donc toujours eu une connexion entre la famille et la communauté, même en ayant vécu loin » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xxxv}.

Ce sentiment apparaît marqué de différentes manières chez les migrants, mais force est de constater que les connexions entre la communauté d'origine et la vie urbaine persistent généralement malgré la distance.

4.2.8. LE RETOUR A LA VIE RURALE

« Vivo aquí con esa ilusión de regresar... » (Lourdes Quispe)

Dans l'esprit de certains interlocuteurs, la migration équivaut à une étape et ne constitue pas une finalité en soi. La vie en milieu urbain est une nécessité pour diverses raisons et divers besoins, mais l'issue de celle-ci découlera sur un retour souhaité dans la communauté d'origine :

« On a tous pris la décision de revenir ici, dans nos terres, parce que la famille y était et beaucoup de choses qu'on ne pouvait oublier, même avec la stabilité de notre travail là-bas, on avait toute une vie, mais on a jamais pu se détourner de qui on était, de nos racines » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xxxvi}.

« J'ai la perspective de retourner à Quime, parce que mon père a ses terrains et moi la profession d'ingénieur agronome, donc on pourrait cultiver la terre ensemble » (entretien avec Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome)^{xxxvii}.

J. G. : *« Pensez-vous rester ici définitivement ou songez-vous à retourner dans votre communauté ? »*

« Non, je veux retourner » (entretien avec Nayda Ruiz, 47 ans, vendeuse en artisanat)^{xxxviii}.

Le retour à la vie rurale est parfois encouragé par la politique en vigueur dans les communautés, comme l'expliquent certains interviewés :

« Alors ma maman, c'est surtout elle qui voyage le plus, surtout pour les terrains. Si tu as un terrain, tu te dois de le semer, de le récolter, si tu ne sèmes pas, si tu ne fais rien, alors ils peuvent te le reprendre, ceux de la communauté, donc ma maman va toujours pour que ça ne soit pas pour une autre personne, elle le sème continuellement, de pommes de terre surtout » (entretien avec Amalia, 25 ans, vendeuse en artisanat)^{xxxix}.

« Maintenant, mes parents sont retournés dans ma communauté, parce qu'il y a le droit à la terre, et la terre est pour celui qui la travaille. Donc avec toutes ces années où on a été loin, ils étaient à deux doigts de retirer la terre à mes parents » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xl}.

En effet, les propriétaires terriens ne sont pas autorisés à délaisser leurs terres durant de trop longues périodes, sous peine de les voir redistribuées à des tiers. Ils se doivent de les cultiver régulièrement, et c'est pour cette raison que certaines personnes effectuent des allers retours entre la ville et la communauté d'origine, de peur de perdre leur propriété.

Alors que certains évoquent avec ferveur leur désir de retourner vivre dans leur lieu d'origine, d'autres se montrent réticents à cette idée et dévoilent leur volonté de poursuivre et terminer leur vie au cœur de leur ville d'accueil. L'extrait issu de l'entretien avec Amalia, outre le fait de démontrer la volonté de rester vivre en ville, mobilise un facteur explicatif, une raison possible amenant les individus à venir s'installer en ville, et il est ainsi utile pour faire le lien avec la deuxième partie de l'analyse de cette étude :

J. G. : *« Penses-tu rester ici définitivement ou veux-tu retourner dans ta province ? »*

« Non, ici il y a plus d'opportunités d'accumuler un peu d'argent et d'être bien économiquement. Je vais rester à La Paz, je ne m'imagine pas retourner dans la communauté » (entretien avec Amalia, 25 ans, vendeuse en artisanat)^{xli}.

En effet, ainsi qu'expliqué précédemment, le rôle de facteurs économiques semble utile afin de comprendre certains flux migratoires, et ce postulat va être évalué ci-après. Les raisons invoquées par les migrants rencontrés vont être analysées et présentées à la suite d'une synthèse sur la première partie, afin de mieux saisir pourquoi ces individus ont décidé de quitter le milieu rural et de s'établir dans un des deux centres urbains du terrain d'étude.

4.2.9. BILAN

La prise de décision migratoire ne revient pas forcément au migrant rencontré dans le terrain d'étude, mais elle peut provenir d'un parent ou être consécutive à une union maritale. Elle implique dans tous les cas de nombreux changements dans la vie des migrants, positifs et/ou négatifs. La vie dans le lieu de destination est ainsi relativement différente et certains individus ressentent des tensions et éprouvent des difficultés à s'y adapter. Les oppositions entre *altiplano* et *Oriente* subsistent actuellement et la cohabitation est parfois difficile, comme en témoigne la volonté sécessionniste des Départements de l'Est du pays.

La proximité spatiale est ainsi généralement recherchée et les migrations analysées dans le cadre de cette étude confirment cette tendance. La grande majorité des interlocuteurs rencontrés à La Paz et El Alto sont originaires du Département de La Paz et proviennent de l'*altiplano*, ce qui semble parfaitement concordant avec les thèses de Mazurek (2007). Cette

proximité géographique a un impact direct sur les temporalités de ces flux de personnes, dans le sens où de nombreux migrants mobilisent davantage une circulation et des allers retours entre la communauté d'origine et la ville plutôt qu'une migration définitive.

La ville constitue un pôle d'attraction pour de nombreuses populations rurales, qui la perçoivent comme économiquement très attirante. La possibilité de travailler afin d'accumuler des revenus et le fait de pouvoir s'y loger moyennant un loyer raisonnable les influencent également. Admettant que la présence d'amis ou de membres de la famille puisse faciliter l'établissement de nouveaux migrants, il convient de préciser que l'existence et l'importance de réseaux et de canaux migratoires institutionnalisés n'a ici pas réellement de sens. Il est aisé de comprendre leur utilité dans les cas de migrations internationales, impliquant davantage de facteurs et d'inconnues liées au lieu de destination. En revanche, il n'a pas été donné de mesurer l'influence de tels réseaux dans le cadre de cette recherche.

La décision de migrer et de quitter le lieu d'origine ne correspond pas forcément à une volonté de vivre indéfiniment dans une ville, comme l'ont illustré certains entretiens. En effet, quelques informateurs esquissent leurs projets futurs et dévoilent leur désir de retourner vivre dans la communauté d'origine. L'accumulation de capital humain et de capitaux (d'argent) correspond par exemple à des étapes dans l'esprit de certains individus, qui souhaitent retourner dans la communauté afin de partager les connaissances acquises ou d'utiliser l'argent économisé. De plus, comme expliqué précédemment, la pression sur les terres exercée par les autorités des communautés sur les propriétaires terriens est forte et susceptible de les inciter à revenir y vivre.

Il existe cependant une myriade de facteurs susceptibles de conduire les individus à quitter leurs terres pour s'installer dans les villes, et c'est précisément l'objectif du chapitre suivant que de présenter modestement une série de raisons pouvant engendrer des migrations.

4.3. LES DIFFERENTS FACTEURS EXPLICATIFS

Les raisons susceptibles de conduire un individu à quitter son domicile originel pour migrer et s'établir dans une ville sont diverses et variées. De plus, une cause unique ne suffit généralement pas pour expliquer les décisions migratoires des individus. Il s'agit dès lors de prendre en compte une combinaison d'éléments déclencheurs pour appréhender ces processus de manière optimale.

Quels sont les différents facteurs explicatifs des déplacements de population à destination de La Paz et El Alto?

Cette analyse suit un modèle particulier et se décline de la manière suivante : après avoir rappelé les objectifs et hypothèses, chaque facteur identifié est présenté et les perceptions des individus sont exemplifiées par le biais d'extraits d'entretiens. Ensuite, les liens potentiels entre ces représentations, leurs impacts éventuels et les migrations sont analysés et exposés.

4.3.1. OBJECTIFS 2

Les objectifs relatifs à la deuxième question de recherche consistent à cerner le poids propre à chaque facteur dans les flux migratoires des migrants boliviens vivant à La Paz et à El Alto. Partant des considérations théoriques préalablement explicitées, l'analyse vise ici à mesurer l'importance des différentes causes possibles engendrant des déplacements de population. Admettant qu'évaluer l'influence relative de chaque facteur parmi de nombreuses causes n'est pas aisé, ce chapitre vise à présenter les différentes raisons invoquées par les interlocuteurs et à en dégager une hiérarchie raisonnée.

4.3.2. HYPOTHESE 2

La présence de migrants en provenance de régions rurales à La Paz et El Alto s'explique avant tout par la propension de ces villes à offrir des emplois débouchant sur une rémunération. Dans la perspective d'emploi et le matérialisme financier résident deux facteurs attractifs non négligeables des flux migratoires ruraux-urbains.

4.3.3. LES FACTEURS ECONOMIQUES DANS LES PROCESSUS MIGRATOIRES BOLIVIENS

« Más que todo fue el factor económico que nos ha traído aquí a la Ciudad » (Amalia)

Les raisons économiques affectant les processus décisionnels dans les migrations sont diverses et variées et occupent une place importante dans les études sur les flux de personnes. Cette présente recherche s'attelle ainsi à les appréhender, afin de mesurer leur portée dans la zone de destination de La Paz et El Alto. Les déclarations de Don Pedro augurent le sentiment général :

« Premièrement, c'est à cause du manque de ressources : toujours l'économie, c'est à cause de l'économie que les gens marchent [les gens partent]. Avec de l'argent, les gens s'achètent ce qu'ils veulent, mais ici à la campagne il n'y a nulle part où en trouver presque » (entretien avec Don Pedro, 55 ans, agriculteur et maçon)ⁱⁱⁱ.

Les caractéristiques individuelles et les perceptions des individus sont analysées, mais aussi les facteurs macrostructurels en lien avec l'économie du pays, afin de dégager l'ensemble des causes aux migrations ayant un lien avec l'économie.

4.3.3.1. Les salaires et les opportunités des villes

Dans la théorie néo-classique de l'étude des migrations, ces dernières sont expliquées par le différentiel potentiel de salaire entre deux aires, et les individus se déplacent en vue d'un bénéfice net après déduction des coûts de transports et en tenant compte des risques de chômage. Lors de l'analyse des 35 entretiens menés à La Paz et El Alto, ces éléments se confirment pleinement et les facteurs économiques surgissent et se démarquent grandement des autres causes probables.

En effet, tous les interlocuteurs font, sans exception, référence à des facteurs économiques lorsqu'ils doivent expliquer les raisons qui les ont amenés dans ces villes. Cependant, certaines personnes, en admettant que l'économie joue un rôle, ne la définissent pas comme constituant le facteur primordial dans leur migration mais invoquent en revanche des facteurs sociaux ou environnementaux, comme il sera expliqué ultérieurement.

Pour en revenir aux salaires proposés dans les villes, il convient de préciser que ce facteur est absolument pertinent et est très souvent invoqué par les migrants :

« Il y a la possibilité d'avoir un bon salaire, ici plus que là-bas » (entretien avec Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome)^{xliii}.

J. G. : *« Pourquoi êtes-vous allé là-bas ? »*

« Ben ici [à Ancoraimes] des fois il n'y a pas d'argent, on ne gagne pas d'argent » (entretien avec Narciso, 33 ans, agriculteur et maçon)^{xliiv}.

« Ici [à Ancoraimes] il n'y a pas d'argent, il n'y a pas de possibilités de gagner de l'argent, c'est pour ça que je suis allé travailler comme maçon » (entretien avec Don Juan Quispe, 43 ans, agriculteur et maçon)^{xliv}.

Amalia abonde en ce sens et développe en précisant la possibilité de générer davantage économiquement, c'est-à-dire de produire un bénéfice substantiel supérieur :

« Oui, on peut déjà avoir quelque chose en plus si on va en ville, on peut travailler indépendamment et on peut générer davantage économiquement, on peut être mieux, donc c'est pour ça que c'est surtout le facteur économique qui oblige tout le monde à venir dans la ville ».

J. G. : *« Tous les habitants de la campagne se déplacent parce que... »*

[Elle coupe] « Oui, majoritairement ils viennent pour chercher plus d'opportunités et pour vivre mieux » (entretien avec Amalia, 25 ans, vendeuse en artisanat)^{xlvi}.

Outre le différentiel de salaire notable, dû notamment au fait que la majorité des interviewés ruraux disposent d'un revenu antérieur à leur migration très faible, il apparaît que la ville propose également des sources de travail en quantités nettement supérieures :

« Dans la pratique, la base pour vivre bien, c'est l'économie. Et encore plus quand tu as déjà une famille, des enfants, donc tu as besoin d'une stabilité économique, ça c'est très important. La probabilité de trouver un travail est beaucoup plus grande à La Paz que dans le Beni, beaucoup plus grande, le salaire est mieux ici. La vie est plus accessible ici, parce qu'au Beni les situations sont très précaires, par rapport à la santé, l'éducation n'est pas bonne, les salaires, ils te paient très peu, et il n'y a pas beaucoup de sources de travail » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de son et d'image)^{xlvii}.

Dans les cas où les migrants recevaient un salaire dans leur lieu d'origine, celui-ci était généralement très faible en comparaison avec les salaires octroyés dans les centres urbains. De plus, la majorité des informateurs rencontrés exercent le métier d'agriculteur dans des communautés rurales et ne reçoivent pas du tout de salaire, ou alors un salaire infime provenant des ventes de denrées. Le différentiel de salaire se calculant aisément, les opportunités d'emplois se dessinant en tout lieu et la proximité spatiale aidant, les habitants des campagnes boliviennes ne peuvent que difficilement résister aux attraits des grandes villes :

« C'est que parfois dans les campagnes, on ne trouve pas quotidiennement de l'argent tu vois, même un Boliviano, ça se trouve à plein d'endroits. Mais ici, à la campagne, non. A la campagne c'est très difficile de trouver de l'argent, parce que par exemple on sème quelque chose mais après il faut attendre plusieurs mois pour récolter, et durant ce temps-là on n'a pas d'argent, en plus des fois il y a de la grêle ou du gel et on perd tout » (entretien avec Don Carlos, 40 ans, agriculteur et maçon)^{xviii}.

Un autre élément important dans l'émigration rurale réside dans l'immédiateté économique de la ville face à la campagne. Outre quelques éléments de réponse quant aux facteurs environnementaux qui seront repris par la suite, cet extrait révèle en effet que l'inertie dans le système monétaire en vigueur dans la campagne contribue aux flux migratoires en direction des villes. Dans un monde où tout s'achète, où les liquidités facilitent les achats et où la consommation est effrénée, les individus vivant dans les communautés ressentent le besoin de disposer de liquidités. Cela dit, le secteur primaire ne se caractérise pas vraiment par une capitalisation monétaire importante et l'argent ne circule pas beaucoup dans les campagnes. De ce fait, bon nombre d'informateurs décrivent ce problème et confirment que la réception de salaires à intervalles réguliers équivaut à un facteur important dans leur migration :

« Parce que là-bas [dans la ville] si tu travailles, il y a quelque chose, mais ici [à Ancoraimés] le produit il tarde. Si je sème des vesces, ça mûrit en sept mois, il faut attendre pendant ce temps, attendre jusqu'à sept mois ; un taureau il grandit en quatre ans » (entretien avec Mario, 44 ans, agriculteur et maçon)^{xix}.

« Et ça met très long pour récolter, environ sept mois. Donc ce que l'on vend à tel prix au marché, on l'a planté il y a très longtemps. Il faut attendre très longtemps pour avoir l'argent, et le pire c'est que, souvent, il y a des problèmes environnementaux et du coup on n'arrive pas à récupérer la totalité de l'argent... Alors que dans la ville, tu travailles et ils te paient le salaire assez vite » (entretien avec Jorge, 30 ans, chauffeur de minibus)^l.

Ainsi le salaire, la régularité et l'immédiateté des paiements confèrent aux citadins une stabilité que leur envient les habitants ruraux. Pour ces derniers, le fait de devoir attendre plusieurs mois, voire années, avant d'obtenir un retour sur investissement, qui plus est sans garanties ni assurances, représente un motif conduisant à l'émigration rurale.

4.3.3.2. La diversité des risques

Visant précisément à trouver des garanties et des assurances de substitution, certains individus utilisent la migration comme un moyen de diversifier les risques. C'est notamment le cas de tous les agriculteurs interrogés qui, au moyen de la circulation entre la ville et la campagne, cumulent deux emplois afin d'être en mesure de se maintenir financièrement lors d'éventuels désagréments liés à l'activité agricole.

Comme le précisaient les auteurs de la Nouvelle théorie économique des migrations (NEM), la décision de migrer est prise à l'échelle du ménage et avec la volonté de diversifier les risques.

Concernant les agriculteurs originaires des rives du Lac Titicaca notamment, la décision est effectivement prise conjointement et les épouses demeurent au lieu de départ, travaillant dans les champs afin de combler le départ des maris. Comme l'expliquaient Jorge et Don Carlos dans le chapitre précédent, la vie à la campagne ne dispose d'aucune garantie et il n'existe pas vraiment d'assurances dans les cas où les récoltes disparaîtraient. De ce fait, l'argent récolté par la personne migrante constitue une aide primordiale et sert à pallier le manque à gagner éventuel.

Toutefois, il convient de préciser que les entretiens n'ont pas permis de révéler si les migrations ou circulations avaient fait l'objet d'un contrat préalable et si elles étaient aussi institutionnalisées que le voudrait la NEM. Tout semble davantage induit et le cheminement conduisant à la migration constitue une finalité logique pour eux :

« Beaucoup de gens vont en ville parce qu'on n'a pas d'argent dans la campagne. Dans la ville, on gagne de l'argent et avec on peut s'acheter des choses pour semer, on peut manger si la récolte est mauvaise, certaines fois on peut acheter des animaux... Tu sais, s'il se passe quelque chose, et c'est souvent le cas, par exemple la grêle ou le gel, on n'a plus rien. Ainsi, si on va dans la maçonnerie à la ville, on a un peu d'argent pour acheter des choses » (entretien avec Don Pedro, 58 ans, agriculteur et maçon)^{li}.

L'argent récolté peut directement être utilisé car les salaires sont imminents et il ne fait pas l'objet de transferts de fonds comme dans les migrations internationales, ceci s'expliquant par l'immédiate proximité spatiale des membres de la famille restés au lieu d'origine et par la circulation prédominant sur la migration définitive.

4.3.3.3. La privation relative

Un autre élément issu de cette théorie sur les migrations réside dans la *relative deprivation* et apparaît fort intéressant à l'analyse de quelques entretiens. En effet, le sentiment de jalousie naissant chez certains habitants restés dans le lieu de départ se perçoit à travers leurs paroles et ressort comme un facteur ayant eu de l'importance chez certains migrants. Ce sentiment point lorsque les individus non migrants ressentent de l'infériorité en regard de migrants sur le plan financier, matériel et social. Cette vision est généralement due au fait que la situation des migrants s'est améliorée grâce à une augmentation de leurs revenus et elle conduit ainsi d'autres individus à émigrer à leur tour, désireux de combler les écarts et de pouvoir, eux aussi, s'acheter des produits de consommation courante :

« C'est comme une mode, s'il y en a un qui part, un autre part, donc moi même si je n'avais pas étudié ici, je serais parti, mais peut-être plus tard. Parce que celui qui ne part pas, après il devient jaloux, parce qu'il voit toutes les choses que ceux de la ville ont. Et les gens qui ne portent pas de sandales tu as vu ? Comme quand tu étais à Ancoraimas, si tu quittes la ville, d'ici [El Alto], les gens n'ont pas de chaussures ni de chaussettes ».

J. G. : « Ah oui, oui, oui ».

« Tu vois, alors moi jusqu'à mes 20 ans j'étais comme ça, j'avais mon pantalon troué, mais il y avait des jeunes qui n'avaient pas terminé la secondaire, ils avaient leur montre, ils avaient leurs cheveux bien coiffés, leurs habits neufs, et donc le gamin, le jeune il regarde, on dirait que la vie en ville est meilleure, moi avec un seul pantalon, sans chaussures... Ça c'est la mode, tu te compares à l'autre et tu penses que la ville c'est mieux, qu'en ville tu peux avoir de l'argent, du luxe, c'est pour ça aussi que les gens ils migrent » (entretien avec Valentín, 42 ans, ingénieur agronome)^{lii}.

Valentín démontre ainsi que les jeunes désirent suivre la mode, s'acheter des objets et vivre de manière différente et ils ne peuvent le faire en restant dans la communauté rurale. Cela ne va pas sans rappeler les arguments issus de l'imaginaire géographique, précisant l'influence potentielle des centres sur les périphéries, en termes de culture, mode de vie et dernières tendances. Grâce à la proximité spatiale et à la circulation grandissante d'informations, la ville attire de nombreux jeunes en leur faisant miroiter un *lifestyle* moderne, des objets de luxe et des vêtements *fashion* en opposition totale avec les standards encore en vigueur dans l'*altiplano* actuellement. Les salaires et les opportunités potentiels dans les centres urbains, couplés à ces éléments de modernité attrayants terminent généralement de convaincre les jeunes Boliviens de quitter les campagnes afin de tenter leur chance dans les villes. Les difficultés liées à l'agriculture et le mode de vie traditionnel bolivien ne correspondent plus aux attentes des jeunes et en deviennent obsolètes dans de nombreux cas :

« Ben je suis venu ici parce qu'il n'y a rien dans la communauté, ça me plaît pas de vivre dans la campagne. Moi j'aime beaucoup plus vivre ici en ville, m'acheter des choses, des vêtements, mieux manger... Dans l'agriculture, on ne peut pas bien vivre, on ne peut pas gagner d'argent, alors qu'ici ça se gagne rapidement, il y a beaucoup d'opportunités, des fois dans des travaux dégradants mais tu gagnes de l'argent » (entretien avec Ricardo, 24 ans, étudiant)ⁱⁱⁱ.

La privation relative survient également lorsqu'un individu de la communauté brille dans ses études et accède à un emploi bien rémunéré :

J. G. : *« Quelle importance donnerais-tu aux facteurs économiques par rapport aux migrations ? »*

« Ils sont importants. Je crois que chacun qui étudie veut avoir un bon travail. Mais dans la famille, je crois que c'est aussi par orgueil que quelqu'un soit professionnel. C'est-à-dire que tu peux atteindre un meilleur statut social quand tes enfants sont professionnels et ont étudié à l'université. Il y a beaucoup d'orgueil dans ma commune. Et en plus tes enfants peuvent t'aider parce qu'ils gagnent de l'argent et ça, ça se sait dans la communauté » (entretien avec Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome)^{iv}.

Le statut social des autres membres de la communauté se déprécie en fonction de la réussite d'un individu, comme l'explique Guido Laura. En effet, la famille de l'étudiant devenu professionnel jouit d'un statut plus élevé et peut également bénéficier de rentrées d'argent supérieures à celles des autres agriculteurs. Ce sentiment d'infériorité et de jalousie est ainsi susceptible de conduire des individus à quitter le milieu rural ou d'inciter leurs enfants à étudier dans de bonnes universités afin de rétablir leur statut social. La rivalité intracommunautaire existe bel et bien et la migration peut être utilisée à des fins relatives à la hiérarchie sociale, ce qui constitue également une spirale migratoire :

« Il y a beaucoup de rivalité avec le résident, le résident c'est celui qui a migré en ville et qui revient. Donc il y a beaucoup d'envie dans la communauté, il y a beaucoup de conflits, parce que dans la communauté il n'y a pas une bonne éducation, et donc ce retard de compréhension est parfois difficile. Quand je venais de quitter l'université, j'ai vécu ces problèmes, dans ma communauté ils ne m'acceptaient pas, ils se sentaient tout petits, ils pensaient que j'allais les utiliser, que j'allais les manipuler mais peu à peu ils ont commencé à mûrir parce que les enfants de certains étaient aussi devenus professionnels, au moins maintenant il y a un équilibre, on s'entend mieux » (entretien avec Angel Mendoza, 50 ans, ingénieur agronome)^v.

Le processus précité peut s'expliquer de la manière suivante : dans un premier temps, un individu décide de migrer et de s'installer en ville afin d'accroître son capital humain. Il

acquiert ainsi un diplôme, gagne de l'argent et élargit ses compétences durant son séjour hors de la communauté. A son retour dans la communauté naît et se développe une privation relative, assortie de craintes, de jalousie et de sentiment d'infériorité. Effectivement, le retour temporaire des migrants dans la communauté d'origine peut constituer un affront et être mal perçu par le reste des habitants, ces derniers ayant peur d'être manipulés ou utilisés par les migrants. L'effet cumulatif relatif à la distribution régionale du capital humain pourrait ainsi inciter par conséquent d'autres individus à émigrer à leur tour, jusqu'à atteindre un équilibre.

4.3.3.4. La parcellisation transgénérationnelle des terres

Après avoir présenté plusieurs facteurs économiques *pull* des centres urbains, il convient de s'atteler à définir un facteur économique *push* des campagnes boliviennes : la parcellisation transgénérationnelle des terres. Subséquente à la réforme agraire de 1952, la redistribution des terres aux communautés indigènes est actuellement problématique car les terres cultivables disponibles se réduisent à chaque génération :

« Le terrain par exemple, dans l'altiplano il devient plus petit à chaque fois. Parce que les parents à qui ils ont donné une surface déterminée ils n'ont pas, comme dans les villes, 2 ou 3 enfants, ils en ont toujours 5 ou 7, j'ai même un oncle qui a 14 enfants, donc lui il a dû parcelliser son terrain et maintenant ce sont des minifundios. Imagine-toi, celui qui a 10 enfants ou plus, il doit diviser son terrain en 10 parties, et après chaque enfant devra diviser le sien pour ses enfants, on ne peut pas vivre comme ça » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{vi}.

« J'ai décidé de venir à El Alto parce qu'il n'y a pas de travail ici [à Ancoraimas]. Il n'est pas possible de vivre ici. Les terrains que l'on a, ces terrains deviennent petits déjà, parce que chaque famille a entre 8 et 10 enfants, donc le terrain se divise et il est très petit pour cultiver... » (entretien avec Jorge, chauffeur de minibus)^{vii}.

La majorité des agriculteurs interrogés à El Alto ou à Ancoraimas précisent que les surfaces cultivables dont ils disposent sont trop restreintes et qu'elles se réduisent car les familles sont trop nombreuses. Ils constatent alors que les hectares disponibles ne permettent pas de bons rendements dans leurs récoltes :

« On est partis à la ville parce qu'on est beaucoup ici, une grande famille. Et on doit diviser le terrain, et c'est plus difficile de cultiver sur une surface réduite ».

J. G. : *« C'est donc un problème les terrains trop petits ? »*

« Oui, ça c'est un problème. Avant, c'était un latifundio et maintenant, c'est un minifundio, mais on n'a pas reçu assez de terres. Si quelqu'un a 8 ou 9 enfants, même s'il a un grand terrain, il doit le diviser et il lui reste un petit terrain, et c'est pour ça aussi qu'il ne peut avoir de belles récoltes » (entretien avec Don Juan Quispe, 43 ans, agriculteur et maçon)^{viii}.

« Il n'y a pas moyen de vivre à la campagne. Par exemple, nous vivons avec un hectare et demi, 2 hectares, nos parents ont 5 hectares, comme on est 3 frères, 4 frères ou 5 frères, ben il n'y a pas moyen, pas de vie, pas d'endroit où dormir, donc on préfère venir ici et travailler en ville. Les terrains sont trop petits pour nous nourrir ou pour que l'on gagne de l'argent » (entretien avec Don Carlos, 40 ans, agriculteur et maçon)^{ix}.

Les facteurs économiques provoquant des migrations recouvrent des éléments microstructurels tels que de nombreuses opportunités économiques et de meilleurs salaires, et des éléments macrostructurels comme la parcellisation transgénérationnelle des terres et l'offre élevée d'emplois par exemple. Les échelles sont diverses et il faut tenir compte d'une multitude de facteurs pour cerner de manière optimale les raisons provoquant des

déplacements de population. Alors qu'il a été démontré que les facteurs économiques jouaient un rôle primordial dans les flux de personnes à destination de La Paz et El Alto, il convient dès à présent d'évaluer celui des facteurs socioculturels.

4.3.4. L'INFLUENCE DES FACTEURS SOCIOCULTURELS EN BOLIVIE

Comme expliqué précédemment, des éléments culturels sont susceptibles d'influencer la jeunesse bolivienne et de l'attirer dans les centres urbains. Alors qu'aucun interlocuteur n'a fait référence au manque d'offre culturelle (absence de théâtre, d'opéra, de salle de concert, etc.) au lieu d'origine, quelques jeunes individus se montrent attirés par la modernité culturelle de la ville. Comme l'expliquait Valentín par rapport à la privation relative, les jeunes souhaitent être en mesure de s'acheter des objets, suivre les modes et vivre de manière plus moderne. Avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'Occident influence culturellement les villes et les campagnes boliviennes, invitant dans une certaine mesure une partie de la population à la considérer :

« Les jeunes sont en train de partir, ils partent, à La Paz. Pour chercher du travail, pour gagner de l'argent, manger, acheter des vêtements... La vie de la campagne ne leur convient plus, ils veulent gagner de l'argent pour s'acheter des nouveaux habits, des montres, des téléphones portables... Le mode de vie de l'altiplano ne leur plaît plus et c'est pour ça qu'ils vont à La Paz » (entretien avec Don Juan Quispe, 43 ans, agriculteur et maçon)^{ix}.

Dans le matérialisme et la modernité résident deux facteurs importants afin d'expliquer les flux des jeunes Boliviens quittant les campagnes en direction des villes. Même si ce n'est bien évidemment pas le cas pour toute la jeunesse de ce pays, les jeunes interviewés ont indiqué que la vie citadine moderne, en opposition à la vie rurale rythmée par l'agriculture, les satisfaisait davantage :

« Oui, ici, c'est mieux. Ici, il y a plus de choses à faire. Dans la ville on vit mieux, plus facilement et on peut s'acheter de nouvelles choses : ordinateurs, téléphones portables, vêtements de marque... Moi je n'aime plus les habits traditionnels » (entretien avec Patricia, 25 ans, étudiante)^x.

Outre cet aspect matérialiste et culturel, des facteurs sociaux servent également à expliquer des flux migratoires en Bolivie, à nouveau plus particulièrement des jeunes individus. En effet, l'absence presque totale²⁴ de hautes écoles dans les campagnes boliviennes représente un facteur *push* pour tous les étudiants désirants poursuivre leur formation :

« En ville, les études sont toujours plus avancées que dans la province, dans les villages c'est moins avancé. Le rendement académique est très bas » (entretien avec Amalia, 25 ans, vendeuse en artisanat)^{xii}.

L'offre académique en milieu rural ne permet guère de suivre des études supérieures. De nombreux jeunes se voient ainsi dans l'obligation d'émigrer pour s'inscrire dans une université :

« Je suis venu ici pour étudier, je devais aller étudier à Cochabamba mais par certaines circonstances, je suis venu étudier à la Católica [Universidad Católica Boliviana, La Paz]. Mes parents m'ont soutenu bien sûr, sinon je serais resté travailler dans les mines, Quime c'est une région minière. Là-bas dans ma commune, un jeune qui sort du lycée, il se dédie à la mine non ? Mais ce ne fut pas

²⁴ En 2009, le président bolivien Evo Morales a inauguré 3 « universités indigènes » à Warisata (La Paz), Chimoré (Cochabamba) et Macharetí (Chuquisaca).

mon cas, parce que mes parents voulaient d'abord que je me forme, que je suive une formation. Pour ça mes parents m'ont soutenu » (entretien avec Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome)^{xiii}.

« Moi je vivais d'abord à la campagne et, à la campagne, il n'y a pas de bonne éducation et c'est, en Bolivie, le problème principal. Je suis arrivé à La Paz, j'ai étudié dans un collège, j'ai été bachelier, j'ai postulé à l'université et j'ai étudié l'agronomie » (entretien avec Angel Mendoza, 50 ans, ingénieur agronome)^{xiv}.

Dans l'éventail des causes socioculturelles, l'éducation insuffisante et l'enseignement déficient dans les zones émettrices de migrants sont les plus influentes et le plus souvent évoqués par les migrants :

« En quête de meilleures opportunités éducatives, d'éducation supérieure, là-bas où on vivait il n'y a pas d'université, on est venu pour étudier à l'université, ici à la UMSA [Universidad Mayor de San Andrés, La Paz] » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xv}.

J. G. : *« Quelle importance ont les facteurs sociaux pour toi ? »*

« Ils sont d'importance égale que ceux économiques. Parce que pour avoir un statut de vie, tu dois avoir une éducation. Et aussi le rang social que tu as, il est fonction de tes études. Je suis arrivé ici, j'étais très jeune, pour étudier, travailler, justement essayer de m'en sortir, parce que dans le Beni il n'y a pas beaucoup de couverture pour l'éducation, et l'économie n'est pas bonne. Alors je suis venu ici pour faire des études et trouver une meilleure économie » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de son et d'image)^{xvi}.

Une situation économique favorable passe parfois par de hautes études et ces deux facteurs peuvent se relier, comme l'explique Américo, qui est précisément venu vivre à La Paz à cause de la mauvaise économie et de l'éducation déficiente qui prévalent dans le Département du Beni. D'autres interlocuteurs ont également permis de mettre en lumière la volonté d'accumuler un capital humain avant de revenir dans la communauté afin d'en réduire la vulnérabilité. Certaines personnes effectuent ainsi des études dans un domaine spécifique pour devenir professionnel dans un premier temps, puis avec l'objectif second d'aider la communauté d'origine :

« C'est très fréquent, c'est un problème de tous les ans [parlant des sécheresses]. J'ai une maîtrise en hydrologie et agronomie, donc j'essaie d'aider. Il faut faire comprendre aux gens que "ça ce n'est pas la même chose que l'année passée", et que "ce n'est pas non plus bien de semer des pommes de terre la même chose que l'année dernière". Et on est en train de voir que les phénomènes naturels du climat sont de nos jours très importants, influents et ont modifié la manière de cultiver » (entretien avec Angel Mendoza, 50 ans, ingénieur agronome)^{xvii}.

« Alors, la raison pour laquelle j'ai étudié agronomie a un peu à voir avec ça [les dégradations climatiques]. Là-bas, comme en de nombreux endroits, on souffre du manque d'eau. Avant on en avait suffisamment, mais maintenant ce n'est déjà plus le cas. C'est pour ça que j'ai étudié agronomie, pour voir quelles pourraient être les alternatives, pour pouvoir faire face à ce déficit ou faire un meilleur usage de l'eau » (entretien avec Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome)^{xviii}.

« Je vis à El Alto pour des questions d'emploi, mais j'ai déjà mon projet : je vais travailler 2 ans de plus ici et ensuite je vais retourner dans ma communauté. Le mois passé j'y étais, j'ai rencontré les jeunes et on s'est dit : "les jeunes n'ont pas l'opportunité d'étudier". Principalement à cause des facteurs économiques, ils ne peuvent pas venir ici. Je vois qu'ils se dédient à la production, à l'élevage, mais ce n'est pas ce qu'ils veulent. Ils veulent étudier. Je leur ai dit que je connaissais, que j'avais l'expérience, je vais donc revenir et on va mobiliser et développer la

communauté » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xxx}.

Ces trois interlocuteurs partagent la volonté de venir en aide à leur communauté ou leur famille. Ils ont en effet quitté leur région d'origine afin d'étudier en ville, dans le but d'aider et de soutenir la communauté, entre autres. La migration, utilisée comme stratégie d'accroissement du capital humain, permet ainsi à certains individus de partager leur savoir acquis dans les villes et d'apporter une aide dans leurs communautés d'origine respectives.

Outre le système éducatif défaillant, il apparaît évident que le système de santé et les assurances maladie sont inexistantes en milieu rural. Toutefois, peu d'interlocuteurs signalent cet aspect comme significatif dans leurs décisions d'émigrer. Américo apporte quelques précisions quant aux différences entre le système de santé du Beni et celui de la ville de La Paz :

« C'est beaucoup plus accessible. Ici tu vas et ils te reçoivent, au Beni non. Ils tardent beaucoup, le système est très mauvais là-bas. Au Beni, les médecins sont encore des étudiants, donc ce n'est pas bien. Mais ici dans la ville, il y a des spécialistes qui te reçoivent rapidement » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de son et d'image)^{xxx}.

Cela dit, les autres interlocuteurs n'évoquent pas du tout le manque d'assurances maladie dans les zones de départ, car cette prestation n'est, dans la majorité des cas, pas octroyée non plus dans les villes. En effet, seuls quelques salariés ont contracté une assurance, mais la règle consiste davantage à consulter un médecin quand le besoin s'en ressent et de le payer *a posteriori*. Finalement, les entretiens n'ont pas permis de recenser la vie sociale dans la communauté, le cercle d'amis ou les raisons familiales comme des facteurs sociaux influençant les décisions migratoires. La raison la plus importante dans ce conglomérat de causes socioculturelles correspond donc au manque de hautes écoles dans les zones de départ. Les individus enclins à poursuivre leur formation sont dans l'impossibilité totale de le faire en milieu rural, en raison de l'absence totale d'offre académique supérieure. Comme en de nombreux endroits, les hautes écoles et les universités se concentrent dans les noyaux urbains au détriment du monde rural et de nombreuses personnes se déplacent afin de satisfaire leur volonté d'apprentissage.

4.3.5. QUEL RÔLE POUR LES FACTEURS POLITIQUES ?

Même si Lourdes Quispe a partagé son expérience du racisme qu'elle a pu subir, tous les interlocuteurs rencontrés dans le cadre de cette recherche ont déclaré que les facteurs politiques étaient incongrus pour expliquer leurs migrations :

J. G. : « Etes-vous venu ici à cause de violences, de conflits politiques ou de guerres à la campagne ? »

« Non, dans les villages c'est très tranquille, les gens viennent plutôt pour chercher davantage d'opportunités de vie, l'économie plus que tout » (entretien avec Amalia, 25 ans, étudiante)^{xxx}.

De tous les individus interrogés, aucun ne lie sa migration avec un conflit religieux, familial ou intracommunautaire. Ensuite, personne n'a fui une guerre civile ou des violences à son lieu d'origine et, finalement, aucune personne rencontrée ne provenait d'une minorité ethnique

persécutée. Cependant, Valentín précise que des décisions politiques²⁵ peuvent avoir une influence sur les mouvements de population, comme ce fut le cas par exemple à la suite du décret 21060²⁶, promulgué par Víctor Paz et visant à freiner l'inflation galopante :

« Avec tout ça [hyperinflation], ça n'a pas seulement affecté les mineurs, mais aussi les professeurs, les habitants des campagnes parce que les produits n'avaient plus de prix fixes, c'est pour ça que les gens ont commencé à migrer, pas dans la ville mais hors du pays, ils sont allés en Argentine, au Brésil, en Europe et aux Etats-Unis, donc depuis ce moment-là un autre phénomène est apparu, non plus interne mais international » (entretien avec Valentín, 42 ans, ingénieur agronome)^{boxii}.

Les politiciens, à travers leurs choix et leurs réformes, peuvent influencer les migrations et cela montre à nouveau les interrelations potentielles entre différents facteurs explicatifs des migrations. La réforme agraire de 1952 eut des conséquences économiques en réduisant les terres cultivables pour les agriculteurs, ce qui influe encore aujourd'hui sur les flux migratoires en direction des villes. Ceci rappelle les thèses de Sen (1981) qui précisaient que les famines étaient souvent dues à de mauvais choix politiques, plutôt qu'à des facteurs environnementaux. Cela dit, les raisons politiques suggérées ci-dessus (guerre civile, violences ethniques, conflit religieux, familial ou communautaire) ne correspondent pas à un facteur explicatif significatif des migrations rurales-urbaines analysées dans le cadre de cette recherche.

4.3.6. BILAN

La multicausalité dans les migrations et la difficulté d'isoler une variable explicative parmi une multitude de causes susceptibles de provoquer des migrations constitue le fil conducteur de cette recherche. Ce chapitre est de ce fait utile afin de cerner davantage quels sont les facteurs explicatifs en présence dans les mouvements de population étudiés. La totalité des interlocuteurs revendique des déterminants économiques en décrivant les parcours et la finalité de chacun, à terme, correspond à une stabilité ou à une meilleure situation économique. Il convient de préciser que si tous font référence à des facteurs économiques, 26 vont plus loin et déterminent que ces facteurs constituent la cause première à leur migration. Les raisons économiques susceptibles de provoquer des départs sont diverses et variées, il ressort de cette analyse que les opportunités économiques offertes en ville et les salaires proposés attirent de nombreux migrants. Les salaires escomptés ne sont pas forcément considérables, mais le différentiel entre les revenus dans les campagnes et dans les villes devient rapidement conséquent, du fait des revenus minimes présents dans les campagnes. Dans de nombreux cas, la migration est utilisée comme une stratégie visant à diversifier les revenus et diminuer les risques, notamment par le biais de la circulation. Cependant, cette mobilité ou migration est susceptible de créer un sentiment de privation relative chez les habitants non migrants et les conduire à leur tour à émigrer, constituant ainsi une spirale migratoire. Finalement, des éléments économiques macrostructurels, tels que la parcellisation transgénérationnelle des terres subséquente à la réforme agraire de 1952 sont absolument pertinents afin d'expliquer les mouvements de populations à destination des villes de La Paz et El Alto.

²⁵ Par exemple, les programmes de peuplements des régions de l'Orient et du Chaparé (dès 1985), dans lesquels des terres étaient offertes aux cultivateurs andins (PERRIER-BRUSLE 1997).

²⁶ Décret adopté le 29 août 1985 invitant la Bolivie à entrer dans le modèle économique néo-libéral.

Les opportunités présentes dans les centres urbains ne se situent pas toutes sur le marché économique, mais les offres sur le plan de l'éducation et de l'enseignement supérieur semblent également intéresser de nombreux jeunes Boliviens. Ces derniers voient dans les études le meilleur moyen d'accéder à un salaire décent et une situation économique favorable, ce qui tend une nouvelle fois à montrer les interrelations entre les différents facteurs explicatifs des migrations. Des éléments culturels, les modes, les objets modernes etc. existants en ville captivent certains jeunes individus qui viennent ainsi travailler dans les villes afin de pouvoir acquérir ces biens, en provenance de l'Occident et en rupture nette avec les traditions boliviennes.

Alors que certaines décisions politiques influencent *a posteriori* les flux migratoires en Bolivie, il convient de signaler qu'aucun entretien de la présente étude ne permet de corréler les migrations à des facteurs politiques tels que guerre civile, violences ethniques, conflit religieux, familial ou communautaire.

Comme annoncé précédemment, les migrations sont susceptibles d'être induites par des dégradations de l'environnement ou des changements climatiques. L'évaluation du poids des facteurs climatiques parmi la multitude de causes à la migration ne constituant pas un exercice aisé, cette analyse fait l'objet d'une attention particulière et les résultats sont présentés dans le chapitre suivant.

4.4. MIGRATION ET ENVIRONNEMENT

Les conséquences du changement climatique, et plus largement des dégradations environnementales, sont susceptibles de conduire une partie de la population à émigrer et à s'établir dans une zone moins exposée. Toujours en admettant que la multicausalité prévaut dans les migrations, il s'agit ici de mesurer l'importance éventuelle des facteurs environnementaux dans les migrations à destination des deux villes du terrain d'étude.

Quel rôle joue la dimension environnementale dans les mouvements de population vers La Paz et El Alto?

Suivant le modèle des autres chapitres de l'analyse, les objectifs et hypothèses sont rappelés puis une interprétation des entretiens vise à répondre à la dernière question de recherche. En effet, ce chapitre entièrement dédié aux liens entre migration et environnement se divise en plusieurs parties, reprenant les effets du changement climatique identifiés comme pouvant potentiellement induire des migrations. Après avoir évalué les perceptions des risques et des impacts revendiqués par les migrants, la mise en relation de ces représentations avec les parcours migratoires est effectuée et l'influence des facteurs climatiques ainsi mesurée.

4.4.1. OBJECTIF 3

Le troisième volet de cette recherche vise à comprendre dans quelle mesure l'environnement joue un rôle dans les mouvements de population bolivienne vers La Paz et El Alto. La perception de dégradation environnementale et de changement climatique chez les interviewés sera analysée et le rôle de l'environnement dans leurs décisions liées à la migration, sera discuté.

4.4.2. HYPOTHESE 3

Admettant que l'offre de travail et le gain financier soient des déterminants attractifs importants, un contexte climatique défavorable aux activités agricoles et des dégradations environnementales accentuées par le changement climatique conduisent également à la migration et sont ainsi évoqués par les migrants boliviens.

4.4.3. LES CYCLONES, PLUIES TORRENTIELLES ET INONDATIONS

Comme expliqué dans les considérations théoriques, de nombreux auteurs stipulent que les catastrophes soudaines telles que les cyclones tropicaux, les pluies torrentielles et les inondations impliqueront des migrations temporaires. Ceci se vérifie probablement dans les cas d'inondations ponctuelles, mais qu'en est-il lorsque les inondations se produisent de manière récurrente ? Tout porte à croire ici que dans les régions régulièrement et sévèrement touchées par ces phénomènes, des individus les quittent définitivement en partie à cause de ces problèmes climatiques :

« Depuis la grande sécheresse de 1983²⁷, la migration a augmenté, et l'autre période c'est en 86, quand il a commencé à pleuvoir, comme cette année. Ce qu'il s'est passé, c'est que l'eau est montée jusqu'au Lac Titicaca, jusqu'à un mètre. Si tu as la possibilité de visiter le déversoir qu'il y a entre la Bolivie et le Pérou, il y a un pont, l'eau passait par-dessus le pont, et cela a porté préjudice aux fourrages, aux pâturages, la végétation a pourri, il n'y avait plus de fourrage pour les animaux... Une autre cause, c'est que comme il n'y avait plus de production possible, ils devaient partir, ils devaient migrer vers la ville. Voici les deux époques : 83 et 86, et donc les gens ont dit "dans l'altiplano je n'ai aucun futur, il faut que je m'en aille" ».
J. G. : « Et donc la sécheresse de 83 et les inondations de 86, dans quelle mesure ont-elles influencé les migrations ? »
« Beaucoup ! C'est pour ça que je te le dis, si ces phénomènes climatiques n'avaient pas existé, peut-être que la communauté, la campagne pourrait être plus peuplée » (entretien avec Valentín, 42 ans, ingénieur agronome)^{xxxiii}.

Selon la carte indiquant les zones à risques d'inondation (figure n° 5), l'altiplano n'est pas la région la plus exposée aux inondations, mais des inondations ponctuelles y surviennent et influencent les modes de vie des habitants. Dans une toute autre mesure, les basses-terres, le Département du Beni en particulier, correspondent aux zones les plus exposées et ces régions font souvent l'expérience de déluges et d'inondations :

« Le climat au Beni est très précaire, ça s'inonde vraiment beaucoup, il y a beaucoup d'inondations, beaucoup de pluies, et justement quand il pleut il n'y a plus de nourriture, parce que toute la nourriture qui arrive au Beni arrive d'ici [La Paz]. Tout est envoyé d'ici au Beni, et quand vient le temps des pluies, les aliments n'arrivent plus, parce que les routes sont fermées. Ceux qui sont restés souffrent beaucoup de ces problèmes environnementaux ! De nos jours, il n'y a plus de saisons, il peut pleuvoir n'importe quel jour. Par exemple, mes parents subissent des inondations aujourd'hui [19.02.2011], l'eau entre dans les maisons parce qu'il a beaucoup plu cette semaine, les carburants n'arrivent plus, l'essence, le diesel. Parce que dans le Beni ce n'est pas de l'énergie électrique, c'est encore de coopératives, c'est de moteur, donc quand ceci arrive le combustible n'arrive pas et il n'y a pas de lumière. Alors oui ils continuent à souffrir, en plus le prix des aliments grimpe en même temps : le kilo de sucre est à 13 Bolivianos, ici il coûte 8 Bolivianos... » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de son et d'image)^{xxxiv}.

²⁷ Renforcée par un épisode de *El Niño* particulièrement intense.



Figure 12 : Cultures d'oignons inondées. Au fond, la communauté de Corpa Grande
Source : J. Guélat

Il est aisé de comprendre en quoi des individus qui seraient frappés de manière répétitive par des inondations et verraient leurs maisons, leurs cultures ou encore leurs animaux sous les eaux seraient tentés de quitter ces lieux et de s'installer dans des zones, à leurs yeux davantage sécurisées. Dans ces circonstances, le facteur environnemental joue un rôle et si la situation économique et sociale est incertaine, cela peut former une combinaison de causes susceptibles de provoquer des départs de la population hors des zones menacées. La production agricole s'affaiblit si le climat n'est pas optimal et parfois elle est affectée par les inondations, même dans l'*altiplano* :

« Des fois aussi il pleut trop et il y a des inondations et ça, ça affecte aussi beaucoup la production » (entretien avec Alfredo, 45 ans, agriculteur)^{xxxv}.

J. G. : *« Les habitants de la campagne souffrent des inondations ici ? »*
« Oui des fois mais pas souvent, des fois quand il pleut beaucoup mais quasiment pas, c'est plus à cause de la sécheresse et du gel » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xxxvi}.

L'occurrence des inondations est ainsi relativement faible pour la zone de l'*altiplano* bolivien et ce phénomène climatique ressort peu des entretiens menés à La Paz, El Alto et dans l'*altiplano*. Par contre, les régions de plus faible altitude sont souvent confrontées à d'importantes pluies, débouchant sur des inondations et il est permis de spéculer sur le fait que ces inondations à répétition engendrent des migrations. Malgré le faible nombre d'individus originaires du Beni rencontrés durant le séjour à La Paz, Américo indique que les facteurs environnementaux pèsent un poids identique à celui des facteurs économiques et sociaux dans son processus migratoire. Il avance également que les déplacements de bon nombre de ses amis vivant actuellement à La Paz ont été influencés par les inondations. Les pluies torrentielles, provoquant ensuite des inondations, impliquent dans cette recherche les mêmes conséquences sur les migrations. Afin de cerner plus précisément les répercussions de

cyclones ou d'ouragans sur les mouvements de population, il conviendrait de réaliser une étude de terrain postérieure à une catastrophe naturelle de ce type. Cependant, leur fréquence variable et leurs manifestations stochastiques ne permettent pas d'exaucer ce souhait dans le cadre de cette recherche.

Ne correspondant pas à une zone à risques d'inondations, l'*altiplano* souffre malgré tout d'autres facteurs environnementaux défavorables, tels que le manque d'eau et les sécheresses.

4.4.4. LES SECHERESSES ET LA DESERTIFICATION

« Por la sequía que te decía entonces tuvieron que migrar, la migración se ve como el producto del factor climático » (Lourdes).

Il s'agit ici de déterminer si les sécheresses et le manque d'eau sont évoqués par les individus interrogés et de mesurer l'influence éventuelle de ce facteur environnemental dans les flux migratoires.

Si les inondations n'ont que peu été citées comme raison de migrer (ceci pouvant être expliqué par la localisation du terrain d'étude dans l'*altiplano* et des entretiens avec des habitants de cette région en découlant), la raréfaction de l'eau semble constituer une variable explicative pertinente. En effet, en analysant les données des entretiens menés avec des migrants issus de l'*altiplano* et avec des agriculteurs d'Ancoraimas, ce phénomène climatique est extrêmement représenté et invoqué par la totalité de ces interviewés :

« Ici le problème le plus grave ce serait le manque d'eau... » (entretien avec Alfredo, 45 ans, agriculteur)^{xxxvi}.

« Comme la pluie n'arrive jamais à temps, la récolte est chaque fois plus petite. Pour cette raison on ne peut pas vendre beaucoup en ville et en plus des fois on a faim, mais on n'a rien à manger... » (entretien avec Flavia Virginia Gamboa, 35 ans, vendeuse en artisanat)^{xxxvii}.

Le manque d'eau se traduit de différentes manières, certaines fois par un retard des pluies :

J. G. : *« Y a-t-il des problèmes environnementaux ici ? »*

« Oui, ils sont aussi importants. Des fois on sème des pommes de terre, mais l'eau n'arrive pas et on perd beaucoup, déjà qu'on n'a pas d'argent. Le problème c'est que l'eau manque souvent beaucoup, et on dirait que chaque année elle arrive plus tard et plus rare. C'est pour ça aussi que je suis allé en ville, pour aider parce que seulement avec l'agriculture, on ne s'en sort pas. On n'a pas assez d'argent, c'est pour ça que je travaille, pour qu'on mange et qu'on puisse acheter des animaux, etc. » (entretien avec Narciso, 33 ans, agriculteur et maçon)^{xxxix}.

« Le manque d'eau par-dessus tout, il n'y a plus de pluie au bon moment. Avant elle arrivait en août, septembre. On a seulement de la bruine ces dernières années, cette année on aura de nouveau une sécheresse, ce n'est plus comme avant, tout devient plus difficile » (entretien avec Alfredo, 45 ans, agriculteur)^{xxxix}.

« Oui, le climat change. Des fois, il ne pleut pas au moment approprié, il pleut en retard, donc pendant ce temps les graines ne reçoivent pas d'eau. L'eau n'arrive pas à temps, donc l'irrigation est insuffisante, l'eau s'assèche, l'eau n'a pas bien été stockée, donc il nous manque de l'eau pour irriguer et la semence se dessèche » (entretien avec Mario, 44 ans, agriculteur et vendeur)^{xxxix}.

Mais les pluies tardives ne constituent pas la seule difficulté à laquelle sont confrontés les habitants de l'altiplano. L'imprévisibilité accrue de la fréquence des précipitations envenime davantage une situation déjà ardue :

« Avant quand il devait pleuvoir, il pleuvait, quand il devait y avoir du soleil, c'était ensoleillé, mais maintenant on ne sait jamais. Regarde comment il pleut maintenant, il devrait s'arrêter de pleuvoir mais non, et des autres fois il devrait pleuvoir et il ne pleut pas, c'est très difficile » (entretien avec Mario, 44 ans, agriculteur et vendeur)^{xxxii}.

J. G. : *« Quelle serait la raison principale de votre arrivée ici ? »*

« Où je vivais, dans la partie d'Achocalla, on regardait seulement la pluie, rien de plus. Des fois il pleut, des fois il ne pleut pas et s'il ne pleut pas suffisamment, il n'y a rien à manger, parce que l'on récolte qu'une fois par année, que ce soit du grain, des pommes de terre, de la quinoa, du blé, tout ça. Donc quand il ne pleut pas il n'y a pas de production, des fois c'est en retard ou des fois en avance tu vois, du coup ça détruit la récolte de toute une année. Parce que s'il ne pleut pas, ça sèche, quand il y a du soleil, la semence sèche et elle ne croît plus. Quand il faudrait qu'il pleuve, il ne pleut pas, quand il ne devrait pas pleuvoir, il pleut, c'est comme ça. Alors c'est pour toutes ces raisons que je suis venue travailler ici » (entretien avec Flavia Virginia Gamboa, 35 ans, vendeuse en artisanat)^{xxxiii}.

Outre le fait d'explicitier cette imprévisibilité dans l'occurrence des pluies, Flavia Virginia Gamboa indique les impacts qui peuvent survenir suite à ce problème climatique. Les problèmes du manque d'eau et des sécheresses apparaissent comme une récurrence de la vie paysanne de cette région de Bolivie, et leurs impacts sur l'agriculture se ressentent aisément. L'agriculture non irriguée artificiellement constituant la règle dans ces régions, la dépendance des agriculteurs envers les épisodes de pluies est conséquente. Leurs récoltes sont énormément tributaires de l'apport en eau de pluie et elles peuvent ainsi être réduites à néant à cause de facteurs climatiques :

« En plus de ça [gelées et grêles], souvent il nous manque de l'eau pour semer par ici. Et donc comme on ne peut pas bien irriguer, les graines et les petits plants sèchent très vite, et ainsi on perd un peu de la récolte pour ça aussi. La pluie n'arrive pas à temps, il n'y a pas beaucoup d'eau et il nous manque de l'eau pour cultiver. L'eau c'est la vie, et si on n'a pas d'eau il n'y a pas de vie, il n'y a pas de nourriture, il n'y a pas d'argent, il n'y a rien, et c'est pour ça qu'on doit partir vers la ville pour gagner de l'argent et travailler » (entretien avec Don Juan Quispe, 43 ans, agriculteur et maçon)^{xxxiv}.

« Le manque d'eau nous fait du tort aussi, surtout pendant la période de semilles, des fois il ne pleut pas, et donc la production n'est pas bonne et on perd beaucoup d'argent » (entretien avec Alfredo, 45 ans, agriculteur)^{xxxv}.

Les conséquences du manque d'eau sur les agriculteurs les invitent parfois à se détourner de leur profession et à choisir un autre métier, ceci constituant une forme d'adaptation alternative à la migration :

« Quime se caractérise comme étant une zone de production de bois, de bois d'eucalyptus. Si l'on considère que l'eucalyptus est une plante qui absorbe une bonne quantité d'eau, on se rend tout de même compte que les arbres deviennent de plus en plus secs. Quand j'étais enfant, je voyais de nombreuses sources d'eau, de nombreuses pentes sur lesquelles il y avait des eucalyptus et maintenant il n'y en a plus. On peut donc dire qu'on souffre de sécheresse ».

J. G. : *« Quel impact cela a-t-il eu dans ta vie, sur le travail de tes parents ? »*

« Mon père a dû changer de profession, d'activité et il a arrêté d'être agriculteur pour se dédier davantage au commerce » (entretien avec Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome)^{xxxvi}.

Outre le fait de changer de profession ou de migrer afin de réduire leur vulnérabilité environnementale, certains agriculteurs tentent de s'adapter en construisant des citernes ou des réservoirs afin d'entreposer l'eau, mais ils révèlent par la même occasion que leur vulnérabilité environnementale est généralement couplée de vulnérabilité infrastructurelle :

« A Cochabamba, ils ont leurs réserves et nous on en est là, nous aussi on veut avoir cette réserve pour conserver les fourrages, durant la période de novembre, décembre il y a la sécheresse et c'est pour ça qu'on veut avoir une réserve. On essaie mais on n'a pas encore réussi parce qu'il nous manque de l'argent et le gouvernement ne nous aide pas. Il nous manque de l'eau pour vivre, on n'a pas de système d'irrigation et c'est bien le problème, parce que sans eau on ne peut pas bien cultiver la terre » (entretien avec Don Pedro, 58 ans, agriculteur et maçon)^{xxxvii}.

« Donc l'eau il faut la stocker : 3 ou 4 réserves pour que ça suffise, mais on n'en a pas 4, on en a à peine 2, et des fois les communautés ne nous aident pas rapidement, ça va long pour construire des citernes » (entretien avec Mario, 44 ans, agriculteur et vendeur)^{xxxviii}.

Ces extraits montrent la volonté de mettre en place des stratégies d'adaptation et de lutter contre ces phénomènes climatiques qui portent préjudice aux cultures, à travers la construction de citernes pour assurer un approvisionnement en eau, mais aussi de serres pour préserver les graines du froid (revendiquées par d'autres interviewés). Ceci dit, rares sont les exploitations sises dans l'*altiplano* qui disposent de telles infrastructures, car leur financement est hors de portée de nombreux agriculteurs.

La pression exercée par le manque d'eau et la sécheresse sur les familles rurales est telle qu'elle les conduit parfois à procéder au choix de quitter leurs terres, comme l'indiquent de nombreux extraits d'entretiens cités dans ce chapitre. A titre d'exemple, il convient de présenter les déclarations de Don Pedro :

« Il y a toujours des difficultés, parce que quand il y a de la pluie, il y a de la production, quand il ne pleut pas, il n'y a pas de production, ça c'est une autre difficulté, parce que comme on n'a déjà pas d'argent, cela empire beaucoup notre situation ».

J. G. : *« D'accord, et donc c'est aussi pour ça que les gens vont vivre à La Paz ? »*

« Oui, pour ce motif. Avant c'était comme ça, seulement les jeunes qui allaient en ville, mais ces dernières années, justement à cause du manque d'eau et d'autres problèmes, davantage de personnes doivent aller travailler dans la ville, parce qu'ils n'y arrivent plus dans la campagne... » (entretien avec Don Pedro, 55 ans, agriculteur et maçon)^{xxxix}.

Les interrelations entre la volonté de poursuivre les études, l'attrait financier et les problèmes environnementaux sont clairement exprimées par Don Pedro, qui montre que des difficultés environnementales couplées à d'autres facteurs induisent des migrations de jeunes individus vers la ville. Cela dit, il précise également que l'augmentation de problèmes environnementaux ces dernières années provoque davantage de départs hors de la communauté d'Ancoraimas, notamment dans la population adulte. Lourdes Quispe fait également référence à différentes causes pouvant entraîner des migrations, et grâce à l'extrait suivant il est possible de mesurer l'importance d'un facteur climatique tout en acceptant la multicausalité qui prévaut dans les migrations :

« Il y avait des sécheresses, c'était un problème très grave. Donc une raison a été le facteur climatique et l'autre a été les études. La chose la plus importante était la dégradation climatique mais le fait que nous puissions étudier dans de bonnes écoles eut de l'importance dans un second temps » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xc}.

L'absence de précipitations ou les précipitations tardives ont un impact direct et néfaste sur la production agricole et sur les rentrées d'argent des paysans, pouvant même entraîner leur ruine :

« Quand il ne pleut pas ou s'il ne pleut pas à temps, la production diminue, la récolte diminue et l'argent diminue. Et si cela arrive plusieurs fois, c'est la ruine d'une famille, c'est très grave. C'est pour cela que beaucoup d'individus de la campagne doivent aller en ville pour travailler, pour diversifier les sources de revenus » (entretien avec Alfredo, 45 ans, agriculteur)^{xc}.

La volonté de diversification des risques invoquée par la NEM se retrouve pleinement ici et peut donc, parfois, être due aux dégradations environnementales répétées. Afin de lutter contre ces problèmes et de diversifier les revenus, de nombreux habitants de l'*altiplano* sont amenés à émigrer vers les villes et à trouver un emploi :

J. G. : *« Vous êtes allé là-bas pour gagner de l'argent, mais vous croyez que ces problèmes de climat qui influencent négativement les récoltes ici ont été importants dans le fait que vous partiez ? »*

« Oui, c'est également important, c'est pour ça que je vais là-bas. Quand il ne pleut pas, la terre est sèche et je ne peux pas travailler, je ne peux pas semer, c'est pour ça que j'ai besoin d'un soutien et comme il n'y en a pas, je dois aller travailler en ville pour me nourrir et survivre » (entretien avec Mario, 44 ans, agriculteur et vendeur)^{xcii}.

Mario fait usage de sa mobilité pour travailler en ville lorsque le climat n'est pas propice à l'agriculture. Il utilise ainsi la circulation afin d'être actif à différents niveaux, c'est-à-dire avoir un revenu régulier dans le centre urbain et être également productif dans son exploitation, lorsque le climat le permet. Il désirerait, comme de nombreux autres interlocuteurs, recevoir un soutien financier durant les épisodes climatiques défavorables mais comme ce n'est pas le cas, il se voit dans l'obligation de constituer lui-même cet apport en capitaux.

Le cumul de facteurs climatiques extrêmes est susceptible de provoquer des départs hors des communautés rurales. En effet, il est aisé d'imaginer que des récoltes diminuées par la sécheresse puis une saison froide recouvrant de neige l'*altiplano* représentent deux expériences douloureuses et que la répétition de ces événements soit à-même de conduire les habitants à émigrer dans les villes :

« Il y avait donc de la sécheresse cette année et le peu qu'on avait semé fut détruit par les neiges. On n'avait absolument plus rien pour nous ravitailler, mes parents sont producteurs. Ainsi, le cumul de la sécheresse et le désapprovisionnement dans la production poussèrent mes parents à sortir de la communauté, et on est allés à El Alto » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xciii}.

L'émigration rurale est bien présente et est étroitement liée à des variables économiques, socioculturelles mais grâce aux différents extraits présentés dans ce chapitre, force est de constater qu'elle est également liée à des variables environnementales. Lorsque Valentín relate l'évolution de sa vie à la campagne, il explique que l'émigration rurale s'est intensifiée à partir d'un événement bien précis :

« Je me souviens d'une chronologie : par exemple, les écoles ont été construites vers la fin des années 1980 dans certaines communautés et, chaque année, leur nombre augmentait, les professeurs et chaque communauté voulait avoir sa propre école. Il y avait une croissance en milieu rural mais ce qui a marqué un tournant pour moi, c'est l'année 1983. En 1983, il y a eu une grande sécheresse durant laquelle il n'y a eu aucune production, il n'y a eu aucun fourrage, les animaux sont morts et les jeunes ont commencé à migrer. Comme il n'y avait pas de ressources économiques, les jeunes, les hommes surtout ont commencé à migrer, vers les Yungas, dans la vallée, dans d'autres villes, la plus proche était la ville de La Paz, à travailler comme chargeurs, comme maçons... cette époque marque pour moi, le début d'une migration de la campagne vers la ville et son essor » (entretien avec Valentín, 42 ans, ingénieur agronome)^{XCIV}.

La grande sécheresse de 1983 équivaut selon lui au début d'une émigration rurale massive, cette sécheresse constituant le point de départ d'un processus s'intensifiant chaque année. En effet, il précise que ce phénomène n'existait pas à une telle ampleur avant cette année-là et, plus précisément, qu'il s'est inversé. Dorénavant, tous les étudiants en vacances se dirigent vers les villes afin d'exécuter des travaux, alors qu'auparavant, les étudiants vivant en ville demeuraient dans les campagnes durant leurs vacances. Cet extrait met une nouvelle fois en lumière les interrelations persistantes entre les causes économiques et environnementales. Selon Valentín, il semble évident que cette sécheresse constitue la cause initiale de cette émigration rurale massive, mais ce sont ses conséquences économiques sur les ménages qui poussèrent ceux-ci à quitter la campagne desséchée.

En conclusion, le manque d'eau et les sécheresses jouent un rôle dans les flux migratoires à destination des villes et même s'il est toujours ardu de le mesurer et de le pondérer, il convient de postuler que ces événements climatiques, combinés à leurs conséquences économiques, constituent une part non négligeable des causes des migrations. En effet, les données issues de nombreux entretiens décrivent ces variables environnementales (sécheresses et désertification) comme pertinentes pour expliquer les migrations rurales-urbaines. La localisation du terrain d'étude dans l'*altiplano*, sujet à la désertification et à la sécheresse, permet ainsi d'obtenir de nombreuses perceptions de ces dégradations environnementales de la part des migrants et de se rendre compte des liens inéluctables entre ces dégradations et les processus migratoires, tout en admettant qu'elles ne sont pas seules mais interagissent avec d'autres facteurs. Ensuite, d'autres variables climatiques susceptibles de provoquer des migrations, évoquées par certains informateurs, sont présentées dans les paragraphes suivants.

4.4.5. LES EPISODES DE GEL ET DE GRELE

Les altitudes du niveau écologique microthermal rencontrées dans le cadre de cette étude de terrain varient entre 2800 et 4200 mètres au-dessus du niveau des mers, donnant ainsi lieu à des épisodes climatiques rigoureux. Il n'est donc pas rare que le gel ou la grêle apparaissent dans l'*altiplano* bolivien. Il est question dans ce chapitre de cerner comment ces éléments sont perçus par les habitants de la campagne et par les migrants dans un premier temps, puis de mesurer leur influence dans les mouvements de population dans un deuxième temps. Admettant que les impacts du gel et de la grêle sur les cultures soient moindres que ceux dus aux sécheresses et au manque d'eau, certains individus perçoivent néanmoins les conséquences négatives de ces événements climatiques :

J. G. : « Un autre facteur pourrait être l'effet du climat, que pensez-vous de cela, cela vous affecte ?

[Il coupe] « Oui oui, oui oui. C'est très important dans l'altiplano, le gel, la grêle affectent la production, et après il n'y a pas de bonne production. Quand on sème la graine de la pomme de terre, si une gelée ou la grêle arrive, la graine meurt et on n'a plus rien à vendre ou à manger » (entretien avec Don Juan Quispe, 43 ans, agriculteur et maçon)^{xcv}.

« Oui, il y a des problèmes environnementaux, par exemple des gelées, de la grêle... » (entretien avec Alfredo, 45 ans, agriculteur)^{xcvi}.

Comme expliqué précédemment, l'agriculture est tributaire de l'eau de pluie, mais la carence en eau n'est parfois pas l'unique difficulté à laquelle sont confrontés les agriculteurs :

« On sème un hectare et on ne récolte rien parce qu'il ne pleut pas, et si quelque chose pousse, le gel arrive et brûle tout. Ce qui est produit en un an, on doit le garder et tenir toute l'année avec » (entretien avec Lourdes Quispe, 32 ans, renforcement des organisations originelles)^{xcvii}.

Le gel constitue donc une menace pour les récoltes et il a des conséquences dramatiques sur les cultures n'y résistant pas. La production agricole dépend également de la clémence du ciel quant à la fréquence et la puissance de la grêle, susceptible de détruire les graines et les jeunes pousses :

« C'est un risque, en fait c'est comme une loterie. On peut semer avec toute la volonté du monde, on investit, et une gelée arrive et ciao, ou alors de la grêle, et on n'a plus rien. Avec les phénomènes climatiques, c'est toujours un risque » (entretien avec Valentín, 42 ans, ingénieur agronome)^{xcviii}.

Les épisodes de gel et de grêle ont un impact extrêmement néfaste sur les récoltes des agriculteurs de l'altiplano bolivien et se conjuguent généralement à d'autres facteurs climatiques, rendant la situation difficilement viable pour ces individus et leurs familles. Certains d'entre eux bénéficient néanmoins de conseils et se voient assistés (par exemple par les techniciens de la CIPCA) afin de réduire leur vulnérabilité et maximiser leur production :

« Dans la communauté, on est 38 familles, tous les pères sont ici [à El Alto], et les enfants sont également venus. Tous sont dans la ville dorénavant, tous. Comme le climat a changé, on doit être capable de réagir. Il y a eu de la grêle, du gel, avant on ne savait pas quoi faire quand les récoltes brûlaient, mais maintenant on sait comment récupérer, grâce à ces techniciens. La communauté sait comment se défendre, sait comment protéger les terrains » (entretien avec Don Pedro, 58 ans, agriculteur et maçon)^{xcix}.

Lorsque ces formes de soutien ne suffisent pas et que les récoltes sont trop minces, certaines personnes quittent temporairement le monde rural afin de subvenir financièrement aux besoins de la famille, ce qui tend à montrer que les facteurs environnementaux ont bel et bien un rôle à jouer dans les déplacements de populations dans cette région de Bolivie, mais que ces derniers peuvent constituer une forme d'adaptation.

J. G. : *« Est-ce que ces problèmes climatiques ont été importants dans votre migration vers El Alto ? »*

« Oui, oui, pour aider. Parce que j'ai des enfants qui sont en études, mais comme parfois vient le temps des gelées et de la grêle, les récoltes diminuent. C'est pour cette raison que les gens viennent en ville, pour travailler et gagner un peu d'argent » (entretien avec Don Pedro, 58 ans, agriculteur et maçon)^f.

Cette citation illustre une nouvelle fois les liens inextricables prévalant dans les migrations, en démontrant que la décision de partir est prise en regard de facteurs socioculturels, environnementaux et économiques. La volonté de soutenir les siens qui étudient est freinée

par de mauvaises conditions climatiques qui altèrent les récoltes et de fait diminuent les revenus. Ainsi, l'individu émigre dans le but de décrocher un emploi en ville censé augmenter ses revenus, mais ce choix est intimement lié au fait que les dégradations environnementales amenuisent les récoltes et que les enfants en études nécessitent généralement un soutien financier.

Il a précédemment été question des manques d'eau occasionnés par la diminution des jours de pluies et l'évapotranspiration et ces sécheresses sont pertinentes pour expliquer, en partie, des flux migratoires à destination de La Paz et El Alto. Les effets du réchauffement climatique se traduisent également par une fonte rapide des glaciers, et particulièrement des glaciers tropicaux qui, à terme, ne produiront plus d'eau de fonte (COUDRAIN et al. 2005).

4.4.6. LE RETRAIT GLACIAIRE

Le retrait glaciaire est effectivement un phénomène amorcé, et même si cette recherche ne permet pas de corréliser l'émigration rurale avec le recul des glaciers, il convient de s'interroger sur les conséquences de l'approvisionnement en eau desdits glaciers en voie de disparaître. Les perceptions du recul des glaciers chez certains interlocuteurs montrent les inquiétudes qu'une part de la population ressent par rapport à ce phénomène :

J.G. : *« Est-ce que le recul des glaciers constitue un problème dans votre communauté ou dans d'autres communautés ? Beaucoup me font part de leurs problèmes quant au manque d'eau, j'imagine donc qu'avec la fonte des glaciers, la situation risque d'empirer ».*

« Elle va empirer, oui. Les experts ont dit que ces sommets que tu vois, dans 50 ans ils vont disparaître. L'Illimani que tu vois blanc, il va bientôt devenir noir. On va donc se retrouver au-milieu d'un conflit social, comme à Cochabamba. La Guerre de l'Eau à Cochabamba fut très difficile et, malheureusement, on se dirige vers un autre conflit de ce genre. Même dans ma région, à la campagne, qui est assez basse, il n'y a déjà plus d'eau les samedis et les dimanches. Avant ça n'arrivait pas, on avait de l'eau tous les jours. C'est que la population de El Alto continue à croître et il n'y a donc pas assez d'approvisionnement pour toute la population, les eaux que l'on consomme à la ville sont des eaux de fonte. Avant, il y avait des fleuves qui coulaient, mais maintenant ce n'est plus le cas, ils sont temporaires » (entretien avec Valentín, 42 ans, ingénieur agronome)^{ci}.

Cette vision, partagée par d'autres interviewés, reflète clairement les craintes de voir les glaciers disparaître, envisage les conflits liés à la ressource de l'eau potentiels et illustre l'antagonisme entre la croissance urbaine (et sa consommation en eau grandissante) et la disponibilité en eau.

La fonte glaciaire est visible dans certains cas, et ses impacts sont d'ores et déjà perçus et ressentis par certaines communautés rurales :

« Jusqu'à récemment, l'eau arrivait jusqu'à la communauté mais dorénavant, avec ce qu'il se passe, le réchauffement global, ça fait déjà 3 ans que l'on ne voit plus d'eau. Il y a beaucoup de fonte, beaucoup d'eau issue de la fonte, mais elle s'écoule trop rapidement et on ne peut la retenir dans les champs » (entretien avec Angel Mendoza, 50 ans, ingénieur agronome)^{ci}.

L'eau issue de la fonte des glaciers s'écoule mais les populations ne peuvent guère en profiter, étant donné que dans de nombreux cas, elle s'écoule de manière trop brusque et que la végétation trop éparsée ne peut la contenir. Angel explique ainsi que certains individus de sa

communauté élevaient des truites dans les lagunes environnantes, mais qu'actuellement cet élevage est suspendu par leur assèchement.

A la lecture des témoignages sur les perceptions des sécheresses et en tenant compte des liens entre désertification et migration, le recul des glaciers et les changements dans la disponibilité en eau qu'il occasionne semblent correspondre à un événement extrêmement important quant aux futurs flux migratoires. En effet, la raréfaction de l'eau constituant actuellement un problème conséquent et induisant en partie des déplacements de population, la disparition des glaciers et des eaux de fonte n'augure pas de scénarii positifs pour les habitants des régions sensibles à la désertification et aux sécheresses.

4.4.7. LES PERCEPTIONS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Cette recherche ne vise pas à établir si les dégradations environnementales décrites par les interviewés sont directement liées au changement climatique global, mais elle contribue néanmoins à exposer les points de vue de différents individus quant à leurs perceptions des changements climatiques présents en Bolivie. Dans un deuxième temps, et suivant le modèle propre à l'analyse, ces perceptions sont mises en relation avec les prises de décision migratoires, afin d'évaluer dans quelle mesure les évolutions climatiques jouent un rôle dans les processus migratoires.

Une hausse des températures a ainsi été ressentie par quelques interviewés et, lorsqu'elle est assortie du manque d'eau, elle peut produire de graves conséquences pour l'agriculture :

« Une chaleur écrasante, un instant frais et après le soleil brûle, l'instant où la terre est mouillée, ça sèche immédiatement. Les sols sèchent donc trop et comme on n'a pas beaucoup d'eau pour irriguer souvent, la récolte diminue... » (entretien avec Alfredo, 45 ans, agriculteur)^{ciii}.

J. G. : *« Ressentez-vous des changements de températures, le changement climatique ? »*

« Oui, parce qu'il fait extrêmement chaud et, quand il pleut, le jour suivant tout est sec. Ce n'était pas comme cela avant » (entretien avec Don Pedro, 58 ans, agriculteur et maçon)^{civ}.

Outre une hausse potentielle des températures, d'autres interlocuteurs mettent en avant l'imprévisibilité climatique et le trouble qu'elle provoque dans l'agriculture. Reprenant de nombreuses manifestations climatiques précédemment citées, tels que le manque d'eau, le gel, la grêle et la hausse des températures, Jorge décrit sa vision diachronique de la situation climatique dans sa région d'origine :

« Il y a des problèmes environnementaux, oui. Il y a de la grêle, du gel, le manque d'eau parce qu'il ne pleut pas à temps... Le temps est totalement en train de changer vois-tu. Maintenant le soleil brûle beaucoup, ces mois-ci sont très chauds et s'il n'y a pas d'eau pour irriguer, les cultures sèchent. Comme je disais, l'eau n'arrive pas à temps. Avant il y avait des étapes à suivre, et quand il était censé pleuvoir, il pleuvait, quand il devait y avoir du soleil, il y en avait, on avait un temps bien réglé, mais ce n'est plus le cas, on ne peut jamais savoir ce qu'il va se passer... Ce n'est plus bien sûr de cultiver, le métier d'agriculteur n'est plus sûr » (entretien avec Jorge, 30 ans, chauffeur de minibus)^{civ}.

Les dérèglements climatiques inquiètent et les producteurs décrivent une évolution dans le domaine des précipitations :

« Il se peut que les problèmes environnementaux influencent les migrations parce que le temps a changé. Par exemple maintenant, la pluie aurait dû cesser, mais elle continue, il continue de pleuvoir et ce n'est pas bon pour la production, ça peut s'inonder » (entretien avec Don Carlos, 40 ans, agriculteur et maçon)^{cvl}.

J. G. : *« Pensez-vous que des dégradations de l'environnement puissent jouer un rôle dans les migrations ? »*

« Oui, bien sûr ! Dorénavant, les changements climatiques sont très importants ! Le changement climatique modifie le sol, qui n'a déjà plus beaucoup de capacités productives. Les pluies par exemple : il ne pleut plus, avant il pleuvait 6 mois, maintenant il pleut seulement 3 mois. Nos semences se font toujours en novembre, mais cette année on a semé en décembre, parce qu'il n'a pas plu jusqu'à novembre. Le changement climatique a été très drastique, la variation des pluies importante, et ceci n'aide pas une culture déjà très difficile » (entretien avec Angel Mendoza, 50 ans, ingénieur agronome)^{cvii}.

Finalement, les propos de Guido Laura Huanca (expliquant les causes de la diminution des récoltes) confirment ces conceptions de dérèglements et de dégradations climatiques et les mettent en lien avec les migrations :

« En plus du manque d'eau, on a des problèmes avec des insectes et des épidémies. Les changements climatiques et les hautes températures nous affectent également. Durant le mois de novembre en particulier, on souffre de sécheresses à Quime. D'une manière ou d'une autre, les gens vont migrer, non ? A cause de la population croissante, les hautes températures et le manque d'eau, ils tendent à migrer. Parce que les familles sont nombreuses et que ces problèmes climatiques aggravent les situations des familles, pour ces raisons les gens migrent » (entretien avec Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome)^{cviii}.

Il convient à nouveau de constater que la pluricausalité régit la migration. En effet, cet interlocuteur fait référence à la parcellisation transgénérationnelle des terres et aux difficultés qu'elle engendre dans les familles nombreuses. Il précise que des problèmes apparaissent également certaines fois à cause de parasites et de maladies présentes dans les cultures, et que les sécheresses et les hautes températures aggravent de surcroît les conditions de vie rurale. La migration n'est ainsi pas uniquement due aux facteurs environnementaux, mais la situation déjà ardue dans le monde rural se voit exacerbée par de mauvaises conditions climatiques, et la combinaison de ces facteurs conduit à l'émigration rurale.

Don Pedro résume la situation en apportant un nouvel éclairage, une précision quant à l'évolution de la population :

« Dorénavant ce n'est plus comme avant : comme nous sommes beaucoup de familles, on sème chaque année et on ne fait plus reposer [le sol, en jachère] ni 2, ni 3 ans au moins. Et avec le changement climatique tout a changé. Ça fait 5 ans que ça a changé dans ma région, on produisait tous types de produits, mais maintenant avec le changement climatique tout a changé : il fait très chaud, le soleil est très chaud, il brûle beaucoup ! Il manque de l'eau dans ma région, tout sèche très vite, avec le changement climatique, tout sèche très vite. Et quand il pleut durant la nuit, la terre est déjà sèche le jour suivant, pour cette raison des gens de ma communauté ont migré à La Paz. Vu que le climat a changé, avant ce n'était pas comme cela, mais les techniciens de la CIPCA nous aident. Ils nous ont donné des cours, j'ai appris comment se protéger des épidémies, comment maintenir l'humidité, grâce à cela je vais peut-être décider de rester à la campagne » (entretien avec Don Pedro, 58 ans, agriculteur et maçon)^{cvix}.

La pression sur les sols exercée par les agriculteurs toujours plus nombreux est importante et se traduit par une diminution de la fertilité de la terre. Les changements climatiques mesurés

par les interlocuteurs viennent intensifier cette diminution et provoquent un effondrement de la production. Les agriculteurs tentent de s'adapter et modifient leurs types de cultures en fonction de la quantité minimale d'eau disponible. Des ingénieurs agronomes, de la CIPCA par exemple, interviennent parfois dans le but d'enseigner aux agriculteurs des méthodes afin de conserver l'humidité et de protéger leurs plants des sécheresses, des insectes et des épidémies. Ils tentent de ce fait d'atténuer la vulnérabilité rurale et invitent ainsi certains individus à demeurer à leur domicile d'origine en améliorant leur production, comme l'explique Don Pedro.

4.4.8. BILAN ET SYNTHÈSE

Reprenant la démarche de Mortreux et Barnett (2009), la question originelle visant à comprendre, pour chaque entretien, les raisons qui ont conduit l'individu à migrer ne faisait pas référence aux changements climatiques. Toutefois, il convient de préciser que 9 informateurs sur 35 ont avancé un facteur environnemental comme raison explicative de leur migration. Au terme de l'entretien, 7 ont maintenu que la cause première de leur migration résidait dans les dégradations environnementales qu'ils devaient affronter. Cependant, il est important d'indiquer que malgré le fait que certains individus invoquent des dégradations climatiques comme facteur explicatif, cette cause n'est jamais la seule. En effet, les liens entre des dégradations environnementales et des facteurs économiques constituent bien souvent la règle et ce sont davantage leurs conséquences sur la production agricole qui provoquent des départs hors des communautés.

Le facteur environnemental semble jouer un rôle non négligeable dans les déplacements de populations analysés dans le cadre de cette recherche. Admettant que les facteurs économiques soient les déterminants influençant la majorité des interviewés, il convient de préciser qu'à de nombreuses reprises, la mauvaise situation financière qui engendre une migration est intimement liée à de mauvaises conditions climatiques :

« Comme le climat a changé dans ma communauté, il a très peu plu et il a beaucoup grêlé, la production a été faible. A cette période, les gens migrent vers La Paz pour gagner de l'argent, parce qu'ils ne veulent plus rester ici, ils veulent étudier mais il faut de l'argent pour cela, donc les gens s'aident avec un travail en ville » (entretien avec Don Pedro, 58 ans, agriculteur et maçon)⁹.

La faible production due aux facteurs environnementaux diminue les revenus des agriculteurs et les contraint à se déplacer dans les villes pour gagner de l'argent pour acheter des biens ou financer des études par exemple.

Les catastrophes naturelles récurrentes sont susceptibles de conduire une partie de la population à émigrer hors des zones à risques, comme l'a expliqué Américo. Il mentionne en effet que les facteurs économiques, socioculturels et environnementaux (inondations) jouaient un rôle d'importance égale dans sa migration et que certains de ses amis ont délaissé le Beni également en partie à cause des inondations à répétition. Le terrain d'étude se focalisant dans l'*altiplano* bolivien, dans les villes de La Paz et El Alto et dans la communauté rurale d'Ancoraimas, les inondations n'ont ainsi pas été majoritairement recensées. En revanche, les phénomènes climatiques de sécheresses et de désertification ont souvent été évoqués par les différents interlocuteurs, ceci s'expliquant par la localisation du terrain d'étude dans une région aride et sujette à ces dégradations environnementales. Les liens entre ces dernières et des prises de décisions migratoires ont pu être approfondis et il apparaît évident que le manque d'eau occasionné par les périodes sèches, le retard et l'augmentation de la variabilité

des précipitations a un impact direct sur les flux de personnes entre monde rural et urbain. Dans certains cas, la migration induite en partie par ces phénomènes correspond davantage à de la mobilité ou de la circulation, mais elle se décline également sous une temporalité plus longue et sans volonté de retour chez certains individus.

Il existe d'autres évènements climatiques soudains, se produisant apparemment à une fréquence élevée, qui ont un impact sur la production agricole, à savoir le gel et la grêle. Lorsqu'ils surviennent, les conséquences sur les cultures sont importantes et la combinaison de ces facteurs avec d'autres, la sécheresse par exemple, mine les récoltes et la situation économique dégradée qui en découle peut entraîner des individus à émigrer. La prise en compte des perceptions des individus (par rapport aux données climatiques mesurables) quant aux changements climatiques et problèmes environnementaux est primordiale afin d'évaluer dans quelle mesure ils jouent un rôle dans les flux de personnes. Finalement, la santé financière des familles est en étroite corrélation avec les conditions climatiques et environnementales et, si elles se détériorent, les revenus diminuent et cela peut provoquer des départs, ayant pour but de diversifier les revenus et d'assainir la situation économique du ménage.

Le point de départ de cette recherche postulant la multicausalité, un tableau décrivant les récurrences dans les facteurs le plus souvent revendiqués est ici incongru. En effet, les informateurs peuvent difficilement être classés dans des catégories bien définies car la majorité d'entre eux explique sa migration par une combinaison de facteurs. Même si l'ensemble des interlocuteurs souligne l'influence prépondérante de l'attrait économique des centres urbains, il n'est guère pertinent de limiter un flux migratoire à une seule cause.

En effet, la multitude de causes possibles pour créer un flux migratoire est difficilement appréhendable et Celina Morales abonde dans ce sens en déclarant que :

« J'ai 9 enfants, on vit tous ici plus ou moins, parce qu'à la campagne, il n'est pas possible de vivre avec la parcellisation des terres, il n'y a pas suffisamment de terrains pour tout le monde. Et en plus, avec ces problèmes de climat, c'est à chaque fois plus difficile de cultiver la terre. C'est donc mieux de vivre en ville, on gagne plus d'argent et on vit mieux... »

J. G. : *« Pourrait-on ainsi dire que vous êtes partie à cause de ces problèmes environnementaux ? »*

« Oui, c'est aussi pour cela. Je devais trouver un travail pour gagner de l'argent, car à la campagne on ne peut guère gagner d'argent, surtout à cause de ces problèmes de climat, surtout le manque d'eau. Donc oui, c'est aussi à cause de cela, tout est en relation, tu vois » (entretien avec Celina Morales, 52 ans, vendeuse en artisanat)^{Cxi}.

La préférence de cette étude pour représenter la myriade de raisons migratoires potentielles et les liens existants entre elles appelle plutôt la production d'un schéma (figure n° 13), visant à offrir un aperçu des facteurs explicatifs selon leur importance et les liens existants entre eux.

Ce schéma vise à illustrer, de manière non exhaustive, les différentes raisons susceptibles de provoquer des déplacements de population. Différentes teintes de couleurs ont été utilisées afin de distinguer les différentes catégories de facteurs, et des flèches représentent les liens éventuels entre différentes causes. Il est évident que d'autres liens peuvent exister et ce schéma doit être utilisé comme exemple et non être entendu comme péremptoire.



Figure 13 : Schéma des facteurs explicatifs des migrations

4.5. ANALYSE COMPLEMENTAIRE

Afin d'élargir l'échantillon de population interrogée, une analyse complémentaire visant également à répondre aux questionnements de la problématique est produite. L'objectif de cette démarche consiste à discuter les résultats précédemment soulignés et à définir si les conclusions établies dans les chapitres précédents se confirment ou s'infirment, et si de nouveaux éléments apparaissent.

Comme expliqué dans la partie relative aux méthodes, 20 questionnaires ont été distribués par certains techniciens de la CIPCA dans les communautés rurales de Guaqui et d'Ancoraimes. D'une part, les extraits intéressants analysés (entre guillemets) servent à exemplifier le propos et sont issus de ces questionnaires, lorsque les répondants ont utilisé les espaces propices aux commentaires²⁸. D'autre part, les récurrences significatives de certaines réponses sont mises à profit afin d'illustrer les opinions et débouchent sur des graphiques.

4.5.1. LES FORMES DES MIGRATIONS

Ces questionnaires ayant été distribués à des migrants comme à des résidents d'Ancoraimes, la question des spatialités des migrations n'est pas approfondie ici car tous proviennent de la même région. En revanche, d'autres éléments intéressants apparaissent et permettent une meilleure compréhension des distinctions entre les flux migratoires des jeunes et des personnes âgées en Bolivie. En effet, il semble que les temporalités migratoires divergent selon l'âge du migrant, comme l'illustrent de nombreux extraits issus des questionnaires :

« Les jeunes sont partis de manière définitive et les personnes âgées reviennent exécuter leurs tâches dans la communauté »^{Cxii}.

« Les jeunes migrent de manière permanente et les personnes âgées temporairement »^{Cxiii}.

« Les jeunes sont ceux qui ont migré et peu d'entre eux reviennent dans la communauté »^{Cxiv}.

« Les jeunes migrent de manière permanente, alors que les personnes âgées utilisent une migration temporaire »^{Cxv}.

« Beaucoup sont partis de la communauté, il en reste peu, les personnes âgées restent plus particulièrement »^{Cxvi}.

« Les jeunes partent de manière permanente et les adultes de manière temporaire. Ces derniers partent pour trouver un travail éventuel et reviennent aux périodes de récolte et de semence. Les jeunes partent constamment, parfois ils reviennent en couple »^{Cxvii}.

La tendance semble montrer des migrations permanentes chez les jeunes individus, alors que des migrations saisonnières et circulatoires sont mobilisées par les personnes plus âgées. Malgré ces nombreuses citations précisant les différences entre ces deux groupes de population, il convient de confesser la volonté de retour dans la communauté d'origine exprimée par les trois informateurs de moins de 30 ans ayant répondu au questionnaire. Ils

²⁸ Un modèle de questionnaire peut être consulté dans les « Annexes ».

expliquent ce choix à très long terme par la quasi gratuité de la vie à la campagne en opposition au coût de la vie en milieu urbain.

Comprenant néanmoins que les jeunes migrants ne sont pas susceptibles de revenir habiter dans la communauté dans l'immédiat ou pas du tout, il s'agit de définir dans quelle mesure les adultes le sont. Sur les questionnaires restants (complétés par des individus entre 30 et 68 ans), les résultats sont divisés, les avis partagés et il est donc impossible de définir si la majorité va revenir dans la communauté ou non. Finalement, les nombreuses citations différenciant les migrations de jeunes de celles des adultes permettent d'obtenir une vue d'ensemble du phénomène supposé se produire, constitué de régions rurales délaissées par la frange de la population la plus jeune.

Sans identifier d'intermédiaires formels et institutionnalisés et sans octroyer davantage d'importance aux réseaux dans les migrations, certains individus indiquent néanmoins que le soutien de proches parents, d'amis ou de collègues de travail était bienvenu dans leur migration. La majorité d'entre eux confirme également jouer ce rôle en aidant certaines de leurs connaissances à venir s'établir près de chez eux.

4.5.2. LES FACTEURS EXPLICATIFS DES MIGRATIONS

Afin d'obtenir le maximum de détails quant aux facteurs susceptibles de provoquer des migrations, les questionnaires visent à mesurer l'importance de plusieurs causes potentielles au sein des migrants et à évaluer les perceptions des non migrants par rapport à ces mêmes causes.

4.5.2.1. Le rôle des facteurs économiques

En effectuant la somme des réponses de tous les informateurs, la prépondérance des déterminants économiques se manifeste explicitement. En effet, le chômage et la diminution des revenus des suites de dégradations environnementales sont considérés comme « importants ou très importants » par 18 personnes sur 20. Ensuite, les salaires insuffisants, le mode de vie insatisfaisant et les possibilités de venir en aide à sa famille par le biais d'envois d'argent sont revendiqués par 17 répondants.

« Je ne pense pas revenir, je n'ai pas suffisamment de terrain, je ne pense pas revenir... »^{CXVII}.

Les conséquences de la parcellisation transgénérationnelle des terres ressort également comme un facteur pertinent pour expliquer les migrations, tandis que le sentiment de privation relative représente des avis partagés (il est tout de même revendiqué par 12 personnes comme étant « important ou très important »).

De nombreux répondants écrivent alors que la possibilité de gagner un revenu décent est nulle en milieu rural et que la production agricole suffit uniquement à assouvir la consommation personnelle des ménages :

« A cause du manque de ressources, j'ai dû émigrer en ville à la recherche d'argent, car à la campagne seule l'autosuffisance est de mise »^{CXIX}.

« J'ai peu de revenus, ce que je produis est uniquement pour la consommation personnelle »^{CXX}.

L'attrait économique des villes sur les habitants des campagnes boliviennes se confirme amplement à la lecture des questionnaires distribués et constitue indéniablement un moteur des flux migratoires.

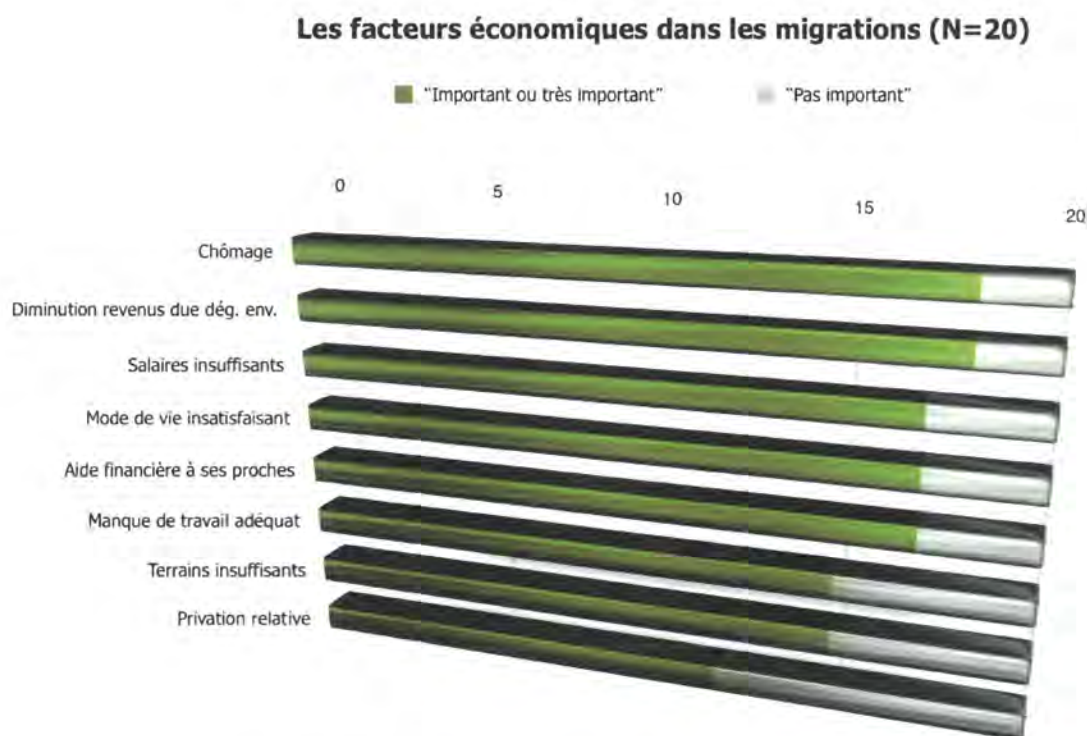


Figure 14 : Les facteurs économiques dans les migrations

Le graphique²⁹ ci-dessus illustre aisément l'importance des facteurs économiques dans les migrations. La majorité des questionnaires débouchent effectivement sur des conceptions de ces facteurs comme « importants ou très importants ».

4.5.2.2. Les facteurs socioculturels

A l'intérieur du conglomérat de raisons socioculturelles à la migration, les réponses sont moins unanimes que celles ayant trait aux facteurs économiques. Toutefois, les insuffisances dans l'enseignement réunissent la majorité des personnes questionnées et les lacunes dans l'offre d'éducation et d'études supérieures mobilisent 18 personnes sur 20. Ensuite, les défaillances du système de santé semblent influencer de nombreux individus (17 considèrent cet élément comme « important ou très important »).

L'offre d'évènements culturels inexistante n'affecte pas les migrations outre mesure, étant donné que 13 personnes jugent cette situation comme n'étant « pas importante ». En revanche, certains individus déclarent que le confort et la qualité de vie urbaine constituaient des causes probables pour les migrations :

²⁹ Les teintes de couleur préalablement utilisées lors de la constitution de la figure 13 sont reprises à la construction des graphiques de l'analyse complémentaire, afin d'en faciliter la lecture.

« Je suis venu ici pour avoir une meilleure qualité de vie ou des avantages en ville, comme la lumière, la TV, le téléphone, etc. »^{xxi}.

Le matérialisme propre aux jeunes individus est également suggéré et associé à leurs flux migratoires par certains répondants :

« Les jeunes veulent s'habiller, ils veulent s'acheter des choses, ils veulent posséder des téléphones portables, etc. c'est pour ça qu'ils vont en ville »^{xxii}.

A côté de cet attrait pour la mode et pour la modernité de la ville, de nombreux jeunes s'y rendent avec l'objectif ultérieur de réduire la vulnérabilité rurale en exploitant leurs connaissances préalablement acquises dans les universités :

« La conséquence dans la vie c'est que j'ai étudié agronomie à l'université et maintenant, avec toutes les connaissances et l'expérience que j'ai, je pense avoir l'opportunité de mettre en place une production agricole avec des adaptations aux changements climatiques »^{xxiii}.

Cette stratégie, reprenant les idées de Sjaastad (1962), permet ainsi l'accroissement du capital humain durant la migration et est utilisée par la suite afin de soutenir la communauté d'origine, en améliorant son adaptation aux changements climatiques par exemple.

Finalement, les conflits familiaux, les difficultés d'intégration dans la communauté et le manque d'amis sont autant d'éléments qui divisent les répondants en deux groupes presque égaux (11 les considérant comme « pas importants » et 9 comme « importants ou très importants »). Ces hésitations quant aux facteurs socioculturels présument leur moindre influence par rapport aux déterminants économiques, sauf dans les cas des études supérieures et du système de santé.

Les facteurs socioculturels dans les migrations (N=20)

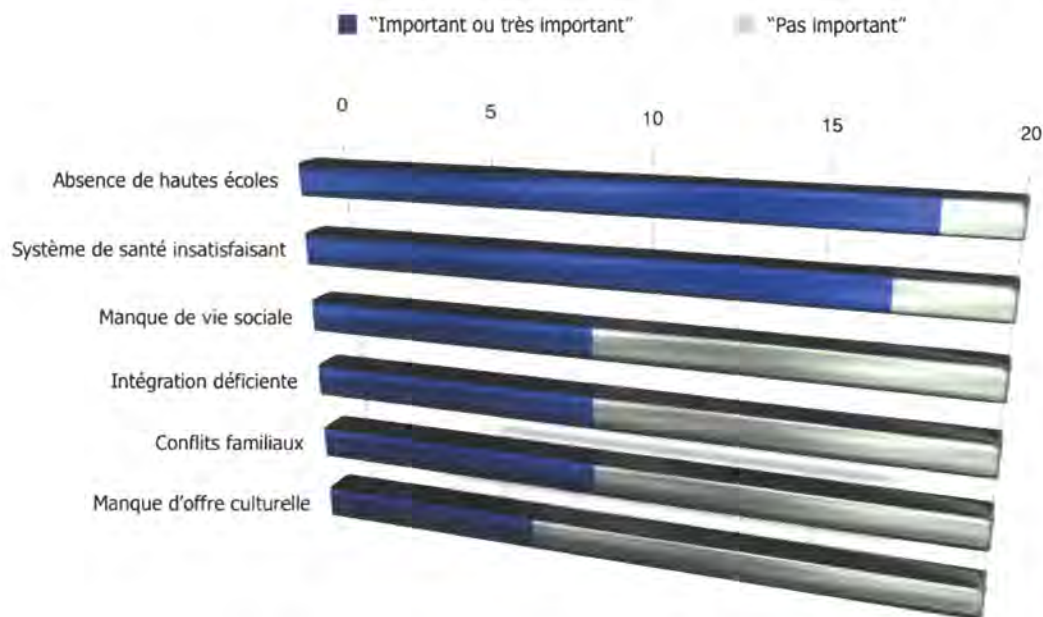


Figure 15 : Les facteurs socioculturels dans les migrations

La figure n° 15 identifie clairement le manque de hautes écoles et le système de santé insatisfaisant comme les raisons socioculturelles les plus importantes en vue de quitter une région.

Après avoir évalué les perceptions de l'importance relative aux facteurs économiques et socioculturels, il convient de procéder à l'analyse de celle des causes politiques dans les migrations.

4.5.2.3. L'influence politique

L'unanimité est à nouveau de mise pour cette catégorie, puisque 18 répondants affirment la « non importance » des guerres civiles et des violences dans leurs décisions de migrer ou leur sentiment par rapport à ces risques. Les conflits religieux et les persécutions d'ethnies minoritaires sont tout autant rejetés et sont considérés comme « importants ou très importants » par deux personnes sur 20. L'instabilité politique qui a prévalu dans les dernières décennies est parfois citée comme une « autre raison politique » (C.35.) susceptible de provoquer des migrations, et cet extrait explique justement que le secteur de l'emploi bolivien est précaire du fait des bouleversements politiques :

« De par l'instabilité politique de la Bolivie, le marché de l'emploi est peu sûr et il n'y a pas beaucoup de travail à la campagne »^{xxxiv}.

Finalement, la propension des conflits dus à des pressions sur les ressources naturelles à provoquer des migrations semble importante à la lecture des questionnaires. En effet, 14 répondants les signalent comme étant « importants ou très importants » et des conflits tels que la Guerre de l'eau de Cochabamba, s'ils venaient à se produire dans l'*altiplano*, seraient susceptibles de provoquer des départs.

Les corrélations entre migrations et facteurs politiques ne constituent pas à proprement parler de causes premières dans les flux de personnes analysés dans cette étude, et il subsiste ainsi un groupe de facteurs à évaluer dans le cadre de ces résultats complémentaires.

Les facteurs politiques dans les migrations (N=20)

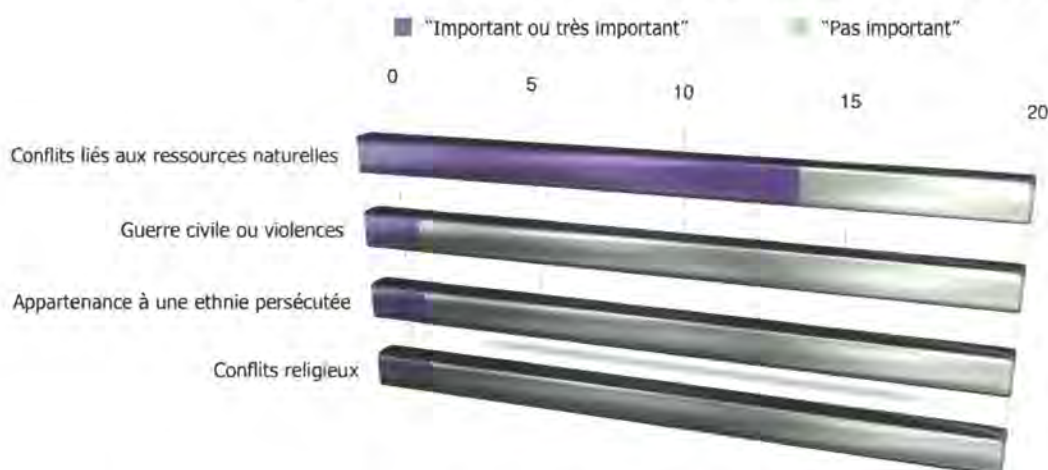


Figure 16 : Les facteurs politiques dans les migrations

Les facteurs politiques sont une nouvelle fois absents, exceptés les cas de conflits liés aux ressources naturelles, qui seraient le plus à même de provoquer des départs (figure n° 16).

4.5.3. MIGRATION ET ENVIRONNEMENT

La dernière partie de cette analyse complémentaire vise à une meilleure compréhension des perceptions des changements climatiques et des dégradations environnementales et de leurs liens avec les déplacements de population.

4.5.3.1. Les perceptions des dégradations environnementales

« Si no hay agua ¿qué podemos hacer ? »

Les descriptions par les enquêtés de la situation environnementale de l'*altiplano* de Bolivie, plus précisément des rives du Lac Titicaca, laissent croire à sa détérioration. En effet, de nombreuses phrases illustrent cela et précisent les évolutions propres à une période récente :

« Cela a empiré, peu de pluie, davantage de sécheresse et d'épisodes de gelées »^{xxxv}.

« La situation a empiré, des suites de la rareté des précipitations, à cause des sécheresses, des gelées, tout cela affecte la production agricole »^{xxxvi}.

« Le manque de pluie opportune et la faible quantité de précipitations ont aggravé la situation, parce que nous avons perdu des semences, il y a davantage d'épidémies et de maladies, et la production a diminué. De plus, la température a augmenté »^{xxxvii}.

Les difficultés climatiques référencées par les migrants et les agriculteurs questionnés rejoignent pleinement celles décrites par les personnes interrogées par le biais des entretiens semi-directifs. En effet, les premiers déclarent que les sécheresses s'intensifient et se prolongent, que les pluies se font rares et trop éparses, que les épisodes de gel endommagent les cultures et que les températures augmentent. Les dégâts dus à la grêle sont aussi mentionnés, mais dans une moindre mesure. Les excédents d'eau créant des inondations ne semblent pas se produire outre mesure, la localisation géographique des exploitations prises en compte ici ne se situant pas dans les zones sujettes aux inondations. Par contre, cette partie de l'*altiplano* est particulièrement exposée à la désertification et aux sécheresses et le manque d'eau n'est pratiquement jamais comblé par des infrastructures :

« Nous avons de petits terrains, avec beaucoup de pentes et il nous manque des infrastructures d'irrigation »^{xxxviii}.

Les terrains, rendus trop réduits par les partages successoraux successifs et parfois pentus, et l'irrigation inexistante sont autant de problèmes influençant négativement la production agricole.

Cette diminution de la production est ressentie par la totalité des agriculteurs interrogés, et des éléments explicatifs sont avancés dans les questionnaires (D.4.). La cause majeure correspond à la quantité d'eau disponible pour l'irrigation, jugée insuffisante par la totalité des répondants. Dans un deuxième temps, les changements climatiques et de températures semblent perturber considérablement l'agriculture (19 personnes sur 20 signalent que leurs récoltes diminuent en partie à cause de ces changements). La cause suivante, invoquée par 17 individus, fait référence aux complications liées aux invasions d'insectes nuisibles et aux épidémies minant les cultures. Une autre raison de la diminution de la production réside dans le fait que les fertilisants et les engrais, censés accroître les récoltes, ne sont que rarement

utilisés à cause de leurs prix trop élevés, et ceci correspond au sentiment partagé par 16 répondants sur 20.

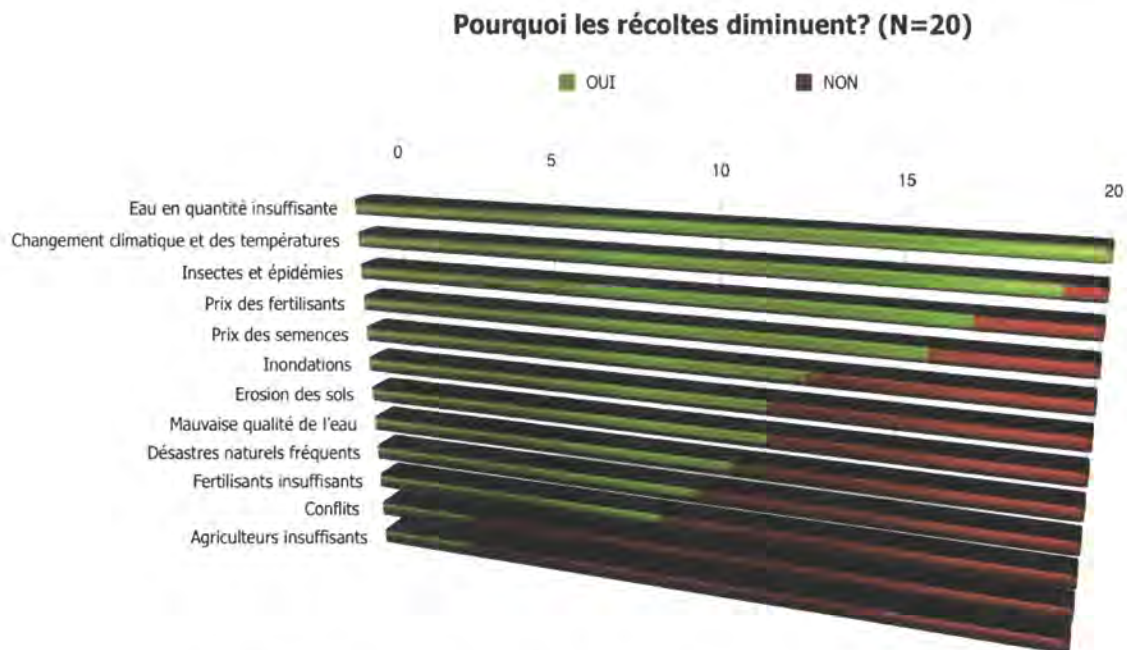


Figure 17 : Les raisons de la diminution des récoltes, selon les questionnaires

La figure n° 17 est utile pour comprendre les raisons de la diminution de la production agricole, selon perceptions des informateurs recueillies dans les 20 questionnaires.

Les problèmes environnementaux semblent bien présents dans les campagnes de ces régions boliviennes, mais il s'agit dorénavant de mesurer leurs impacts sur les déplacements de populations dans ces mêmes régions.

4.5.3.2. Les liens entre migrations et dégradations environnementales

Les questionnaires distribués visent à comprendre dans quelle mesure des facteurs environnementaux entrent en ligne de compte lors des processus décisionnel dans les migrations et à quel point ces mêmes facteurs sont susceptibles d'induire des migrations chez les habitants de communautés rurales.

Les évènements climatiques graduels dans leur globalité (incluant les sécheresses, la désertification, la fonte des glaciers, etc.) sont perçus comme « importants ou très importants » par 17 personnes sur 20. Les conséquences des retards et de l'imprévisibilité des précipitations dans ces régions sèches se font vivement sentir et, logiquement, 18 répondants sur 20 indiquent que ces facteurs sont significatifs.

Les phénomènes climatiques extrêmes, tels que les ouragans, les cyclones et les pluies torrentielles, sont évoqués par 15 individus sur 20 et le même nombre de répondants précisent l'importance de l'instabilité des récoltes. Cette inconstance est intimement liée aux facteurs environnementaux précédemment présentés, notamment le manque d'eau disponible

pour l'irrigation, les changements climatiques et l'augmentation des températures, les invasions d'insectes et les épidémies.

En conclusion, les questionnements sur la force des liens entre les migrations et les changements climatiques et les dégradations environnementales débouchent sur des réponses unanimes. En effet, 15 personnes répondent par l'affirmative (à la question E.1.³⁰), alors que trois nuancent leur propos en indiquant que ce sont particulièrement les jeunes qui quittent le monde rural.

Avant de procéder aux conclusions de cette recherche, il convient de présenter quelques extraits issus des questionnaires, en réponse à la question E.1., qui illustrent une nouvelle fois la manière dont sont perçus les liens entre changements climatiques et migrations :

« Je pense que oui, parce que sans eau, on ne peut pas semer »^{CXXXIX}.

« Les gens partent pour des raisons climatiques parce qu'ils ont perdu leur production et, de ce fait, ils n'ont plus de revenus économiques issus de la vente »^{31CXXX}.

« Les terres ne sont plus fertiles comme avant, il n'y a pas d'eau, il n'y a pas d'argent, il n'est pas possible de vivre de cette manière. Donc, nous devons chercher une vie meilleure à un autre endroit »^{CXXXI}.

Des éléments tels la pénurie d'eau et les changements climatiques, leur impact sur la production agricole qui s'amenuise sont avancés, et des liens avec la situation économique qui se détériore sont établis. Finalement, des indices quant aux spatialités des flux provoqués par cette combinaison de facteurs sont détaillés et apportent un nouvel éclairage. Les sécheresses et le manque d'eau caractéristiques de l'*altiplano* bolivien semblent également influencer des habitants d'autres départements :

« De nombreux Boliviens continuent à arriver, pas seulement de mon Département de La Paz, mais d'autres régions comme Oruro, Potosí »^{CXXXII}.

De plus, les migrations marquées par une géographie de proximité immédiate entre zone de départ et zone de destination sont également susceptibles de s'étendre à de nouveaux horizons :

« Oui, bon nombre d'entre eux partent pour l'Orient »^{CXXXIII}.

Cette citation fait ainsi référence à de nombreux migrants des communautés rurales du Département de La Paz qui quittent cette région afin de s'établir dans les départements de l'est du pays. Le dernier extrait augure une émigration internationale due au changement climatique et aux dégradations environnementales, conférant ainsi une plus large ampleur au phénomène :

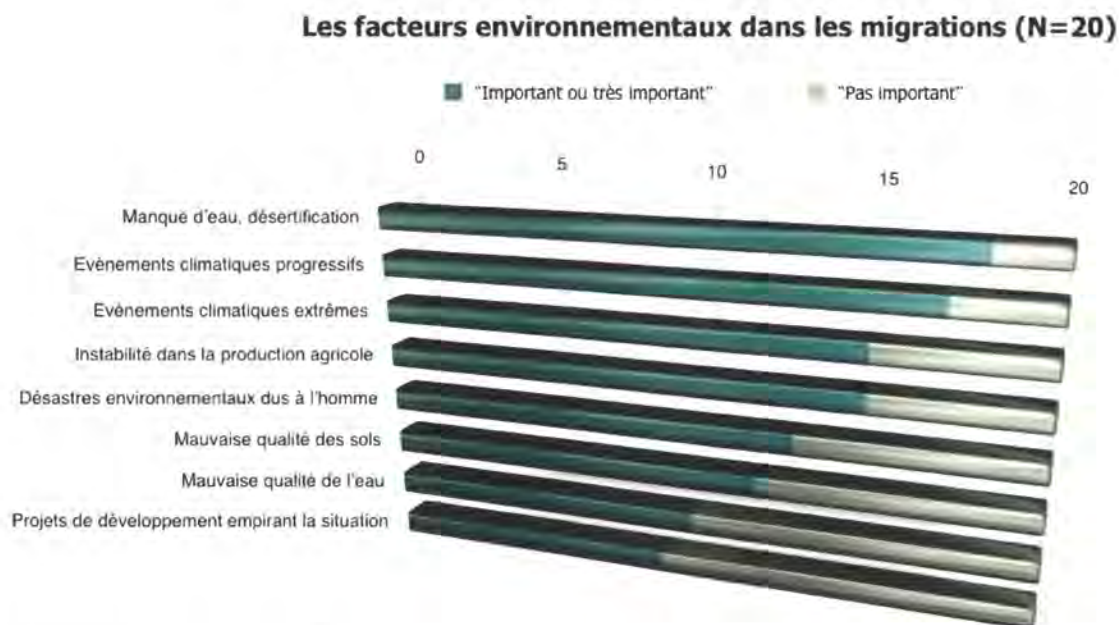
« Oui, c'est pour cela que beaucoup partent à l'extérieur du pays, comme en Argentine, aux Etats-Unis, en Europe »^{CXXXIV}.

La dernière figure (n° 18) présente les perceptions des liens entre les problèmes environnementaux et les migrations, selon les réponses apportées aux questionnaires. Il est aisé de remarquer que les informateurs y accordent une importance non négligeable, surtout au manque d'eau.

³⁰ Pensez-vous qu'actuellement le changement climatique et les dégradations environnementales soient susceptibles de forcer les Boliviens à émigrer ?

³¹ Souligné dans le texte.

Figure 18 : Les facteurs environnementaux dans les migrations



Les précautions sont de rigueur quant à l'importance de ces flux et l'univocité des raisons les entraînant, et cette présente recherche tend à montrer que la multicausalité prévaut dans les migrations, accordant certes une importance légitime aux facteurs environnementaux.

4.5.4. BILAN

A l'heure de faire un bilan sur cette analyse complémentaire, il convient de reconnaître la proximité avec les résultats obtenus des entretiens. Les circulations sont à nouveau revendiquées mais elles semblent se distinguer du type de mobilité utilisé par la population jeune. En effet, de nombreux individus expliquent les différences de comportement entre jeunes et moins jeunes, notamment dans leur mobilité. Alors que les adultes circulent entre deux aires, exercent deux métiers et possèdent une double résidence, les jeunes seraient davantage susceptibles de séjourner en ville de manière permanente et durable. L'utilisation de réseaux formels n'apparaît pas non plus ici. Cependant, les informateurs reconnaissent que le fait d'avoir de la famille ou des amis au lieu de destination facilite l'acclimatation et bon nombre d'entre eux spécifient qu'ils jouent souvent ce rôle afin de faire venir leurs proches ou des amis.

La faible production agricole ne permettant guère la vente de surplus, les agriculteurs se retrouvent en manque patent de capitaux et c'est en partie pour cela qu'ils émigrent vers les villes et les opportunités économiques qu'elles incarnent. L'autosuffisance est due à la parcellisation transgénérationnelle des terres et les mauvaises conditions climatiques exacerbent cette situation critique, entraînant les habitants des campagnes à émigrer vers les villes dans le but d'obtenir un apport en capitaux nécessaire. La vivacité culturelle de la ville attire de nombreux jeunes individus, pour qui les standards en vigueur dans l'*altiplano* ne représentent plus un idéal de vie. La plupart d'entre eux désire également poursuivre leurs

études et ceci étant impossible dans la zone de départ, ils recourent à la migration afin d'assouvir ce but. Même si les facteurs politiques ne sont pas les plus importants dans cette recherche, il est nécessaire d'indiquer qu'un conflit politique lié aux ressources naturelles serait susceptible de provoquer de nombreux départs ayant pour but de s'en éloigner.

Les dégradations environnementales ressenties par la majorité des agriculteurs approchés correspondent à celles décrites par de nombreux interviewés et elles semblent jouer un rôle prépondérant dans les flux migratoires, du fait de leurs impacts sur la production agricole et la diminution des revenus des cultivateurs. Finalement, les spatialités sont révisées et semblent s'étirer géographiquement à de nouveaux horizons. En effet, certains répondants expliquent que des individus quittent le monde rural à cause de problèmes environnementaux afin de s'établir dans l'Ouest du pays, dans d'autres pays d'Amérique latine ou même en Europe ou aux Etats-Unis. Cependant, ces personnes n'ayant pu être interrogées, il convient de se montrer prudent dans l'estimation de pareils flux et il serait davantage heureux de considérer les interrelations des multiples causes aux migrations plutôt que des migrations climatiques au sens propre.

Cinquième partie

Conclusions

5.1. CONCLUSIONS

A l'issue de cette recherche, les données mises en exergue lors de l'analyse sont reprises et présentées comme éléments de réponse à la question de départ :

Comment se caractérisent les flux migratoires à destination de La Paz et El Alto ?

Les caractéristiques des flux migratoires analysés confirment une partie de la première hypothèse préalablement proposée. En effet, les régions d'origine des migrants rencontrés dans le cadre de cette recherche se localisent à proximité des villes de La Paz et El Alto. La majorité des interviewés a défini son lieu d'origine dans le Département de La Paz, mais des individus de provenances plus lointaines ont également été rencontrés. L'immédiate proximité spatiale a des implications quant à la temporalité des déplacements de populations. La mobilité et la circulation se retrouvent dans de nombreux parcours, particulièrement chez les agriculteurs en provenance de communautés rurales situées à proximité de El Alto. Ces derniers possèdent ainsi deux résidences, l'une en ville et l'autre à la campagne et ils sont souvent employés dans la maçonnerie ou la construction urbaine, dans le but de percevoir un revenu. Ils continuent cependant à exploiter leurs terres et, pour cette raison, ils se doivent de retourner dans la communauté afin de semer et récolter leurs cultures, ainsi que s'occuper de leurs familles. La pression exercée sur la propriété à la terre les conduit également à continuellement travailler la terre, et cette double résidence constitue un profil-type des migrants de cette région. La nécessité de quitter temporairement le milieu rural est due à plusieurs éléments ayant un impact négatif sur la production agricole. Lorsque celle-ci diminue et que seule l'autosuffisance est de rigueur, les individus sont amenés à diversifier leurs revenus et la ville est susceptible de leur offrir cet apport en liquidités. D'autres interviewés ont eu recours à une migration définitive et se sont établis durablement à La Paz ou El Alto. La spatialité joue ici un rôle, dans le sens où la circulation est rendue ardue à mesure que la distance augmente. Grâce à l'analyse complémentaire, une précision quant à la mobilité des jeunes individus peut être apportée. En effet, alors que les agriculteurs adultes se destinent avant tout à circuler entre la communauté d'origine et la ville, exercent deux métiers et logent à deux endroits, les jeunes seraient susceptibles de privilégier une migration davantage permanente et seraient donc moins enclins à retourner dans leur lieu d'origine.

La deuxième partie de la première hypothèse semble infirmée par l'analyse, du moins elle ne se vérifie pas totalement. Même si certains interlocuteurs ont admis que la présence d'amis ou de membres de la famille puisse faciliter l'établissement de nouveaux migrants, il convient de préciser que l'existence et l'importance de réseaux et de canaux migratoires institutionnalisés pour ces migrations internes n'ont ici pas été relevées. Leur utilité dans les cas de migrations internationales, impliquant davantage de facteurs et d'inconnues, n'a pas la même portée dans les cas de migrations de proximité et de circulations. Le caractère auto-entretenu des parcours migratoires n'est pas non plus lié aux réseaux, mais plutôt à différentes motivations qui ont une influence beaucoup plus grande sur les processus décisionnels dans ces migrations, telles que la privation relative.

Même si certains interlocuteurs décrivent leur volonté de résider à La Paz ou El Alto à long terme, d'autres indiquent au contraire que le retour dans la communauté d'origine est envisagé et désiré. La migration durable n'équivaut pas forcément à une migration définitive mais peut constituer une étape, avant un retour aux sources ou un deuxième schéma migratoire, éventuellement hors des frontières. Le capital humain ou les fonds monétaires acquis autorisent des déplacements supplémentaires, afin de partager les connaissances (le plus souvent avec la communauté) et de réduire la vulnérabilité rurale, ou d'émigrer à l'étranger. Les centres urbains du terrain d'étude constitueraient ainsi des étapes intermédiaires avant un retour ou une migration à une échelle supérieure.

La pluricausalité dans les processus migratoires et la difficulté d'isoler une variable explicative parmi une multitude de causes susceptibles d'induire des migrations constitue le fil conducteur de cette recherche. Deux chapitres ont été nécessaires pour présenter les différents facteurs explicatifs des flux migratoires analysés dans le cadre de cette étude. La deuxième hypothèse requiert ainsi plusieurs précisions. Bien qu'il soit évident que l'économie ait un rôle prépondérant à jouer dans les déplacements de populations à destination de La Paz et El Alto, elle n'est pratiquement jamais la seule à entrer en ligne de compte et des liens avec d'autres éléments méritent d'être présentés. Ainsi, les relations entre raisons socioculturelles et économiques se traduisent, par exemple, par la volonté de suivre des études supérieures dans le but de trouver un travail mieux rémunéré :

« C'est sûr que beaucoup viennent ici pour gagner plus d'argent, mais il y en a certains qui viennent en premier lieu pour étudier. Ainsi, grâce aux études, on peut avoir un meilleur travail et gagner davantage d'argent » (entretien avec Laura, 23 ans, étudiante)^{xxxv}.

De ce fait, les facteurs socioculturels ont, eux aussi, un rôle non négligeable à jouer dans les déplacements de populations analysés. Pas uniquement dans ceux des jeunes individus, mais également dans ceux de familles désirant assurer une éducation suffisante à leurs enfants.

Ensuite, des éléments culturels, des objets à la mode et plus généralement la modernité de la ville sont autant d'éléments susceptibles de captiver et d'attirer certains jeunes individus vers les centres urbains. La circulation grandissante d'images et les NTIC permettent aux jeunes Boliviens de suivre les nouvelles tendances et de connaître les motivations occidentales. Ainsi, de nouveaux goûts et de nouvelles envies apparaissent sans qu'il n'y ait de possibilités de les assouvir dans la région d'origine, ce qui amène les individus à émigrer hors des communautés rurales. Avec le développement de cette mobilité sociale, les nouvelles envies et les nouveaux goûts sont satisfaits durant le séjour dans la ville et la migration initiale constitue le point de départ d'autres migrations. Piore (1979) expliquait que les séjours dans une société économique avancée étaient enclins à modifier les goûts et les motivations des migrants. La Bolivie n'est ici pas considérée comme une société économique avancée, mais il faut comprendre les différences socioculturelles entre la vie rurale et la vie en milieu urbain.

Concernant les facteurs politiques comme raisons à la migration, il convient de préciser qu'aucun entretien ni questionnaire n'a permis de corrélérer des facteurs tels que guerre civile, violences ethniques, conflits religieux, familiaux ou communautaires avec des déplacements de populations. Cela dit, il faut admettre que certaines décisions politiques influencent les flux migratoires initiés en Bolivie. En effet, la réforme agraire de 1952 ou le décret 21060 de 1985 sont autant d'instruments politiques qui ont encore aujourd'hui des répercussions sur les migrations.

Ces implications politiques ont des retombées importantes sur la vie économique du pays, à travers la parcellisation des terres et les prix fixés par l'offre et la demande. Dans un premier temps, le partage successoral des terres correspond à un facteur important et très revendiqué par les migrants rencontrés dans le cadre de cette étude. La diminution des terres cultivables à chaque génération amenuise les récoltes et gangrène les économies rurales, conduisant de nombreux individus à émigrer vers les villes. Dans un deuxième temps, étant donné que les denrées ne correspondent plus à des prix fixes, les pertes sont susceptibles de s'accroître si la valeur de ces denrées diminue. La quantité d'argent perçue dans les campagnes est donc généralement faible et la plupart du temps les récoltes autorisent uniquement la consommation personnelle.

La conjugaison de ces facteurs avec les opportunités économiques présentes dans les villes termine de convaincre les individus de se déplacer vers La Paz et El Alto. En effet, les revenus étant proches du néant en milieu rural, le différentiel de salaire n'est pas ardu à évaluer. Les sources de travail disponibles dans ces villes sont également davantage conséquentes et les interlocuteurs indiquent la relative facilité avec laquelle ils ont accédé à un emploi rémunéré. La réception d'un salaire à intervalles réguliers contribue ainsi à surmonter l'inertie qui prévaut en agriculture et la latence dans les récoltes. La volonté de diversifier les risques passe de ce fait par une migration en ville afin de percevoir un revenu fixe.

Le succès dans les études ou les bénéfices financiers entraînent parfois un sentiment de jalousie et de privation relative lors de retours de migrants dans la communauté rurale et cette sensation invite certains individus à émigrer à leur tour, afin de combler les écarts et stabiliser leur situation par rapport aux migrants de la communauté d'origine.

Les causes économiques des migrations se déclinent à diverses échelles, sont variées et très importantes dans les déplacements de populations identifiés et analysés dans ce travail de recherche. Malgré cela, il faut une fois encore considérer la pluricausalité et il convient dès à présent de relever l'influence des facteurs environnementaux dans les migrations, ainsi que les liens entretenus avec d'autres raisons.

L'hypothèse, selon laquelle un contexte climatique défavorable aux activités agricoles incite certains individus à migrer semble se vérifier. Les dégradations environnementales, souvent cumulées, sont cependant rarement les seules à jouer un rôle dans les migrations analysées, si ce n'est jamais. En effet, les liens entre des facteurs environnementaux et économiques constituent bien souvent la règle, et ce sont leurs conséquences sur les récoltes qui provoquent des départs hors des campagnes. De nombreux interlocuteurs font ainsi référence à différents types de menaces climatiques et les mettent en relation avec des déplacements de populations.

La majorité des interviewés étant originaires de l'*altiplano* du Département de La Paz, les conséquences négatives des inondations ne constituent pas le facteur le plus souvent relevé. Cela dit, ce phénomène climatique semble pertinent pour expliquer en partie certains flux migratoires (de régions d'origine spécifiques) et est évoqué dans quelques entretiens. De plus, les régions de plus faibles altitudes connaissent de nombreux épisodes d'inondations et il est ainsi autorisé de spéculer sur le fait que les pluies torrentielles et les inondations aient un rôle à jouer dans des déplacements de populations. Certains éléments théoriques précédemment explicités définissaient les migrations dues aux événements climatiques soudains comme de courte durée et avec une forte propension au retour. Néanmoins, le cumul des facteurs environnementaux avec ceux économiques et sociaux intensifie les désirs des individus de

quitter une région et est susceptible de les amener à migrer durablement, comme l'explique Américo :

« C'est effectivement également à cause des inondations que je suis venu ici. La situation économique dans le Beni est déjà très difficile, il n'y a pas non plus d'éducation suffisante, donc pour toutes ces raisons se produisent des migrations, parce que les inondations aggravent une situation déjà difficile » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de son et d'image)^{xxxvi}.

Et même si son parcours se limite à l'intérieur des frontières boliviennes, il est possible que sa migration constitue une étape avant un exode international, dans lequel les inondations ne correspondraient pas au facteur explicatif principal mais auraient joué un rôle, du moins dans les premiers déplacements.

La désertification et les sécheresses portent gravement préjudice aux activités agricoles de l'*altiplano* et le manque d'eau s'est clairement fait ressentir dans de nombreux entretiens et dans les questionnaires. A nouveau, les instruments théoriques mobilisés pressentaient une corrélation délicate entre migrations et sécheresses. Il semble évident que les départs dus au manque d'eau soient davantage graduels, car les processus de désertification et de sécheresse le sont également. Ce problème environnemental se distingue d'un cyclone par exemple et la migration qui en découlerait est beaucoup moins pressée et urgente. Cependant, les migrations ici appréhendées confirment bel et bien un lien existant entre les sécheresses, la désertification, le manque d'eau et les décisions de quitter les campagnes boliviennes. Il faut à nouveau souligner que le facteur environnemental n'entre pas seul en compte mais que ses conséquences sur les récoltes et la vie économique des ménages sont susceptibles d'engendrer des départs hors des communautés rurales. Les retards de pluies, l'imprévisibilité des précipitations et l'évapotranspiration se conjuguent avec des parcelles réduites comme peau de chagrin, une pression démographique croissante et terminent de convaincre de nombreux individus de quitter le milieu rural, afin de diversifier les revenus et minimiser les risques :

« Il y a de nombreux problèmes environnementaux à la campagne. Il nous est presque impossible de produire quelque chose, certaines fois nous produisons des pommes de terre mais c'est très compliqué. Nous faisons face à des difficultés telles que le manque d'eau ou la grêle et, à cause de cela, la récolte disparaît et nous n'avons plus rien. Mais que pouvons-nous faire ? C'est comme ça à la campagne, il n'y a pas d'assurances, nous devons donc chercher d'autres sources de revenus pour survivre » (entretien avec Celina Morales, 52 ans, vendeuse en artisanat)^{xxxvii}.

Les complications auxquelles doivent faire face les agriculteurs sont variées et d'autres événements climatiques viennent s'y ajouter, comme le gel et la grêle. Finalement, le recul des glaciers n'a pas véritablement de conséquences tangibles sur les mouvements populations actuellement, mais il est important d'en tenir compte car la disparition des glaciers tropicaux entrainera une diminution des ressources en eau disponibles pour la population. La situation déjà rendue difficile par les changements climatiques deviendrait alors catastrophique sans l'apport en eau des glaciers.

Il convient néanmoins de préciser que tous ces phénomènes climatiques ne provoquent pas nécessairement des migrations définitives, mais sont également une raison parmi d'autres de mobilité circulatoire. La migration, ou la circulation, est perçue dans cette recherche comme une stratégie d'adaptation à toutes les difficultés que rencontrent les habitants des campagnes boliviennes, qui visent à réduire leur vulnérabilité par le biais de divers mécanismes. La santé financière des ménages est en étroite corrélation avec les conditions

climatiques et environnementales et, si celles-ci se détériorent, les revenus diminuent encore et les départs deviennent inévitables afin d'assainir la situation économique.

Admettant que les facteurs économiques constituent des déterminants influençant de nombreux interviewés, il convient de préciser qu'à de nombreuses reprises la mauvaise situation financière qui engendre une migration est intimement liée à de mauvaises conditions climatiques. Il est donc véritablement très difficile d'isoler un facteur parmi les autres et leurs liens semblent inextricables :

« C'est à cause de cette mauvaise situation économique, rendue précaire par des dégradations environnementales, mais aussi dans certains cas pour continuer les études que les gens quittent leur région d'origine. Ils vont à La Paz, Cochabamba, Santa Cruz, c'est là que la majorité va. Les gens partent à cause de facteurs climatiques, mais également à cause de facteurs économiques et sociaux » (entretien avec Américo, 27 ans, chauffeur de taxi et producteur de son et d'image)^{xxxviii}.

Il semble à nouveau évident que les dégradations environnementales viennent aggraver la vulnérabilité des sociétés concernées dans le cadre de cette recherche. Le faible soutien de l'Etat, la pauvreté présente dans le monde rural, le manque d'infrastructures et la pression démographique sur des parcelles restreintes constituent autant d'éléments avec lesquels il est difficile de composer. Les changements climatiques et, dans une acception plus large, les dégradations environnementales viennent ainsi s'ajouter à ce contexte, qui persuade finalement les individus de tenter leur chance ailleurs.

Avant d'arriver au terme de cette étude, il convient de présenter quelques remarques réflexives et d'esquisser des pistes de recherche futures.

5.2. REMARQUES REFLEXIVES ET PISTES DE RECHERCHE

La source de données principale de ce travail de mémoire réside dans les entretiens semi-directifs réalisés durant le terrain en Bolivie. Des facteurs d'ordre économique ou temporel n'incitant pas à l'égarément, la focalisation a été dirigée vers les migrants de La Paz et El Alto et conduit à des résultats satisfaisants. Cela dit, comme l'expliquait Bilsborrow (2009), les conséquences de dégradations environnementales sont parfois susceptibles d'induire des migrations rurales-rurales, plutôt que rurales-urbaines, et il aurait ainsi été fort intéressant de procéder à des entretiens avec ce type de migrants. Néanmoins, le séjour à Ancoraima a permis de s'entretenir avec des habitants d'une communauté rurale *aymara* et de mesurer les perceptions des changements climatiques d'une part, et de discuter des causes éventuelles aux migrations d'autre part.

L'analyse issue des questionnaires doit être consultée à titre complémentaire et cela est dû au fait qu'à nouveau, pour des raisons de temps et d'argent, la distribution et la récolte de questionnaires n'a pas permis d'en obtenir un nombre jugé suffisant. De plus, il subsiste quelques lacunes et leur construction aurait pu être davantage heureuse. En effet, des catégories supplémentaires³² seraient bienvenues, même si parfois il en devient difficile pour les répondants de mesurer l'influence de chaque facteur avec tant de finesse. Il est évident que la portée d'un mémoire est circonscrite par plusieurs éléments, mais il serait extrêmement

³² La recherche d'« avis neutres » par exemple, mais également d'une finesse accrue dans l'importance ou la non importance des facteurs évalués.

intéressant d'imaginer ce type de recherche à plus grande échelle, en combinant méthodes qualitatives et quantitatives, dans les zones de départ comme dans les lieux de destination.

En effet, cette recherche s'est cantonnée à appréhender des flux migratoires et des mouvements de population à destination de La Paz et El Alto, mais un élargissement vers de nouveaux horizons serait opportun. Une étude comparative entre plusieurs villes et zones rurales de Bolivie outrepasserait certainement la taille d'un travail de mémoire, mais donnerait lieu à de nouvelles pistes de recherche et de nouveaux indices concernant les raisons migratoires.

Les études de cas liant migration et environnement en étant encore à leurs balbutiements, il semble nécessaire de continuer dans cette direction afin d'améliorer les connaissances limitées sur ces phénomènes et les cas particuliers propres à chaque contexte. Les dégradations environnementales viennent souvent s'ajouter à des situations précaires et, selon les rapports de l'IPCC, les changements climatiques vont s'accroître dans les années à venir et davantage de régions du globe devraient y être exposées. Il est ainsi possible de répéter ce type de recherches dans d'autres pays de la planète afin de percevoir les représentations d'autres individus touchés et de saisir les logiques qui régissent leurs déplacements.

Comme l'expliquaient Pigué et al. (2010b), le genre influence la perception des risques mais cette dimension n'a pas véritablement pu être approfondie ici, ce qui serait intéressant dans les futures recherches.

Dans l'étude des migrations, les multiples causes et les interrelations complexes qu'elles appellent ne permettent rarement d'en isoler une seule et d'en faire une variable explicative à part entière. Ce procédé peut ainsi sembler arbitraire, ce pourquoi il ne faut pas considérer les éclaircissements précédents comme péremptoirs mais plutôt comme une proposition d'explication, rendue possible grâce aux différents entretiens menés et aux questionnaires récoltés durant ce travail de terrain en Bolivie. Il serait ainsi envisageable de s'interroger sur la nécessité d'isoler un facteur parmi d'autres, admettant que les raisons des migrations se comprennent dans un continuum.

Finalement, malgré les limites inhérentes à l'élaboration d'un tel travail, les objectifs initiaux ont été remplis et cette recherche apporte ainsi un éclairage sur les flux migratoires à destination de La Paz et El Alto. La volonté de mettre en lumière ces mécanismes avec la dimension environnementale en toile de fond est pleinement assumée et contribue à une meilleure compréhension des interactions entre les différentes composantes des migrations.

Sixième partie

Bibliographie et annexes

6.1. BIBLIOGRAPHIE

Adamo, S. 2003 : *Vulnerable people in fragile lands : migration and desertification in the drylands of Argentina – the case of the department of Jáchal*. Ph.D. thesis. Austin : University of Texas.

Adamo, S. 2008 : Adressing environmentally induced population displacements : a delicate task. *Background Paper for the Environment Research Network Cyberseminar on Environmentally Induced Population Displacements*. Consulté le 16.11.2010.

(www.populationenvironmentresearch.org).

Afifi, T. and Warner, K. 2008 : *The Impact of Environmental Degradation on Migrations Flows across Countries*. United Nations University – UNU – EHS Working Paper 5.

Aguilar Cuevas, E. 2007 : El Alto. In Rolland, D. et Chassin, J. éditeurs, *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*. Paris : L'Harmattan, 184.

Andersen, L. E. 2002 : Rural-Urban Migration in Bolivia : Advantages and Disadvantages. *Documento de trabajo* 5 (2). 1-14.

Appadurai, A. 1996 : *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

Balderrama Mariscal, C., Tassi, N., Rubena Miranda, A., Aramayo Canedo, L. and Cazorla, I. 2011 : Rural migration in Bolivia : the impact of climate change, economic crisis and state policy. *IIED's Human Settlements Working Paper Series : Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies* 31. 1-49.

Bardsley, D. K. and Hugo, G. J. 2010 : Migration and climate change : Examining thresholds of change to guide effective adaptation decision-making. *Population and Environment* 32. 238-262.

Bilsborrow, R. E. 2009 : Collecting data on the migration-environment nexus. In Laczko, F. and Aghazarm, C. editors, *Migration, Environment and Climate Change : assessing the evidence*. Geneva : International Organization for Migration, 113-196.

Black, R. 2001 : Environmental refugees : myth or reality ? *New Issues in Refugees Research – UNHCR Working Paper* 34. 1-19.

Black, R., Kniveton, D., Skeldon, R., Coppard, D., Murata, A. and Schmidt-Verkerk, K. 2008 : *Demographics and Climate Change : Future Trends and their Policy Implications for Migration*. Report prepared for the Department for International Development (DFID) by the Development Research Centre on Migration, Globalization and Poverty. University of Sussex. Consulté le 10.12.2010.

(http://www.migrationdrc.org/publications/working_papers/WP-T27.pdf).

Blanchard, S. 2006 : Les migrants andins dans les basses terres boliviennes : Mondialisation des stratégies migratoires. In Lombart, J., Mesclier, E. et Velut, S. éditeurs, *La mondialisation côté Sud, acteurs et territoires*. Editions de la rue d'Ulm : IRD, 163-179.

Blanchet, A. et **Gotman, A.** 1992 : *L'enquête et ses méthodes: l'entretien*. Paris : Editions Nathan.

Boyle, P., Halfacree, K. and **Robinson V.** 1998 : *Exploring contemporary migration*. Harlow : Longman.

Bronen, R., Chandrasekhar, D., Conde, D. A., Kavanova, K., Moriniere, L., Schmidt-Verkerk, K. and **Witter, R.** 2009 : Stay in Place or Migrate : A Research Perspective on Understanding Adaptation to a Changing Environment. *Publication Series of UNU-EHS* 12, 12-20.

Brown, O. 2008a : The numbers game. *Forced Migration Review* 31. 8-9.

Brown, O. 2008b : *Migration and Climate Change*. Migration Research Series 31. Geneva : International Organization for Migration.

Burton, I., Kates, R. W. and **White, G. F.** 1993 : *The Environment as Hazard*. New-York : Guilford Press.

Castellón, R. 2010 : Derechos Humanos de los pueblos indígenas y el cambio climático. *Agua Ambiente* 3. 41-62.

Castles, S. 2002 : Environmental change and forced migration : making sense of the debate. *New Issues in Refugees Research – UNHCR Working Paper* 70. 1-14.

Chaouch, F. 2007 : La Paz. In Rolland, D. et Chassin, J. éditeurs, *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*. Paris : L'Harmattan, 182-183.

Cogneau D. et **G. Tapinos, G.** 1995 : Libre-échange, répartition du revenu, et migrations au Maroc. *Revue d'Economie du Développement* 1. 27-52.

Cortes, G., Domenach, H. et **Guillon, M.** 1995 : L'émigration rurale dans les vallées inter-andines de Bolivie. *Revue européenne de migrations internationales* 11 (2). 113-129.

Coudrain, A., Francou, B. and **Kundzewicz, Z.** 2005 : Glacier shrinkage in the Andes and consequences for water resources. *Hydrological Sciences* 50. 925-932.

Cresswell, T. 2006 : *On the Move : Mobility in the Modern Western World*. New-York : Routledge.

Creswell, J. W. 2003 : *Research Design : Qualitative, Quantitative and Mixed Methods Approaches*. London : Thousand Oaks.

De Jong, G. F. and **Gardner, R. W.** editors 1981 : *Migration Decision Making : Multidisciplinary Approaches to Microlevel Studies in Developed and Developing Countries*. New-York, etc. : Pergamon Press.

De Jong, G. F. 2000 : Expectations, Gender and Norms in Migration Decision-Making. *Population Studies* 54. 307-319.

De Morales, C. y **Ribera Arismendi, M. O.** editoriales 2008 : *Informe del Estado Ambiental de Bolivia 2007-2008*. La Paz : SOIPA LTDA.

- Dun, O., Gemenne, F. and Stojanov, R.** 2007 : *Environmentally displaced persons : working definitions for the Each-For Project*. Consulté le 17.11.2010.
(http://www.each-for.eu/index.php?module=project_outline).
- Dun, O. and Gemenne, F.** 2008 : Defining 'environmental migration'. *Forced Migration Review* 31. 10-11.
- El-Hinnawi, E.** 1985 : *Environmental refugees*. Nairobi : United Nations Environmental Programme.
- Faist, T.** 1997 : The Crucial Meso Level. In H.T.e. editor, *International Migration, Immobility and Development. Multidisciplinary Perspectives*. Oxford : Berg, 47-64.
- Findlay, A.** 1990 : A Migration Channels Approach to the Study of High Level Manpower Movements : A Theoretical Perspective. *International Migration* 28. 15-22.
- Findley, S. E.** 1994 : Does Drought Increase Migration ? A Study of Migration from Rural Mali during the 1983-1985 Drought. *International Migration Review* 28 (3). 539-553.
- Fishbein, M.** editor 1967 : *Readings in Attitude Theory and Measurement*. New-York, London, Sydney : John Wiley & Sons, Inc.
- Gemenne, F.** 2007 : *Migrations et environnement* : Introduction sur une relation méconnue et souvent négligée. *Revue d'écologie politique* 3. 213-226.
- Gemenne, F.** 2008 : Panorama des principaux axes de la recherche sur le changement climatique. *Critique internationale* 40. 141-152.
- Gemenne, F.** 2009 : Migrations climatiques : un état des lieux. *Accueillir* 252. 29-32.
- Gonin, P. et Lassailly-Jacob, V.** 2002 : Les réfugiés de l'environnement. Une nouvelle catégorie de migrants forcés ? *Revue européenne des migrations internationales* 18. 139-160.
- Granovetter, M.** 1990 : The Myth of Social Network Analysis as a Special Method in the Social Sciences. *Connections* XIII (1-2). 13-16.
- Graves, P. E.** 1980 : Migration and Climate. *Journal of Regional Science* 20 (2). 227-237.
- Greenwood, M. J.** 1969 : An Analysis of the Determinants of Geographic Labor Mobility in the United States. *Review of Economics and Statistics* 51 (2). 189-194.
- Grothmann, T. and Patt, A.** 2005 : Adaptive capacity and human cognition : the process of individual adaptation to climate change. *Global Environmental Change – Human and Policy Dimensions* 15 (3). 199-213.
- Guilbert, M.-L.** 2005 : Environnement et migration : les difficultés d'une communauté rurale andine (El Terrado, Potosí, Bolivie). *Vertigo* 6 (3). 1-12.
- Hammer, T.** 2004 : Desertification and migration : A Political Ecology of Environmental Migration. In Unruh, J. D., Krol, M. S. and Kliot, N. editors, *Environmental Change and Its Implications for Population Migration*. Dordrecht : Kluwer.
- Harris, J. R. and Todaro, M. P.** 1970 : Migration, Unemployment and Development : A Two-Sector Analysis. *American Economic Review* 60. 126-142.

Haug, S. 2008 : Migration Networks and Migrations Decision-Making. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 34. 585-605.

Henry, S., Boyle, P. and Lambin, E. F. 2003 : Modelling inter-provincial migration in Burkina Faso, West Africa : the role of socio-demographic and environmental factors. *Applied Geography* 23 (2-3). 115-136.

Herman, E. 2006 : Migration as a Family Business : The Role of Personal Networks in the Mobility Phase of Migration. *International Migration Vol.* 44 (4). 191-221.

Herrera Molina, G. 2007 : Le problème de l'eau, de Cochabamba à El Alto. In Rolland, D. et Chassin, J., éditeurs, *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*. Paris : L'Harmattan, 173-177.

Hinojosa Gordonava, A. date inconnue : Procesos migratorios transnacionales en Bolivia y Cochabamba. Consulté le 30.11.2010.

(<http://www.cesu.umss.edu.bo/webmigra/images/migracion/pdf/flaco.pdf>)

Hugo, G. 1996 : Environmental Concerns and International Migration. *International Migration Review* 30 (1). 105-131.

Hugo, G. 2008 : *Migration, Development and Environment*. Geneva : International Organization for Migration.

IOM International Organization for Migration editor 2004 : *Glossary on Migration*. Geneva : IOM.

(http://www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/published_docs/serial_publications/Glossary_eng.pdf).

IPCC 2007 : Summary for Policymakers. In Solomon, S., Qin, D., Manning, M., Chen, Z., Marquis, M., Averyt, K.B., Tignor, M. and Miller, H. L. editors, *Climate Change 2007 : The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge and New-York : Cambridge University Press.

Janis, I. L. and Mann, L. 1968 : *Decision Making a Psychological Analysis of Conflict, Choice and Commitment*. New-York : Free Press.

Kaenzig, R. e Piguet, E. 2011 : Migração e mudança climática em América latina. *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana* 36. 49-74.

Kaufmann, V. 2004 : La mobilité comme capital ? In Montulet, B. et Kaufmann, V. éditeurs, *Mobilités, fluidités... libertés ?* Bruxelles : Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 25-41.

Kibreab, G. 1994 : Migration, environment and refugeehood. In Zaba, B. and Clarke, J. editors, *Environment and Population Change*. Liège : International Union for the Scientific Study of Population, Derouaux Ordina Editions, 115-129.

Kniveton, D., Schmidt-Verkerk, K., Smith, C. and Black, R. 2008 : *Climate Change and Migration : Improving Methodologies to Estimate Flows*. Migration Research Series 33. Geneva : International Organization for Migration.

Kniveton, D. 2009 : 2nd expert workshop on climate change environment and migration. 2nd expert workshop on climate change environment and migration. Munich : UNU-EHS.

- Kniveton, D., Smith, C., Black, R. and Schmidt-Verkerk, K.** 2009 : Challenges and approaches to measuring the migration-environment nexus. In Laczko, F. and Aghazarm, C. editors, *Migration, Environment and Climate Change : assessing the evidence*. Geneva : International Organization for Migration, 41-112.
- Laczko, F. and Aghazarm, C.** editors 2009 : *Migration, Environment and Climate Change : assessing the evidence*. Geneva : International Organization for Migration.
- Lee, E.** 1966 : A Theory of Migration. *Demography* 3. 47-57.
- Leighton, M.** 2009 : Migration and Slow-Onset Disasters : Desertification and Drought. In Laczko, F. and Aghazarm, C. editors, *Migration, Environment and Climate Change : assessing the evidence*. Geneva : International Organization for Migration. 319-351.
- Lévy, J. et Lussault, M.** 2003 : *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin.
- Loneragan, S.** 1998 : The Role of Environmental Degradation in Population Displacement. *Global Environmental Change and Security Project Report, Research Report 1* (2nd edition).
- Longhurst, R.** 2003 : Semi-structured interviews and Focus Group. In Clifford, N. J. and Valentine, G. editors, *Key Methods in Geography*. London : Sage, 117-132.
- Magrin, G., C. Gay García, D. Cruz Choque, J.C. Giménez, A.R. Moreno, G.J. Nagy, C. Nobre and Villamizar, A.** 2007: Latin America. In Parry, M. L., Canziani, O. F., Palutikov, J. P., van der Linden, P. J. and Hanson, C. E. editors, *Climate Change 2007 : Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press : Cambridge, 581-615.
- Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A. and Taylor, J. E.** 1993 : Theories of International Migration : A Review and Appraisal. *Population and Development Review* 19. 431-466.
- Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A. and Taylor, J. E.** 1998 : *Worlds in Motion : Understanding International Migration at the End of the Millenium*. Oxford : Clarenton Press.
- Mazurek, H.** 2007 : Three pre-concepts regarding the internal migration in Bolivia. *Revista de Humanidades y Ciencias Sociales* 14 (1-2). 1-15.
- McDowell, J.** 2010 : Cambio climático : vulnerabilidad social y escasez de agua en comunidades indígenas campesinas de Bolivia. *Agua ambiente* 3. 11-34.
- McGregor, J.** 1993 : Refugees and the environment. In Black, R. and Robinson, V. editors, *Geography and Refugees : Patterns and Processes of Change*. London : Belhaven, 157-170.
- McLafferty, S. L.** 2003 : Conducting Questionnaire Surveys. In Clifford, N. J. and Valentine, G. editors, *Key Methods in Geography*. London : Sage, 87-100.
- Mortreux, C. and Barnett, J.** 2009 : Climate change, migration and adaptation in Funafuti, Tuvalu. *Global Environmental Change* 19. 105-112.
- Myers, N.** 1993 : Environmental Refugees in a Globally Warmed World. *BioScience* 43. 752-761.

Myers, N. 1997 : Environmental Refugees. *Population and Environment : A Journal of Interdisciplinary Studies* 19 (2). 167-182.

Myers, N. 2005 : *Environmental Refugees : an emergent security issue*. Session III at Prague 13th Economic Forum. Available at : (www.osce.org/eea/14851).

Myrdal, G. 1957 : *Rich Lands and Poor*. New-York : Harper and Row.

Najam, A. and **Cleveland, C. J.** 2004. World Environment Summits : The Role of Energy. *Encyclopedia of Energy* 6. 539-548. Consulté le 11.11.2010.

(www.unige.ch/formcont/environmentaldiplomacy/vienna/m03_RR1.pdf).

Nathan, F. 2008 : Risk perception, risk management and vulnerability to landslides in the hill slopes in the city of La Paz, Bolivia. A preliminary statement. *Disasters* 32 (3). 337-357.

Neumayer, E. 2005 : Bogus Refugees ? The determinants of Asylum Migration to Western Europe. *International Studies Quarterly* 49 (3). 389-410.

Paz Rada, O. 2008 : El Cambio Climático y sus implicancias en Bolivia. In de Morales, C. y Ribera Arismendi, M. O. editoriales, *Informe del Estado Ambiental de Bolivia 2007-2008*. La Paz : SOIPA LTDA, 525-553.

Perch-Nielsen, S. 2004 : *Understanding the Effect of Climate Change on Human Migration : The Contribution of Mathematical and Conceptual Models*. Zurich : ETH.

Perrier-Bruslé, L. 1997 : *L'Orient bolivien au vingtième siècle : ces marges oubliées d'où naît une région*. Paris : Mémoire de D.E.A.

Petersen, W. 1958 : A General Typology of Migration. *American Sociological Review* 23. 256-266.

Piguet, E. 2008 : Migrations et changement climatique. *Futuribles – Analyse et Perspectives* 341. 1-13.

Piguet, E. 2009 : *Changements climatiques et courants migratoires*. Support de cours IGG.

Piguet, E. 2010a : Linking climate change, environmental degradation and migration : a methodological overview. *Climate Change* 1. 517-524.

Piguet, E., Pécoud, A. et **de Guchteneire, P.** 2010b : La circulation des personnes : Migrations et changements climatiques. *MAPS Working Paper Series* 10. 1-23.

(http://doc.rero.ch/lm.php?url=1000,44,4,20101115160806-ZU/Piguet_Etienne_-_Migrations_et_changements_climatiques_20101115.pdf).

Piguet, E. et **de Coulon, G.** 2010c : La circulation des personnes : La volonté de migrer. Etat des lieux théorique. *MAPS Working Paper Series* 11. 1-17.

(http://doc.rero.ch/lm.php?url=1000,44,4,20101213163357-TM/Piguet_Etienne_-_La_volont_de_migrer_tat_des_lieux_th_orique_20101213.pdf).

Piguet, E., Pécoud, A. et **de Guchteneire, P.** éditeurs 2011 : *Migration and Climate Change*. Paris, Cambridge : Editions de l'UNESCO, Cambridge University Press.

Piore, M. 1979 : *Birds of Passage : Migrant Labor in Industrial Societies*. Cambridge : Cambridge University Press.

- Poirier, J.-P.** 2005 : *Le tremblement de terre de Lisbonne*. Paris : Odile Jacob.
- Poli, R.** 2008 : *Production de footballeurs, réseaux marchands et mobilité professionnelle dans l'économie globale. Le cas des joueurs africains en Europe*. Thèse de doctorat. Neuchâtel : Université de Neuchâtel.
- Quivy, R. et Van Campenhoudt, L.** 1995 : *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod.
- Quivy, R. et Van Campenhoudt, L.** 2006 : *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod.
- Ratzel, F.** 1882 : *Anthropo-Geographie*. Stuttgart : J. Engelhorn.
- Ravenstein, E. G.** 1889 : The Laws of Migration. *Journal of the Royal Statistical Society* 52 (2). 241-305.
- Rebetez, M.** 2006 : *La Suisse se réchauffe*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Robinson, A., Lindbergh, J. and Brinkman, L.** 1961 : A Correlation and Regression Analysis Applied to Rural Farm Population Densities in the Great Plains. *Annals of the Association of American Geographers* 51. 211-221.
- Rolland, D. et Chassin, J.** éditeurs 2007 : *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*. Paris : L'Harmattan.
- Salt, J. et Stein, J.** 1997 : The business of Migration: the Case of Trafficking. *International Migration* 35 (4). 467-494.
- Schmeidl, S.** 2001 : Conflict and Forced Migration : A Quantitative Review 1964-1995. In Zolbergand, A. and Benda, P. M. editors, *Global Migrants Global Refugees – Problems*. New-York : Berghahn, 62-94.
- Sen, A. K.** 1981 : *Poverty and Famines : an essay on entitlement and deprivation*. Oxford : Clarendon Press.
- Simon, H.** 1955 : A Behavioral Model of Rational Choice. *The Quarterly Journal of Economics* 69. 99-118.
- Sjaastad, L. A.** 1962 : The Costs and Returns of Human Migration. *Journal of Political Economy* 70S. 80-93.
- Smith, A.** 1776 : Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. In Mairet, G. éditeur 1990 : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations : les grands thèmes*. Paris : Gallimard.
- Stark, O. and Bloom, D. E.** 1985 : The new economics of labor migration. *American Economic Review* 75. 173-178.
- Stark, O.** 1991 : *The migration of Labor*. Cambridge : Basil Blackwell.
- Stavropoulou, M.** 2008 : Drowned in definitions ? *Forced Migration Review* 31. 11-12.
- Stern, N.** 2007 : *The Economics of Climate Change*. Cambridge : Cambridge University Press.

Tacoli, C. 2011 : Not only climate change : mobility, vulnerability and socio-economic transformations in environmentally fragile areas of Bolivia, Senegal and Tanzania. *IIED's Human Settlements Working Paper Series : Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies* 28. 1-39.

Tartakovsky, E. and **Schwartz, S. H.** 2001 : Motivation for emigration, values, wellbeing, and identification among Young Russian Jews. *International Journal of Psychology* 36 (2). 88-99.

Tegart, W. J. McG., Sheldon, G. W. and **Griffiths, D. C.** editors 1990 : *Climate Change : The IPCC Impacts Assessment* (Report from Working Group II). Canberra : Australian Government Publishing Service.

Ticehurst, S., Urgel, S. and **Best, S.** editors 2009 : *Bolivia : Climate Change, poverty and adaptation*. La Paz : Oxfam International.

UNHCR editor 1951 : *Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés* entrée en vigueur le 22 avril 1954. Genève : UNHCR.

Vaillancourt, J.-G. et **Bamogo, A.** 2006 : Commerce équitable et développement durable : Concepts opposés ou complémentaires. 2^e Colloque internationale sur le commerce équitable : commerce équitable et développement durable.

Van Dalen, H. P., Groenewold, G. and **Schoorl, J. J.** 2005 : Out of Africa : What Drives the Pressure to Emigrate ? *Journal of Population Economy* 18. 741-778.

Van der Geest, K. 2008 : North-South migration in Ghana : What role for the environment ? *Paper presented at the International Conference on Environment, Forced Migration & Social Vulnerability, Bonn, 9-11 October*.

(http://geest.socsci.uva.nl/publications/vd_geest_2008a.pdf).

Vertovec, S. 2003 : Migration and other Modes of Transnationalism. Towards Conceptual Cross-fertilization. *International migration Review* 37. 641-665.

Warner, K., Dun, O., and **Stal, M.** 2008 : Field observations and empirical research. *Forced Migration Review* 31. 13-15.

Warner, K., Afifi, T., Stal, M. and **Dun, O.** 2009 : Researching environmental change and migration : evaluation of EACH-FOR methodology and application in 23 case studies worldwide. In Laczko, F. and Aghazarm, C. editors, *Migration, Environment and Climate Change : assessing the evidence*. Geneva : International Organization for Migration, 197-243.

Wood, W. 2001 : Ecomigration : linkages between environmental change and migration. In Zolberg, A. R. and Benda, P. M. editors, *Global migrants, global refugees. Problems and solutions*. New-York : Berghahn Books, 42-61.

6.2. GRILLE D'ENTRETIEN

1. Datos personales – 2. Historia de su migración 3. Formas de su migración – 4. Factores más importantes

Introducción

El tema de este estudio concierne las migraciones con destino La Paz o El Alto y se divide en 3 partes. Primero, se necesita entender mejor las diferentes formas de migración, en cuanto a duración, distancia, toma de decisión y redes eventuales. Luego, se tratará de los distintos factores, las distintas causas que puedan propiciar migraciones, sean económicos, sociales, políticos o climáticos. Finalmente se analizará más profundamente su relación con el medio ambiente para entender mejor en qué medida las degradaciones climáticas pueden provocar flujos migratorios.

1. Datos personales

Cuál es su nombre, su apellido ? (facultativo)

Cuántos años tiene ?

Sexo

En qué trabaja ?

2. Historia de su migración

Podría por favor contarme cómo ha llegado aquí ?

Qué es atractivo en esta ciudad? Porqué ha venido aquí?

Qué sería percibido como repulsivo en su región de origen?

Qué hubiera podido mantenerle en su ciudad de origen?

3. Formas de la migración

DECISION

Se ha tomado la decisión de venir aquí o no tuvo otras opciones?

Si fue el caso: Cómo se ha tomado la decisión de venir aquí ?

En cuanto a ahorros, precio de la migración, transporte...

Quién lo decidió ? (individuo solo, familia, comunidad...)

Cuántos años tenía usted ?

Cuál era su situación familiar, su estatuto? Soltero, casado, con hijos?

TRAYECTORIAS

De dónde es originario? Qué región, ciudad?

Desde cuánto tiempo vive aquí?

Porqué ha elegido esta ciudad y no otra?

Cuántos hogares ha tenido aquí?

En qué parte de la ciudad vive? El Alto, La Paz, Zona Sur...

CIRCULACION

Usted piensa quedarse aquí definitivamente?

Vuelve a veces a su domicilio de origen? Cuántas veces?

Porqué?

REDES

Ha sido útil una red en su migración?

Ha obtenido ayuda de un amigo, de familia, o de alguien para venir establecerse aquí?

Ha venido aquí porque ya tenía familia?

Y usted, ya ha ayudado a personas migrantes a venir instalarse aquí?

4. Factores, causas

En su caso, cuáles son las razones, las causas que han proporcionado su migración en La Paz / El Alto?

Aquí querría conocer las causas que usted recuerda como las más influyentes...

Ahora, vamos a intentar medir la importancia de cada uno de los factores posibles en su proceso migratorio.

En qué medida los factores siguientes han influenciado en su decisión de emigrar aquí?

FACTORES ECONOMICOS

La posibilidad de encontrar un trabajo?

- aquí vs allí

Cómo ha sabido esto, ha calculado?

El salario mejor?

- aquí vs allí

El estatuto social es mejor aquí? Qué pasaba allí? No tenía un estatuto social conveniente?

La propiedad de tierras era insuficiente? Porqué?

El modo de vida no era satisfactorio?

Las degradaciones medioambientales empeoraron sus ingresos?

Usted ayuda a su familia (aquí o en su región de origen) con envíos de dinero?

Entonces, qué importancia daría usted a los factores económicos? Lo más importante, importante, no importante.

FACTORES SOCIALES o CULTURALES

Educación de los niños, escuelas buenas?

El sistema de salud, los seguros de salud...

Los amigos: Tenía amigos aquí y no allí?

Tiene amigos allí? Es difícil quedar aquí sin verlos?

La familia : Tenía familia aquí y no allí?

Todavía tiene familia allí? Es difícil quedar aquí sin verla?

Ha venido aquí a causa de conflictos familiares?

No estaba bien integrado en la ciudad/comunidad allí?

Eventos culturales aquí?

Entonces, qué importancia daría usted a los factores sociales o culturales? Lo más importante, importante, no importante.

FACTORES POLITICOS

Ha venido aquí a causa de violencias, de conflictos políticos?

Usted procede de una minoridad étnica perseguida?

Conflictos religiosos?

Conflictos relacionados con los recursos naturales?

Entonces, qué importancia daría usted a los factores políticos? Lo más importante, importante, no importante.

FACTORES CLIMATICOS

A. Usted ha sido confrontado con problemas medioambientales (como por ejemplo inundaciones, sequías, tormentas, contaminación, falta de agua...) en algún momento de su vida en su región de origen?

En qué medida esos problemas han influenciado en su migración?

Contra qué tipo de degradaciones medioambientales ha luchado?

a) Ha sido confrontado con eventos climáticos extremos (como por ejemplo tormentas, lluvias torrenciales, inundaciones)?

Piensa que ocurren más frecuentemente?

Cuáles fueron sus consecuencias?

Qué impacto tuvo sobre su trabajo, su dinero?

b) Más bien ha sido confrontado con degradaciones progresivas del medio ambiente (por ejemplo sequías, desertificación, degradaciones de los suelos, deshielo de los glaciares...)?

→ Falta de agua, calidad mala del agua

Cuáles fueron sus consecuencias?

Qué impacto tuvo sobre su trabajo, su dinero?

c) O sino ha emigrado porque el clima era demasiado riguroso?

d) Proyectos de desarrollo empeoró su situación?

e) Desastres medioambientales por culpa del hombre?

f) Cosechas inestables?

Si usted vivía de cosechas, declinaron sus cosechas ? Porqué ?

Calidad mala del suelo, Fertilizante insuficiente, demasiado caro, Semillas insuficientes, demasiado caras, agua en cantidad insuficiente, demasiado agua, erosión de los suelos, insectos o enfermedades, conflictos en la región, semillas robadas en el campo, agricultores insuficientes, cambio climático y de las temperaturas, desastres naturales frecuentes, otros.

Si las condiciones climáticas cambian y mejoran, podría volver a su domicilio de origen?

B. Los factores climáticos no han jugado ningún papel en su migración?

- Pero piensa usted que hoy en día el cambio climático y las degradaciones del medio ambiente existen en Bolivia y son susceptibles de forzar a los habitantes a emigrar?

- Su familia, sus amigos que se han quedado allí están confrontados con dificultades relacionadas con el clima?

- Usted conocería a personas (amigos, familia) que migraron por razones climáticas?

Quién? De dónde a dónde?

Entonces, qué importancia daría usted a los factores climáticos? Lo más importante, importante, no importante.

Muchas gracias por sus respuestas y su tiempo!

6.3. QUESTIONNAIRE

Cuestionario MIGRANTES

Número:

*Las indicaciones para el entrevista están en itálicos. Por favor presentarse e indicar el motivo de la presente investigación (ver **Introducción**). Indica las preguntas sin respuestas por parte del migrante.*

Introducción

El tema de este estudio concierne las migraciones con destino La Paz o El Alto y se divide en 3 partes. Primero, se necesita entender mejor las diferentes formas de migración, en cuanto a duración, distancia, toma de decisión y redes eventuales. Luego, se tratará de los distintos factores, las distintas causas que puedan propiciar migraciones, sean económicos, sociales, políticos o climáticos. Finalmente se analizará más profundamente su relación con el medio ambiente para entender mejor en qué medida las degradaciones climáticas pueden provocar flujos migratorios.

A. Datos personales

Nombre: _____

Sexo: Varón o mujer? *Encierra en un círculo.*

Edad: _____

Estado civil: _____

Cuál es su nivel de estudios? *Encierra en un círculo.*

Escuela primaria / Escuela secundaria / Universidad / No escolarizado

Empleo: _____

Domicilio de origen (Pueblo/ciudad, Provincia, Departamento).

Domicilio actual (Pueblo/ciudad, Provincia, Departamento). Rural o urbano? *Encierra en un círculo.*

B. Formas de su migración

B.1. Hubo motivo de emigrar hacia La Paz / El Alto o fue forzado/a?

Sí, procede a la pregunta B.2. No, procede a la pregunta B.4.

B.2. Quién tomó la decisión? (Padre, Familia, usted, ...)

B.3. Cómo tomó la decisión de emigrar? (tiempo de reflexión, ahorros, destino...)

B.4. Cuántos años tenía usted cuando emigró? _____

B.5. Cuál era su estatuto social, su situación familiar? *Encierra en un círculo.*

Soltero, casado, con hijos (cuántos? _____).

B.6. Cuántas veces al mes, al año vuelve a su domicilio de origen? Porqué?

B.7. Ha sido útil una red en su migración? Es decir una persona (amigo, familia, otro...) quien le ayudó a instalarse en la ciudad. Sí o No? *Encierra en un círculo.*

Quién? _____

B.8. Usted juega este papel, ayudando a personas a establecerse en la ciudad?

C. Factores más influyentes en su migración

Podría por favor explicarnos qué importancia tuvieron estos factores en su decisión de emigrar hacia La Paz El Alto?

Instrucción: *Por favor obtenga opinión del migrante sobre todos los puntos mencionados abajo, proponiendo ejemplos a veces si el migrante no entiende de que se trata. Encierra en un círculo para cada razón si fue "No importante", "Importante" o "Muy importante".*

RAZONES

C.1. Económicas

C.11. Salario insuficiente:

No importante

Importante o muy importante

C.12. Desempleo:

No importante

Importante o muy importante

C.13. Trabajo relacionado con sus competencias indisponible:

No importante

Importante o muy importante

C.14. Tierras insuficientes:

No importante

Importante o muy importante

C.15. No era satisfecho/a con su modo de vida:

No importante

Importante o muy importante

C.16. Sus vecinos vivían mejor que usted:

No importante

Importante o muy importante

C.17. Las degradaciones medioambientales empeoraron sus ingresos:

No importante

Importante o muy importante

C.18. La posibilidad de ayudar a su familia con envíos de dinero:

No importante

Importante o muy importante

C.4. Medioambientales, climáticas

C.41. Calidad mala del agua:

No importante

Importante o muy importante

C.42. Agua en cantidad insuficiente, desertificación:

No importante

Importante o muy importante

C.43. Calidad mala de los suelos:

No importante

Importante o muy importante

C.44. Eventos climáticos extremos y súbitos (inundaciones, terremotos, tormentas...)

No importante

Importante o muy importante

C.45. Eventos climáticos progresivos (sequías, desertificación, deshielo de los glaciares...)

No importante

Importante o muy importante

C.46. Proyectos de desarrollo que empeoró su situación:

No importante

Importante o muy importante

C.47. Desastres medioambientales por culpa del ser humano:

No importante

Importante o muy importante

C.48. Cosechas inestables:

No importante

Importante o muy importante

C.49. Otras razones medioambientales o climáticas: *Por favor describe.*

D. Problemas medioambientales

Si el migrante identificó razones medioambientales o climáticas como importantes en su migración, procede por favor a las preguntas D.1. y siguientes. Si no, procede a las preguntas E.

D.1. En qué trabajaba usted en su domicilio de origen? *Encierra en un círculo.*

Sector industrial (fábricas o minas)

Sector de servicios (taxista, en un restaurante, turismo...)

Sector de agricultura

Sector público (gobierno, profesor, ...)

Sin empleo

No en el mercado laboral (estudiante, ama de casa, incapaz por enfermedad...)

Otros empleos: *Por favor describe.*

D.2. Con qué tipo de problemas medioambientales se enfrentó en su región de origen?

D.3. Cuáles fueron sus consecuencias en su vida? En su trabajo e ingresos?

D.4. Si usted vivía de cosechas, declinaron sus cosechas? Porqué? *Encierra en un círculo.*

Calidad mala del suelo Sí o No

Fertilizante insuficiente Sí o No

Fertilizante demasiado caro Sí o No

Semillas insuficientes	Sí o No
Semillas demasiado caras	Sí o No
Agua en cantidad insuficiente	Sí o No
Demasiado agua (inundaciones)	Sí o No
Erosión de los suelos	Sí o No
Problemas con insectos o enfermedades	Sí o No
Conflictos en la región	Sí o No
Agricultores insuficientes	Sí o No
Cambio climático y de las temperaturas	Sí o No
Desastres naturales frecuentes	Sí o No
Otro: <i>describe.</i> _____	

D.5. Si las condiciones climáticas cambiarán en su domicilio de origen, piensa volver allí o no?

Explica porque sí o no.

E.1. Piensa usted que hoy en día el cambio climático y las degradaciones medioambientales son susceptibles de forzar a los bolivianos de migrar?

E.2. Conoce a gente confrontada con problema medioambientales en su región de origen (familia, amigos, ...)?

Muchas gracias por su tiempo y sus respuestas!

6.4. LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

Alexandra, 27 ans, vendeuse en fruits et légumes, originaire de Concepción (Province Antonio Vaca Díez, Département du Beni), elle vit à La Paz.

Alejandro, 40 ans, mécanicien, originaire de Viacha (Province Ingavi, Département de La Paz), il habite à El Alto.

Alfredo, 45 ans, agriculteur, originaire d'Ancoraimés (Province Omasuyos, Département de La Paz), il vit à El Alto.

Amalia, 25 ans, vendeuse en artisanat, en provenance de la Province Aroma (Département de La Paz), elle habite désormais à La Paz.

Américo, 27 ans, chauffeur de taxis et producteur son et image, originaire de San Borja (Province José Ballivián, Département du Beni), il vit désormais à La Paz.

Ana, 35 ans, vendeuse en fruits et légumes, originaire de Arabate dans la Province Samuel Oropeza (Département de Chuquisaca), elle vit à El Alto.

Ana, 70 ans, mendicante, elle vient de Llallagua (Province Rafael Bustillo, Département de Potosí).

Angel Mendoza, 50 ans, ingénieur agronome, originaire d'Ancocahua (Province Los Andes, Département de La Paz), il vit à La Paz.

Carmen, 30 ans, vendeuse en fruits et légumes, originaire de San Francisco, dans la Province Germán Busch (Département de Santa Cruz), elle vit dorénavant à El Alto.

Catalina*, 65 ans, vendeuse en fruits et légumes, originaire de Morochata (Province Ayopaya, Département de Cochabamba), elle vit à El Alto.

Celina Morales, 52 ans, vendeuse en artisanat, originaire de la Province Aroma (Département de La Paz), elle vit à La Paz.

Diana, 51 ans, commerçante, originaire de Sacaca (Province Alonzo de Ibáñez, Département de Potosí), elle habite désormais à La Paz.

Don Juan Quispe, 43 ans, maçon et agriculteur, originaire d'Ancoraimas (Province Omasuyos, Département de La Paz), il vit à El Alto.

Don Pedro, 58 ans, maçon et agriculteur, il vient d'Ancoraimas (Omasuyos, La Paz) et vit à El Alto.

Don Pedro, 60 ans, maçon et agriculteur, il vient d'Ancoraimas (Omasuyos, La Paz) et vit à El Alto.

Flavia Virginia Gamboa, 35 ans, vendeuse en artisanat, elle vient d'Achocalla (Province Pedro Domingo Murillo, Département de La Paz) et vit à El Alto.

Guido Laura Huanca, 25 ans, ingénieur agronome, originaire de Quime (Province Inquisivi, Département de La Paz), il loge à El Alto.

Javier, 36 ans, mécanicien, originaire de Sajama dans la Province du même nom (Département d'Oruro), il vit à El Alto.

Jorge, 30 ans, chauffeur de minibus et agriculteur, originaire d'Ancoraimas (Province Omasuyos, Département de La Paz), il vit à El Alto.

Juan Pedro, 55 ans, carreleur et agriculteur, il vient de Lacaya (Province Los Andes, Département de La Paz), il vit désormais à El Alto.

Juanita, 55 ans, vendeuse en fruits et légumes, originaire de La Joya (Province Cercado, Département d'Oruro), elle vit à El Alto.

Laura, 23 ans, étudiante, originaire de Guaqui, dans la Province Ingavi (Département de La Paz), elle habite à El Alto.

Lourdes Quispe, 32 ans, travaille dans le renforcement des organisations originelles, originaire de Tihuanacu (Province Ingavi, Département de La Paz), elle vit à El Alto.

Lucía, 53 ans, vendeuse en fruits et légumes, elle vient de la Province Aroma (Département de La Paz) et vit dorénavant à El Alto.

Margarita Avila, 53 ans, vendeuse en fruits et légumes au marché, originaire Tiquipaya, dans la province de Tomás Frías Ametller (dans le Département de Potosí), elle vit à El Alto.

María, 51 ans, vendeuse en artisanat, originaire de Sucre, Province Samuel Oropeza, Département de Chuquisaca, elle vit à La Paz.

María*, 55 ans, mendicante, originaire de Quivicha (Province Cornelio Saavedra, Département de Potosí).

Mario, 44 ans, représentant en produits de nettoyage et agriculteur, il vient de Cohoni (Province Pedro Domingo Murillo, Département de La Paz), il vit à El Alto.

Nadia, 44 ans, commerçante, originaire de Culluni (Province Saucari, Département d'Oruro), elle vit à El Alto.

Narciso, 33 ans, maçon et agriculteur, il vient d'Ancoraimas (Province Omasuyos, Département de La Paz), il vit à El Alto.

Nayda Ruiz, 47 ans, vendeuse en artisanat, originaire de Tabalot (Indabura, Equateur), elle vit à La Paz.

Patricia, 25 ans, étudiante, originaire d'Ancoraimes (Province Omasuyos, Département de La Paz), elle vit à El Alto.

Ricardo, 24 ans, étudiant, il vient de Collana (Province Aroma, Département de La Paz), il habite à El Alto.

Teresa, 22 ans, étudiante, originaire de Carabuco dans la Province Eliodoro Camacho (Département de La Paz), elle vit à La Paz.

Valentín, 42 ans, ingénieur agronome, originaire de Sombra Pata dans la Province Ingavi (Département de La Paz), il vit désormais à El Alto.

* Noms et prénoms d'emprunt

6.5. CITATIONS D'ENTRETIENS EN ESPAGNOL

ⁱ « *Mi padre me ha traído aquí a La Paz a buscar más oportunidades no, trabajar y para vivir mejor, en el pueblo no hay que, digamos algo con que sustentarse porque nosotros somos varios hermanos y no podíamos, somos nueve hijos* » (entrevista con Amalia, 25 años, dependiente en una tienda de artesanía).

ⁱⁱ « *No, sólo mis papas independientemente han buscado un cuarto donde podamos vivir, donde podamos estar y así me han traído a mi más, al principio siempre es difícil, solo teníamos una habitación y después hemos conseguido un departamento más amplio, para vivir juntos* » (entrevista con Amalia, 25 años, dependiente en una tienda de artesanía).

ⁱⁱⁱ « *A ver cuando llegué no tenía casa, no tenía nada. Entonces cuando estaba en la universidad quedaba en la universidad e iba a ayudar a algunos amigos a hacer unas actividades, viví así tres años. Después mi padre ha comprado un lote, construimos una casa con dos cuartos y allí vivía. Antes de eso iba a veces en La Paz en casa de un tío, pero no es lo mismo no, que llegar a tu propia casa* » (entrevista con Guido Laura Huanca, 25 años, ingeniero agrónomo).

^{iv} « *He, en realidad solo me dijo vamos a ir a mi país, yo sinceramente no conocía el clima paceño, solo decían que es frío pero no tanto, pero es bastante frío, pues digamos que el nomás tomo la decisión, yo vine nomás* » (entrevista con Nayda Ruiz, 47 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^v « *Yo he decidido sólo de venir a vivir aquí, no querría más quedar en el campo, no me gustaba más* » (entrevista con Javier, 36 años, mecánico).

^{vi} « *No, nadie me dijo de ir, fue ma decisión, tenía que salir del campo y venir en la ciudad, no me quedaba bien la vida en el campo* » (entrevista con Alexandra, 27 años, vendedora de frutas y verduras en el mercado).

^{vii} J. G. : « *Pero ¿quién ha tomado la decisión de venir aquí, tus padres?* »
« *No yo sólo, a mis nueve años* » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{viii} « *Primero a La Paz, yo he migrado con mis 13 años* » (entrevista con Ángel Mendoza, 50 años, ingeniero agrónomo).

^{ix} « *He, salimos de la comunidad forzados, no porque queríamos salir sino hace muchos años nosotros vivimos en gobiernos dictatoriales, que nunca se preocuparon* »

por las comunidades ni territorios indígenas, entonces él que vive en la ciudad tiene las oportunidades, tiene colegio, universidad y trabajo, pero nosotros siempre fuimos olvidados, nosotros sembrábamos algo y se arruinaba, era nuestra responsabilidad y entonces producto de la circunstancia tuvimos que migrar » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^x J. G. : « El hecho de no ver a tu familia que todavía está en el Beni ¿no te influyó? »

« Es difícil, es doloroso, pero hay decisiones, hay medidas que tienes que tomar ¿no? Como ya te he dicho, cuando ya tienes familia, tu esposa, tus hijos, entonces tienes que responder por ellos. Y sobre todo ahora yo estoy velando por el estudio de mi hijo, quiero que tenga bueno estudio, y tiene que hacerlo acá. Porque en Beni es una educación mediocre » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{xi} « Lo más difícil del migrante que viene del campo en esos años, y ahora ya estamos cambiando estamos en otro tiempo, no ha sido tanto el factor económico ni el hambre, ha sido la discriminación y el racismo que se genera cuando tú sales, antes salías del campo y aquí en la ciudad misma sufrías esa discriminación, ese racismo, y mucho más fuerte ha sido esto irnos al Oriente. Entonces yo creo que lo que más fuerte ha sido la discriminación y el racismo, siempre lo de decirnos Collas de manera despectiva, y si yo hubiese sabido el significado que quiere decir Colla, yo tal vez con orgullo le hubiera defendido, pero cuando te dice más Colla, Colla, tu autoestima también va bajando porque que tu crees que el Colla es inferior. Ellos [los del Oriente] siempre se han considerado superiores porque no sé, Santa Cruz supongo que ha sido también uno de los departamentos muy desarrollados, y también son de piel blanca y nosotros de este lado somos morenos, somos bajitos, siempre la fisonomía del rostro, del cuerpo, el color de tu piel y la lengua en que tú hablas también influye al racismo y la discriminación. [...] De allá vine a la UMSA [Universidad Mayor de San Andrés, La Paz] y ahí se discriminaba también a los que venían de las comunidades y a los que vivían en El Alto, entonces son diferentes grados de discriminación ».

J. G. : « Y con el tiempo ¿no fueron cambiando las cosas de racismo esto? »

« No, porque en esos años, el racismo era... Lo que pasa es que el altiplano y el Oriente siempre han sido como el agua y el aceite, el de aquí defiende mucho a lo suyo, por mucho que vaya allá, él sigue haciendo las costumbres que hacían en su comunidad, por eso en esos territorios del Oriente ya en determinadas fechas, como por ejemplo en carnaval, bailan Chicuta, bailan Morenada lo que es de este otro lado, entonces de alguna manera ha evolucionado pero en aquellos años, en todo el tiempo que yo estuve, decían que nosotros éramos los Collas del altiplano. Eso ha sido siempre muy marcado » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{xii} « Yo vivo en el campo y en la ciudad. Trabajo de lunes a viernes aquí en El Alto, y sábado y domingo trabajo en mi comunidad » (entrevista con Ángel Mendoza, 50 años, ingeniero agrónomo).

^{xiii} « Ah pero en una semana de allá vengo viernes, sábado y domingo, tres días aquí me vengo. El resto de la semana me quedo en la comunidad, en el campo y tres días aquí para ganar la plata » (entrevista con Don Pedro, 58 años, agricultor y albañil).

^{xiv} « Mi esposo sí se queda siempre, pero yo a veces vuelvo al campo, voy y vengo yo. Siempre voy al campo yo. Para las chacras, tengo un producto de chacra. Tenemos cultivos de papas, entonces cocinamos, tenemos papas para comer pero también vendemos » (entrevista con Celina Morales, 52 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{xv} « Sí, cada viernes en la tarde o sábado en la mañana vengo con mi hermana, nos gusta estar en el campo tranquilas » (entrevista con Patricia, 25 años, estudiante).

^{xvi} « Yo estoy trabajando aquí, y mi hermanito menor esta aquí en El Alto estudiando, estamos concentrados aquí en El Alto porque hay mayor posibilidad de poder movilizarnos, ir a estudiar y retornar a casa y los fines de semana nos vamos a la comunidad » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{xvii} « Porque es una ciudad donde hay bastante movimiento económico, hay estudios y oportunidades de trabajo » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{xviii} « Los papas, la mayoría de los papas que migran del campo a la ciudad, siempre es con esa ilusión de "en la ciudad se vive mejor, en la ciudad voy a tener trabajo, en la ciudad mis hijos van a poder ir a la escuela, en la ciudad voy a tener mi casita", entonces siempre en el bien estar, pero en la comunidad si no hubiera estos factores climáticos yo creo que la gente no saldría, porque ahí tienen agua barata, por ejemplo en el Alto nosotros pagamos el agua como 40 Bolivianos, la luz pagamos 70 Bolivianos, pero en el campo donde viven mis papas pagamos cinco Bolivianos al año » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{xix} « Pues hay muchas fuentes de trabajo, y además podemos tener una casa para vivir todos juntos, es bastante barato en El Alto » (entrevista con Alejandro, 40 años, mecánico).

^{xx} J. G. : « Y ¿alguien le ayudó a venir aquí? »

« No, a menudo venimos aquí, a vender, a trabajar... Como es cerca, no fue tan difícil venir a vivir aquí » (entrevista con Flavia Virginia Gamboa, 35 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{xxi} J. G. : « Para venir aquí, ¿usted utilizó la ayuda de alguien, como una red? »

« No, no he necesitado ayuda de nadie, he venido aquí sola » (entrevista con Margarita Ávila, 53 años, vendedora de frutas y verduras en el mercado).

^{xxii} J. G. : « ¿Ha obtenido una ayuda de un amigo o una familia para llevarse allá en El Alto para trabajar o se ha ido solo? »

« No, no tengo, solo, solo. No es difícil irse allá, como es cerca, pero más difícil es ganar plata » (entrevista con Mario, 44 años, agricultor y vendedor).

^{xxiii} J. G. : « Pienso que con nueve años ¿una red fue útil para llegar aquí no? ¿Alguien te ha ayudado a instalarte aquí? »

« Sí, un señor, que me dijo porque no te vas allá... Allí vas a estudiar, a trabajar. Un señor de aquí, de La Paz ».

J. G. : « ¿De tu familia, un amigo? »

« No, una persona lejana. Y he llegado aquí no conocía a nadie, sólo a ese señor » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{xxiv} J. G. : « ¿Alguien te ayudó en tu migración? »

« Ah sí mi suegro, él tenía su casa aquí, entonces cuando iba a Oruro y volvía, tenía que descansar ahí o estar un día, quedar en su casa porque siempre es un gasto adicional cuando vas a un hotel o un alojamiento, en esa parte me facilitaba como él tenía casa, ahí me quedaba » (entrevista con Valentín, 42 años, ingeniero agrónomo).

^{xxv} « Bueno gradualmente fueron llegando, yo creo que nosotros fuimos los primeros que llegamos allá, y hubo también de diferentes departamentos que migró, que migraron y entre nosotros había una relación más estrecha. Yo por ejemplo veía que alguien había llegado de Oruro, de Cochabamba, yo le decía tía, porque la sentía

como más amiga, entendía mejor mi situación, venía de una comunidad también, decía que buscaba mejor oportunidad entonces una relación más sana, porque en las comunidades se prevalece mucho más el respeto, por más que no sea tu tía directa, pero tú por respeto le dices tía o tío, entonces llegaba gente allá le decías tía entonces llegaba esa relación afectiva, de confianza. Entonces esas relaciones podían servir para algunos recién llegados, como ayuda, confianza. Es mucho más fácil llegar a un sitio lejano si ya conoces a alguien y si alguien puede ayudarte para cualquiera cosa » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{xxxvi} J. G. : « Vale, y ahora que estas aquí, ¿tú has ayudado a personas del Beni a venir aquí, como hizo ese señor? »

« Sí, tengo tres amigos, de San Borja también, que he traído aquí, e igual han estudiado comunicación, y ahora están trabajando igual que yo, yo los he ayudado económicamente igual, los he explicado por donde hay que empezar » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{xxxvii} J. G. : « Y ahora que vives aquí en El Alto, ¿tú ayudas a las personas de la comunidad a migrar aquí? »

« Mh, no muchas pero actualmente vivo con una prima que también ha migrado, también mis hermanos porque nadie quiere quedarse allá, mis hermanos menores que han venido. También están en mi casa y pueden pasar una noche o dos noches. Hay gente que viene del campo y se van a buscar a los parientes. Antes cuando no tenía mi suegro, visitaba a mi tía, mi tía que vivía en Kupini donde se ha derrumbado por Chijini » (entrevista con Valentín, 42 años, ingeniero agrónomo).

^{xxxviii} « A mis papas les mando dinero cada mes. Sobre todo que mi papa sufre de diabetes, entonces le ayudo cada mes con sus remedios... » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{xxxix} « Sí, apoyo a mi hermanito que está estudiando en la Universidad de San Simón, en Cochabamba. Algunas veces le envío dinero » (entrevista con Guido Laura Huanca, 25 años, ingeniero agrónomo).

^{xxx} « Sí, siempre, siempre, siempre... Cada uno por mucho que tenga siempre nos ayudamos entre nosotros, si hay alguien que tiene problemas vamos le damos todo nuestro apoyo moral y económico, y a mis padres lo mismo siempre » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{xxxxi} J. G. : « Pero ¿vuelve a veces a su domicilio de origen? »

« Ah sí, vuelvo porque tengo mis abuelos, entonces tengo que verlos, visitar a mis tías, hay algunas personas que siguen viviendo allá, siempre voy, porque además me queda cerca, siempre estoy constante viajando. Al mes una o menos, en el año debe ser cinco o seis veces también » (entrevista con Amalia, 25 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{xxxii} « Sí, frecuentemente, cada dos meses. Primero para ver a mi padre, el también viene aquí para hacer comercio. Y también yo estoy haciendo unas pruebas, con nuevos cultivos. Y me voy para ver como van las cosas, el seguimiento, como está pasando, todo ello » (entrevista con Guido Laura Huanca, 25 años, ingeniero agrónomo).

^{xxxiii} « A pesar de que estamos en la ciudad siempre tenemos ese vínculo con la comunidad, porque yo allá tengo mis animales que están a cargo de mi mama. Vuelvo dos veces al año más o menos » (entrevista con Valentín, 42 años, ingeniero agrónomo).

^{xxxiv} J. G. : « ¿Vuelves a veces a Achocalla? »

« De vez en cuando, pero pocas veces, una vez al año voy. Ahí esta enterrada mi mamá, en el cementerio, ahí voy a ver » (entrevista con Flavia Virginia Gamboa, 35 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{xxxv} « Es muy difícil por muy lejano que tú te vayas no te puedes olvidar, por ejemplo yo he vivido como 15 años alejado de mi comunidad pero siempre estuvimos ligados a la comunidad con el pensamiento con el espíritu de algún día volver a la comunidad, y seguir fortaleciendo. Entonces siempre ha habido una conexión entre la familia y la comunidad por muy lejano que hayamos vivido » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{xxxvi} « Todos tomamos la decisión de retornar aquí a nuestra tierra, porque estaba la familia y muchas cosas que no podíamos dejar, por más que teníamos allá estable trabajo, teníamos toda una vida, pero nunca pudimos desligarnos de lo que éramos, de nuestras raíces » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{xxxvii} « Tengo la perspectiva de volver a Quime, porque mi padre tiene ya sus terrenos y yo tengo la profesión de ingeniero agrónomo, entonces podríamos cultivar la tierra juntos » (entrevista con Guido Laura Huanca, 25 años, ingeniero agrónomo).

^{xxxviii} J. G. : « Vale, y ¿usted piensa quedarse aquí definitivamente o quiere volver? »
« No, quiero volver » (entrevista con Nayda Ruiz, 47 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{xxxix} « Ósea mi mamá, más que todo ella es la que viaja, más que todo por los terrenos. Tienes un terreno, tú tienes que sembrarlo, cosecharlo, si no siembras no haces nada entonces te lo pueden quitar, los de la comunidad, entonces siempre mi mamá va para que eso no sea para otra persona, constantemente lo está sembrando, papa sobre todo » (entrevista con Amalia, 25 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{xl} « Ahora mis papas retornaron a mi comunidad, porque ahora el derecho de la tierra, la tierra es para quien la trabaje, entonces por muchos años que estuvimos fuera, estuvieron a punto de quitar la tierra a mis papas (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{xli} J. G. : « Sí, y ¿tú piensas quedarte aquí definitivamente o quieres volver a tu provincia? »
« No, aquí hay más oportunidades de conseguir un poco de dinero y estar bien económicamente. En La Paz me voy a quedar, no me imagino volver a la comunidad » (entrevista con Amalia, 25 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{xlii} « Primeramente es por falta de recursos: siempre la economía, con la economía siempre la gente camina no ve. Con plata la gente se compra cualquiera cosa, pero aquí en el campo casi no hay de donde sacar » (entrevista con Don Pedro, 55 años, agricultor y albañil).

^{xliii} « Hay la posibilidad de tener un buen salario, aquí más que allí » (entrevista con Guido Laura Huanca, 25 años, ingeniero agrónomo).

^{xliiv} J. G. : « ¿Porqué se ha ido allá a trabajar y vivir? »
« Pues aquí [en Ancoraimos] a veces no hay plata, no ganamos plata » (entrevista con Narciso, 33 años, agricultor y albañil).

^{xli v} « Aquí [en Ancoraimos] no hay plata, no hay posibilidad de ganar plata, por eso me he ido a trabajar de albañil... » (entrevista con Don Juan Quispe, 43 años, agricultor y albañil).

^{xvii} « Sí, ya podemos tener algo más si venimos a la ciudad, podemos trabajar independientemente nosotros, y ya podemos generar más económicamente, podemos estar mejor entonces por eso el factor económico más que todo obliga a toda la gente para venir a la ciudad ».

J. G. : « Toda la gente del campo se va por... »

[Corta] « Sí, mayormente viene a buscar más oportunidades para vivir mejor » (entrevista con Amalia, 25 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{xviii} J. G. : « ¿Qué importancia tienen los factores económicos en tu migración? »

« Prácticamente la base para vivir bien es la economía. Y aún más cuando ya tienes familia, hijos, entonces necesitas una estabilidad económica, eso es muy importante. La probabilidad de encontrar un trabajo es mucho mayor en La Paz que en Beni, mucho mayor, el salario es mejor aquí. La vida es más asequible aquí, porque prácticamente en Beni las situaciones son muy precarias, en cuanto a salud, educación que no es buena, los salarios, te pagan muy poco, y no hay muchas fuentes de trabajo » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{xviii} « Es que a veces en el campo no encontramos de día la plata no ve, aquí más o menos aunque es un Boliviano, se encuentra trabajando en cualquier sitio, pero mientras en el campo, no. En el campo es mucho más difícil encontrar la plata, porque por ejemplo sembramos algo pero hay que esperar varios meses para cosechar y durante este tiempo no tenemos plata, además a veces hay granizo o helada y se pierde todo » (entrevista con Don Carlos, 40 años, agricultor y albañil).

^{xlix} « Porque allá [en la ciudad] si trabajas algo hay, pero aquí [en Ancoraimes] tarda el producto. Si siembro arveja, eso produce de siete meses, se espera mientras para ganarme hasta esperar siete meses, un toro crece de cuatro años » (entrevista con Mario, 44 años, agricultor y vendedor).

ⁱ « Y tarda mucho para cosechar, unos siete meses. Entonces lo que vendemos tal precio en el mercado, lo hemos sembrado mucho tiempo atrás. Hay que esperar mucho tiempo para obtener la plata, y lo peor es que a menudo como hay problemas medioambientales no se logra recuperar toda la plata... A la vez que en la ciudad, trabajas y te pagan el salario bastante rápido » (entrevista con Jorge, 30 años, chófer de minibus).

ⁱⁱ « Es que hay mucha gente que se va a la ciudad porque no tenemos plata en el campo. En la ciudad ganamos plata y con esto podemos comprar cosas para sembrar, podemos comer si la cosecha no da, a veces podemos comprar animales... Sabes si pasa algo, y a menudo pasa, por ejemplo granizo o helada, no tenemos nada más. Así, si vamos de albañil en la ciudad, tenemos un poco de dinero para comprar cosas » (entrevista con Don Pedro, 58 años, agricultor y albañil).

ⁱⁱⁱ « Es como una moda o un no sé cómo comparar, si uno sale, el otro sale, entonces aunque no hubiera estudiado igual hubiera salido, pero tal vez más tarde. Porque él que no sale después se pone celoso porque ve todas las cosas que los de la ciudad tienen. Y la gente que no lleva sandalias ¿has visto? Como cuando estabas en Ancoraimes, si tú sales de la ciudad, de aquí [El Alto], la gente no tiene zapatos ni medias ».

J. G. : « Ah, sí, sí, sí ».

« No ve, entonces yo hasta los 20 años yo iba así, tenía mi pantalón remendado, pero había jóvenes que no han acabado la secundaria, tenían su reloj, tenían su cabello bien peinado, su ropa nueva, entonces el chico, el joven mira, parece que la vida en la ciudad es mejor, yo con un único pantalón, sin zapatos... Eso es la moda, te fijas del otro y piensas que la ciudad es mejor, que en la ciudad puedes tener plata, lujos, es por eso también que la gente migra » (entrevista con Valentín, 42 años, ingeniero agrónomo).

^{lii} « Pues he venido aquí porque no hay nada en la comunidad, no me gusta vivir en el campo. A mí me gusta mucho más vivir aquí en la ciudad, comprarme cosas, ropa, comer mejor... Con la agricultura no se puede vivir bien, no se puede ganar plata, a la vez que aquí se gana rápido, hay muchas oportunidades, a veces en trabajos degradantes pero ganas plata » (entrevista con Ricardo, 24 años, estudiante).

^{liv} J. G. : « ¿Qué importancia darías a los factores económicos en cuanto a las migraciones? »

« Sí, son importantes. Yo creo que cada uno que estudia quiere tener un buen trabajo. Pero en la familia creo que es también por orgullo que alguien sea profesional. Es decir que puedes alcanzar un mejor estatuto social cuando tus hijos son profesionales y han estudiado en la universidad. Hay mucho orgullo en mi municipio. Y además tus hijos pueden ayudarte porque ganan dinero, y esto se sabe en la comunidad » (entrevista con Guido Laura Huanca, 25 años, ingeniero agrónomo).

^{lv} « Hay mucha rivalidad con el residente, el residente es aquel que se ha migrado a la ciudad y vuelve. Entonces hay mucha envidia en la comunidad, hay muchos conflictos, porque en la comunidad no hay una buena educación, entonces ese retraso de comprender, entonces el que va de la ciudad conoce un poquito más, entonces ahí hay una forma de pelea, de odio, de rivalidad entonces sí hubo muchos problemas pero, yo le he superado eso, he ganado. En principio cuando apenas había salido de la universidad sí he tenido ese problema, en mi comunidad no me aceptaban, ellos se sentían muy chiquitos, pensaban que yo les iba a utilizar, les iba a manejar pero poco a poco ellos empiezan a madurar porque sus hijos de algunos también son profesionales, por lo menos ahora hay un equilibrio, nos entendemos mejor » (entrevista con Ángel Mendoza, 50 años, ingeniero agrónomo).

^{lvi} « El terreno por ejemplo en el altiplano cada vez se va haciendo más pequeño, porque los papas a quienes le dieron una determinada tierra, digamos tienen en el campo, no tienen como en la ciudad dos o tres hijos, siempre tienen cinco o siete, inclusive tengo un tío que tiene 14 hijos, entonces él tuvo que parcelar su terreno entonces ahora ya son minifundios. Imagínate, el que tiene diez hijos o más, tiene que dividir su terreno en diez partes, y después cada hijo deberá dividir el suyo para sus hijos, no se puede vivir así » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{lvii} J. G. : « ¿Porqué ha emigrado a vivir en El Alto? »

« Pues porque no hay trabajo aquí. No hay como vivir aquí. Los terrenos que tenemos, estos terrenos se están volviendo pequeños ya, porque cada familia tiene entre ocho y diez hijos, entonces se divide el terreno, y se queda muy pequeño para cultivar... » (entrevista con Jorge, 30 años, chófer de minibus).

^{lviii} J. G. : « ¿Porqué se ha salido a trabajar a la ciudad? »

« Porque hartos somos aquí, una grande familia. Y tenemos que dividir el terreno y es más difícil cultivar en un lote pequeño ».

J. G. : « ¿Pues es un problema lo de la propiedad del terrenito? »

« Sí, eso es un problema. Antes era un latifundio, y ahora es un minifundio, pero no recibimos suficiente terreno. Cuando uno tiene ocho o nueve hijos, aunque tenía grande terreno, lo tiene que dividir y le queda un terrenito y por eso también no puede conseguir grandes cosechas » (entrevista con Don Juan Quispe, 43 años, agricultor y albañil).

^{lix} « No hay caso en la vida del campo, por ejemplo nosotros vivimos con una hectárea media, dos hectáreas, nuestros padres tienen cinco hectáreas, como somos tres hermanos, cuatro hermanos o cinco hermanos, entonces no hay vida pues, no hay vida, no hay donde vivir, entonces preferimos venir nosotros aquí a trabajar en la ciudad » (entrevista con Don Carlos, 40 años, agricultor y albañil).

^{lx} J. G. : « Y los jóvenes de la comunidad, ¿se quedan aquí o se van? »

« Se están yendo, se van, a La Paz. A buscar trabajo, para ganar plata, comer, comprar ropa... A ellos no les gusta más la vida del campo, quieren ganar plata para comprarse ropa nueva, relojes, celulares... El modo de vivir y de vestir del altiplano no les gusta y por eso se van a La Paz » (entrevista con Don Juan Quispe, 43 años, agricultor y albañil).

^{lxi} « Sí aquí está mejor, aquí hay más cosas que hacer. En la ciudad se vive mejor, más fácil y podemos comprarnos cosas nuevas, ordenador, celular, ropa de marca... A mi no me gusta la ropa tradicional, no » (entrevista con Patricia, 25 años, estudiante).

^{lxii} J. G. : « Sí, y ¿fue importante también la educación, las escuelas, los estudios posibles aquí? »

« Ah sí, en la ciudad siempre los estudios son más avanzados que en la provincia, en los pueblos es menos que, digamos muy bajo el rendimiento académico, los niños también, los jóvenes también » (entrevista con Amalia, 25 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{lxiii} « He venido aquí para estudiar, tenía que irme a estudiar en Cochabamba pero por circunstancias he venido a estudiar en la Católica [Universidad Católica Boliviana, La Paz]. Mis padres me apoyaron claro, sino yo me habría quedado a trabajar en las minas, Quime es una zona minera. Allí en mi municipio un joven que sale bachiller se dedica a la mina ¿no? Pero en mi caso no fue así, porque primero querían que me forme, que tenga una formación. Por eso me apoyaron mis padres (entrevista con Guido Laura Huanca, 25 años, ingeniero agrónomo).

^{lxiv} « Yo vivía en el campo primero, y en el campo no hay una buena educación y en Bolivia eso es el problema principal, y bueno yo llegué a La Paz, estudié en un colegio, salí bachiller y postulé en la universidad, y estudié esta carrera que es agronomía » (entrevista con Ángel Mendoza, 50 años, ingeniero agrónomo).

^{lxv} « En busca de mejores oportunidades educativas, de educación superior, allá donde vivíamos no hay universidad, nos vinimos para estudiar en la universidad, aquí a la UMSA [Universidad Mayor de San Andrés, La Paz] » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{lxvi} J. G. : « ¿Qué importancia tienen los factores sociales para ti ? »

« Son iguales de importancia que los económicos. Porque para tener digamos un estatus de vida, tienes que tener educación. Y también el rango social que tienes es función de tus estudios. Mira yo llegué acá era muy niño, de acá para estudiar, trabajar, justamente buscando a sobresalir, porque en el Beni no hay mucho, mucha cobertura para la educación, y la economía no es buena, en el Beni. Pues justamente yo vine acá por buscar estudio y mejor economía » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{lxvii} « Eso es muy frecuente, eso es un problema de todos los años [hablando de sequías], entonces justamente nosotros, bueno yo tengo una maestría en hidrología y agronomía entonces intento ayudar. Hay que hacer entender a la gente "esto no es igual que el año pasado", y "tampoco es lo mismo sembrar papa igual que el año pasado". Y estamos viendo que los fenómenos naturales del clima están hoy en día muy importantes e influyentes. Nos hace ver un poco más amplio, entonces trabajamos nosotros con ese tema, porque tiene también influencia en la agricultura y ha modificado la manera de cultivar » (entrevista con Ángel Mendoza, 50 años, ingeniero agrónomo).

^{lxviii} « A ver, el motivo porqué estudié agronomía tenía un poco que ver con esto [las degradaciones del clima]. Allí como en muchas partes sufrimos de la escasez de agua. Antes sí que teníamos suficiente, pero ahora ya no es así. Por eso he

estudiado agronomía, para ver cuáles podrían ser las alternativas, para poder hacer frente a este déficit o hacer un mejor uso del agua » (entrevista con Guido Laura Huanca, 25 años, ingeniero agrónomo).

^{lxxx} « Yo, ahora estoy viviendo en El Alto por cuestiones laborales, pero yo ya tengo mi proyecto de vida: voy a trabajar dos años más aquí y luego me voy a retornar a mi comunidad, ya todos saben allá que yo voy a volver. Entonces el mes pasado yo fui, me encontré con los jóvenes y dijimos, los jóvenes no tienen oportunidad de estudiar, principalmente por el factor económico, no pueden venir aquí, veo que ellos se dedican a la producción, a la ganadería, no es lo que ellos querían. Ellos querían estudiar una carrera profesional, y trabajar pero no pueden por factores económicos, entonces yo les he dicho yo ya fui, conozco, tengo experiencia. Voy a volver y vamos a formar una asociación y vamos a levantar la comunidad, y vamos a desarrollar la comunidad, eso es mi objetivo » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{lxxxi} « Sí, es más, es mucho más asequible. Aquí tu vas y te atienden, en Beni no, demoran mucho, es muy mala la atención allí. En Beni son principiantes, estudiantes todavía los médicos, entonces no hay buena atención. Sin embargo aquí en la ciudad hay especialistas que te atienden rápido » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{lxxxii} J. G. : « ¿Usted ha venido aquí por culpa de violencias, de conflictos políticos o de guerras ahí en el campo? »

« No, en el pueblo es muy tranquilo, más bien la gente viene aquí por buscar más oportunidades de vida, economía más que todo » (entrevista con Amalia, 25 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{lxxxiii} « Entonces con todo eso [hiperinflación], no sólo estaban afectados los mineros, sino también los profesores, las personas del campo también porque los productos ya no tenían precios fijos, es por eso que la gente ha empezado a migrar, no a la ciudad sino fuera del país, se han ido a Argentina, Brasil, Europa y Estados Unidos, entonces desde esa vez otro fenómeno ha venido, ya no interno sino internacional » (entrevista con Valentín, 42 años, ingeniero agrónomo).

^{lxxxiiii} « Entonces desde esa vez [la grande sequía del año 1983] se ha incrementado la migración, y la otra época es el 86, donde ha empezado a llover, como este año, aunque no mucho para el altiplano pero para las zonas bajas sí, lo que ha pasado es que el agua ha crecido hasta el Lago Titicaca, casi como un metro. Si tienes la posibilidad de visitar el desaguadero que está entre Bolivia y Perú, hay un puente, pues por encima del puente pasaba el agua, y esto ha perjudicado los forrajes, los pastos, la vegetación se ha podrido, ya no había pasto para los animales... Otra causa es digamos, como no había producción de nuevo tenían que ir, tenían que migrar a la ciudad, son dos épocas: el 83 y 86, entonces la gente ha dicho en el altiplano no tengo futuro y tengo que irme... »

J. G. : « Y pues esto de la sequía del 83 y de las inundaciones del 86, ¿en qué medida estos problemas climáticos pueden influir en las migraciones? »

« ¡Bastante! Por eso te digo, si no hubiera pasado estos fenómenos climáticos, tal vez la comunidad podría tener más gente, tal vez ahorita el campo podría estar más poblado. Antes la población en la área rural era cerca a los 60 y 70 %, ahora estamos entre el 38 y 40 %, entonces los fenómenos naturales han influido bastante » (entrevista con Valentín, 42 años, ingeniero agrónomo).

^{lxxxv} J. G. : « ¿Te has enfrentado con problemas, degradaciones del medio ambiente? »

« En cuanto al clima, en Beni es muy precario, se inunda muchísimo, hay muchas inundaciones, mucha lluvia, y justamente cuando llueve mucho no hay alimento, porque todos los alimentos que llegan al Beni llegan de aquí [La Paz]. Todo se

manda de aquí al Beni, y cuando hay tiempo de lluvias no llegan los alimentos, porque las carreteras están cerradas ».

J. G. : « Pero ¿esto tuvo importancia cuando has decidido de venir aquí? »

« Sí, tuvo importancia ».

J. G. : « Y los que quedaron allí, ¿sufren de estos problemas climáticos, más aún con el cambio climático? »

« Sí, ¡claro que sí! Hoy en día no hay más temporadas, puede llover cualquier día. Por ejemplo mis padres viven inundaciones hoy [19.02.2011], el agua entra en las casas porque ha llovido bastante esta semana, no llega combustibles, gasolina, diesel. Porque en Beni no es energía eléctrica, todavía de cooperativas, es de motor, entonces cuando pasa esto no llega el combustible y no hay luz. Entonces ellos siguen sufriendo, además que el precio de los alimentos sube al mismo tiempo: el kilo de azúcar está a trece Bolivianos, aquí cuesta ocho Bolivianos... » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{lxxv} « A veces también llueve demasiado y hay inundaciones y esto también afecta mucho la producción » (entrevista con Alfredo, 45 años, agricultor).

^{lxxvi} J. G. : « ¿Aquí la gente sufre de inundaciones en el campo ?

« Sí a veces pero no con mucha frecuencia, a veces cuando llueve mucho pero casi no, más es por la sequía y la helada » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{lxxvii} « Aquí el problema más grave sería la falta de agua... » (entrevista con Alfredo, 45 años, agricultor).

^{lxxviii} « Como la lluvia nunca llega a su debido tiempo la cosecha cada vez es demasiado pequeña. Por eso no podemos vender mucho en la ciudad y además a veces pasamos hambre, no tenemos nada que comer... » (entrevista con Flavia Virginia Gamboa, 35 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{lxxix} J. G. : « ¿Hay problemas medioambientales aquí ? »

« Sí también son importantes. A veces sembramos papas pero el agua no llega y perdemos mucho, ya que no tenemos plata. El problema es que falta bastante el agua, y parece que cada años llega más tarde y más escasa. Por eso también me he ido a la ciudad, para ayudar porque solamente con la agricultura no alcanzamos. No tenemos suficiente plata, por eso trabajo para que comamos y podamos comprar animales, etc. » (entrevista con Narciso, 33 años, agricultor y albañil).

^{lxxx} « Falta de agua más que todo, ya no hay lluvia a su debido tiempo. Antes a su debido tiempo llegaba en agosto, septiembre. Sólo llovizna estos años, este año de nuevo estaremos en una sequía, ya no nos resulta como antes, todo se vuelve más difícil » (entrevista con Alfredo, 45 años, agricultor).

^{lxxxii} « Sí, varía el clima. La lluvia, a veces no llueve a su debido tiempo, se atrasa en llover, entonces la siembra mientras pasa eso no recibe agua. La lluvia no llega a su debido tiempo, para eso el riego es insuficiente, el agua se seca, no ha almacenado bien agua, entonces hasta regar nos falta y la siembra se seca » (entrevista con Mario, 44 años, agricultor y vendedor).

^{lxxxii} « Antes cuando tenía que llover, llovía, cuando tenía que solear, soleaba, pero ahora nunca se sabe. Mira como llueve ahora, tendría que haber terminado de llover pero no, y otras veces tendría que llover y no llueve, muy difícil es » (entrevista con Mario, 44 años, agricultor y vendedor).

^{lxxxiii} J. G. : « ¿Cuál sería la razón principal de su llegada aquí? »

« Donde vivo, en la parte de Achocalla, estamos mirando sólo a la lluvia nomás, a veces llueve a veces no llueve, y si no llueve suficiente no hay nada que comer, porque una vez al año cosechamos, puede ser grano, puede ser papa, puede ser

quinua, puede ser trigo, todo eso. Entonces cuando no llueve no hay producción, a veces se atrasa o se adelanta la lluvia no ve, entonces falla la cosecha de todo un año. Porque si no llueve, se seca, cuando solea, se seca la siembra y ya no crece. Cuando tiene que llover, no llueve, cuando no tiene que llover, llueve, así es. Entonces, por esas razones he venido a trabajar aquí » (entrevista con Flavia Virginia Gamboa, 35 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{lxxxiv} « Además de esto [heladas y granizados], a menudo nos falta agua para sembrar por aquí. Entonces como no podemos regar bien, se seca rápido las semillas y plantitas, así que perdemos un poco de la cosecha por eso también. La lluvia no llega a su debido tiempo, no hay mucha agua y nos falta agua para cultivar. El agua es vida, y si no tenemos agua no hay vida, no hay comida, no hay plata, no hay nada, y por eso tenemos que salir a la ciudad a ganar plata y trabajar » (entrevista con Don Juan Quispe, 43 años, agricultor y albañil).

^{lxxxv} « También nos perjudica la falta de agua, sobre todo en época de siembra, a veces no llueve, y entonces la producción no es buena y perdemos mucha plata » (entrevista con Alfredo, 45 años, agricultor).

^{lxxxvi} « Quije se caracteriza por ser una zona de producción de madera, de madera de eucalipto. Considerando que el eucalipto es una planta que absorba buena cantidad de agua, sin embargo ahora vemos que se van secando. Yo cuando era niño veía muchas fuentes de agua, varias vertientes en las que había eucaliptos y ahora ya no hay. Por eso se puede decir que sufrimos de sequía ».

J. G. : « ¿Qué impacto tuvo en tu vida, en el empleo de tus padres? »

« Sí, mi padre tuvo que cambiar de profesión, su actividad y dejó de ser agricultor para dedicarse más al comercio ».

J. G. : « ¿Qué importancia darías a los factores climáticos en cuanto a las migraciones? »

« Son importantes estos factores, principalmente por el escasez de agua » (entrevista con Guido Laura Huanca, 25 años, ingeniero agrónomo).

^{lxxxvii} « Sí, en Cochabamba tienen sus reservas ahora en eso estamos, nosotros también queremos tener esa reserva para mantener los forrajes, en la época de noviembre, diciembre hay sequía para eso queremos tener reserva, en eso estamos pero todavía no hemos logrado porque nos falta dinero y el gobierno no nos ayuda. Nos falta agua para vivir, no tenemos riego eso es el problema, porque sin agua no se puede cultivar bien la tierra » (entrevista con Don Pedro, 58 años, agricultor y albañil).

^{lxxxviii} « Entonces el agua hay que almacenar unos tres o cuatro reservas para que alcance, pero no tenemos cuatro, apenas tenemos dos, y a veces los municipios no nos aceptan rápido, digamos del año pasado ni este año van a hacer, tal vez al año próximo pero tarda mucho, no es rápido para construir cisternas » (entrevista con Mario, 44 años, agricultor y vendedor).

^{lxxxix} J. G. : « Y Don Pedro este digamos, ¿algo pasa con los recursos naturales para que no tengan buena producción? »

« ¡Claro! Siempre, dificultades hay, porque cuando hay lluvia, hay producción, cuando no llueve, no hay producción, también otra dificultad eso es, sí, porque como ya no tenemos plata, eso empeora mucho nuestra situación ».

J. G. : « Vale, entonces ¿por eso también la gente se va a vivir a La Paz? »

« Sí, por ese motivo, cuando estamos acostumbrados en el campo, aunque vivimos mal, vivimos no ve. Pero los jóvenes que son ya estudiantes, ya se preparan no ve, para irse a la ciudad, trabajarse, buscarse la vida, porque se dan cuenta que la vida en el campo es difícil, que no hay mucha plata que hacer... Antes era así, solamente eran los jóvenes que se iban a la ciudad, pero estos años, justamente por culpa de falta de agua y otros problemas, más gente se tiene que ir a la ciudad a trabajar,

porque no alcanzan en el campo... » (entrevista con Don Pedro, 55 años, agricultor y albañil).

^{xc} « Había sequías, era un problema muy grave. Uno ha sido el factor climático y el otro ha sido que mi papa ha visto que la escuela, porque en la comunidad no había escuela, no había donde los niños podían aprender, entonces siempre mirando hacia afuera y viendo que en la ciudad hay escuela donde los hijos pueden ir a estudiar. Pues esto afectó también el hecho de migrar. La cosa más importante era la degradación climática pero el hecho de que podamos estudiar en buenas escuelas tuvo importancia en segundo lugar » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{xcí} « Cuando no llueve o si no llueve a tiempo, baja la producción, baja la cosecha, y baja la plata. Y si esto ocurre varias veces, se arruina una familia, es muy grave. Por eso muchos del campo tienen que irse a la ciudad a trabajar, para diversificar las fuentes de ingresos » (entrevista con Alfredo, 45 años, agricultor).

^{xcii} J. G. : « Ah claro, entonces ha ido allá para ganar plata, pero ¿también cree que esos problemas de clima que influyen negativamente en las cosechas aquí han sido importantes en el hecho de que se vaya? »

« Sí, eso es importante también, por eso yo me voy allá, cuando no llueve la tierra está seca y no puedo trabajar, no puedo sembrar, para eso se necesita un apoyo y como no hay, me tengo que ir a trabajar a la ciudad para sustentar y sobrevivir » (entrevista con Mario, 44 años, agricultor y vendedor).

^{xciii} « Entonces había sequía justo ese año también lo poco que sembramos desapareció cuando llegó la nevada, no teníamos absolutamente nada para abastecernos, mis padres son productores, también tenían vacas lecheras entonces producto de la sequía y el desabastecimiento en la producción, nos forzaba, bueno prácticamente, mis papas tomaron la decisión de salir de la comunidad y salimos primero a El Alto » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).

^{xciv} « Yo me acuerdo tal vez una cronología, las escuelas por ejemplo se han construido en varias comunidades ya entonces cada año crecían las escuelas, los profesores, y cada comunidad quería tener su propia escuela. Entonces en esa época, más o menos te hablo de los 78-80, entonces había ese crecimiento de las escuelas, de los colegios, había un crecimiento en el área rural pero lo que ha marcado un giro para mí es el 83. En 1983 hubo una gran sequía donde no ha habido ninguna producción, no ha habido forrajes, los animales han muerto y los jóvenes han empezado a migrar, como no había recursos económicos, los jóvenes, los varones sobre todo han empezado a migrar, a los Yungas, al valle, a otras ciudades, lo más próximo era la ciudad de La Paz, a trabajar de cargadores, de albañil... Entonces esa época para mí marca, es una fecha importante, desde esa vez se ha incrementado la migración del campo a la ciudad ».

J. G. : « Pero ¿piensas que empezó desde aquel año o antes ya había? »

« ¡Antes no había! Por ejemplo mi colegio se ha fundado en el 82 y el 83 ha sido la sequía. Aun así la gente volvía todavía, la primera promoción ha sido el 84 en mi colegio, entonces esta gente que ha acabado la secundaria tenía que ir a estudiar a las instituciones superiores, y en las vacaciones volvían a la comunidad a ayudar... Pero ahora es al revés, acaban las clases y todo el mundo se viene a la ciudad a trabajar, aquí trabajan de voceadores [en los minibuses], de taxistas, de albañil, de todo... » (entrevista con Valentín, 42 años, ingeniero agrónomo).

^{xcv} J. G. : « Y hermano, otro factor sería el efecto del clima no ve, ¿qué piensa de esto, le afecta en su caso? »

[Corta] « Sí sí, sí sí. Esto es muy importante en el altiplano, las heladas, los granizados afectan la producción, y después no hay buena producción. Cuando

sembramos la semilla de la papa, si llega helada o granizado se muere la semilla y no tenemos nada que vender o comer » (entrevista con Don Juan Quispe, 43 años, agricultor y albañil).

^{xcvi} « *Sí que hay problemas medioambientales, como heladas, granizados... » (entrevista con Alfredo, 45 años, agricultor).*

^{xcvii} « *Siembramos una hectárea y no rescatamos nada porque no llovía, y si crecía algo venía la helada y lo quemaba. Lo que se produce en un año lo guardamos y tenemos que aguantar todo el año » (entrevista con Lourdes Quispe, 32 años, fortalecimiento de las organizaciones originarias).*

^{xcviii} « *Es un riesgo, ósea es como la lotería, podemos sembrar con tantas ganas, invertimos y viene una helada y ciao, o una granizada y ya no tenemos nada. Entonces siempre es un riesgo los fenómenos climáticos » (entrevista con Valentín, 42 años, ingeniero agrónomo).*

^{xcix} « *Allá en la comunidad somos 38 familias, todos los padres están aquí, más bien han venido los hijos. Todos están aquí en la ciudad, todos. Como ha cambiado el clima, ya tenemos que saber reaccionar. Ha llovido granizada, la helada ha venido, antes nosotros no sabíamos nada qué hacer cuando los productos se quemaban, pero ahora ya sabemos cuando llueve una granizada, como recuperar eso, gracias a ese técnico. La comunidad ya sabe cómo defenderse, ahora la comunidad ha recuperado, ya sabemos cómo conservar los terrenos, protegerlos » (entrevista con Don Pedro, 58 años, agricultor y albañil).*

^c J. G. : « *¿Estos problemas han sido importantes también en su migración de venir a vivir en El Alto? »*

« *Sí, sí, para ayudarse. Porque también tengo hijos que están estudiando, pero como a veces viene el tiempo de helada y granizo entonces disminuye la cosecha, es por esa razón que la gente viene a la ciudad, para trabajar y ganar un poco de dinero » (entrevista con Don Pedro, 58 años, agricultor y albañil).*

^{ci} J. G. : « *Y lo del deshielo glaciario, es un problema en su comunidad u otras? Porque ya todos me dicen que el problema más grave es la falta de agua, me imagino que con el deshielo glaciario ¿va a empeorar la situación no? »*

« *Va a empeorar sí. Los expertos han dicho que estas nevadas que ves, en 50 años van a desaparecer, el Illimani que ves ahí blanco, pronto va a ser negro. Entonces vamos a tener un conflicto social, como ya pasó en Cochabamba. La Guerra del Agua en Cochabamba fue muy difícil y desgraciadamente estamos yendo hacia otro tipo de conflicto así. Incluso en mi zona en el campo, que es muy baja, ya no hay agua los sábados y domingos. Antes no ocurría esto, todos los días teníamos agua. Es que la población de la ciudad de El Alto sigue creciendo es por eso ya no hay bastante abastecimiento para la población, los aguas que consumimos en la ciudad son aguas del deshielo. Antes había ríos que corrían, ahora ya no hay ya, son temporales » (entrevista con Valentín, 42 años, ingeniero agrónomo).*

^{cii} « *Hasta no hace mucho el agua llegaba hasta la comunidad, pero ahora con lo que ha habido, el calentamiento global, ya son tres años que no vemos agua. Hay mucho deshielo, mucha agua del deshielo, pero corre demasiado rápido y no se contiene en los campos » (entrevista con Ángel Mendoza, 50 años, ingeniero agrónomo).*

^{ciii} « *Sí, mucho calor, un rato frío y cuando solea, quema, ese rato mismo cuando la tierra esta mojada se seca inmediatamente. Entonces los suelos se secan demasiado y como no tenemos mucho agua no podemos regar a menudo, la cosecha disminuye por eso también... » (entrevista con Alfredo, 45 años, agricultor).*

^{civ} J. G. : « *¿Cambia la temperatura, el cambio climático se siente aquí? »*

« Sí, porque harto calor ya hace, y cuando llueve al día siguiente todo se seca. Antes no era así » (entrevista con Don Pedro, 58 años, agricultor y albañil).

^{cv} « Hay problemas medioambientales pues, sí que hay. Hay granizado, helada, falta de agua porque no llueve a tiempo... El tiempo está cambiando totalmente no ve. Ahora quema mucho el sol, estos meses son muy quemantes y si no hay agua para regar, se seca la cosecha. Y como decía, la lluvia ya no llega a tiempo. Antes había etapas que seguir, y cuando tenía que llover, llovía, cuando tenía que solear, soleaba, teníamos buen tiempo bien reglado, ahora ya no, nunca podemos saber lo que va a pasar... Ya no es seguro cultivar, ya no es seguro la producción agrícola » (entrevista con Jorge, 30 años, chófer de minibus).

^{cvi} « Puede que los problemas medioambientales influyan en las migraciones porque, el tiempo ya ha cambiado. Como ahorita la lluvia ya tenía que pasar, pero la lluvia sigue, sigue lloviendo y no está bueno para la producción, se puede inundar » (entrevista con Don Carlos, 40 años, agricultor y albañil).

^{cvi} J. G. : « ¿Piensa que unas degradaciones del medio ambiente puedan jugar un papel en las migraciones? »

« Sí, ¡claro...! ¡Ahora los cambios climáticos son muy fuertes! El cambio climático modifica el suelo, que ya no tiene mucha capacidad de producir. Las lluvias por ejemplo : ya no llueve, antes llovía 6 meses, ahora llueve solamente 3 meses. Nuestras siembras siempre es en noviembre pero este año la siembra ha sido diciembre, porque no ha llovido hasta noviembre. Entonces el cambio climático ha sido muy drástico, han variado mucho las lluvias y esto no ayuda una cultura ya bastante difícil » (entrevista con Ángel Mendoza, 50 años, agrónomo).

^{cvi} « Además de falta de agua, tenemos problemas con insectos y enfermedades. También nos afectan los cambios climáticos y las altas temperaturas. Especialmente por el mes de noviembre en Quime sí que hay muchas sequías. De alguna forma van a migrar ¿no? Por la población que va en aumento, las altas temperaturas y la falta de agua, tienden a migrar. Porque las familias son numerosas y estos problemas climáticos agravan las situaciones de las familias, por eso también hay gente que migra » (entrevista con Guido Laura Huanca, 25 años, ingeniero agrónomo).

^{cix} « Ahora ya no es como antes, como ya somos muchas familias cada año sembramos, cada año cultivamos no hacemos descansar [el suelo] ni dos, ni tres años por lo menos. Y con el cambio climático todo ha cambiado. Hace unos cinco años ya ha cambiado en mi lugar, todo tipo de producto producimos, pero ahora con el cambio climático todo ha cambiado: ¡hace mucho calor, muy caliente es el sol, el sol quema mucho! Y se seca todo, falta agua en mi lugar, con el cambio climático, rápido se seca y cuando llueve en la noche, al día siguiente ya está seca la tierra, por esa razón de mi comunidad han migrado hacia La Paz. Como ya ha cambiado el clima, antes no era así pero nos ayudan los técnicos CIPCA. Nos han dado cursos, yo he aprendido como hay que proteger de las plagas, como hay que mantener la humedad, con eso ya estoy decidiendo quedarme en el campo nomás ya » (entrevista con Don Pedro, 58 años, agricultor y albañil).

^{cx} « Como ha cambiado el clima en mi comunidad, ha llovido muy poco y ha granizado entonces ha dado muy poco la producción. En esa época, la gente va migrando a La Paz para ganarse dinero, porque la gente no quiere quedarse así nomás, quieren estudiar pero hace falta dinero es por eso que la gente se esta ayudando con trabajo » (entrevista con Don Pedro, 58 años, agricultor y albañil).

^{cx} « Tengo 9 hijos, toditos vivimos aquí más o menos, porque en el campo con la parcelación de las tierras no se puede vivir, no hay suficiente terreno para todos, y

además con esos problemas del clima cada vez es más difícil cultivar la tierra. Así mejor vivir en la ciudad, se gana más plata y se vive mejor... »

J. G. : *« Pero ¿podríamos decir que usted se ha ido también por culpa de esos problemas medioambientales? »*

« Sí, también por eso. Pues tenía que encontrar un trabajo para ganar plata, porque en el campo ya no se puede ganar plata, sobre todo por esos problemas de clima, sobre todo la falta de agua. Entonces sí también por eso, todo está relacionado no ve » (entrevista con Celina Morales, 52 años, dependiente en una tienda de artesanía).

6.5. EXTRAITS DE QUESTIONNAIRES

^{cxii} *« Los jóvenes se fueron de manera definitiva y los mayores regresan a hacer sus cargos en la comunidad ».*

^{cxiii} *« Los jóvenes migran permanentemente y la gente mayor temporalmente ».*

^{cxiv} *« Los jóvenes son los que han migrado, y pocos vuelven a la comunidad ».*

^{cxv} *« Los jóvenes migran permanentemente, los mayores tienen migración temporal ».*

^{cxvi} *« Muchos se han ido de la comunidad, pocos se quedan, especialmente los mayores se quedan ».*

^{cxvii} *« Permanentemente se van los jóvenes y temporal los mayores. Estos se van por trabajo eventual y vuelven en tiempos de cosecha y siembra. Los jóvenes se van constantemente, a veces vuelven con pareja ».*

^{cxviii} *« No pienso volver, no tengo suficiente terreno, no pienso volver... »*

^{cxix} *« Por falta de recursos tuve que emigrar a la ciudad en busca de dinero, pues en el campo sólo da para el autoconsumo ».*

^{cxx} *« Pocos ingresos tengo, sólo para el autoconsumo lo que se produce ».*

^{cxxi} *« He venido aquí para tener mayor calidad de vida o ventajas en la ciudad, como la luz, TV, teléfono, etc. ».*

^{cxxii} *« Los jóvenes quieren vestirse, quieren comprarse cosas, quieren tener celulares, etc. para eso a la fuerza se van a la ciudad ».*

^{cxxiii} *« La consecuencia en la vida es que he estudiado en la Universidad en Agronomía y ahora, con todo el conocimiento y la experiencia que tengo, creo tener la oportunidad de producir con adaptaciones a estos cambios ».*

^{cxxiv} *« Por la inestabilidad política de Bolivia, el empleo no es seguro y no hay mucho trabajo ».*

^{cxxv} *« Ha empeorado, poca lluvia, más sequía y presencia de heladas ».*

^{cxxvi} *« La situación ha empeorado, por la escasez de lluvias, sequías, heladas, que afectan la producción agrícola ».*

^{cxxvii} *« La falta de lluvia oportuna y la pequeña cantidad de precipitación han empeorado la situación, porque hemos perdido semillas nativas, han mayor presencia de plagas y enfermedades, y ha disminuido la producción. Además, aumentó la temperatura ».*

^{cxxxviii} « Tenemos pequeñas tierras, con muchas vertientes y faltas de infraestructuras de riego ».

^{cxxxix} « Yo pienso que sí porque sin agua no se puede sembrar ».

^{cccc} « La gente se va por las razones climáticas porque ha perdido su producción, y ya no tiene sus ingresos económicos de la venta »^{cccc}.

^{cccci} « Las tierras ya no son fértiles como antes, no hay agua, no hay plata, así no se puede vivir, a la fuerza tenemos que buscar mejor vida en otro lado ».

^{ccccii} « Sí, muchos Bolivianos siguen llegando, no sólo de mi Departamento de La Paz, sino de otros lados como Oruro, Potosí ».

^{cccciii} « Sí, muchos se van al Oriente ».

^{cccciv} « Sí, por eso varios se van al exterior del país, como Argentina, Estados Unidos, Europa ».

6.6. EXTRAITS D'ENTRETIENS (SUITE)

^{ccccv} « Claro que muchos vienen aquí para ganar más plata, pero hay algunos también que vienen primero a estudiar. Así con estudios se puede tener un mejor trabajo y ganar más plata » (entrevista con Laura, 23 años, estudiante).

^{ccccvi} « Pues sí es también por culpa de las inundaciones que he venido aquí. La situación económica en el Beni ya es muy difícil, y no hay educación buena, entonces por todo eso hay migraciones, porque las inundaciones empeoran una situación ya difícil » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).

^{ccccvii} « Hay muchos problemas medioambientales en el campo. Casi es imposible producir algo, a veces producimos papa pero es muy difícil. Tenemos problemas como la falta de agua o el granizo, y por eso a menudo la cosecha desaparece y ya no tenemos nada. Pero ¿qué podemos hacer? Así es en el campo, no hay seguros, tenemos que buscar otras fuentes de ingresos para sobrevivir » (entrevista con Celina Morales, 52 años, dependiente en una tienda de artesanía).

^{ccccviii} Es por culpa de esa situación económica mala, que se vuelve precaria a menudo por degradaciones climáticas, pero también para estudios, que la gente sale de su lugar. Se van a La Paz, Cochabamba, Santa Cruz, es donde mayormente la gente sale. La gente sale por factores climáticos igual que por factores económicos o sociales » (entrevista con Américo, 27 años, taxista y productor de audio e imagen).